

DIPLOMATIE

La troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer

La troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer, qui s'ouvre le 20 juin à Caracas et doit se prolonger durant dix semaines, sera l'une des rencontres diplomatiques les plus importantes organisées par les Nations unies. Par le nombre des participants d'abord : cinq mille dé-

légués de cent cinquante et un pays sont attendus dans la capitale du Venezuela. Par l'importance du sujet traité ensuite, puisqu'il s'agit de tenter de définir un nouvel ordre juridique pour l'exploitation et la gestion de la mer, et des fonds marins.

Partager équitablement un patrimoine commun

Par
DJAMCHID MONTAZ (*)

Jusqu'au dix-septième siècle, les mers étaient considérées comme le domaine commun de l'humanité. Les États qui dominaient les terres : c'était le régime incontesté du principe dominium maris. Ensuite, après quelques atermoiements, le principe de la liberté d'utilisation de l'espace marin s'affirme définitivement. Une seule exception à ce principe, dont l'origine doit être trouvée dans le besoin de sécurité des États riverains : au profit de ceux-ci, on déclare soumise à leur souveraineté une bande côtière large de 3 milles marins (portée du canon) qu'on appelle « mer territoriale » pour la distinguer du reste de l'étendue océanique qui constituait la haute mer.

Longtemps unique, cette exception au principe de la liberté des mers était d'ailleurs toute relative, puisque les navires étrangers bénéficiaient du droit de passage inoffensif. Cependant, au cours des temps, elle se trouve être la première d'une liste sans cesse croissante.

Les problèmes de la répression de la contrebande maritime ont mis en évidence le désir de la protection offerte par la ceinture des 3 milles qui peuvent sillonner très rapidement les navires modernes. Les États riverains se sont donc attribués, au-delà de leur mer territoriale, le droit de visite, de capture et de perquisition des navires suspects ou coupables de contrebande. La première conférence des Nations unies sur le droit de la mer, réunie à Genève en 1958, entre autres, en le codifiant, ce droit : elle reconnaissait l'existence d'une « zone contiguë » au-delà de la mer territoriale ; jusqu'à une distance maximale de 12 milles à partir des côtes, l'État riverain pourrait exercer des actes d'autorité, en vue de prévenir les contrebandes et les autres infractions et de faciliter les opérations de surveillance et d'immigration.

A la fin de la deuxième guerre mondiale, de pressants besoins économiques se trouvaient à l'origine d'une exception supplémentaire au principe de la liberté des mers : le droit de réserver l'exploitation des richesses sous-marines se trouvant au-delà de leur mer territoriale. Les États riverains s'étant pour ce faire, de notions géologiques jusqu'à la négligence, affirmèrent que ces régions ne seraient que le prolongement des continents sous la mer, submergées par suite du réchauffement de la terre, consécutif à la période glaciaire. Il serait, dans ces conditions, parfaitement logique que l'État riverain dispose de l'exploitation de ces ressources. Par la célèbre déclaration du président Truman, en 1945,

les États-Unis d'Amérique se sont reconnus ce droit : cet exemple fit école et fut immédiatement suivi par de nombreux autres États. La convention sur le plateau continental, adoptée lors de la conférence de Genève précitée, entérinait cette nouvelle entorse à la liberté des mers.

Porte de cette reconnaissance, certains États en vue du développement ont saisi l'occasion de cette conférence pour revendiquer des droits spéciaux, dans certains cas exclusifs, en matière de conservation et d'exploitation des pêcheries contiguës à leur mer territoriale, éveillant ainsi l'hostilité des puissances pratiquant la pêche hauturière. La liberté de la pêche dans les eaux adjacentes n'en fut pas pour autant sauvegardée, puisque certains États ont tout simplement inclus ces zones dans leurs mers territoriales respectives. Bien que la communauté internationale n'ait pu s'accorder, lors de la deuxième conférence de Genève en 1960, sur une large définition de la mer territoriale, les grandes puissances ont toujours vigoureusement dénoncé comme cette pratique inacceptable par les États latino-américains. D'ailleurs, les États sont tellement sûrs de leur bon droit qu'ils ne prennent même plus la précaution d'étendre les limites de leur mer territoriale. C'est le cas de l'Algérie, qui vient de porter unilatéralement sa zone de pêche exclusive à 50 milles de largeur à partir de ses côtes.

La dernière offense au principe d'un jour sacré-saint de la liberté des mers résulte de la Convention de Bruxelles de 1969, élaborée au lendemain du naufrage du pétrolier Torrey Canyon. Ce texte consent en effet aux États riverains le droit d'intervenir au-delà de la mer territoriale contre les bâtiments étrangers, afin de prévenir une éventuelle pollution. Le développement de la navigation, en augmentant les risques de collision, mettrait de plus en plus en évidence la nécessité d'une réglementation adéquate de la liberté de navigation. C'est ainsi que dans les régions les plus fréquentées des couloirs de circulation ont été mis en place. Néanmoins, la liberté de navigation reste, parmi quelques autres, la liberté à laquelle la communauté internationale dans son ensemble demeure la plus attachée, ce qui ne semble pas être le cas de la liberté d'exploitation des richesses océaniques.

La pression des sous-développés

Le principe de la liberté d'exploitation des ressources océaniques a fait, ces derniers temps, l'objet de vives critiques de la part des pays en voie de développement selon lesquels le droit de la mer date d'une époque où la communauté internationale était constituée de quelques États aux situations économiques sensiblement comparables. Le principe de la liberté des mers assurait alors un libre et égal accès aux ressources de la mer. Il était pour ainsi dire la garantie de l'égalité. Il n'en va plus de même aujourd'hui, dans un monde qui se caractérise par d'incommensurables inégalités économiques entre les États. Seuls, de nos jours, les États les plus développés, pourvus de flottes puissantes, peuvent entreprendre la pêche en haute mer ; la foule des pays en voie de développement, faute de moyens techniques suffisants, restent par la force des choses à l'écart de la compétition.

Le principe de la liberté favoriserait donc en dernière analyse les riches au détriment des pauvres. Le développement spectaculaire des techniques d'exploitation sous-marine, en rendant accessibles les ressources du fond des mers et des océans au-delà du plateau continental, risque fort de contribuer à amplifier ce phénomène.

Le patrimoine commun de l'humanité

Dans ce domaine, il se dégage des travaux des Nations unies l'impression d'ensemble que la majorité des États sont fermement convaincus de la nécessité d'abandonner les doctrines traditionnelles du droit international en faveur du concept nouveau : celui du « patrimoine commun de l'humanité » proposé par Malta.

Selon l'ambassadeur Pardo, père de cette proposition, ce concept implique non seulement le libre accès de tous aux richesses de la mer, question qui préoccupe les pays développés, mais aussi, et surtout, un partage équitable entre tous des revenus tirés de l'exploitation de ces ressources. Une organisation internationale aurait pour fonction de délivrer des

concessions aux puissances techniques capables et de percevoir des « royalties » qui serviraient à la lutte contre le sous-développement. Plus de 7 milliards de dollars pourraient être ainsi consacrés chaque année à cette tâche : à l'égalité formelle entre les États, telle qu'elle résulte du principe de la liberté, la notion de patrimoine commun de l'humanité tendrait ainsi à substituer une égalité réelle. Le droit de la mer cesserait alors d'être neutre pour devenir un instrument de développement.

Enthousiasmés par de si belles perspectives, les pays en voie de développement accueillirent très favorablement le projet. Depuis, ils ont montré clairement leur volonté d'inclure dans le patrimoine commun de l'humanité les ressources animales, mais tout cela semble encore loin d'être réalisé. 54 est vrai que les pays les plus développés ont accepté, pour des raisons politiques, le nouveau concept, il n'en demeure pas moins qu'ils s'efforcent sans doute d'en limiter l'impact, car les implications, en particulier en matière de ressources des zones adjacentes aux côtes, qui sont de loin les plus importantes du milieu marin, risquent fort d'être exclues du patrimoine pour passer sous contrôle étatique.

Les besoins des « Grands »

Le mouvement « exclusiviste », alimenté par les prétentions des pays en voie de développement, a, en effet, redoublé d'intensité à l'annonce de la prochaine réunion de la conférence, qui s'ouvrira dans leur camp une nouvelle conception juridique, celui de mer patrimoniale, qui sera leur cheval de bataille.

La mer patrimoniale, ou zone économique adjacente à la mer territoriale (dont la largeur serait fixée à 12 milles) pourrait, selon les différents projets, s'étendre jusqu'à 200 milles des côtes. A l'intérieur de cette vaste zone, les États riverains disposeraient de compétences exclusives en matière d'exploitation des ressources naturelles tant minérales qu'animales, sous réserve, bien sûr, des autres libertés de la mer.

Ainsi, le régime du plateau continental s'appliquerait également aux eaux surajacentes : pour les protagonistes de ce mouvement, les États riverains seraient ainsi justifiés par l'étrange dépendance qui existe entre les poissons et le plateau continental, lequel fournit les planctons indispensables à leur survie. Ils seraient par ailleurs conditionnés par la lutte contre la pollution des zones côtières, que l'État riverain est en mesure de mener d'efficacité. Par ailleurs, les pays en voie de développement considèrent les pêcheries adjacentes comme partie intégrante de leurs ressources naturelles, les États développés exercent leur souveraineté pleine et entière, en vue de les consacrer à leur développement économique.

Les États les plus développés n'ont pas fait attendre leur réaction : ils se sont montrés très réservés par certains États occidentaux, estimant qu'il est absolument nécessaire de distinguer entre les différentes espèces de poissons ; ils reconnaissent aux États riverains des droits exclusifs sur les seules espèces côtières. Les États incapables d'exploiter tout le contingent des ressources halieutiques devraient alors se consacrer à pêcher ces espèces, moyennant, il est vrai, le paiement de « taxes raisonnables ».

Les États socialistes et le Japon, encore plus concernés par le fait que leurs pêcheurs opèrent de plus en plus loin de leurs ports, se sont montrés beaucoup plus fermes : ils seraient disposés à faire au plus quelques concessions aux pays en voie de développement ; afin de permettre le développement de leurs pêcheries et de les mettre à l'abri de l'action des autres flottes, des droits exclusifs leur seraient reconnus, dans les limites des limites de leur respect de capture.

Ainsi, dans les deux cas, les États développés pourraient poursuivre en toute quiétude leurs opérations pendant de longues années en attendant que les pays en voie de développement combinent leur retard et puissent se réserver tout le contingent disponible.

Finalement, seuls les États enclavés s'acharnent, pour des raisons évidentes, à étendre au maximum la zone incluse dans le « patrimoine commun » et à assurer son plein écoulement.

Il appartient désormais à la nouvelle conférence de trouver un compromis entre les exigences souvent contradictoires des deux blocs d'États : assurer le partage équitable des ressources entre tous les États et garantir aux puissances industrielles le libre accès à la mer. A cet égard, les Grands, plus que jamais attachés à la liberté d'action de leurs flottes, ne feront sans doute pas de concession. Les avantages économiques revendiqués par les pays en voie de développement ne seront consentis que dans la mesure où la liberté de navigation, sur tout dans les eaux internationales, sera garantie. Par-delà les questions juridiques, la conférence aura ainsi à connaître des problèmes politiques fondamentaux de notre époque.

(*) Assistant associé à l'université de Paris-X, membre de la délégation française à la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer.

MM. Kissinger et Sauvagnargues ont réglé leur différend sur les consultations interalliées

(Suite de la première page.)

Parfois tranchant, mais moins acide que M. Jobert, son prédécesseur, M. Sauvagnargues avait donné le ton en affirmant, dans une brève déclaration, la fidélité du nouveau gouvernement français à l'alliance atlantique, à laquelle il convient, selon lui, de faire prendre un « nouveau départ ». Toutefois il n'est pas question de revenir sur « les décisions de 1966 ». De retour de la France de l'intégration militaire allié, l'accent du système intégré de l'OTAN. En outre, la France n'a pas l'intention de souscrire à de nouveaux engagements contractuels concernant la présence de troupes étrangères sur son territoire. M. Kissinger lui répondit sur un ton très conciliant — il alla même jusqu'à rendre hommage, comme avant lui M. Sauvagnargues, au président ministre des Affaires étrangères français, M. Jobert, pour avoir présenté, en octobre dernier, un projet de déclaration — et affirma très nettement que le texte en question ne devait pas servir de référence juridique : son seul but était de « symboliser notre coopération ».

Pendant cet échange, le ministre français faisait passer un projet révisé du document à son collègue américain, qui, après un quart d'heure de discussion et quelques modifications, lui donnait son accord. Ce texte se lit ainsi :

« Les membres de l'Alliance se sont fermement résolus à se tenir pleinement informés et à renforcer la pratique de consultations franches, et en temps opportun, par tous les moyens qui pourraient être appropriés, sur les questions touchant leurs intérêts communs, en tant que membres de l'Alliance, et en tenant compte de ce que ceux-ci peuvent être influencés par des événements survenant dans d'autres parties du monde. »

Ce style laborieux témoigne du marchandage intervenu. Le « sont fermement résolus » renvoie à la place du « s'engagent » du premier projet, réduit le caractère contraignant de l'ensemble en le ramenant à une proclamation d'intention. La soumission du ministre français, de même la consultation ne portera pas sur les « questions d'intérêt commun » en général, mais sur celles qui touchent à la sécurité de l'Alliance. Toutefois, cette concession américaine est sérieusement atténuée par le membre de phrase suivant, qui fait état des événements récents : « En raison de la situation de la sécurité, les membres de l'Alliance, mentionnés dans le projet britannique de déclaration, sont devenus les membres qui pourraient être appropriés... »

Hommage au nouveau régime portugais

Cette question de la consultation n'aurait évidemment pas pris une telle acuité si les demandes présentées aux Neuf, en décembre, par le secrétaire d'État américain, et plus encore les objections formulées par le secrétaire d'État américain, n'avaient été prises en compte par le secrétaire d'État américain. En réalité, il est pratiquement convenu depuis la dernière réunion des Neuf à Bonn que le dialogue avec les pays arabes portera essentiellement sur les questions de coopération économique, la « grande politique » étant réservée à la diplomatie américaine. Il reste à savoir toutefois si les Arabes l'entendront de cette oreille.

Une autre vedette de la journée

Le président Giscard d'Estaing s'est entretenu pendant trois quarts d'heure, le mardi 18 juin, dans la soirée, avec M. Rudolf Kirschnager, ministre autrichien des Affaires étrangères et candidat à l'élection présidentielle du 23 juin, qui préside les travaux de la commission mixte franco-autrichienne réunie à Paris pour sa session annuelle. M. Kirschnager, qui avait été l'hôte de déjeuner de M. Bernard Destremau, secrétaire d'État aux affaires étrangères et co-président de la commission, a déclaré à cette occasion : « Nous sommes prêts à faire tout notre possible afin que l'Autriche soit un partenaire constructif de la France dans les efforts pour renforcer la paix et la sécurité en Europe ».

« M. Soares, l'un des six nouveaux venus sur la scène atlantique (avec ses collègues britannique, français, allemand, danois et turc), à qui M. Callaghan, président d'honneur lors de la cérémonie inaugurale, avait rendu hommage pour la décision de son gouvernement de « restaurer les libertés démocratiques et les droits de l'homme au Portugal et dans ses territoires d'Afrique ». L'envoyé du général Spínola présente un exposé remarqué de la situation dans son pays, à la fois vibrant dans sa dénonciation de la « dictature réactionnaire » du régime Caetano et fort diplomatique dans son attitude envers ses collègues. C'est ainsi qu'il n'est pas un mot de critique pour l'attitude passée de l'OTAN envers ce régime et ne critique qu'indirectement

la Grèce en déclarant à la fin de son intervention : « Nous ne pouvons pas comprendre que puissent continuer d'être acceptés dans le soi-disant monde libre, des régimes qui ne respectent ni les droits de l'homme ni les règles de la démocratie que notre alliance a consacrées ». Il n'en approuve pas moins sa signature au bas de la déclaration atlantique « sans réserves mentales d'aucune sorte ». Tel n'était pas le vœu du groupe de contestataires qui stationneront une partie de la matinée devant le Centre des conférences d'Ottawa, réclamant tout à la fois la liquidation de l'alliance atlantique, la restauration des libertés en Grèce, mais aussi une accélération de la décolonisation des territoires portugais d'Afrique.

MICHEL TATU.

LA DÉCLARATION ATLANTIQUE reconnaît que les forces nucléaires européennes renforcent la capacité de dissuasion de l'alliance

Voici une analyse, publiée par l'A.F.F., de la « déclaration atlantique » qui doit être approuvée, ce mercredi 19 juin, au conseil de l'OTAN réuni à Ottawa :

- 1) Les pays membres constatent que le traité a consacré la solidarité des destins des pays d'Europe, des États-Unis et du Canada ;
- 2) Ils ont la conviction que le traité a fourni la base indispensable de leur sécurité, rendant possible la poursuite de la détente, qui a permis à trente-cinq pays de s'efforcer de défendre, au nom de leur propre destin, la sécurité et la coopération en Europe (1) ;
- 3) Les signataires considèrent que leur défense commune est solidaire et indivisible ;
- 4) Ils constatent que les données de la défense commune ont été modifiées au cours des dix dernières années ; les rapports stratégiques entre les États-Unis et l'U.R.S.S. ont atteint une situation quasi équilibrée. De ce fait, les problèmes que pose à l'alliance la défense de l'Europe ont revêtu un caractère différent et plus spécifique ;
- 5) La contribution à la sécurité de l'alliance est assurée par les forces nucléaires américaines basées aux États-Unis aussi bien qu'en Europe. La présence des forces nord-américaines en Europe demeure indispensable ;
- 6) Les pays européens fournissent les trois quarts du potentiel défensif classique en Europe. Deux d'entre eux (France et Grande-Bretagne) disposent d'une force nucléaire en mesure de jouer un rôle propre contribuant au renforcement global de la capacité de dissuasion de l'alliance. Ils s'engagent à apporter leur contribution à la défense commune ;
- 7) Les États-Unis, de leur côté, réaffirment qu'ils s'engagent à n'accepter aucune situation qui exposerait leurs alliés à une pression extérieure politique ou militaire, susceptible d'altérer leur liberté et déclarent qu'ils sont résolus à maintenir une force en Europe au niveau des risques éventuels ;
- 8) Ils affirment que toutes les forces nécessaires seront employées pour la défense ;
- 9) Ils sont convaincus que la présence des forces américaines et canadiennes en Europe est irremplaçable pour la défense de l'Amérique du Nord aussi bien que pour celle de l'Europe. Il en est de même pour les forces européennes. Les progrès vers l'unité que les pays de la Communauté européenne sont déterminés à accomplir devraient, le moment venu, avoir un effet bénéfique sur la contribution à la défense commune de l'alliance de la part de ceux d'entre eux qui sont aussi membres de cette alliance (cela exclut l'Irlande, qui n'est pas membre de l'OTAN). Ils reconnaissent que le maintien de la sécurité et de la stabilité dans la zone couverte par le traité peut se trouver menacé par un événement dans une autre partie du monde ;
- 10) Ils expriment leur volonté d'unir leurs efforts pour améliorer l'efficacité des forces de l'alliance. En fonction du rôle dans l'alliance, chaque pays devra fournir sa juste part pour assurer la sécurité de tous. Rien ne doit être accepté qui puisse diminuer cette sécurité ;
- 11) Ce paragraphe concerne la consultation (voir l'article de M. Tatu) ;
- 12) Les pays participants soulignent le rôle de la démocratie dans l'alliance ;
- 13) Ils soulignent le rôle que peuvent jouer les parlementaires au bénéfice de l'alliance ;
- 14) En ce vingt-cinquième anniversaire de l'alliance, les signataires expriment leur attachement aux idéaux qui ont présidé à la création de l'alliance atlantique.

MAURICE DRUON
de l'Académie française

LA PAROLE ET LE POUVOIR

PLON

كتاب الراحل

DIPLOMATIE

En confirmant son récent essai

Pékin assure ne chercher qu'à « briser le monopole nucléaire des superpuissances »

L'agence Chine nouvelle a confirmé mardi 18 juin qu'une nouvelle expérience nucléaire avait eu lieu en Chine occidentale le 17 juin à 14 heures (heure locale). Le communiqué souligne que l'expérience « a été réalisée avec succès dans l'excellente situation caractérisée par le développement en profondeur du mouvement de critique contre Lin Biao et Confucius ».

« Les essais nucléaires limités et nécessaires effectués par la Chine », poursuit le communiqué, « sont destinés entièrement à des buts de défense, ainsi qu'à briser le monopole nucléaire des superpuissances et à supprimer finalement les armes nucléaires, indiquant la communauté internationale ».

« Le gouvernement chinois réaffirme qu'à aucun moment ni en aucune circonstance il ne sera le premier à se servir des armes nucléaires. Le peuple et le gouvernement chinois coopéreront avec les autres peuples et les autres gouvernements pour atteindre le grand objectif de l'interdiction totale et de la destruction complète des armes nucléaires ».

Protestation australienne

L'expérience chinoise aussi bien que celle réalisée par la France à Mururoa continuent cependant à provoquer de multiples réactions dans le monde. L'Australie, notamment, a adressé des notes de protestation à Paris comme à Pékin. Notre correspondant à Canberra, Kenneth Randall, signale en outre que des représentants australiens et néo-zélandais doivent se rendre dans une quinzaine de jours à La Haye pour l'adoption par la Cour internationale de la requête déposée par leurs deux pays demandant une interdiction des essais nucléaires français dans le Pacifique. Un des principaux

conseillers scientifiques du ministère australien des affaires étrangères doit d'autre part se rendre à New-Delhi pour y discuter des conséquences régionales de la récente entrée de l'Inde dans le club nucléaire. Kenneth Randall précise que les campagnes de boycottage envoyées par les syndicats australiens contre les bateaux français et éventuellement étendus à la Chine, auront probablement peu d'effet, les actions du même ordre entreprises l'an passé s'étant révélées plus gênantes pour l'Australie même et les populations du Pacifique que pour les intérêts français.

À Moscou, l'agence Tass a annoncé l'expérience chinoise sans commentaires mais en mentionnant les protestations qu'elle avait provoquées au Japon et en Australie. La presse soviétique, en revanche, a entièrement passé sous silence l'explosion française de Mururoa.

L'expérience nucléaire réalisée par l'Inde le 18 mai dernier continue également de provoquer des réactions. Le ministre pakistanais de la défense, M. Asif Ahmed, a annoncé mardi devant l'Assemblée nationale que son pays prendrait des mesures « supplémentaires » pour assurer sa défense et demanderait à l'Inde d'accepter « les garanties internationales nécessaires » pour appuyer ses assurances selon lesquelles le développement nucléaire indien n'aurait que des objectifs pacifiques.

• M. Ichiro Morikawa, président du Congrès japonais contre les bombes « A » et « H », a adressé à Paris un télégramme de protestation contre les nouvelles expériences nucléaires françaises.

A TRAVERS LE MONDE

Ethiopie

• LE QUOTIDIEN GOUVERNEMENTAL ETHIOPIEN *EFFE* a révélé, mardi 18 juin, que 1 800 tonnes de blé et de maïs destinées aux régions de l'Ethiopie frappées par la sécheresse avaient été réexportées vers la Yémen du Nord par Djibouti. Ces 1 800 tonnes faisaient partie d'un contingent de 30 000 tonnes de céréales offertes par la Croix-Rouge internationale des Etats-Unis, le Canada, la Suède, la Chine et le Kenya. — (A.P.)

Grande-Bretagne

• LE PLANISTE SOVIETIQUE SVIATOSLAV RICHTER, attendu en vain à Londres, mardi 18 juin, où il devait donner deux concerts, ne se rendra pas en Grande-Bretagne. Son imprésario a reçu un télégramme annonçant qu'il souffrait d'hypertension. Récemment, le pianiste avait démenti les rumeurs selon lesquelles il souhaitait s'installer à l'étranger pour deux ou trois ans (*Le Monde* des 1^{er} et 4 juin). — (Reuter).

Italie

• LES BRIGADES ROUGES ont revendiqué le 18 juin la responsabilité du meurtre de deux militants néo-fascistes du Mouvement social italien (M.S.I.) à Padoue. Dans un communiqué remis au *Corriere della Sera*, l'organisation déclare que les deux hommes avaient été abattus la veille après avoir opposé une résistance armée à un commando qui s'était introduit au siège local du M.S.I. Par ailleurs, M. Jean-Paul Lili, directeur de l'attaché commercial du consulat de Belgique à Milan, a reconnu avoir simulé son enlèvement, avec la complicité de trois hommes arrêtés le 16 juin à Varese, alors qu'ils tentaient d'extorquer une rançon à sa famille. — (Reuter).

R.D.A.

• M. QUENTIN GAUS, ministre plénipotentiaire d'Allemagne fédérale, est arrivé le mardi 18 juin à Berlin-Est, où il s'est installé dans sa résidence officielle. Son homologue est-allemand, M. Michael Kohl, était attendu à Bonn mercredi. — (A.P., U.P.I.).

Suisse

• LES DEUX PRINCIPAUX DIRIGEANTS COMMUNISTES ESPAGNOLS en France, Mme Dolores Ibarruri (la Pasionaria), présidente du P.C.E., et M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti, se sont vu refuser le droit de pénétrer la parole à l'occasion d'un rassemblement européen de travailleurs espagnols qui doit se tenir à Genève le dimanche 23 juin. Le parti du travail (le parti communiste suisse), qui

organise cette manifestation, a protesté avec vigueur contre cette « atteinte à la liberté de réunion ». — (A.P., Reuter).

Tunisie

• UN ACCORD TUNISO-LIBYEN portant sur la construction d'une ligne de chemin de fer reliant Gabès (dans le Sud-Tunisien) à Tripoli, ainsi que sur le renforcement de la coopération dans les domaines des transports aériens et maritimes, a été signé mardi 18 juin à Tripoli. — (A.P., U.P.I.).

Union soviétique

• LES JOURNAUX PUBLIENT LA LISTE DES DEPUTES qui ont été élus aux deux Chambres du Soviet suprême. Le nom de Mme Fountseva, ministre de la culture, ne figure pas sur cette liste. Récemment, il a été reproché à Mme Fountseva d'avoir fait construire une datcha, en partie aux frais de l'Etat. — (U.P.I.).

• L'URSS A DONNE L'AUTORISATION A DIX JEUNES JOUFS de se rendre en Hongrie pour y étudier dans un séminaire pour rabbins, apprentis ou à Moscou. De source occidentale, on estime qu'il y a actuellement tout au plus six rabbins officiant en URSS pour une population juive de quelque deux millions et demi d'âmes. — (Reuter).

Petite montre au cadran d'écaillé. Le remontoir est en pierre fine, le fermoir du bracelet en or guilloché.



Inattendu : cette montre au cadran de pierre dure est fixée sur un anneau de bois précieux ou d'ivoire.

FRED JOAILLIER

6, rue Royale, Paris 8^e. Tél. 260.30.65
Boutique Fred, 84 Champs-Élysées.

FAISANT ESCALE AUX AÇORES

Le président américain est informé par le général Spínola des intentions du Portugal en Afrique

Arrivé le mardi soir 18 juin à la base aérienne de Lages, aux Açores, le général Spínola, président de la République portugaise, a accueilli quelques instants plus tard à sa descente d'avion le président Nixon arrivant d'Amman, dernière étape de son voyage au Proche-Orient. Le rencontre a

été organisée à la demande de Lisbonne. Dans les conversations qui se tiennent ce mercredi matin, il ne semble pas que le sort des bases américaines aux Açores doive être évoqué. En revanche, les intentions du gouvernement portugais en matière de décolonisation sont exposées au président des

Etats-Unis au moment même où à Ottawa M. Mario Soares, chef de la diplomatie portugaise, assure à l'occasion de la conférence ministérielle de l'OTAN : « Il est naturel qu'après tant d'années de méfiance et de lutte les Africains veulent être certains de notre bonne foi ».

La décolonisation difficile

De notre envoyé spécial

« Ce n'est pas aujourd'hui — un traumatisme sans précédent dans l'histoire contemporaine du Portugal — l'exercice soudain des libertés, de toutes les libertés, qui provoque naturellement des réactions mal contrôlées. Il est encore moins facile de rompre brusquement avec l'immobilisme colonial, le principe de l'autodétermination après s'être accroché au dogme multiracial et à la thèse du dernier empire chrétien de l'Occident ».

La révolution du 25 avril, conçue, réalisée, gagnée par une poignée de jeunes officiers, a d'abord été une libération, une explosion de joie populaire, une dignité retrouvée, la fin de la honte et du cauchemar pour les adversaires du salazarisme. Mais elle a aussi provoqué — on le

voit mieux aujourd'hui — un traumatisme sans précédent dans l'histoire contemporaine du Portugal. Aujourd'hui, les contradictions entre dirigeants des partis de gauche et leaders modérés civils et militaires éclatent au sein même du gouvernement. Les divergences entre les prudentes généraux de la junte et les commandants progressistes du mouvement des forces armées se précisent chaque jour et à tout propos : des revendications ouvrières, de la réforme de l'éducation, des réformes des administrations, du statut des déserteurs, des manifestations gauchistes, des libertés de la presse, des discours du général Spínola, du sort réservé aux anciens dirigeants de l'Estado Novo, enfin, de la nature de la décolonisation.

général Galvão de Melo, membre de la junte qui venait de dresser à la télévision un violent réquisitoire contre ceux qui « abusent de la liberté ».

Les allusions faites de son côté par le général Spínola aux « libertés mal comprises » ont suscité des réflexions algues dans les milieux officiels : « Il parlera bientôt, disent-ils, comme l'amiral Thomas... » Le « décalage » entre le projet de statut des déserteurs mis au point par les officiers du mouvement et la version finale et dure adoptée par la junte a également provoqué des murmures désapprobateurs chez les jeunes militaires.

Une censure rétablie

Le discours du général Spínola, à Evora, avait été malencontreusement « coupé » par la télévision et certains journaux. « Incidents techniques », affirmait-on le lendemain à la télévision sans convaincre les membres de la junte, qui croyaient à un geste politique. Les journaux « coupables » étaient, de leur côté, priés de publier une mise au point. La formation éphémère d'un « soviét » au *Diário de Notícias*, les plaintes accumulées sur le bureau de M. Raúl Rego, ministre des communications sociales (information), démontant lui-même les « irresponsables qui font la loi dans les journaux », les pressions exercées par plusieurs officiers de la junte en faveur d'un rétablissement de la censure, l'interdiction soudaine d'une émission de la télévision jugée « déplaçante » pour l'Eglise, cette escalade a trouvé sa conclusion logique. Le gouvernement a pris la censure directe de la radio-télévision.

Une nouvelle loi sur la presse, les théâtres et le cinéma doit être publiée ces jours-ci. « Faudra-t-il rétablir une censure militaire pour empêcher un pas d'orgueil dans la maison ? », s'interrogeait M. Raúl Rego, vieux combattant républicain de la lutte contre Salazar, tenu en haute estime par le général Spínola, qui lui a demandé de l'accompagner dans sa tournée des villes de province. C'est chose faite.

Face à une gauche qui trouve trop remuante ou trop pressée, le général Spínola ne peut compter sur le soutien des officiers généraux, membres de la junte, sur les conseillers d'Etat qu'il a choisis, et sur les membres les plus modérés du gouvernement provisoire, à commencer par le premier ministre, M. Palma Carlos. La ligne de partage ne passe donc pas entre les militaires et les civils. Ce qu'il faudra peut-être bientôt appeler les deux « camps » du gouvernement de Lisbonne comprend également des militaires et des civils. C'est une victoire importante, alors que le durcissement intérieur s'accompagne du blocage du processus de décolonisation.

Mais n'est-il pas évident depuis le 25 avril que démocratisation et décolonisation vont de pair ? Le dialogue avec les mouvements de libération, la rencontre aux Açores du président Nixon et du général Spínola n'a pas été de pure courtoisie. La décolonisation difficile des territoires portugais contient en germe de Lajes à Lourenço-Marques, tous les éléments d'une solide crise entre l'Est et l'Ouest.

MARCEL NIEDERGANG.

APRÈS LE « CESSEZ-LE-FEU » EN ANGOLA

Le F.N.L.A. conteste violemment la représentativité de l'UNITA

Kinshasa (A.P.). — Le Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.) a dénoncé le mardi 18 juin dans un communiqué publié à Kinshasa « la mise en scène organisée par les colonialistes portugais, et qui est à la base d'un prétendu accord de cessez-le-feu intervenu entre le commandement en chef des forces portugaises de répression de l'Angola et Jonas Malheiro Sarmento, président de l'Union pour l'indépendance de l'Angola (UNITA) » (« le Monde » du 18 juin).

« Alors qu'ils négocient officiellement avec les authentiques représentants des peuples de Guinée et du Mozambique, poursuit le communiqué, les colonialistes portugais ont choisi pour l'Angola la voie de la clandestinité et de l'intrigue politique aux fins de tenter d'imposer au peuple angolais des solutions préfabriquées et néo-colonialistes ».

Enfin, conclut le communiqué, « la trahison de Sarmento doit constituer désormais une leçon pour nos frères d'Afrique, dont la bonne foi a été

ment été trompée par ce groupuscule et qui s'apprêtent déjà à soutenir l'UNITA dans les instances africaines aussi bien qu'internationales ».

En Angola, la police militaire a interdit mardi matin l'accès des banques afin d'empêcher la formation de pickets de grève, déclenchant dans un communiqué du commandant en chef le général Pinheiro. D'autre part, depuis mardi matin, le personnel de la compagnie des transports en commun est en grève. De nombreuses personnes n'ont pu se rendre sur leur lieu de travail.

Par ailleurs, les travailleurs de la gare de Cascais de Benguela, la plus importante d'Angola, ont décidé de boycotter la vente du sucre et de l'alcool jusqu'à ce que le gouvernement autorise une augmentation du prix du sucre. Celui-ci a été fixé à 150 escudos, ce qui ne permet pas à la direction d'augmenter les salaires.

POLITIQUE

LANÇANT UNE CAMPAGNE NATIONALE D'INFORMATION

Les radicaux de gauche se montrent tentés par l'indépendance

La réorganisation de la gauche socialiste

M. GUY MOLLET : écrire un nouveau manifeste socialiste.

M. Guy Mollet, ancien secrétaire général de la S.F.I.O., indique dans le bulletin de l'Office universitaire de recherche sociale (O.U.R.S.) qu'il se propose avec ses amis « de chercher ensemble les principes de base d'un nouveau manifeste socialiste ».

« Nous allons », écrit-il, « étudier comment, en 1944, pourrait s'écrire le manifeste communiste de 1948. Nous mesurons les risques d'un tel effort. Nous aurons à connaître les critiques des professionnels de l'antimarxisme qui pourfendent les théories de Karl Marx avec d'autant plus de vigueur qu'en général ils ne se sont pas donné la peine d'en lire les textes. Nous subissons aussi les brocards des modernistes qui revont, dans une naïveté, l'œuvre d'incorrigibles passésistes. Mais il nous faudra surtout redouter et éviter de mériter l'accusation d'être des révisionnistes, des dévotionnistes. C'est qu'en effet la philosophie marxiste a pour certains pris valeur de dogme, et l'« Église marxiste », elle aussi, se « catégorise ».

« Nous ne sommes pas une Église ». Nous ne convoquerons aucun « concile » et personne dans nos rangs ne se prendra pour « le pape » du socialisme. Mais si nous pouvons modestement faire avancer l'idée de la réaffirmation des marxistes sur la nécessité d'une telle mise à jour, et si nous avons la chance de susciter des recherches en ce sens, cela suffira à notre ambition ».

« LUTTE OUVRIÈRE » : un vaste rassemblement électoraliste.

L'hebdomadaire trotskiste *Lutte ouvrière* note au sujet des projets de réorganisation de la gauche socialiste :

« Ceux qui aspirent à voir se créer un grand parti socialiste, qui, à l'instar du P.C.F., interviennent de façon militante sur tous les plans, qui ont retrouvé comme élément actif dans les luttes qui se développent dans tous les domaines de la vie sociale et politique, risquent d'être déçus dans leur espoir ».

« Si le P.S. refuse de stimuler sur l'unité des socialistes autogestionnaires, ses partisans n'ont guère de raisons de le faire, particulièrement ceux de la C.F.D.T. Il est probable, tout au plus, que se constitue un cartel au sein duquel les organisations composées garderont une large autonomie. Ce qui n'achève pas, bien entendu, qu'un certain nombre de membres de ces formations adhèrent au P.S. »

« Mais cela suffit amplement aux projets de Mitterrand, qui se satisfait volontiers d'un vaste rassemblement électoraliste au sein duquel les organisations composées garderont une large autonomie. Ce qui n'achève pas, bien entendu, qu'un certain nombre de membres de ces formations adhèrent au P.S. »

LES JEUNES SOCIALISTES S'ORGANISENT

Quinze mille jeunes socialistes seront organisés à la fin de l'année, annonce le bureau national du Mouvement de la Jeunesse socialiste, qui précise que, dès la rentrée, « les Jeunes socialistes animeront dans les lycées et les C.E.S., des structures de débat et d'initiation sur les thèmes qui concernent la jeunesse et posent clairement les choix politiques et sociaux : l'emploi chez les jeunes, une armée nouvelle et au service du peuple, l'école et sa fonction dans la reproduction des inégalités, les problèmes de la vie sexuelle dans la société actuelle (contraception, mariage, mais aussi tout ce qui concerne la répression sexuelle) ».

« Il faudra imposer dans les lycées et collèges la loi politique découlant directement de l'abandon du droit de vote à dix-huit ans et lutter partout contre la répression et l'étouffement des libertés, qui se sont considérablement renforcées ces dernières années dans les établissements scolaires », conclut le mouvement.

Les radicaux de gauche ont donné, dimanche 16 juin, à Moissac (Tarn-et-Garonne), le coup d'envoi d'une campagne nationale d'information, qui doit, à terme, dorer le mouvement d'une structure et d'un appareil propre à lui permettre une action.

L'ambition du président du mouvement des radicaux de gauche, M. Robert Fabre, est de pouvoir se présenter à égalité avec les socialistes et les communistes. « Il importe, a-t-il expliqué, de créer, à côté des partis frères, une structure solide, pour éviter que le troisième pied de la gauche que nous sommes s'effondre sous le poids des autres, ne soit la cause de l'effondrement général ».

Les ambitions des radicaux de gauche sont multiples. Dans un premier temps, ils vont renforcer leur équipe de permanents et se doter d'un siège plus digne d'une formation politique adulte. Dans un deuxième temps, ils vont tenter de se définir positivement et non plus seulement par rapport aux idéologies de leurs alliés. La mise au point d'une sorte de déclaration de principe est envisagée, qui devrait être aux radicaux de gauche ce que le manifeste *Chiel et Terre* est aux radicaux valaisiens. Il ne s'agit plus de se borner à définir le radicalisme comme un humanisme ou comme l'outil de défense de certaines catégories sociales : les couches moyennes, les artisans, les commerçants.

Parallèlement, le mouvement doit aussi tenter d'être une audience en recrutant. Il espère en particulier devenir la structure d'accueil des gaullistes déçus qui dérivent vers la gauche. Des conversations ont eu lieu dans ce sens avec deux anciens ministres du général de Gaulle ayant appelé à voter pour M. François Mitterrand : M. Jean-Marcel Jeanneney et Edgar Pisani. Les radicaux de gauche entendent notamment les dissuader de créer un mouvement de centre gauche et leurs proposent de rejoindre les rangs de leur mouvement. En contrepartie, certains des dirigeants des radicaux de gauche n'excluent pas de revoir le titre et les structures du mouvement afin de mieux symboliser l'éclaircissement, étant entendu qu'une référence au radicalisme devrait être conservée afin notamment de ne pas en laisser l'exclusivité à M. Servan-Schreiber.

Un handicap

En matière d'élargissement, les radicaux de gauche se heurtent toutefois à la concurrence du parti socialiste. M. Pisani est en effet également en contact avec les amis de M. Mitterrand. Quant aux gaullistes du Front progressiste, au nom de leurs options autogestionnaires, ils se sentent très proches du P.S. dont ils pourraient à terme rejoindre les rangs.

FORMATION CONTINUE

Vous cherchez :

- le responsable de votre service formation ;
- des animateurs de formation.

Vous voulez vous entourer :

- de spécialistes en sciences humaines ;
- de conseillers en pédagogie des adultes.

Vous avez besoin :

- de formateurs enseignants en diverses disciplines.

Prendre contact avec le Centre Intégré de Formation de Formateurs d'Adultes, qui transmettra à des formateurs libérés dès le mois de juillet, ceux-ci terminant un stage d'un an.

Ecrire ou téléphoner : C.I.F.F.A., 41, avenue Théophile-Gautier PARIS (16^e) Tél. : 288-63-74 et 288-59-26

Le plus sérieux handicap des radicaux de gauche découle, en définitive, de leur trop étroite liaison avec le parti socialiste. Ceux qui se décident à rejoindre les rangs de la gauche non communiste sont tentés d'aller vers la formation la plus forte, la plus rayonnante, c'est-à-dire vers le parti socialiste, plutôt que vers un mouvement dont on connaît mal la doctrine et qui apparaît souvent comme une sorte d'annexe du P.S., comme une formation sous tutelle.

Décidés à mettre au clair leurs idées, les radicaux de gauche sont en fait tentés par l'indépendance et leur actuel statut d'autonomie ne leur convient plus. Certes, ils sont reconnaissants au parti socialiste d'avoir accepté de traiter avec eux en 1972, alors qu'ils n'étaient qu'une tendance minoritaire du parti radical. Certes, ils savent gré à M. Mitterrand d'avoir mis en jeu ses responsabilités de premier secrétaire du P.S. pour leur réserver en 1973 trois-neuf circonscriptions législatives, alors que les responsables fédéraux du P.S. n'entendaient pas leur élection si facilement le terrain. Pour autant, personne n'est dupe. Le P.S. cherchait à récupérer l'électorat d'un parti radical ancré au centre, et les députés radicaux élus grâce aux voix de gauche, se donnaient les moyens de sauver leurs sièges.

Grâce à la protection du P.S., le Mouvement des radicaux de gauche a donc pu développer une alliance conclue autour du programme commun. Petit à petit, il s'est fait connaître, s'est affirmé, et, après avoir quelques temps hésité, le bureau politique du P.C.F. a choisi de le considérer comme une formation politique à part entière. Dans cette option, il est bien sûr des considérations tactiques, car les communistes pouvaient penser qu'à terme les radicaux de gauche freineraient la croissance toujours un peu gênante de l'alliance socialiste (U.G.S.D.), nouvelle version de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste (F.G.D.S.), qui de 1968 à 1969 regroupait la S.F.I.O., la Convention des institutions républicaines et le parti radical. Signe des temps, le P.S. de gauche, en changeant de place, a symbolisé la modification du rapport des forces.

Dans le cadre de cette union, socialistes et radicaux de gauche se répartissent les candidatures des avant le premier tour et s'engagent à former un groupe parlementaire commun. En principe, l'U.G.S.D. est dotée de structures départementales, mais celles-ci n'existent pratiquement pas. La collaboration conclue au niveau national, notamment grâce au rôle d'arbitre de M. Mitterrand, se fait en revanche difficilement au niveau des fédérations départementales. Les ambitions électorales des uns et des autres s'opposent, et là où existent des radicaux de gauche, les socialistes s'alignent avec les plus extrêmes réticences, de leur côté la place. Ce phénomène ne fait que s'accroître avec l'afflux d'adhésions au parti socialiste et se trouve renforcé si un accord est réalisé avec le P.S.U. Le regroupement de l'ensemble des socialistes, en faisant disparaître les candidatures P.S.U. du premier tour pourrait dans de nombreuses circonscriptions contribuer à placer en tête de la gauche le candidat socialiste. Avant d'être qu'un sein du P.S., l'adhésion des circonscriptions donnera lieu à des combats acharnés, dont les radicaux de gauche craignent de faire les frais.

Risque de laminage

Ils savent qu'un mieux, si la direction du P.S. engage son autorité pour défendre leurs intérêts, ils peuvent espérer avoir une vingtaine d'élus contre les douze qui siègent actuellement à

La Convention des cadres de réserve pour l'Armée nouvelle organisée vendredi 20 juin à 19 h. 30, 5, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, un dîner-débat. La discussion sera introduite par des exposés du général Jean Bécarré (C.R.), et de MM. Charles Hernu et Jean-Pierre Chevènement, député socialiste de Belfort.

★ Renseignements et inscription : 50, rue de Rivoli, Paris-4^e (tél. : 278-74-73).

TIMBRES POSTE ACHAT URGENT

Collection de timbres postaux neufs et oblitérés - Lignes, postales, acquisitions de stock, archives, ventes, conventions, etc. d'urgence, exportation, etc. PIGEON, 4, rue de Belfort 75004 PARIS Tél. 48-83-44 ou 48-83-45

L'ANTICAPITALISME L'ANTICAPITALISME

Paul Fabra du Monde

essai de réhabilitation de l'économie politique

Ce livre ne vise à rien de moins qu'à un renversement de perspective de la pensée économique actuelle. C'est de fond en comble qu'il faut la revisiter, faute de quoi il sera difficile d'éviter que la société ne cède à la tentation de solutions imaginaires : la Révolution ou son contraire, la contre-Révolution.

Arthaud

ACTIONNAIRES

Une réglementation comptable erronée fait croire à une prospérité déformée de la réalité. Vous devez exiger que les rapports de vos Commissions aux Comptes soient accompagnés d'une mention selon modèle ci-dessous :

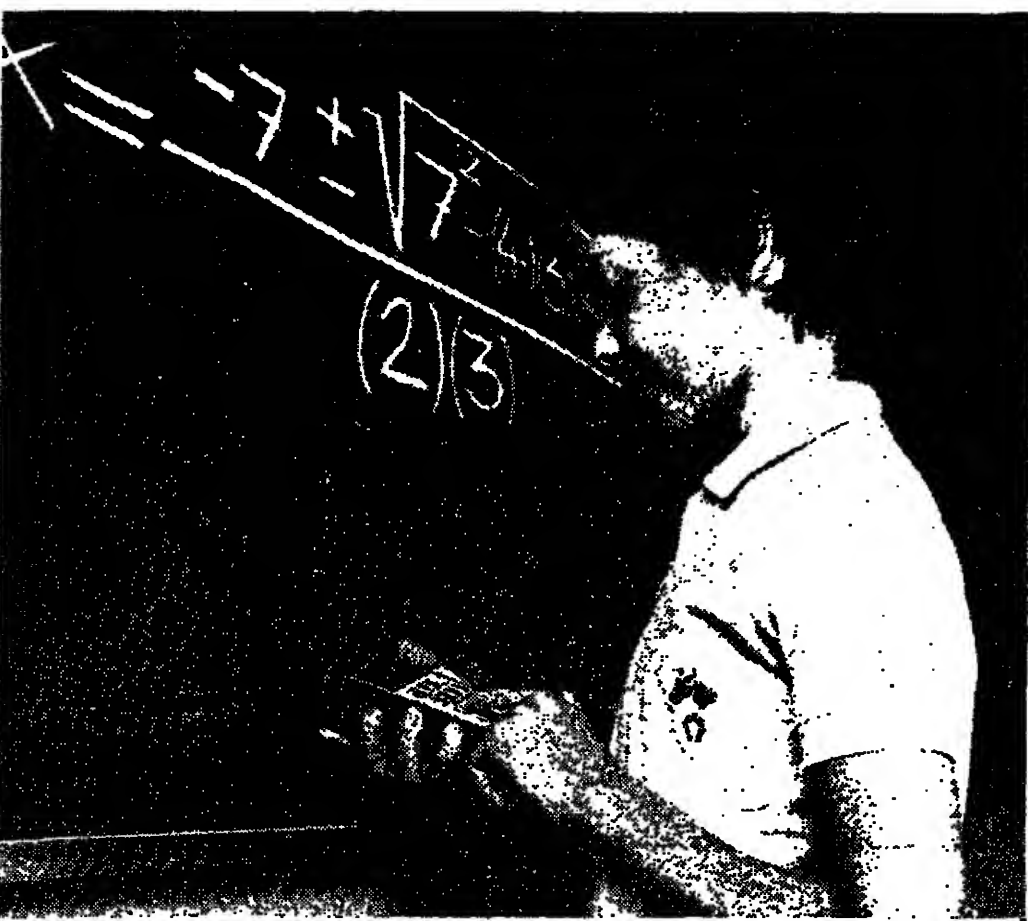
DÉMYSTIFICATION

Résultat légal bénéfice	150.000
Résultat réel perte	1.120.000

L'exemple numérique ci-dessus est celui de la démonstration donnée dans un ouvrage gratuit de 16 pages.

Emile KRIEG, 7, rue d'Anjou, 75006 Paris.

THIERRY PFISTER.



Le temps que vous commencez à y réfléchir. Il a déjà la solution.

Cela peut vous surprendre qu'un garçon de 13 ans résolve une équation du second degré. Plus vite que vous ne le pourriez jamais. Et avec bien plus de précision.

Bien sûr, il se fait un peu aider par ses amis de Texas Instruments et leurs règles à calcul électroniques.

La SR 10 peut résoudre des opérations aussi complexes que les carrés, les racines carrées, les inverses, en notation traditionnelle ou scientifique.

La SR 11 fait davantage encore : appuyez sur la touche π : 3,1415927 apparaît instantanément sur l'écran ; déplacez le commutateur K vers la droite : vous êtes prêt.

En vente chez les spécialistes Texas Instruments :

- 2^e - PARIS 1^{er} - STYLODACTYL 50, rue Croix-des-Petites-Champs
- 4^e - SOTEMICA, 8, rue St-Martin
- 5^e - LA REGLE A CALCUL 65, boulevard St-Germain
- 6^e - GIBERT JEUNE, 5, place St-Michel
- 6^e - DUREZ, 132, boulevard St-Germain
- 8^e - TELE RADIO COMMERCIAL, 28, rue de Rome
- 9^e - DACTYLO OFFICE, 32, rue de Provence
- 10^e - NORD RADIO, 141, rue Lafayette
- 11^e - QUERCY, 64, avenue Claude-Vielletoux
- 11^e - CARBUECA, 81, rue Louis-Blanc
- 12^e - RADIO VOLTAIRE, 155, avenue Ledru-Rollin
- 12^e - TERAL, 24, rue Traversière
- 15^e - BUREAU SELECTION, 26, rue Robert-Lindet
- 16^e - A LAMARTINE, 118, rue de la Pompe
- 17^e - SWANOR, 17, boulevard Perle
- 20^e - S.E.M., 71, boulevard de Ménilmontant

Grands magasins : B.H.V. - Bon Marché - Galeries Lafayette - Printemps

Papeteries Plein Ciel

Vente par correspondance : PIERRE LICHAU - EUROCADEAUX - Tél. : 260.33.44.

à utiliser un facteur constant.

Toutes deux vous donnent des réponses instantanées sur l'écran à 10 chiffres rouges vifs. Fonctionnant sur accumulateurs ou sur secteur, ces deux règles à calcul électroniques sont livrées avec un chargeur-adaptateur et une housse de protection.

De plus, chaque SR 10 et SR 11 est garantie un an, pièces et main-d'œuvre par Texas Instruments.

Alors tirez un trait sur les calculs d'autrefois et pensez à la SR 10. Ou à la SR 11. Vous gagnerez un temps précieux.

Texas Instruments Électronique au bout de vos doigts.



TEXAS INSTRUMENTS FRANCE La Boursière 92350 Le Plessis-Robinson (93.02 - 43)

GS DS

Finition exportation. Faible kilométrage. Garantie usine. Tous coloris disponibles.



Exposition permanente (8 h - 20 h) de 200 CITROËN de la 2 CV à la SM.

Assurances gratuites (48 h) à tout acheteur.

3 bis rue Scheffer Paris 16^e 553.28.51

omeo

POLITIQUE

M. HENRI PIGEAT
adjoint de M. Denis Baudouin
à la délégation générale
à l'information

La création d'une délégation générale à l'information fait l'objet d'un décret publié au *Journal officiel* du 19 juin. Au terme de ce décret, il est créé auprès du premier ministre une délégation générale à l'information, dirigée par un délégué général nommé par décret en conseil des ministres. La délégation générale à l'information, organisme interministériel, est chargée :

- De promouvoir la diffusion des informations intéressant l'action des pouvoirs publics ;
- De mettre à la disposition permanente des journalistes, à Paris et en province, un service de presse susceptible de répondre à leurs demandes d'informations intéressant l'ensemble des activités des différents ministères et organismes publics.

A ce titre, la délégation générale :

- Assiste le premier ministre dans l'animation et la coordination de l'information gouvernementale ;
- Apporte son concours aux divers ministères ;
- Prépare les délibérations du Comité interministériel pour l'information, dont elle assure le secrétariat.

Le même *Journal officiel* publie un décret du président de la République, en date du 18 juin 1974, nommant M. Denis Baudouin délégué à l'information, et un arrêté nommant M. Henri Pigeat délégué général adjoint à l'information.

[M. Pigeat, ancien secrétaire général du Comité interministériel pour l'information (C.I.I.) était déjà adjoint de M. Baudouin à la délégation à l'information. Il vient de publier un livre sur l'avenir de l'audiovisuel intitulé « Saint Bern » (Solar, éd.).]

Le testament et l'inventaire

(Suite de la première page.)

J'ai déjà essayé de montrer que c'est la seconde des deux réponses possibles qui est la bonne (1).

Sur le système politique issu des textes et de la pratique de la V^e République, Georges Pompidou énonçait deux idées : l'une nette et juste ; l'autre plus hésitante.

Il n'y a pas de dyarchie possible : c'est le premier point. Le chef de l'Etat détiendrait un mandat national : il ne peut le partager avec le premier ministre. Celui-ci doit donc être un second « étroitement lié » au chef de l'Etat « sur le plan non seulement politique mais intellectuel et personnel ». Il ne peut être un « concurrent ». Il ne peut être un « suppléant ». Tout cela va de soi.

Le second point concerne les rapports du président de la République et de l'Assemblée nationale. C'est alors que le discours se complique.

La faute en est peut-être à l'emploi quelque peu stéréotypé de concepts politico-juridiques traditionnels. Mettre en avant les dangers du « régime d'Assemblée » tout en se louant de la part de régime parlementaire incluse dans nos institutions est assez contradictoire si l'on admet, comme c'est évident dans le cas de la Grande-Bretagne, que le régime parlementaire n'est qu'un gouvernement d'Assemblée corrigé — *horresco referens* — par la vigueur des partis politiques. Traiter comme d'une entité du « système de deux parties » en méconnaissant l'absence qui, sur ce point, malgré les pièges du vocabulaire, sépare l'acception anglaise et l'acception américaine, c'est aller un peu vite. Voir dans le premier ministre un « élément

de liaison » entre le président de la République et le législatif, c'est reprendre la doctrine du « parlementarisme dualiste » qui fut en vigueur en Angleterre sous Victoria et en France sous Grévy. Le livre de Maurice Duverger, la *Monarchie républicaine*, aurait sans doute inspiré au président de la République, lecteur attentif, des réflexions plus nuancées.

Mais revenons-en à l'essentiel. Georges Pompidou a le très vif sentiment du très fragile équilibre qu'offrent nos institutions. Que le premier ministre acquiesce une véritable autonomie qu'il soit le chef réel d'une majorité parlementaire lui conférant et lui rendant la légitimité, et voilà que nous retombons dans le « régime d'Assemblée ». Pour parler à ce danger, peut-être faudrait-il en venir un jour à un régime proprement présidentiel, dont les traits essentiels sont clairement notés : élection simultanée du chef de l'Etat et des députés ; suppression du poste de premier ministre ; suppression simultanée du droit de dissolution et de la responsabilité ministérielle ; création, peut-être, d'une vice-présidence.

Et cependant, selon l'auteur, il faut, tant qu'on le peut, maintenir le système qui résulte de l'amalgame des institutions de 1958 et de la révolution de 1962.

La raison principale, et à vrai dire unique, de ce choix tient en un mot : la « souplesse » de notre régime politique, qui défie peut-être la logique conceptuelle mais qui participe de cette bêtise grâce à laquelle, parfois, les chiens sans pedigree sont plus intelligents que les bêtes de race pure.

Un pari périlleux

Il faut pourtant regarder les choses de plus près.

Souples, nos institutions ? Je n'en connais guère de plus « cassantes » au sens où un verre est « cassant ». Tout le régime pratique depuis 1962 repose sur un pari périlleux dont la perte lui aurait été fatale.

Le pari était qu'il existe à l'Assemblée nationale une majorité qui, pendant les sept ans du mandat présidentiel, malgré le décalage entre élections législatives et élections présidentielles, demeure non seulement fidèle à de grandes orientations mais inconditionnellement jusque dans les détails. Point de majorités de rechange ; point de questions vraiment libres ; en contrepartie, l'engagement total du président pour la durée d'un parti qui, lui, n'est pas « souple » à la manière américaine et qui, selon l'idéal des marins, veut bien obéir mais

à la condition que le capitaine coule avec le navire.

Il est tout de même curieux que, jusqu'à ce jour, soit restée sans réponse la question de savoir ce qui se serait passé si l'Assemblée n'avait pas eu en cette période, Georges Pompidou nous explique, en ce sens, que le président envisagerait : changer de gouvernement ou dissoudre l'Assemblée. Mais l'une ou l'autre solution sonnerait le glas du régime. La première conduirait le président à se soumettre ; la seconde pourrait l'amener à se démettre. En tout état de cause, nous y perdrons le bénéfice du système décisionnel mis en place en 1958 et c'est alors que les dangers d'un « régime d'Assemblée », enivré de sa résurrection, nous sauteraient à la gorge, sans parade possible.

Nos institutions ne sont pas à proprement parler « souples ». Au mieux, elles sont incertaines — au moins dans la version qui fut la leur depuis douze ans.

Allant plus loin, on en viendrait à soutenir qu'elles ne sont pas davantage « équilibrées ». En réalité, les armes que le président de la République trouvait dans les éléments du régime parlementaire qu'elles recèlent ont servi à paralyser les contrepois que le régime présidentiel appelle nécessairement. Les majorités inconditionnellement fidèles ont largement entravé la « capacité de réflexion et de proposition du Parlement » ainsi que « sa fonction de contrôle sur l'exécutif... l'empêchant d'humilité ce que l'action administrative peut avoir de froid et de rigoureux » (2). Les « soupapes de sûreté », qui font partie de la description que Georges Pompidou donne du régime politique qu'il a connu, ont subi de sérieux blocages. Avec l'alternative — naturelle en pareil cas — de les voir sauter quand la pression devient trop forte.

Enfin, comment oublier que l'organisation majoritaire, avec toute sa pesanteur, avec toutes ses rigueurs, inutiles dans un régime présidentiel, est jusqu'au dernier jour, demeurée vide d'un mécanisme essentiel à notre vie politique (le seul peut-être qui explique les partis américains) :

la désignation du candidat « fédérateur » à l'élection présidentielle ? Il a fallu que les électeurs fassent du premier tour leur « convention », faute d'une autre institution appropriée.

Il s'en faut donc de beaucoup que l'inventaire de l'héritage institutionnel remis au nouveau président de la République ne révèle qu'un actif sans passif, même si l'actif l'emporte. Il faut d'ailleurs le prendre tel quel.

D'abord parce que les textes sont ce qu'ils sont et que la France a devant elle d'assez grands problèmes pour ne point les compliquer de querelles constitutionnelles qui, avec les débats de grammaire, sont les plus inépuisables. Il faudra donc (cabin-pacha, aurait dit le général) faire

L'affaire Jean-Jacques Servan-Schreiber

Enfin, notre vie politique est pensée à travers certaines structures, vécue à travers certains réflexes, dont l'inflexion demandera du temps. L'affaire Jean-Jacques Servan-Schreiber fournit un bon exemple à cet égard.

Quand M. Servan-Schreiber fut appelé à entrer dans le gouvernement, chacun savait qu'il n'avait pas été converti à la foi nucléaire et d'ailleurs, personne ne lui avait demandé de jouer Polytechnique. Son choix marquait une avance discrète mais non équivoque vers un régime présidentiel. En régime parlementaire, les ministres doivent, sur les questions de gouvernement, être d'accord entre eux, car les décisions leur sont communes. Dans un système présidentiel, au contraire, les décisions sont propres au président : dès lors, il suffit que chaque ministre n'ait pas d'objection de conscience à formuler dans son propre domaine. Mais il importe que le ministre des affaires publiques approuve la politique étrangère ou le ministre des réformes la politique militaire. Et l'entrée de Mme Françoise Giroud au gouvernement aurait été un pas de plus : les cabinets américains ont parfois compté des membres appartenant à « l'autre parti ».

Disons que l'éclat de M. Servan-Schreiber aurait provoqué la fin de ses fonctions aux Etats-Unis comme en Grande-Bretagne. En effet, il ne manifestait pas seulement une opinion personnelle, mais tendait à présenter le chef de l'exécutif (et des armées) comme berné par l'état-major. Un tel propos est sans doute paru aussi dirimant à un président américain qu'à un Premier britannique. Mais, traduisant cette situation dans la conceptualisation à laquelle nous sommes habitués, on a aussitôt parlé de « solidarité ministérielle », verbalisme typiquement parlementariste et propre à ré-imprimer dans l'esprit public un trait du parlementarisme, qui n'avait rien à voir dans l'affaire.

Paradoxalement pourtant, la situation présente offre quelques chances à une mutation prudente de notre pratique politique. Le problème des relations entre l'exécutif et l'Assemblée nationale se pose dans des termes différents de ceux que l'on envisageait naguère dans les schémas classiques. Il y a, nous le présentons, une véritable discordance de principe entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire, hypothèse dramatique mais claire. Il existe en revanche une distorsion dont la mesure, pour le présent et pour l'avenir, n'est pas facile à prendre. En tout cas, il n'est plus de majorité inconditionnelle, et la dissolution, dans les mois qui viennent, paraît une arme incertaine.

Très curieusement, cette situation reproduit certaines données de la vie politique américaine. Le président de la République, beaucoup plus que sur les mécanismes juridiques de la Constitution, devra compter, pour obtenir de l'Assemblée les lois et les

fonctionner à la fois nos deux Constitutions.

En second lieu, l'inutile manichéisme pratiqué pendant de longues années a produit des effets qui, s'ils ne sont pas irréversibles, sont tout de même inscrits profondément dans nos structures politiques. Etait-il possible au général de Gaulle, puis à Georges Pompidou, au moins aux premiers mois de leur mandat, de dessiner de façon moins militaire les deux camps du jeu politique ? Peut-être. Il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui, la gauche seule se définit comme une force inconditionnelle d'opposition et que le rétablissement des communications à la frontière des deux camps, par exemple à la faveur de ces « majorités d'idées » appelées naguère par M. Edgar Faure, ne sera pas facile, même s'il est désirable.

ressources dont il a besoin, sur son propre sacre par le suffrage universel, sur l'appui de l'opinion, sur le contact avec le pays et sur sa force de persuasion aidée par son inamovibilité. Par nécessité, il devra concentrer son effort sur des points fondamentaux. Accepter des compromis sur ce qui n'est pas essentiel, admettre des initiatives parlementaires et un contrôle plus large. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, son autorité véritable s'en trouverait renforcée dans la mesure même où son exercice ne prendrait pas figure d'une routine sans finesse. Bien plus, c'est alors que la notion de « souplesse » reprendrait son sens, dans la mesure où tout débat exécutif et législatif ne ferait pas figure d'Apocalypse, engageant une fois de plus la vie du régime.

Cette prédiction serait plus assurée si la conjoncture reproduisait un autre trait des structures qui favorisent un régime présidentiel : la non-inconditionnalité de l'opposition. Sur ce point, l'avenir paraît figé pour une durée imprévisible. « Mais quel temps fut jamais plus fertile en miracles ? »

GEORGES VEDEL

L'ELECTION MUNICIPALE DE LOUVIERS EST UNE NOUVELLE FOIS ANNULEE

Le tribunal administratif de Rouen a annulé le 14 juin l'élection municipale partielle de Louviers (Eure) qui avait permis à une liste d'action de la gauche d'emporter le 10 mars les treize sièges (sur vingt-sept) déclarés vacants par le Conseil d'Etat (le Monde du 12 mars). Celui-ci avait invalidé, en effet, pour irrégularités dans les votes par correspondance l'élection, en mars 1971, de treize conseillers. La nouvelle annulation est motivée par le fait que plus de mille quatre cents enveloppes contenant les circulaires électorales et les bulletins des candidats n'ont pas été distribués. Le tribunal, qui reconnaît que les treize élus ne sont pas responsables de cette irrégularité, regrette que « l'administration n'ait pris aucune disposition pour tenter de redresser cette situation entre les deux tours ».

A Rouen

DES PARTIS DE GAUCHE ET DES SYNDICATS PROTESTENT CONTRE DES SANCTIONS QUI FRAPPERAIENT DES SOLDATS

Dans une pétition commune, des partis de gauche et syndicats de Rouen (P.C.F., P.S., P.S.U., C.G.T., C.F.D.T. notamment) dénoncent « les sanctions totalement injustifiées » qui auraient été prises à l'encontre de cinq des délégués de ce qu'il est convenu d'appeler « l'appel de cent soldats du contingent » durant la dernière campagne présidentielle. Selon ces organisations, cinq des délégués servant au 3^e régiment d'infanterie cantonné à Rouen ont été placés aux arrêts de rigueur ou punis.

Dans cet appel, cent soldats du contingent formulent une série de revendications pour améliorer la condition matérielle et morale des appelés (« le Monde » des 17 et 24 mai). Depuis cette date, cet appel a circulé dans de nombreuses garnisons en France et en République fédérale d'Allemagne et il a recueilli, semble-t-il, plusieurs centaines de signatures. Dénonçant le fait que « des officiers généraux ont pris des positions nettement favorables à la politique du gouvernement sans être inquiétés », des partis de gauche et syndicats de Rouen « espèrent la levée des sanctions, la reconnaissance des droits démocratiques pour tous les jeunes à l'armée ».

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

LE NUMERO 13

comportant dans la série « Economie et Société » :

L'EUROPE VERTE

et dans la série « Vie sociale et politique » :

LE TOURISME INTERNATIONAL

vient de paraître

• Prix de vente, le numéro : 2 F
Abonnement 1 an (10 numéros) : 18 F

Sur demande : tarifs dégressifs pour abonnements groupés expédiés à une même adresse.

POUR VOS VACANCES D'ÉTÉ

dans 100 stations Shell
de la Région Parisienne

N.C.L. Location de voitures

met à votre disposition

UNE R5 NEUVE

AU PRIX T.T.C. DE 1.500 FR/ MOIS

toutes taxes et assurances comprises

kilométrage illimité

Réservation :

704-86-88 - 727-02-06

UNE GRANDE ET BELLE HISTOIRE :

« ANDRÉ CITROËN
le Précurseur »

de Maurice NORROY
ancien Président de la Société
des Ingénieurs de l'Automobile

En vente : 26 francs, à la
Librairie DESFORGES
27-29, quai des Gds-Augustins
75006 Paris
Tél. : 033-48-31 et 033-60-54

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS

La Rue de Provence
ETAIT COMME AUJOURD'HUI
LA RUE DE

L'ARGENTERIE

BIJOUX D'OCCASION

2 Spécialistes réputés
vendent et achètent :
AU GUY BLANC n° 36 près St-Georges
HERMANN n° 46 près rue Talbot

L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE MAI 1974

Cette brochure de 148 pages regroupe des articles parus dans « le Monde » sur :

- La mort du chef de l'Etat : un drame, un destin.
- Cinq années à l'Elysée.
- La succession : les grandes manœuvres (3 avril - 18 avril).
- La campagne officielle (18 avril - 3 mai).
- Le premier tour : résultats globaux et commentaires.
- Le duel (6 mai - 17 mai).
- Le second tour : résultats par département et analyse.

LES COMMANDES PEUVENT ÊTRE ADRESSEES AUX BUREAUX DU JOURNAL SERVICE DES VENTES, 8, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS EN VENTE DANS LES KIOSQUES ET DANS LES LIBRAIRIES A LA FIN DU MOIS DE MAI

PRIX : 10 FRANCS

سكس في الاصل

LA MORT DU CARDINAL DANIÉLOU

ANDRÉ
BARBOT
Vp. des
Grands
Théâtres
de Paris
a créé
avec ses
deux
sœurs
ch.
cousine
sans
débiter
ni faire
« l'air »



EDUCATION

Dans la région parisienne et à Clermont-Ferrand

Les sujets de philosophie du baccalauréat

Les épreuves écrites du baccalauréat ont commencé mardi matin 18 juin. Les élèves des séries A, C et D ont composé en philosophie, ceux de la série B en sciences économiques et sociales. Nous publions ci-dessous les sujets proposés au choix des élèves de ces séries dans les académies de Paris, Créteil, Versailles, Clermont-Ferrand et Poitiers.

En série E, avaient lieu les épreuves de construction mécanique.

Académies de Paris, Créteil et Versailles.

PHILOSOPHIE

SERIE A

- 1) Un mal peut-il jamais être la condition d'un bien ?
- 2) A quels résultats la métaphysique peut-elle prétendre ?
- 3) Dégager l'intérêt philosophique, à partir de son étude ordonnée, d'un texte d'Auguste Comte sur la communication orale et écrite.

SERIES C ET D

- 1) Que pensez-vous de l'expression courante « on n'arrête pas le progrès » ?
- 2) Que nous apprennent de l'homme les sciences de l'homme ?
- 3) Dégager l'intérêt philosophique, à partir de son étude ordonnée, d'un texte de Kant sur la morale et le devoir.

SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

SERIE B

- 1) La Chine a suivi une voie originale pour assurer son développement économique et social. En analysant les caractéristiques de ce processus de développement vous direz en quoi consiste cette originalité.
- 2) On présente souvent la mobilité professionnelle, géographique et sociale comme un facteur essentiel de croissance économique et de progrès. Qu'en pensez-vous ?

Académie de Clermont-Ferrand.

PHILOSOPHIE

SERIE A

- 1) Qu'est-ce qu'un « primitif » ?
- 2) « ... La volonté de Dieu, cet asile de l'ignorance. »
- 3) Commentaire d'un texte de Nietzsche sur le corps et l'âme.

SERIES C ET D

- 1) Qu'est-ce qu'un fait ?
- 2) Que pensez-vous de cette affirmation : « Il n'est de sens que mathématique ? »
- 3) Commentaire d'un texte de Engels sur l'Etat.

● **Alertes à la bombe.** — Un inconnu a téléphoné le mardi 18 juin dans deux lycées de Niort (Deux-Sèvres), où mille trois cents élèves passaient une épreuve du baccalauréat, pour annoncer qu'une bombe allait exploser. Les deux établissements furent évacués, mais il s'agissait d'une fausse alerte. L'épreuve du baccalauréat a été reportée au jeudi 20 juin. L'après-midi, une nouvelle fausse alerte inquiétait le lycée technique de la ville.

Au lycée Charles-Nodier, à Dole (Jura), où quatre cents candidats passaient le baccalauréat, une alerte à la bombe a aussi eu lieu. Les locaux ont été évacués et les épreuves interrompues. C'est la dixième alerte à la bombe depuis le début de l'année dans les établissements scolaires de Dole.

● **La grève des assistants en sciences économiques, juridiques et politiques continue.** — L'Association nationale des assistants en sciences économiques, juridiques et politiques (ANASERP), a décidé de poursuivre la grève des examens refusés d'organiser et de corriger les épreuves ou de communiquer les notes à l'admission, selon les cas qu'elle a lancés le 27 mai, jusqu'à ce que ses représentants soient reçus par M. Jean-Pierre Solson, secrétaire d'Etat aux universités. La grève, selon l'association, touche actuellement vingt-deux unités d'enseignement et de recherche : elle a pour but d'obtenir le maintien en poste des assistants en fonction en 1973-1974 et l'ouverture de négociations pour un statut de ces personnels (le Monde du 15 juin).

● **Une Association nationale de défense des lycées de second cycle des villes petites et moyennes** vient d'être créée par les comités de défense des lycées de Valréas (Vaucluse) et d'Uzes (Gard). Elle demande l'arrêt des mesures prises en application de la carte scolaire, en s'appuyant sur la création d'un ministère de la « qualité de la vie » et sur « le soutien manifesté par les pouvoirs publics de conserver aux villes petites et moyennes leur dynamisme et leur équilibre économique ». Elle envisage d'organiser à la rentrée une « journée nationale de défense des petits lycées ». L'association a son siège à la mairie d'Uzes.

● **Le jury du concours d'entrée à l'Ecole normale d'instituteurs de Digne**, qui devait se réunir le lundi 17 juin pour examiner les résultats des épreuves (passées le 11 juin) et désigner les admis, a refusé de siéger : il proteste contre la réduction du nombre de postes mis au concours cette année (cinq pour les garçons et autant pour les filles contre huit et douze respectivement en 1973). Il y avait cent deux candidats et deux cent cinquante-cinq candidates. (Corresp.)

Académie de Poitiers.

PHILOSOPHIE

SERIE A

- 1) D'où vient qu'on puisse dire d'un homme qu'il est inhumain ?
- 2) A quelles conditions une connaissance de l'avenir est-elle possible ?
- 3) Commentaire d'un texte de Kant sur le jugement et la vérité.

SERIES C ET D

- 1) La paix est-elle toujours préférable à la guerre ?
- 2) Que pensez-vous de cette affirmation de Bachelard : « L'objectivité scientifique n'est possible que si l'on a déjà rompu avec l'objet immédiat » ?
- 3) Commentaire d'un texte de Schelling sur l'erreur et le mal.

SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

SERIE B

- 1) Peut-on dire que la Chine a connu un processus spécifique de changement social remuant en cause à la fois les comportements, les mentalités et les objectifs de l'activité économique, tant par rapport aux pays occidentaux que par rapport à l'U.R.S.S. ?
- 2) « On découvre aujourd'hui seulement que la prospérité de l'Occident était en partie fondée sur l'énergie à bon marché et sur la croyance aveugle que cette situation pourrait durer indéfiniment » (page « L'événement », le Monde de novembre 1973). Après avoir apprécié les conséquences de la crise du pétrole sur la croissance de ces économies, vous montrerez si le problème de l'énergie et des matières premières ainsi mis en valeur est de nature à transformer tant les rapports existant entre les économies développées occidentales et les pays en voie de développement, que les rapports existant entre les pays du tiers-monde.

LE SYNDICAT DES INSTITUTEURS DEMANDE LA CREATION DE POSTES POUR LES DEBUTANTS

Le Syndicat national des instituteurs S.N.I. a déposé, le mardi 18 juin, au cours d'une conférence de presse, la précarité de la situation faite aux instituteurs débutants dans la carrière. Il y a actuellement, ont-ils précisé, des responsables du S.N.I., 9 000 jeunes dont 850 normaux — qui attendent de faire le stage qui représente le premier pas vers la titularisation. L'an prochain, ils seront 13 000 — dont 1 000 à 1 500 normaux — et 18 000 en 1976.

Le S.N.I. demande un déblocage de postes permettant de garantir à ces débutants la sécurité de l'emploi et la titularisation. Il faudrait, par ailleurs, ont-ils remarqué, inscrire au budget les quelque 7 200 postes qui existent, depuis l'année 1970, sans être officiellement reconnus, afin de titulariser les jeunes instituteurs qui les occupent. Le S.N.I. demande aussi l'application de la circulaire de mars 1973, qui crée le corps des titulaires-remplaçants. Un plan prévoit la création de 18 000 postes de ce genre en trois ans.

Des solutions d'ordre pédagogique s'imposent aussi, ont-ils ajouté, renforcement du taux d'encadrement afin de faire baisser les effectifs des classes ; développement des structures d'accueil pour les enfants handicapés ; prise en charge dans le premier cycle des enfants les plus défavorisés ; développement des disciplines d'éveil.

De telles mesures devraient être prises, estime le S.N.I. dès la rentrée. Dans le cas contraire, « il s'agit d'une volonté politique délibérée du gouvernement de remettre en cause le service public d'éducation nationale ». Le S.N.I. est prêt à prendre ses responsabilités pour obtenir satisfaction. Il pourrait, notamment, décider une grève à la rentrée.

C.D.P.H.

Centre de Développement du Potentiel Humain

nouvelles techniques de développement personnel et anti-psychiatrie.

Ateliers résidentiels d'été (15 août - 5 septembre) à Saint-Tropez

Renseignements : C.D.P.H.

4, rue de Savoie - 75006 PARIS, Tél. 376-80-26 (de 14 h. à 19 h.).

O.R.T.F.

Pas de solution en vue pour la grève des jeunes techniciens

L'assemblée générale des personnels techniques de l'O.R.T.F. réunie mercredi matin, a décidé de maintenir la grève de solidarité avec les agents T2 et A2 en conflit depuis le 30 mai, « aussi longtemps que les négociations n'auront pas abouti ». Ces derniers ont voté la reconduction de l'arrêt de travail pour une semaine.

Les perturbations qui découlent de cette grève, notamment pour la radio, réduites au programme minimum depuis trois semaines, incitent M. Jacques Salles à déclarer au journal « Sud-Ouest » que « l'O.R.T.F. est en ce moment en train de faire le plus beau cadeau qui ait jamais été offert aux postes périphériques, car l'Office n'était compétent que par la radio. Sa mission actuelle est en train de lui faire perdre une compétition dans laquelle elle venait largement en tête ».

Cependant, les points de vue entre la direction de l'Office, arc-boutée sur une « question de principe », et les grévistes ne se sont pas rapprochés.

Pour leur part, les personnels hors statut (réalisateurs, producteurs, acteurs, etc.) qui ont reçu des assurances de la direction de l'O.R.T.F. concernant l'augmentation de leurs cachets — réclament également un accroissement de la production interne de l'Office leur assurant une meilleure garantie

de l'emploi. Ils demandent ce mercredi 18 juin une réunion inter-syndicale au cours de laquelle ils décideront « de la forme à donner à leur action unitaire ». Cependant, la commission de contrôle de la gestion de l'O.R.T.F. a refusé de demander, le jeudi 20 juin, à l'Assemblée nationale, l'autorisation de publier le rapport (sévére) établi par M. Chénou, celui-ci demandant une conférence de presse le même jour à 18 heures.

Enfin, M. Long a fait part des difficultés financières de l'Office à M. Jacques Chirac, en soulignant que le gouvernement décide rapidement l'augmentation de la taxe radiophonique.

Au passage, le P.-D.G. note que, par exemple, les « services rendus » aux différents ministères par l'Office lui sont remboursés (dans le meilleur des cas) selon des barèmes vieux de trois ou quatre ans. Quant aux exonérations de taxe radiophonique — réclamées par les parlementaires — elles devraient être remboursées à l'Office par le budget général, mais elles ne le sont jamais.

UNE REVENDICATION QUI SE HEURTE A UNE « POSITION DE PRINCIPE »

M. Marceau Long a le goût du secret. Il le pare d'ailleurs, de toutes les vertus : le conflit actuel que connaît l'O.R.T.F. avec « deux à trois cents techniciens chaque jour, plus une vingtaine d'administratifs », passerait pratiquement inaperçu, dit-il, si une certaine partie de la presse n'avait une fâcheuse tendance à dramatiser les choses. Si la radiodiffusion est réduite au programme minimum depuis le 30 mai, les changements sont peu importants à la télévision (quatre soirées seulement au régime du service minimum), et, grâce à la conscience professionnelle de la grande majorité des agents de l'Office, souligne M. Long, on assiste même à des performances : par exemple, la retransmission des Vingt-Quatre Heures du Mans avec 30 % des effectifs techniques en moins.

M. LONG : un conflit aggravé par le contexte extérieur

Le P.D.G. de l'O.R.T.F. se félicite d'avoir pu éviter — jusqu'à ce mercredi 19 juin du moins — car une nouvelle assemblée des syndicats concernés a lieu dans la soirée, le conflit, qui menaçait d'escalader avec l'ensemble des personnels hors statut (réalisateurs, producteurs, comédiens, etc.), tout en admettant qu'« il fallait faire quelque chose ».

En revanche, le différend qui oppose la direction de l'Office aux jeunes techniciens T2 et agents administratifs est « plus difficile à régler. Car toute modification du traitement des T2 aboutirait à un bouleversement de la grille des salaires, dépasserait les possibilités de l'enveloppe budgétaire prévue à cet effet pour 1974 et qui reste

précisément à débattre ». M. Long redoute, à cet égard, une « contagion latérale et une contagion superposée ». Il rappelle en outre que « la masse totale des traitements payés par l'O.R.T.F. représente la moitié des recettes procurées par la redevance » (1 700 millions de francs).

En conclusion, le P.-D.G. admet que « l'aspect financier du problème n'est peut-être pas le plus essentiel, mais que c'est une question de principes ». Au-delà « le conflit est aggravé par le contexte extérieur », qui tend à placer l'O.R.T.F. en situation de faiblesse vis-à-vis de ses détracteurs, par-

ticulièrement à débattre ». M. Long redoute, à cet égard, une « contagion latérale et une contagion superposée ». Il rappelle en outre que « la masse totale des traitements payés par l'O.R.T.F. représente la moitié des recettes procurées par la redevance » (1 700 millions de francs).

« L'Office représente une machine si lourde, si complexe dans le domaine des investissements nécessaires, dans les frais énormes d'exploitation, que ses revenus propres ne lui permettent plus de faire tout à fait face. Or, pour le téléspectateur ou l'auditeur, seule compte la fluidité que voit-il sur son écran ?

Tout cela paraît bien loin de la grève observée par les T2 pour leur reclassement. Il s'agit pour tant de la toile de fond qui domine, au contraire, ce qui se passe sur le devant de la scène. — Pour les syndicats de personnel, les menaces qui pèsent sur l'O.R.T.F. sont la conséquence de la politique menée par les directeurs successifs de l'Office, qui, obéissant au gouvernement, ont imaginé divers plans de réforme aboutissant à des incohérences dans la gestion et à la paralysie dans le domaine de la création.

— Pour la direction générale, les conditions de salaires et de travail à l'O.R.T.F. ne sont pas telles qu'elles justifient les mouvements de grève actuels. Les agents de l'Office devraient considérer en priorité le contexte politique, défavorable à l'O.R.T.F., plutôt que d'attirer l'attention sur lui par des actions impensives.

Les vrais problèmes

En fait, les vrais problèmes de M. Long se situent bien au-delà des modifications de programmes qui lèssent les téléspectateurs : ils conditionnent l'avenir même de l'Office. Reçu mardi 18 juin à l'Hôtel Matignon, le P.-D.G. a probablement insisté auprès du premier ministre pour que l'augmentation de la redevance intervienne le plus tôt possible. Il a entretenu, d'autre part, M. Fourcade, ministre de l'économie et des finances, de ses soucis financiers pour l'exercice en cours : sans « ballon d'oxygène », M. Long craint que l'O.R.T.F. ne soit réduit, en fin d'année, à l'état de cessation de paiements.

M. Robert-André Vivien, député U.D.R. du Val-de-Marne, a demandé à M. Long de demander à l'Assemblée un débat sur la publication du rapport de la commission de contrôle de la gestion financière de l'O.R.T.F. une date précise n'ayant pu être fixée pour cet éternel débat. Il a cependant souhaité qu'une question avec débat sur ce sujet, question dont il sera l'auteur, soit inscrite à la séance du mercredi 26 juin. Revendications catégoriques de certains agents de l'O.R.T.F. : spéculations autour de la fin du monopole, difficultés financières, le réseau national de radio-télévision connaît sa plus grande crise depuis le statut de 1964.

CLAUDE DURIEUX.

PROTRAIT D'UN T-2

L'agent T-2, qui est à l'origine de la grève actuelle, est un technicien d'exécution. Après de longues années, il est recruté sur la base d'un baccalauréat technique ou de son équivalent. Ils sont un peu moins de deux mille sur un total de quatorze mille agents statutaires de l'O.R.T.F.

Le T-2 débute au salaire de 2 200 à 2 300 francs par mois, pour atteindre 3 300 francs à l'échelon le plus favorable, s'il ne change pas de catégorie (c'est-à-dire s'il ne devient pas T-3 ou T-4, qui sont des techniciens d'encadrement).

En fait, il est souvent appelé à prendre des responsabilités supérieures à sa définition de fonction. Il peut calander en outre qu'après la période d'expansion qui s'est produite à l'O.R.T.F. depuis dix ans — et qui a favorisé la promotion rapide de ses « jeunes aînés » — la porte des échelons supérieurs (où les traitements peuvent atteindre le double) ne lui soit fermée pour longtemps. Il souhaite, en conséquence, une réduction d'écart entre les traitements.

M. Long admet que la crainte d'une « promotion bloquée » n'est pas sans fondement, mais il en reporte la menace à cinq ans au plus.

une école vivante



un enseignement « sur mesure » à partir d'une orientation personnalisée des méthodes dynamiques appliquées par les meilleurs spécialistes des débouchés assurés dans deux voies spécialisées : l'assistantat de Direction et le secrétariat général l'école la plus appréciée des employeurs parce qu'elle connaît les réalités de l'entreprise et sait y préparer ses élèves

Ecole des Secrétaires de Direction (enseignement privé) 15 rue Soufflot 75005 Paris

Demandez vite une documentation à notre « Service d'orientation »

nom _____ prénom _____ adresse _____ niveau études _____

Etant donné la privatisation de la radiodiffusion en France, tout ce bruit fait autour de la reprise des grèves à l'Office agace le gouvernement qui, selon M. Long, « a d'autres soucis pour le moment ».

M. BAUDOUIN : un tournant pour l'O.R.T.F.

Dans ces conditions, déclare le P.-D.G., « l'origine du conflit, qui n'est pas politique, risque de le devenir ».

BAC INFORMATIQUE

ADMISSION EN CLASSES DE 2^e, 1^{er} ET TERMINALE. 94 rue Lafayette Paris 9^e 874 5660 FAX Ecole Privée

Cours intensifs d'été

Apprenez une langue étrangère comme si vous étiez dans le pays. Cours individuels et de groupes animés par des professeurs diplômés pour l'enseignement de leur langue maternelle. Méthodes modernes et vivantes. Prix intéressants. Préparation diplômes. A.C.I. : 46 bis, rue Dombasle, 75015 PARIS - Tél. : 332-81-82

Pour suivre à la radio les cours d'Anglais de la BBC

A l'ECOUTE DE LONDRES Textes et applications en français. Abonnement 12 N° par an, F 29,80. Spécimen gratuit sur demande à l'EDITION DISQUES BBC, 8, rue de Berri - 75008 PARIS

سكول الامل

LA GUYANE EN FAILLITE

II. — Les mirages de Kourou

De notre envoyé spécial J.-C. GUILLEBAUD

Après trois siècles d'espérance déçue et d'entreprises ratées, la Guyane française, sous-peuplée et sous-exploitée, est de nouveau « au creux de la vague ». Les projets d'exploitations forestières ont été abandonnés, et la société Alcoa vient de renoncer aux gisements de bauxite. Beaucoup d'erreurs politiques et de pusillanimité expliquent cette catastrophe économique. Depuis 1964, en outre, tous les espoirs de développement avaient été accrochés au Centre spatial guyanais qui allait s'installer à Kourou (« Le Monde » du 19 mai).

Kourou. — La visite n'est pas gaie. Les sites de tir sont maintenant déserts. C'est un grand chantier refroidi. Sur des kilomètres, on voit des hangars et des tours d'essais, cadavres de béton. En plein air, le deuxième étage (antennaire) de la fusée Europa est à vendre. Avis aux musées de l'espace. Dans le bunker principal d'Europa II, seule roulotte encore — vingt-quatre heures sur vingt-quatre — la climatisation. Sans elle, il est vrai, ces nombreux pupitres électroniques, ces calculateurs et ces radiotéléphones, cette batterie nickelée et clignotante plantée dans la brousse retourneraient vite à l'état de ferraille. On tâchera de conserver ces choses en l'état jusqu'aux prochains « gros » tir. En 1979... Ce sera long.

A Kourou même, le projet d'une ville futuriste de douze mille habitants s'est rétréci à dimensions d'un vilain petit quadrilatère de béton dans lequel « flottent » les deux mille survivants (en comptant femmes et enfants) du Centre spatial guyanais. Bien que l'on ait arrêté les programmes de constructions, plus de 30 % des logements — type affreux H.L.M. — sont inoccupés. Sauf ceux que la société gérante, la Simko (1), a loués aux deux compagnies du 3^e R.E.I. de la Légion étrangère.

Le Centre, qui compte plus de quatre mille huit cents salariés en période haute (1967-1969) en fait dix-sept désormais, six cent dix. Alors ? La grande aventure spatiale est-elle morte, comme le reste ? Pas tout à fait puisque un nouveau programme — Ariane — doit prendre le relais du fusée Europa II, abandonné en juin 1973 après que l'on eut décidé de dissoudre l'organisme communautaire CECLES-ELDO, preuves faites et refaites de son incohérence (voir encadré ci-dessous). Avec cette fois, la France comme maître d'œuvre et débiteur privilégié, on recommence. Sans méchanceté particulière, on doit cependant avouer qu'un sentiment assez fort empoisonne la traditionnelle visite de Kourou : celui de l'échec.

D'abord balistique, bien entendu. Le 5 novembre 1971, la fusée Europa II explosa au-dessus de l'Atlantique. Elle pesait 650 millions de dollars. Le 5 décembre 1971, le satellite Polaire, tiré par une Diamant B, connut le même sort, et enfin, le 21 mai 1973, Castor et Pollux achevèrent

eux aussi, prématurément leur trajectoire solide dans l'océan. Pour les ingénieurs, cette proportion de « casse » est « sans laquetterie », est admissible. Le fait est qu'elle inspire au contribuable de passage un peu de mélancolie. Mais les défailles proprement techniques de Kourou — fussent-elles dissimulées — ne sont peut-être pas les plus graves. Après tout, le C.S.G. — qui fêta en avril dernier son dixième anniversaire, a bien tiré cent quatre-vingt-neuf engins depuis son premier lancement, le 3 avril 1963. Il continue d'envoyer régulièrement des petites fusées-sondes dans les nuages. Ce n'est pas si mal. Et puis déjà Ariane, le nouveau projet ranime toutes les ardeurs flechissantes. L'indépendance spatiale est un enjeu qui vaut des sacrifices.

Non ? C'est au sujet de la deuxième « mission » que l'on avait imprudemment assignée à Kourou que l'échec paraît plus net. « Sauver la Guyane » ? M. Bortzmeyer, le nouveau po-

lytechnicien directeur du centre, compte sur ses doigts. « Nous avons tout de même réveillé un département somnolent. La Guyane doit au moins au C.S.G. d'avoir une nouvelle aéroport international à Rochambeau, un pont sur la rivière Kourou, une usine électrique, un lycée, une clinique moderne... ». A Cayenne, cependant, l'opposition dénonce toujours avec beaucoup de force cette espèce de « kyste » stérile posé sur la Guyane. M. Léopold Heder, sénateur, maître de Cayenne (parti socialiste guyanais), par exemple, fulmine. « Kourou n'est plus qu'un décor de cinéma en carton-pâte. Le centre spatial est un échec total et la ville moderne n'a pas d'âme. Le pire, c'est encore d'avoir posé l'opération. On a mis dans la tête des gens de Kourou que la Guyane était l'ennemi et qu'ils devaient contribuer à maintenir le drapeau français sur le territoire... »

encore climatées, les sous-techniciens dans leurs « horizons » sans climatiseurs et la piétaille où elle peut. Les vieilles pesanteurs ont joué.

Les choses ridées ne rayonnent pas. Le provincialisme non plus. Economie politique mise à part, Kourou n'a pas rayonné sur la Guyane. Cayenne rivalise à bas sur ses fonctionnaires, Cayenne pousse et vieillit et est bien restée le seul centre « hu-

main » de la Guyane. On s'y plaint toujours de l'arrogance de ces gens de Kourou qui restent trop peu de temps en Guyane pour s'enraciner. « gagnent beaucoup d'argent » et, qui, de toute façon, « retentissent systématiquement à droite, même s'ils étaient socialistes en métropole ». (En fait, ils votent peu, ce qui n'est pas mieux.) Point n'est besoin de beaucoup insister pour vérifier au fil des conversations que la Guyane n'a pas plus « digéré » Kourou que Kourou n'a « réveillé » la Guyane.

Maître à Cayenne

En revanche, et voilà sans doute le plus fâcheux, si Kourou n'a pas tout à fait réussi à remplir le vide qu'on lui destinait, un « vide » considérable ne s'est pas moins creusé en Guyane du fait de l'installation du C.S.G. Concrètement d'abord, par l'abandon de plusieurs projets forestiers ou industriels que l'on jugea presque superflus après 1963. Plus subtilement ensuite par une sorte de démolition des énergies « guyanaises » aussi bien sur place que rue Oudinot (3). Le sentiment plus ou moins confus que de toute façon l'avenir du département allait être largement assuré par les milliards du CNES n'encourageait pas les efforts de développement économique qu'il eût été partout nécessaire de ne point relâcher. « Vue de loin pour les ministères, la Guyane paraissait cette fois morte. Combien peut-être ». Une preuve ? Dans la plupart des ouvrages consacrés

au département, après les considérations d'usage sur les « malheurs du passé », c'est inmanquablement en abordant le chapitre Kourou que l'on retrouve des accents — prématurément — triomphalistes (4).

Enfin, on ne s'attendait pas de ce que les dégâts — le « vide » — fussent encore plus douloureux sur le plan psychologique. La Guyane souffrait depuis trois siècles de cette sorte de malédiction qui paraissait attachée à son histoire. On attendait par conséquent d'un centre spatial lanceur de fusées — entreprise coûteuse, appuyée sur l'an 2000 — qu'il contribue à chasser définitivement les mauvaises légendes. Or, même sur ce terrain, reconnaît M. Serge Patience, conseiller général, écrivain et professeur du lycée de Kourou, le C.S.G. n'a pas réussi à changer l'image de marque de la Guyane. »

Il reste à mesurer la force

d'une « réaction de rejet ». Elle est aussi nette en Guyane que dans n'importe quel territoire soumis à des éruptions comparables (l'abîme et le centre d'expérimentation du Pacifique, les Landes et le G.B.L. (5), par exemple). A Kourou, malgré quelques efforts d'insertion et de « relations publiques », le C.S.G. a bien rompu un équilibre social. Et racial. Ici et là, depuis l'installation de cette « colonie blanche » homogène, on sent poindre les symptômes d'un petit racisme dans une société créée qui, jusqu'alors, en était préservée. Les « gens de Kourou » on ne dit pas « les nouveaux Guyanais » mais « les gens de Kourou », nuance) vivent sur une île métropolitaine tournée vers Paris. Sans racines et sans vrais contacts.

A ce racisme d'« ignorance » répond « naturellement » chez les créoles un « racisme de refus » qu'exacerbent les différences de « salair » et de niveau de vie. « Les femmes de Kourou », s'indigne M. Léopold Heder, prennent toujours l'air pour aller accoucher en métropole. Elles ne veulent pas d'un enfant « né à Cayenne ». Avec un tel état d'esprit on ne réussit rien.

Le C.S.G. n'est pas responsable, mais Kourou, en vitesse de croisière, s'est aujourd'hui refermé comme une parenthèse, renvoyant la Guyane à ses vieux problèmes. A ce stade, l'analyse débouche sur la politique. Justement.

Prochain article :

III. — LA POLITIQUE DES TOULOULOUS

Un milliardaire prodigue

Il faut nuancer. Pendant toute la période de construction du centre (1965-69) — ce milliardaire prodigue débarquant dans un pays sous-développé — les retombées sur l'économie guyanaise n'ont pas tout à fait été négligeables. Quatre mille salariés, des entreprises de bâtiment et de transports mobilisées, le commerce local un peu gâté par tant de gros salaires. Hélas ! les vrais « bâtisseurs » de Kourou n'ont tout de même pas été des Guyanais. Dans un pays de cinquante mille habitants, il faut peu pour passer du chômage à la pénurie d'ouvriers, et Cayenne pu se plaindre à l'époque qu'on lui « kidnappait » sa main-d'œuvre. Au surplus, les avantages sociaux dont bénéficiaient de droit les « Guyanais-citoyens français » faisaient de leur société une main-d'œuvre coûteuse.

Pour construire Kourou on favorisait donc l'immigration sporadique d'un sous-prolétariat brésilien (1 500 ouvriers), surinamien (500), colombien (400). Plus tard, dès lors que s'achevait la phase de « chantier », les emplois ultra-spécialisés du centre spatial revenaient à des métropolitains (auteurs de main-d'œuvre locale suffisamment qualifiée. Aujourd'hui, sur six cent dix salariés, le C.S.G. n'emploie guère que deux cents Guyanais (à des postes subalternes) et un seul ingénieur créole.

Economiquement parlant, ce qu'il reste de la ville nouvelle vit en circuit fermé. Une grosse partie du pouvoir d'achat distribué (110 millions en 1973) retourne en métropole sous forme d'épargne et l'essentiel du commerce reste assuré par un gros Prunier vendant des marchandises arri-

vées de France. Ce « Cap-Kennedy » européen flanqué de sa micro-colonie importée n'est plus désormais qu'un gros moteur à essence. Dans ce climat d'espérances efflorescées qui d'étonnant si réapparaissent maintenant à Kourou, dans une lumière bien crue, tous les inconvénients d'une greffe menée tambour battant lorsque le temps pressait. Des « inconvénients » qu'on supporte bien au bénéfice d'un « brillant avenir », mais qui — ramènent à leur vrai poids par la dissipation des mirages — paraissent plutôt navrants. Pour s'installer, le CNES avait besoin d'espace. On lui concéda 100 000 hectares en bordure d'océan. Là vivaient à la mode créole (extensive et débonnaire) plus de quatre-vingts familles. Pour ce département sous-peuplé ce n'était pas rien.

Or toutes les expropriations, accompagnées d'abaissements massifs de bétail, furent conduites d'une vilaine façon. Un village entier, Malmanour, fut rayé de la carte. Pour reloger ces quelques centaines de personnes, victimes propriétaires de la technologie spatiale, on édifica aux portes de Kourou une sorte de « cité » triste et inadaptée.

Même erreur concernant les « négres martiniquais » (2) et « Surinamais » expulsés de Kourou pour faire place à la « ville de béton ». Relogement ? On se contenta d'amener les chefs de familles « primitives » sur les quais du port encombrés de caisses vides. « Tu vois toutes ces planches ? Prends. C'est gratuit. » Lugubre village Saramaca, que celui où l'on amène — en 1974 — le visiteur, avec ses bidonvilles entassés, pillés « CNES », « Transit », ou « Fragile » et ses relents de purin. Commentaire insuffisant : « On aurait pu faire mieux ». Quant à Kourou lui-même ? Avant « les fusées » ce n'était qu'un « bourg » guyanais classique de cinq cents habitants (avec ses maisons de bois à balcon, son godaïrou, son andouin bégayé et ses bistrot). « Somnolent peut-être, mais paisible ». Le « nouveau Kourou », tout en géométrie « bétonnée » (sous ces latitudes), a été planté à quelques « entablures », séparé du « bourg » par un terrain vague insupportable.

Passe encore que l'on n'ait pas trouvé mieux pour cette « ville de l'espace » qu'une névrose architecturale — « collective » en cuiffes et à étages — qui, au bord de la grande forêt équatoriale, là où l'espace est sans limites, jure avec une telle mauvaise plaisanterie. Et ce malgré un Hôtel des Roches et quelques bâtiments publics, assez réussis. Le pire reste tout de même, pour la « philosophie » qu'elle suggère, cette hiérarchisation rigoureuse de l'espace habitable. A Kourou les ingénieurs vivent dans leur villa devant la mer, les techniciens sont dans les maisons « moins belles », plus loin mais

(1) Société immobilière de Kourou, dont le directeur était le docteur Rivière, aujourd'hui député U.D.R. de Guyane.

(2) Un verbe « martiniquais » : « en-fuir ». Les « négres martiniquais » ou « bouch » sont les esclaves esclaves des plantations de Guyane et du Surinam au dix-septième et dix-huitième siècles pour retourner vivre en liberté sur le mode tribal.

(3) Siège du ministère des DOM-TOM.

(4) Notamment dans l'ouvrage Guyane, Bernard Quéré (France-Empire, 1970), et la Guyane, Guy Alain (Fondation, avril 1972).

(5) Centre d'essais des Landes, équivalent militaire du C.S.G. installé à Biscarosse.

Dix ans d'espace

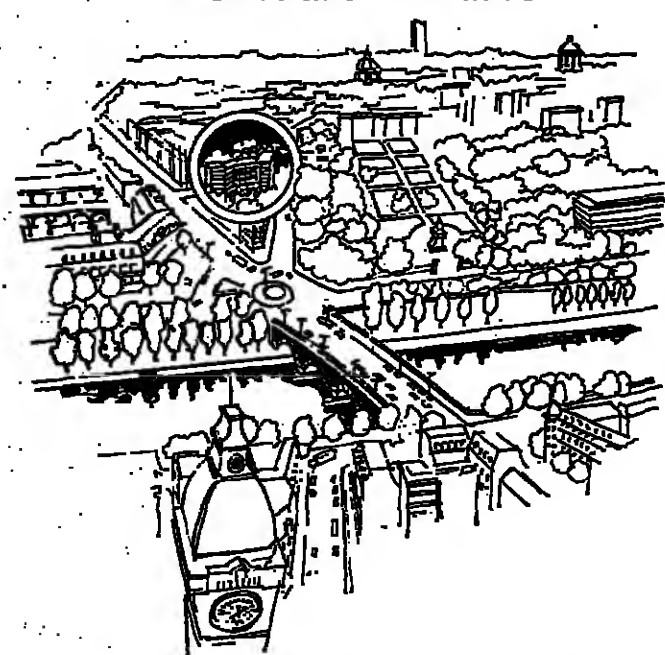
La décision d'implanter en Guyane, à Kourou, un centre civil de lancement de fusées a été prise en conseil des ministres le 14 avril 1964. Confié au Centre national d'études spatiales, le site de Kourou devait remplacer celui d'Hannuaut, évacué en 1967. La situation équatoriale de la Guyane offrait, il est vrai, des avantages balistiques supérieurs et un angle de tir vers l'est ouvert à 120 degrés.

Conçu à l'origine pour satisfaire aux exigences du programme spatial français, le centre spatial guyanais fut cependant ouvert à « tous pays intéressés » par une offre officielle du 8 janvier 1965. La première réponse favorable fut — le 9 juillet 1965 — celle des Etats membres du CECLES-ELDO, qui décidèrent d'affecter à partir de Kourou les lancements opérationnels de la fusée Europa II, réalisés jusqu'alors à Woomera, en Australie. La France, de son côté, prévoyait d'y mettre au point son propre lanceur de satellite léger Diamant.

Les investissements nécessaires à la création du C.S.G., puis à la réalisation des principaux programmes étaient considérables. Quelques 570 millions de francs furent dépensés entre 1966 et 1970 pour la construction du centre, et plus de 3 milliards de francs pour Europa (dont 35 % supportés par la France). La phase de construction du C.S.G. dura de 1963 à 1968, et le premier tir — celui d'une fusée sonde Véronique — eut lieu le 3 avril 1968. On entrait par la suite de nombreux lancements et quelques satellites furent au profit de la France ou d'organismes étrangers, le C.S.G. connut une série d'échecs assez malheureux. Ceux des

fusées Diamant B en 1971 et 1972, et surtout celui de la grosse et coûteuse Europa II, victime de la mauvaise coordination des efforts européens et d'une absence de gestion supranationale. L'abandon du programme Europa et la dissolution du CECLES-ELDO ont fait craindre un moment que Kourou perdrait jusqu'à sa raison d'être. Aujourd'hui, hormis les sites de fusées-sondes qui constituent l'essentiel des activités du centre, un nouveau programme européen — Ariane — est en préparation. Il vise à mettre au point (premier tir en 1979) un lanceur plus robuste et moins sophistiqué qu'Europa, capable de placer sur orbite des satellites plus lourds. Et d'assurer à l'Europe une indépendance spatiale, notamment en matière de télécommunications. Le défilé d'Ariane a été fixé à 2 400 millions de francs. La France, cette fois, assure le leadership d'une opération, qu'elle finance. Elle s'est engagée à financer seule les éventuels dépassements de crédits du programme Ariane. Or, à 1979 — sans révision imprévue de la politique spatiale — commencent à Kourou des travaux importants destinés à l'adaptation dans cette perspective les installations ayant servi pour Europa. Simultanément, seront poursuivies, après modification de la fusée, les tirs de la Diamant B française. Les prochains doivent théoriquement avoir lieu les 18 octobre 1974, le 11 janvier et 20 avril 1975. Ce qui sera suivi, cependant, le centre spatial guyanais ne pourra plus offrir à l'économie guyanaise un niveau d'activité comparable à celui de la « période de chantier » des années 60. — J.-C.G.

les 5 pièces avec vue sur un parc sont rares à Paris



... au 15 de la rue Buffon, dans le 5^{ème} arrondissement nos 5 pièces donnent sur le Jardin des Plantes

A quelques mètres de la Seine, la calme et tranquille rue Buffon longe les grilles d'un des jardins les plus agréables de Paris : le Jardin des Plantes où les amoureux de la capitale aiment tant flâner sous les arbres plusieurs fois centenaires. C'est là, au 15, que s'élève un immeuble de grand luxe, au milieu d'un jardin, face à un jardin.

Les appartements ont 1, 2, 3, 4 et 5 pièces, prolongées par une terrasse ou un large balcon. Ils ont été conçus en vue d'assurer une harmonieuse répartition entre l'espace-reception où de grands séjours ouvrent sur le Jardin des Plantes et l'espace-privé dont la chambre principale, ouvrant sur le jardin intérieur, constitue une suite particulière avec dressing-room aménagé et salle de bains indépendante. Partout, au luxe tapageur, nous avons préféré le luxe raffiné des détails : pierres de taille, boiseries coulissantes en aluminium anodisé, portes d'ascenseurs en acier inox, hall et paliers d'étage en quartzite, etc. Venez flâner rue Buffon, laissez-vous séduire par le charme du « Jardin des Plantes », et si vous aimez... restez !



LE JARDIN DES PLANTES
15, RUE BUFFON PARIS 5^e

Bureau de vente ouvert tous les jours, de 10 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures. Téléphone : ALM. 98.98.

Réalisation : Moncaur-Prunier, garantie et financement Société de Banque et de Crédit.

BON A DÉCOUPER ET A RETOURNER A :

GEFIC,

52, avenue des Champs-Élysées,

75008 Paris - Tél. : ALM. 98.98.

Je désire recevoir d'urgence la brochure Jardin des Plantes.

Mon nom

Mon adresse

DÉFENSE

Selon l'Institut international de recherche de la paix à Stockholm

Les dépenses militaires dans le monde se sont élevées en 1973 à 1000 milliards de francs

Stockholm (A.P.). — La course aux armements nucléaires entre les Etats-Unis et l'Union soviétique s'est plus que jamais approfondie en 1973, malgré les négociations sur la limitation des armements stratégiques (SALT), l'interdiction partielle des essais nucléaires et le traité de non-prolifération, indique l'Institut international de recherche de la paix (SIPIR) dans son cinquième livre annuel, publié le mardi 18 juin à Stockholm.

Initié Armements et Désarmement dans le monde, cet ouvrage de deux cent cinquante-deux pages affirme que la course aux armements classiques est devenue de plus en plus un phénomène généralisé, et souligne que « la plus militarisée du monde ». Selon cette étude, la conception éternelle d'armes nucléaires de faible puissance (inférieures à 1 kilotonne) va inévitablement estomper la distinction entre armements nucléaires et armements classiques. « De fortes pressions pour- raient apparaître dans un avenir proche, en faveur d'armes nucléaires de faible puissance, en Europe en particulier », estime le SIPIR.

« Les pays du tiers-monde échangent de plus en plus nombreux des armes perfectionnées, et les dépenses militaires dans le monde se sont plus également réparties, la part toujours importante des Etats-Unis, de l'Union soviétique, de la Grande-Bretagne et de la France enregistrant un certain déclin, alors que celle des autres pays s'accroît », conclut-il. « Cela ne reflète pas une réduction de

la capacité militaire de ces quatre pays, mais cela indique que la militarisation croissante dans le monde s'accompagne d'une expansion importante des industries d'armement nationales et d'exportations d'armes considérables ».

Les Etats-Unis, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et la France dominent toujours le commerce des armes, signalé cet ouvrage, en précisant qu'en 1973 les dépenses militaires pour le monde entier ont atteint 207 milliards de dollars (1 014 milliards de francs) : « une poulx de ressources colossales ».

Le SIPIR déclare en conclusion que « la nécessité d'une action positive pour le désarmement n'a jamais été plus grande ».

MORT DU GÉNÉRAL BRITANNIQUE SIR CHARLES KEIGHTLEY qui commanda l'expédition de Suez

Londres (UPI). — Le général d'armée Sir Charles Frederic Keightley, qui commanda notamment les forces franco-britanniques en 1956 lors de leur intervention conjuguée au canal de Suez, est mort, lundi 17 juin, à l'âge de soixante-trois ans.

Né le 24 juin 1901 à Sandhurst, dans le Kent, le général Sir Charles Keightley est sorti en 1921 de l'école militaire de cette ville pour servir dans la cavalerie. De 1936 à 1938, il est en Palestine, en Egypte et aux Indes, puis à Londres, où il est directeur générale de l'armée territoriale.

Avant la seconde guerre mondiale, il sert à l'état-major de la brigade de cavalerie du Chaire. Commandant au début de la guerre, il était général quand elle s'achève, après avoir pris part aux combats sur la Somme, à l'ouest de la France, et à la fin de la division blindée et participe à la campagne de Sicile et d'Italie, où il commande le 3^e corps britannique. Il remplit la ligne Fort, sur l'Adriatique.

En 1948, il prend le commandement de l'armée britannique du Rhin et devient, en 1951, commandant en chef des troupes britanniques d'Extrême-Orient, puis, en septembre 1953, du Moyen-Orient. Son quartier général est alors installé à Fayid, dans le canal de Suez. Un an plus tard, il quitte l'Egypte pour occuper le poste de quartier général après la décision d'évacuer la zone du canal. En 1956, une année difficile du point de vue, lui qui sera désigné pour commander les troupes françaises et britanniques qui interviennent à Suez, avec des troupes venant de Chypre, Malte, d'Algérie et du Royaume-Uni, sur un ultimatum de Londres et de Paris.

Deux mois après cette intervention suspendue à la suite de pressions américaine et soviétique, le général Keightley quitte le service actif et il sera, pendant quatre ans, gouverneur de Gibraltar.

Tribunaux des plus hautes décorations britanniques et de la croix de guerre française, Sir Charles Frederic Keightley était grand officier de la Légion d'honneur.

MANŒUVRES EN BRETAGNE DE LA FORCE INTERARMÉES D'INTERVENTION

L'exercice annuel de la force interarmées d'intervention, baptisé Sierne, a commencé en Bretagne le mardi 18 juin et se terminera le vendredi 21 juin.

Sous la direction du général Le Borgne, commandant la 11^e division parachutiste, les opérations mobilisent environ trois mille hommes : une force maritime comportant, en particulier, les porte-avions *Foch* et *Clemenceau* et leurs groupes aériens ; de nombreux appareils de combat et de transport de l'armée de l'air. Ces manœuvres ont lieu dans la région de Coblentz et de Vannes, dans les landes de Lanvaux et les monts d'Arrée.

Les forces terrestres d'intervention sont constituées, à l'heure actuelle, de la 11^e division parachutiste, stationnée dans le sud-ouest de la France, et de la 9^e brigade aéroportée, cantonnée dans l'Ouest.

MÉDECINE

A l'Académie

ÉLECTION DU PROFESSEUR GILBERT DREYFUS

L'Académie de médecine a élu, mardi 18 juin, membre titulaire dans la première section (médecins et spécialistes médicaux) le professeur Gilbert Dreyfus.

Né le 17 août 1902 au Raincy (Seine-Saint-Denis), le professeur Gilbert Dreyfus, médecin des hôpitaux en 1924, a été nommé professeur agrégé en 1946 et professeur de clinique médicale à la faculté de médecine de l'université de Paris. Il est actuellement professeur de clinique endocrinologique. Il est l'un des fondateurs de l'endocrinologie contemporaine, et on lui doit près de six cents publications et vingt ouvrages consacrés à l'obésité et aux troubles du métabolisme, au diabète thyroïdien et à l'hormonologie sexuelle.

Restant, il a été décoré à l'Académie de la Légion d'honneur. Membre de nombreuses sociétés savantes françaises et étrangères, le professeur Gilbert Dreyfus est officier de la Légion d'honneur.

ALORS QUE LE NOMBRE DES SPÉCIALISTES AUGMENTE

Le médecin de famille a-t-il un avenir ?

Grenoble. — Le généraliste appartient à une catégorie de médecins en voie de disparition. Le nombre des spécialistes croît régulièrement, tandis que celui des médecins de famille, au mieux, stagne. Le phénomène est observé aussi bien à la campagne qu'en ville, où se créent des « déserts médicaux ». Le fait est admis. Mais comment sortir de cette situation ? Le malaise, grave, profond, tient à de multiples facteurs : dégradation des conditions d'exercice, absence de politique sanitaire véritable, dépréciation de l'image de marque de l'omnipraticien dans un monde qui favorise la technique, etc. Ceux qui souffrent de cette situation sont tous conscients qu'il faut agir.

Il ne suffit pas de « vouloir » pour traduire, même au niveau des idées, des intentions de changement. On peut regretter, à cet égard, que les travaux de ces

pour que le médecin de famille « conserve une place d'homme de science, de conscience et d'ami », pour qu'il soit intégré dans l'organisation sanitaire du pays. Pour parler de cet avenir débattre des moyens qui permettraient de révaloriser la médecine générale, le collège fédéral des médecins généralistes français — rattaché au plan national à la Fédération des médecins de France (1) — vient d'organiser, à Grenoble, ses premières assemblées nationales auxquelles ont participé essentiellement des médecins syndiqués, des représentants d'organismes sociaux et les porte-parole des ministères intéressés, le docteur Pierre Labrousse pour le ministère de la santé, Mlle Prevost pour celui du travail et de la sécurité sociale.

De notre correspondant

assises n'ont fait qu'effleurer un certain nombre de points cependant fondamentaux pour ceux qui exercent une profession médicale. Ainsi, il a plus été question de la place du médecin généraliste dans le système de santé français, que d'une remise en cause du système lui-même. Agissant en syndicalistes, les participants à ces assemblées ont davantage parlé du contrôle par les caisses d'assurance-maladie de la fiscalité, des honoraires, de la formation médicale continue « qui doit être organisée par la profession seule » ou de l'installation du jeune médecin, que des problèmes de la « sectorisation », qui entrent peu à peu des responsabilités aux généralistes », des risques de dégradation de la carte sanitaire, en raison de la poussée démographique, ou encore de la qualité des soins, de la médecine de groupe, etc.

Pour ce qui est du « profit » du médecin, établi trimestriellement par les caisses d'assurance-maladie afin d'éviter l'augmentation des dépenses pharmaceutiques, les congressistes se sont essentiellement intéressés aux méthodes employées. Ce mécanisme, déjà en place à titre expérimental dans six départements du Centre, a abouti, en 1973, à un déficit de dix millions de francs par département. Le profit moyen de la région, il ressort de cette expérience, relativement bien acceptée par les praticiens, que la période d'un trimestre est trop courte et l'on a souhaité qu'elle soit prolongée.

Le « volontariat » de la formation continue

Quant à la formation continue, elle doit être prise en main par la profession elle-même, en liaison avec l'université pour lui conserver son caractère de « volontariat » et d'indépendance vis-à-vis des « forces en présence », notamment des organismes d'assurance-maladie. Les laboratoires pharmaceutiques doivent, pour leur part, limiter leur rôle à l'information continue. Certains congressistes ont regretté, sans aller l'effort accompli par les laboratoires, que ces derniers aient, surtout trop souvent, en ce domaine, des intentions publicitaires.

En revanche, le débat sur la formation du généraliste a été considéré comme un thème majeur. L'expérience présentée par le professeur Cornu, directeur de l'U.F.R. expérimentale de médecine et de biologie humaine à Bobigny (Seine-Saint-Denis), a répondu parfaitement au désir de chacun d'ouvrir des voies nouvelles de formation. Le principe de l'expérience de Bobigny (elle concerne mille trois cent soixante-quatre étudiants et elle est

pratique depuis la rentrée 1973 est que la médecine générale doit finalement devenir une spécialité. L'originalité de l'expérience repose essentiellement sur le choix d'une pédagogie nouvelle en cinq étapes, qui permet de faire d'un étudiant du premier année du premier cycle un praticien « apte à mettre en œuvre plusieurs solutions thérapeutiques et à choisir la plus opportune ».

Un troisième cycle expérimental

Cette formule, créant des contacts avec des malades « courants » et non pas des cas d'appoint, que la plupart du temps l'étudiant ne reverra plus dans sa vie professionnelle, est appliquée en République fédérale d'Allemagne. Aux Pays-Bas, après six années d'études, l'étudiant, qui reçoit un salaire sous forme d'un prêt de l'Etat, fait deux stages de six mois chez des praticiens rémunérés également par l'Etat. A propos de l'expérience de Bobigny, les participants aux assemblées de Grenoble ont été sensibles à la participation effective, dans la formation de jeunes médecins, de praticiens expérimentés, de praticiens installés. Pour beaucoup, c'est une condition obligatoire pour généraliser l'expérience. Les praticiens sont-ils disposés à cet effort de formation ? Il semble que oui si l'on en juge par une étude, dans le département du Nord (deux mille dix-cinq médecins), qui a révélé que l'on pouvait espérer assurer l'encadrement de cent soixante-quinze étudiants pour trois stages de deux mois chacun. Ce troisième cycle expérimental de Bobigny, s'il devait être généralisé, devrait aussi, selon les congressistes, présenter un caractère obligatoire, faite de quoi on risquerait de créer deux corps de généralistes : ceux qui seraient spécialisés et ceux qui ne le seraient pas. Mais l'encadrement des étudiants de généralistes ne risque-t-il pas de détourner tout autant les étudiants vers une autre spécialisation dont ils ignorent peut-être la pratique quotidienne ? Celle de l'omnipraticien ? C'est un des points auxquels il n'a pu être répondu lors de ces débats.

BERNARD ELIE.

(1) Fédération des médecins de France : 19, rue Desbordes-Valmore, 75016 Paris. Téléphone : 870-85-07.

LES MÉMOIRES DE ROBERT DEBRÉ

A la suite d'une défectuosité de l'impression, la partie de l'article du docteur EscOFFIER-LAMBIOTTE sur les « Mémoires » de Robert Debré parue en première page de notre précédent numéro était incomplète. Nous nous en excusons et la reproduisons ci-dessous.

Le professeur Robert Debré est, à quatre-vingt-neuf ans, le plus illustre des « grands patrons » qui régnent en maîtres incontestés sur la médecine française depuis un demi-siècle.

Ce demi-siècle où elle connut présentement un essor révolutionnaire, tant sur le plan scientifique que sur celui de l'organisation sociale, il n'est guère d'étape de cette double révolution à laquelle le célèbre pédiatre n'ait été étroitement mêlé. Mais, au-delà de la médecine, son inclination pour la vie culturelle et la chose publique donne au témoignage qu'il apporte ses *Mémoires* un intérêt intellectuel, politique et social qui dépasse largement le cadre professionnel.


De la bourgeoisie alsacienne de 1870 au fils Michel, premier ministre intrépidement du général de Gaulle, de l'hécatombe diphtérique du début du siècle à la pédiatrie d'aujourd'hui, cent ans d'histoire de la médecine, d'histoire de France et d'histoire tout court se déroulent ainsi sous la plume lucide, mais toujours passionnée, de celui qui en

fut, et qui en est toujours, non l'émul, mais l'inalphable acteur. Sedan, 7 décembre 1882, Robert Debré naît au foyer du rabbin de la ville. Le charbon brûle dans la cheminée. Aux grandes occasions : un « porteur d'eau » monte jusqu'à la loge une baignoire et son eau chaude. On remonte solennellement le mécanisme des lampes à huile. La « fausse de bonnets de docteur » succède à la lingerie qui gagnait 1,50 F par journée de travail.

1888 : le rabbin est promu Neuilly, où un berger en blouse bleue fait paître ses chèvres pour le vendre le lait. Il faut passer l'océan pour se rendre en flèche ou omnibus à Paris. Les dragons, les cuirassiers et les hussards charger en huant, sabre au clair, au défilé du 14 juillet.

En dépit de visites fréquentes à l'école rabbinique du quartier Lait, que dirige son grand-père maternel Robert Debré ne se sent aucun vocation religieuse, et la « loi a déteint » qu'il anime n'est pas d'essence spirituelle, mais sociale. L'fréquentation des quartiers populaires, la découverte des misères sinistres que recelaient les taudis d'XIV^e arrondissement, épouvantent, en 1899, l'étudiant en philosophie d'Jeanne-de-Sully. Il participe à la création de la première imprimerie syndicale autogérée, puis de l'université populaire.

D' ESCOFFIER-LAMBIOTTE.



73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS. Tél. 265-37-00
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON. Tél. (78) 62-08-33

CHEF DU SERVICE PUBLICITE

Secteur bancaire
PARIS

Un des tous premiers groupes bancaires français recherche le chef de son service publicité. Sous l'autorité du chef du département marketing, et dirigeant un service d'une dizaine de personnes, il animera et coordonnera, sur le plan national, les actions publicitaires du groupe, de ses établissements régionaux et de ses filiales. Il contrôlera la conception et la réalisation des campagnes confiées à une agence, établira et gèrera les budgets correspondants. Le candidat devra avoir une formation supérieure et justifier d'une expérience d'au moins une dizaine d'années acquises dans le domaine de la publicité, si possible en agence (niveau chef de groupe minimum) et chez un annonceur. Il y aura acquis une excellente connaissance des études média et des achats d'espaces publicitaires. Il apportera une qualification certaine d'une part dans le domaine de la créativité et d'autre part dans celui de la gestion de budgets de grandes marques à l'échelon national. Ecrire à P. Vinet, réf. B 3.706

INGENIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL

90.000+
Equipements électroniques
PARIS

L'un des premiers groupes industriels français recherche un ingénieur pour sa division équipements électroniques destinée aux matériels militaires. La fonction consiste à promouvoir, auprès d'une clientèle française et étrangère, des équipements de haute technicité (contre-mesures électroniques). Il sera en particulier demandé au candidat d'effectuer les présentations de matériel, d'assister les ingénieurs de vente chargés des négociations de contrat sur le plan technique et opérationnel, de définir la documentation technique commerciale et d'en superviser la réalisation. Agé de 35 ans minimum, de formation scientifique et militaire (école navale ou école de l'air par exemple), le titulaire de ce poste devra posséder une solide expérience des contacts avec les administrations militaires françaises et étrangères. Anglais indispensable. Déplacements fréquents. Ecrire à Ph. Vinchon, réf. B 4.428

INGENIEUR DES VENTES

80.000 F.+
Equipements électroniques
PARIS

Le même groupe que ci-dessus (réf. B 4.428) recherche pour sa division équipements aérospatiaux un ingénieur chargé des ventes aux administrations françaises et étrangères. Le titulaire assurera les contacts avec les responsables des programmes au sein des administrations, préparera les propositions commerciales en liaison avec les directions des services techniques et industriels, négociera les contrats importants, maintiendra les contacts avec la clientèle, assurera la production de biens d'équipement, un adjoint au Directeur Commercial. Sous son autorité, il aura la responsabilité de la candidature, ingénieur école de l'air, connaissant les milieux des services techniques et de l'état-major de l'Armée de l'Air. Des connaissances techniques dans le domaine radar seraient appréciées. Perspective d'avenir compte-tenu de la taille du groupe. Ecrire Ph. Vinchon, réf. B 4.428

ADJOINT EXPORT

au Directeur Commercial
90.000 F.
PARIS

Une entreprise électro-technique, dont l'effectif est de l'ordre de 12.000 personnes, fabrique des matériels lourds, recherche, pour l'une de ses filiales spécialisées dans la production de biens d'équipement, un adjoint au Directeur Commercial. Sous son autorité, il aura la responsabilité de l'exportation ; à ce titre, il devra étudier les marchés, élaborer les offres en relation avec les bureaux d'études et les usines de la société, négocier les cahiers des charges, les contrats, obtenir les commandes. Le candidat sera diplômé d'une grande école d'ingénieurs, et à ce titre, devra vendre des matériels dont la technique est un élément important du choix. Il sera âgé d'au moins 32 ans. Il aura acquis une expérience de négociateur grâce à des marchés passés par des entreprises importantes ou par des Administrations, en France ou à l'étranger ; il parlera l'anglais et sera prêt à effectuer plusieurs voyages par an dans des pays étrangers. Ecrire à B. Garvain, réf. B 7.262

INSPECTEURS COMPTABLES

5 à 6,5 millions de
Francs C.F.A.+
Logement
AFRIQUE

Un Groupe Européen, à vocation internationale dans le domaine du commerce général de la distribution automobile de biens d'équipements (C.A. 3 milliards 1/2, effectif 27.000 personnes, 200 filiales et centres de profit) recherche plusieurs Inspecteurs Comptables appelés à opérer auprès des Etablissements du Groupe dans différents pays d'Afrique. Dépendant de la division comptable du Siège et en position fonctionnelle, ils seront responsables, chacun pour son territoire, de l'information comptable, de la régularité fiscale et des travaux de contraction et de consolidation, apporteront leur assistance technique aux Chefs de Centres de profit, participeront à la sélection et aux mutations du personnel comptable, conseilleront et organiseront la formation. Agé d'au moins 28 ans, de formation supérieure (H.E.C., E.S.S.C., E.S.C., I.E.P., etc.), titulaire du D.E.S. de minimum, ils auront quelques années d'expérience acquises dans un Cabinet d'Audit ou d'Expertise Comptable. La pratique de l'Anglais sera exigée est néanmoins souhaitée. Ecrire à Y. Blanchon, réf. B 9.146

ANIMATEUR COMMERCIAL

Crédit-Bail
50/60.000F.

Filiale d'un groupe bancaire français de premier ordre, une société spécialisée dans les opérations de crédit-bail recherche un animateur commercial. Sous l'autorité du directeur commercial, il exercera, dans un premier temps (6 à 12 mois) à partir de Paris et sur un plan national une activité d'animation commerciale et d'assistance technique aux succursales dans le domaine du leasing. Résident ensuite dans une ville de province, il y poursuivra sur le plan régional, la même activité comportant en outre l'examen des dossiers avec pouvoir de décision dans le cadre des limites préétablies. Le candidat retenu, âgé de 28 ans au moins et de formation supérieure si possible, justifiera d'une expérience commerciale de plusieurs années et d'une excellente connaissance de l'analyse des dossiers de crédit-bail ou à défaut, de crédit d'équipement. Ecrire à P. Vinet, réf. B 3.706

CHEF DE SECTION ADMINISTRATION COMMERCIALE

55.000F.
Mécanique
Paris

La filiale française (effectif 6.000 personnes - CA 600 millions de francs) d'un groupe industriel multinational recherche pour l'une de ses propres filiales à vocation commerciale (effectif 90 personnes - CA 30 millions de francs) un Chef de Section Administration Commerciale. Sous l'autorité du Responsable de ce département, il sera chargé de veiller au bon fonctionnement des circuits de commandes (enregistrement - ventilation - suivi - respect des délais...) en liaison avec les magasins et les succursales. Il exploitera et tiendra à jour différents fichiers (clients - prix - stocks). Ses missions l'amèneront à coordonner, animer et diriger l'action d'une trentaine de personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans, aura une solide formation (1) ou 2 certificats de licences) et il possèdera plusieurs années d'expérience d'une fonction analogue, au cours desquelles il aura acquis des notions d'informatique de gestion. Ecrire à J. Blin, réf. B 5.548

Pour chacun de ces postes adresser un bref curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quiconque sans autorisation expresse des candidats donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant.

AUSTRALIE - IRLANDE - AMERIQUE DU SUD - GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - AFRIQUE DU SUD

MSL

L'assemblée générale de l'U.J.A. de Paris

Les candidats au bâtonnat s'engagent à faire supprimer l'expression «avocat stagiaire»

L'assemblée générale de l'Union des jeunes avocats (U.J.A.) de Paris, mardi 18 juin, a été, pour l'essentiel, consacrée à l'examen des réponses fournies par les candidats au poste de bâtonnier de l'ordre des avocats au conseil de l'ordre du barreau de Paris, aux questions qui leur avaient été posées sur la condition des avocats stagiaires.

C'est, en premier lieu, la promesse unanime que le qualificatif de «stagiaire» obligatoire pendant trois ans sera supprimé, qui a été obtenue des candidats bâtonniers (étant précisé que le terme «stagiaire» ne résulte pas d'un usage mais qu'il figure dans les textes législatifs régissant la profession et que tous les engagements pris le sont en réalité en fonction des modifications qui seraient acceptées par le ministère de la Justice).

Quant au droit de vote pour élire les conseils de l'ordre et le bâtonnier, les candidats ont estimé

qu'il ne pouvait être consenti avant la fin de la deuxième année de stage, afin que soit acquise auparavant une bonne connaissance du palais. Ce choix est très important, puisque les stagiaires représentent plus du tiers de l'effectif des avocats parisiens.

La rémunération des jeunes avocats, les honoraires, le statut de collaborateur devront aussi être estimés les candidats, faire l'objet de nouvelles discussions.

Les prises de position publiques sur les grands débats d'actualité (divorce, avortement) n'ont pas donné lieu à objection de la part des candidats à la condition qu'il ne s'agisse pas de «problèmes philosophiques ou religieux».

L'élection du prochain président de l'U.J.A. de Paris, qui sera M. Michel Gout, doit avoir lieu le 28 juin, c'est-à-dire à l'époque où auront lieu les élections pour élire les conseils de l'ordre et le bâtonnier, les candidats ont estimé

Les difficultés des établissements Titan-Coder à Marseille

Après l'article que nous avons consacré aux difficultés des établissements Titan-Coder de Marseille (le Monde du 13 juin), M. Pierre Bon, président-directeur de Titan-Coder, nous prie de préciser que sa société n'a aucun lien de droit ni de fait avec l'ancienne société Coder, dont la liquidation a engendré des actions judiciaires qui ne sauraient, dit-il, nous concerner. Craignant que le titre de notre article — et non l'article lui-même sur lequel il

n'a «aucune observation à formuler» — ne crée une équivoque, M. Bon juge également utile de signaler qu'il n'y a d'ailleurs jamais eu d'administrateur commun entre les deux sociétés. «Mais les péripéties de la faillite jointe-nous ont porté ombrage dans le passé, et constituent encore aujourd'hui une source de confusion et une cause de délicate à l'égard de notre entreprise de la part de notre clientèle et de nos fournisseurs notamment.»

LE DIRECTEUR DU «PARISIEN LIBÉRÉ» EST CONDAMNÉ POUR DIFFAMATION ENVERS LE PROFESSEUR GUILLMET.

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris s'est prononcée, le mardi 18 juin, dans l'instance en diffamation engagée par le docteur Daniel Guillmet, maître de conférences agrégé, chirurgien des hôpitaux de Paris, contre la publication dans le «Parisien libéré» du 1^{er} octobre 1973, d'un article laissant entendre que ce médecin recherchait la publicité dans la presse à l'occasion des greffes du cœur, et prétendant qu'il avait été blâmé à ce sujet par le conseil des ordres de médecins. L'affaire avait été plaidée le 31 mai (le Monde du 23 mai).

Le tribunal remarque que la presse a consacré dans le passé de nombreux articles relatifs à l'opération de greffe du cœur, et que le conseil de l'ordre n'a pas blâmé le professeur Guillmet.

En définitive, les juges ont condamné M. Emilien Amaury, directeur de publication du «Parisien libéré», à 2 000 F d'amende et 50 000 F de dommages-intérêts, en déclarant : «Le «Parisien libéré» a mauni n'a nullement fait preuve de l'objectivité, de l'impartialité et de la prudence qui s'imposent à un journaliste averti, conscient de ses devoirs.»

LES PARENTS DES VICTIMES DU «5-7» S'ÉLEVENT CONTRE DES DÉCLARATIONS DE M. ALAIN POHER

L'Association des parents des victimes du «5-7», dont le siège est à Lyon, vient de publier un communiqué dans lequel elle s'élève contre les récentes déclarations de M. Alain Poher, président du Sénat et président de l'Association des maires de France.

«Il est toujours consternant et inquiétant, déclare notamment l'Association, pour les parents dont les enfants sont morts dans les plus atroces circonstances, de voir des personnalités comme M. Poher défendre un homme reconnu coupable par la justice.»

Dans son discours de clôture du cinquante-septième congrès de l'Association des maires de France, M. Alain Poher avait déclaré, le 14 juin à Paris : «Une douloureuse affaire nous a appris qu'il était bien facile de désigner à l'opinion publique le malin comme le principal ou le seul responsable des événements malheureux qui sont susceptibles de se produire dans sa commune.»

La cour d'appel de Lyon avait confirmé, le 13 juillet 1973, la condamnation de M. Pierre Perrin, maire de Saint-Laurent-du-Pont (Isère), à six mois de prison avec sursis, reconnaissant ainsi que sa responsabilité était engagée dans la catastrophe. Le danching «5-7» de Saint-Laurent-du-Pont avait été entièrement détruit, dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1970, par un incendie au cours duquel cent quarante-six personnes — pour la plupart des jeunes gens — avaient péri.

A Marseille

LE PROCÈS DES VINGT-NEUF INCULPÉS DE TRAFIC DE DROGUE CONTINUE EN L'ABSENCE DE LEURS AVOCATS.

Les escamotages continuent au procès de M. Jean-Baptiste Croce et de ses vingt-neuf complices, qui, prévenus de trafic de stupéfiants, comparaissent depuis le lundi 17 juin devant le tribunal correctionnel de Marseille, que préside M. Henri Bezombes.

A l'audience de mardi, une polémique s'est engagée entre M. Jacques Icard et le tribunal, qui avait décidé de «joindre au fond de l'affaire» les incidents de procédure soulevés la veille par la défense. M. Icard estime, en effet, que renvoyer au jugement proprement dit l'examen de ces questions de procédure est en soi un jugement — dont il est donc possible de relever appel — quand le tribunal affirme qu'il s'agit d'une simple décision d'ordre interne, donc inappellable d'appel.

M. Bezombes ayant encore une fois choisi de passer outre cette polémique pour se statuer sur elle qu'avec le fond de l'affaire, les avocats quittent la salle d'audience. C'est au même moment que l'un des prévenus, M. Ange Motca, fait son apparition sur une civière.

A la reprise de l'après-midi, pour répondre à la lecture du dossier par M. Bezombes, les prévenus se contentent de déclarer qu'ils ne participent pas en l'absence de leurs défenseurs. Auparavant, les avocats avaient tenu une conférence de presse pour expliquer, que, sans accuser le trafic de drogue, il était de leur devoir de s'opposer contre les violations de la loi qu'ils avaient constatées.

Au tribunal administratif de Paris

LE MARCHAND DU TEMPLE

Plus de fruits et légumes au chevet de Saint-Eustache. Chassés à sa façon les marchands du temple, la Ville de Paris demandait, le 18 juin, devant le tribunal administratif de Paris, l'expulsion d'un commerçant installé, 1, rue Montmartre, au sous-sol de l'église Saint-Eustache, car ce local situé au cœur de l'ancien quartier des Halles — en cours de rénovation — est «une dépendance du domaine public».

M. Raymond Kerpo, cinquante ans, marchand de primeurs, ne conteste ni le motif d'intérêt général, mais s'élève sur le fait qu'il n'a pas été inquiété plus tôt. En effet, la Ville de Paris, propriétaire des lieux, non seulement n'a fait aucune objection à son installation en 1955 mais lui a, depuis, renouvelé son bail à trois reprises. S'estimant abusé, M. Kerpo a demandé, au cours de sa même audience, à être indemnisé par la Ville de Paris, coupable, selon lui, de faute administrative.

Il avait acheté ce fonds de commerce 55 000 francs sur adjudication. Le préfet de Paris déclare aujourd'hui que la Ville était étrangère à cette adjudication, «mais la Ville avait alors le pouvoir de s'y opposer pour la même raison qu'elle invoque maintenant», a déclaré M. Gergette Rendel, défenseur du commerçant. Ce dernier fait valoir qu'après avoir régulièrement et consciencieusement augmenté son loyer

pendant près de dix ans, l'administration s'est «subitement» aperçue qu'en vertu d'un principe d'intérêt public — très antérieur à l'utilisation du local — le commerçant n'avait «ni droit ni titre» pour exercer son activité.

L'opposition tardive de la préfecture de Paris n'a été réellement arrêtée qu'en 1971, après que le tribunal administratif eut rendu un jugement annulant une demande de M. Kerpo, qui, de bonne foi et s'il de son bon droit, demandait l'extension de son bail commercial pour la création d'un restaurant au même endroit. Or, dix ans plus tôt, les services des Beaux-Arts avaient déjà signalé que, «conformément aux textes en vigueur», il continuait d'exister et d'indemniser les locaux des cartes de Saint-Eustache.

Ce qu'un marchand pouvait ignorer, l'administration ne le devait pas, a conclu l'arrêt de M. Kerpo. Ce dernier demande une indemnité équivalente à la valeur de son fonds de commerce, estimée par un expert à 320 000 francs. Le commissaire du gouvernement a retenu la responsabilité de la Ville de Paris et le comportement fautif de son administration et propose un supplément d'instruction pour l'évaluation de la réparation. Le jugement a été mis en délibéré.

FRANCIS CORNU.

Un carrossier de Clamart (Hauts-de-Seine), M. Ernest Plesset, soixante-deux ans, qui avait acheté un ancien taxi réduit à l'état d'épave et l'avait revendu trois fois plus cher, a été condamné à dix-huit mois de prison, dont un mois ferme, à 500 F d'amende et à 260 000 F de dommages et intérêts par le tribunal correctionnel de Versailles. Un point arrière d'un modèle différent avait été monté sur la voiture dans les ateliers du carrossier. La voiture «bricolée» avait été remise en circulation, et son dernier conducteur avait été tué, ainsi que son épouse, après une collision avec un camion.

CREED

Tailleur depuis 1760
7, rue Royale - PARIS
4, rue Esquermoise - LILLE
Ligne à la mode - Olivier CREED
Vous choisissez vous-même votre tissu dans nos collections anglaises exclusives.
Exécution du costume : 15 jours
Vente à partir de 1.100 F.
Pantalon à partir de 500 F.

Le ministère de l'intérieur suspend une mesure de refoulement prise à l'encontre d'un Marocain

Le ministère de l'intérieur vient de suspendre in extremis une mesure de refoulement dont fait l'objet un ressortissant marocain, M. Mohamed Benaïssa Mimoun, vngt-sept ans. Celui-ci, qui travaillait en France depuis 1967, a été conduit le 18 juin à Marseille à bord du paquebot Massala, en partance pour Casablanca. Quelques heures après le départ de Marseille, le commandant du navire recevant l'ordre de garder à bord M. Benaïssa Mimoun, lors de l'escalade marocaine.

Le ministre de l'intérieur vient de suspendre in extremis une mesure de refoulement dont fait l'objet un ressortissant marocain, M. Mohamed Benaïssa Mimoun, vngt-sept ans. Celui-ci, qui travaillait en France depuis 1967, a été conduit le 18 juin à Marseille à bord du paquebot Massala, en partance pour Casablanca. Quelques heures après le départ de Marseille, le commandant du navire recevant l'ordre de garder à bord M. Benaïssa Mimoun, lors de l'escalade marocaine.

Selon la préfecture de police des Bouches-du-Rhône, la décision de refoulement avait été prise conformément à la réglementation en vigueur : M. Benaïssa a été déclaré inapte au travail après avoir subi la visite médicale de l'Office national d'immigration en vue de régulariser sa situation aux termes de la circulaire Fontaine-Avent au 11 juillet 1973. M. Benaïssa Mimoun n'aurait jamais fait état des risques qu'il pouvait encourir à son retour au Maroc, déclarent les services du préfet de police.

M. Benaïssa Mimoun n'a pas été débarqué à Casablanca et reviendra en France, où son dossier sera examiné conformément au ministère de l'intérieur. — F.C.

Il convient de noter que, quelques semaines après avoir donné l'assurance d'arrêter une procédure d'expulsion prise par le préfet de police du Nord à l'encontre d'un jeune Algérien âgé de quatorze ans, le Monde — du 9 mai, le ministère vient à nouveau d'intervenir, dans un souci humanitaire, pour suspendre une décision préfectorale.

Incarcéré depuis le 18 mai

M. NAJAR EST MIS EN LIBERTÉ

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a fait droit, mardi 18 juin, à la demande de mise en liberté de M. Hacène Najjar, incarcéré à la prison de la Santé depuis le 18 mai pour violence à l'égard de la R.A.T.F. et à l'agent de la force publique. La chambre d'accusation a donc infligé l'ordonnance de M. Roger Dancourt, juge d'instruction à Paris, qui avait rejeté cette demande de mise en liberté.

M. Najjar, âgé de trente et un ans, de nationalité tunisienne, qui est membre du comité de défense des droits et de la vie des travailleurs immigrés, avait été interpellé au cours d'incidents survenus le 16 mai entre des ressortissants tunisiens et des employés de la R.A.T.F., à la station de métro Belleville. M. Najjar avait entamé, le 16 juin, une grève de la faim ; le 15, une manifestation avait eu lieu devant le Palais de Justice, où une demi-douzaine de jeunes gens s'étaient enchaînés aux grilles pour protester contre l'incarcération de M. Najjar.

VACANCES EN ISRAEL

CIRCUITS — AUTOCAR
8 jours : 2220 F.
15 jours : 2890 F.

AVION + AUTO + HOTELS
8 jours : 1950 F.
15 jours : 2580 F.
Location auto kl. illim. 8 j. : 800 F.

SÉJOURS — PLAGES
Natyana 8 j. : 1920 F.
Herzlia 8 j. : 1915 F.
Country-Club : 8 j. 460 F.

SÉJOURS — VILLES
8 jours à partir de 1800 F.

Et de nombreuses autres formules

Demandez la brochure à votre agence de voyages ou à ZENITH M. r. Thiers 75001 PARIS. Tél. 266 44 77-742 65 80

Verdi

Dans Paris, début 75, un 4 pièces 1780F par mois avec PIC (Crédit Foncier).

Verdi et Puccini, deux grands et beaux immeubles, à la Porte d'Italie, entre deux métros, dans un quartier clair et jeune. La preuve par quatre d'une excellente affaire dans Paris.

- Les prêts. Vous emprunter à 8,22% avec les PIC-Crédit Foncier sur vingt ans. C'est un chiffre qui parle tout seul, quand on connaît les taux actuels, autour de 15%.
- Les prix. Au seizième étage, un trois pièces vaut 194.000 F et un quatre pièces 244.000 F. C'est-à-dire, parking compris, des remboursements respectifs de 1.450 F et 1.780 F par mois.
- L'apport personnel de 20%. Il peut être largement réduit par des prêts complémentaires : épargne logement, prêts fonctionnaires, 1% patronal, prêts allocations familiales...
- La livraison toute proche. Dès le début de 75, vous êtes chez vous. Par les temps qui courent, c'est agréable d'être si près de la livraison.

Venez, venez voir ; détaillez les plans du studio au 4 pièces ; visitez les appartements modèles. Venez, mais sans tarder.

Le bureau de vente au 146, boulevard Masséna, est ouvert tous les jours de 14 à 19 heures, les samedi et dimanche de 10 à 19 heures.

Le 4 pièces 1780F par mois

CONSTRUCTIONS LA HENIN

ALM.98.98

Merci pour votre brochure des plans de Verdi.
Nom :
Adresse :
GEPIC, 52 Champs-Élysées, 75008 Paris.

SPORTS



LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

WM 74 Le Brésil en sommeil, la Yougoslavie en verve

Qualification de l'Allemagne fédérale, élimination de l'Australie et du Zaïre : mathématiquement, les matches disputés le 18 juin à Francfort, à Berlin, à Hambourg et à Gelsenkirchen n'ont pas permis d'éclaircir davantage la situation dans les deux groupes. Pour les cinq autres équipes, le premier tour de la phase finale de la Coupe du monde ne se terminera vraiment que le week-end prochain.

Certes, la R.D.A., qui a fait match nul avec le Chili (1-1), a plus de chances de continuer l'épreuve que son adversaire de mardi : il lui suffit de partager les points samedi à Hambourg avec l'autre Allemagne. En revanche, les joueurs sud-américains sont non seulement contraints de vaincre les Australiens par une large marge, mais encore ils doivent compter sur une défaite plus ou moins nette de la R.D.A. pour pouvoir être promus à la différence des buts.

Or les footballeurs des Antipodes ont honorablement résisté aux deux équipes allemandes : 0-2 face à la R.D.A., 0-3 face à la R.F.A. Peuvent-ils s'effondrer devant le Chili comme le Zaïre face à la Yougoslavie, victorieuse mardi soir à Gelsenkirchen par le score de 3 buts à zéro ? Les Australiens entendent quitter la Coupe du monde en beauté, et, avantage appréciable, les Allemands de l'Est connaîtront leur performance quand ils pénétreront sur la pelouse du stade de Hambourg.

Dans le groupe II, c'est vraiment la bouteille à l'encre. L'Ecosse et le Brésil, qui ont fait match nul à Francfort (0-0), et la Yougoslavie ont conservé toutes leurs chances. Si l'on admet cependant que le Brésil puisse obtenir sa première victoire aux dépens du Zaïre samedi prochain, l'une des deux équipes européennes risque alors de disparaître. Tout dépendra de l'ampleur du succès brésilien face à une formation

zaïroise, qui doit se racheter de la cuisante défaite qu'elle a subie le 18 juin : 3 buts à 0. C'est, en jargon sportif, un « carton », l'un des scores les plus élevés enregistrés en phase finale de Coupe du monde.

La disparition de la Yougoslavie ou de l'Ecosse — c'est celle dernière qui est la plus en danger — a pour conséquence, si elle se réalise, de laisser à la Yougoslavie le rôle de favori. L'autre formation, qui a bien failli le battre — deux résultats nuls obtenus à grand-peine sur le terrain de Francfort : il faudrait que le Brésil innove du tout au tout pour conserver son titre.

Au deuxième tour, seule l'équipe classée en tête de son groupe est directement qualifiée pour la finale, et l'on ne voit guère pour l'instant comment les joueurs sud-américains pourraient éliminer des pays comme la R.F.A., les Pays-Bas ou l'Italie.

Devant des professionnels aguerris

Gelsenkirchen. — Vingt-deuxième minute de jeu : coup franc pour la Yougoslavie à 25 mètres des buts du Zaïre. L'entraîneur de l'équipe africaine intervient : le gardien Mubamba Kasadi, qui vient par trois fois en un quart d'heure d'aller chercher la balle au fond de ses filets, laisse sa place à Dimbi Tubilantu, vingt-deux ans, sans doute le plus petit « portier » de cette Coupe du monde (1,65 mètre). C'est sa deuxième sélection seulement en équipe nationale Dimbi n'a même pas le temps d'esquisser un mouvement : la balle, très rapidement jouée par les Yougoslaves, lui passe au-dessus de la tête. But ! La défense zaïroise n'a pas bougé, croyant sans doute au hors-jeu.

L'arbitre, M. Delgado (Colombie) se retourne, désigne le centre du terrain. Alors, l'attaquant Mubamba Kasadi, à l'arrière droit, a un mauvais réflexe : il prend le pas du dos de M. Delgado pour un ballon de football. C'est strictement interdit. M. Delgado fait volte-face, montre le carton rouge, hésite, et l'infortuné N'Diaye, qui se trouve alors nez à nez avec le directeur de jeu, est renvoyé au vestiaire. Bon camarade, il quitte le terrain sans maudire, sinon le sort.

Constamment surpris par les ruses adverses

Hormis l'aspect cocasse de l'incident, le geste de Mubamba Kasadi est plus bête que méchant, plus instinctif que délibéré — tout le match Yougoslavie-Zaïre disputé mardi soir à 18 heures au Parkstadion de Gelsenkirchen devant une assistance clairsemée, surtout

composée de supporters de l'équipe européenne, est contenu dans cette phase de jeu. D'un côté, la naïveté des Zaïrois qui se sont constamment fait surprendre par les ruses adverses, de l'autre, l'expérience des Yougoslaves, professionnels aguerris, qui ont exploité toutes les situations.

Sur ce coup franc, ce fut d'abord la défense africaine aurait dû se mettre en place beaucoup plus vite, mais toute occupée à dire bonsoir à son nouveau gardien de but, elle s'est scandalisée ensuite devant l'assaut, déloyale, selon elle, des joueurs de l'Est, astuce jugée parfaitement valable par l'arbitre : elle l'était effectivement.

Un entraîneur du pays adverse

Durant toute la partie, les Zaïrois ont ainsi fait preuve d'une touchante ingénuité : d'abord, en ne fermant jamais le jeu. Ils auraient pu, en se regroupant massivement devant leur gardien, éviter trois ou quatre buts. L'adoption (9-0) aurait été moins lourde. Mais l'action défensive n'est pas du tout dans leur tempérament, et par raison et par fierté. Ils n'entendent pas perdre dans ce domaine les mauvaises habitudes des Européens et des Sud-Américains. C'est tout à leur honneur. Mais à l'inverse, comment gagner un match quand l'attaque n'a presque pas de balle

De notre envoyé spécial

et quand la défense prend l'eau de toutes parts ?

Devant les joueurs de l'Est, on aurait dit que les Africains avaient perdu tout sens du placement. Ils ont répugné une fois de plus à attaquer l'adversaire, et ainsi ont laissé de grandes espaces libres. Des vedettes comme Dzjic, le meneur de jeu yougoslave, ou Bajevic, auteur de trois buts, s'en sont donné à cœur joie. Les Zaïrois affirmaient ensuite qu'ils avaient strictement appliqué les consignes de leur entraîneur. Or le manager de l'équipe africaine, M. Vidnik, connaissait bien son adversaire du jour : il est lui-même Yougoslave. Il y a une incompréhension quelque part.

Ballotés durant quatre-vingt-dix minutes, les représentants du Zaïre n'ont pourtant pas été ridicules, malgré l'ampleur du score : ils ont mené des actions offensives de très bonne qualité, ils auraient mérité, comme on dit, de sauver l'honneur. On continue de penser que cette équipe, symbole de l'essor du football africain, possède de grandes possibilités futures : certains joueurs

font preuve d'une technique individuelle brillante et des qualités athlétiques impressionnantes. Il reste évidemment à mettre de l'ordre et de la rigueur dans l'ensemble du jeu.

Un appartement et quinze jours de vacances

Les Zaïrois se trouvent donc éliminés, comme prévu, de cette dixième Coupe du monde : il leur reste à effectuer un bon match contre le Brésil, rééditer simplement la performance accomplie face à l'Ecosse, pour ne pas rentrer les mains totalement vides à Kinshasa. Ils seront certes accueillis moins triomphalement qu'ils n'en étaient partis : après leur qualification pour la phase finale de la Coupe du monde, aux dépens notamment de la Zambie et du Maroc, de grandes réjouissances avaient été organisées dans tout le Zaïre, et chaque joueur s'était vu offrir par le président Mobutu lui-même une voiture, un appartement et quinze jours de vacances.

MICHEL CAS-AING.

BASKET-BALL

AU TERME D'UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CONFUSE

Le maire de Berck propose de créer une nouvelle association

Berck. — La mort de fait de l'Association sportive de Berck (A.S. Berck) a été décrétée mardi 18 juin, à 22 h. 15, dans la salle des fêtes de la ville. L'assemblée, l'Association de la dernière assemblée générale que les clubs régis par la loi de 1901 doivent tenir tous les ans. C'est devant une assemblée houleuse, de plus d'un millier de personnes, que l'ancien comité directeur de l'A.S. — lui-même en voie de disparition puis-que son ancien président, M. Renard, a démissionné depuis le 2 juin, et que le président intérimaire, M. Gras, malade, était absent — a donné le détail de ses comptes.

Au milieu d'une avalanche de chiffres d'où ressortaient les recettes de la vente de chocolats et le coût du téléphone de la secrétaire, le comité a reconnu pour le 18 juin 1974 un passif arrêté à 239 000 F. Immédiatement M. Malgouzo, maire de Berck, relevant des irrégularités dans cet exposé : tout d'abord, les comptes d'une association doivent être communiqués aux membres quinze jours avant l'assemblée générale pour pouvoir être étudiés avant celle-ci. Les comptes présentés le jour même de l'assemblée ne peuvent donc être approuvés ou refusés faute d'avoir été vérifiés. Ensuite, M. Malgouzo réclama le montant du passif arrêté au 18 juin 1974. Celui-ci doit être majoré des sommes que le comité de l'A.S. doit à la municipalité en raison des accords verbaux pris par M. Renard. Le passif réel s'éleva donc à plus de 400 000 F, et M. Malgouzo conseilla aux licenciés de ne pas approuver de tels comptes.

Avant le 21 juin

Les réponses données par M. Renard sur ces points relèvent plus des débats de clocher que de véritables explications : il a cependant reconnu avoir volontairement trompé le maire avec de fausses promesses de participation aux recettes d'exploitation du club.

Les joueurs de l'équipe première, interrogés, firent savoir par l'intermédiaire de leur entraîneur Jean Galle qu'ils « refusaient de rassembler avec un tel déficit ». C'est finalement M. de Bie, président du Comité de sauvegarde du basket berckois, et patron de l'entraîneur Jean Galle, la ville, qui posa les bonnes questions dans ce débat très confus. Il demanda aux membres du comité directeur s'ils souhaitaient le représenter : réponse négative. Il demanda à d'autres personnes voulant se présenter à l'élection du comité directeur : pas de réponse.

A ce stade, l'A.S. de Berck avait donc perdu toute existence.

A 22 h. 15, M. Malgouzo proposa de créer une nouvelle association régie par la loi de 1901. La création de celle-ci devra être votée par 51 % des membres licenciés, et approuvée par la Société omnisports de Berck, dont l'Association sportive était une des branches. Mais pour que le club puisse jouer en Coupe d'Europe, il faut que ses statuts soient déposés le 21 juin au plus tard. Les joueurs et les licenciés de l'A.S. de Berck, s'ils veulent faire revivre leur club, doivent donc se transformer en sprinters pour cette course administrative contre la montre.

MEDECINE
pharmacie

AVANT. — Préparation 1^{re} et 2^e année par onguent et par CRU à la session de septembre.

SEPT. — Recycl. scientifique pré-maternelle (math., physiol., chimie), pour Bachel. ABCD.

NOV. à JUIN. — Cours de soir complètes parallèles aux cours du jour, année préparatoire pour Bacheliers Littér. PCES Littéraires (PCES Zéro).

Groupement Libre de Profes. 57, rue Ch.-Lafitte 92-NEUILLY

CEPES TEL. : 849 94-94

AUTOMOBILISME

La nouvelle réglementation des futures courses d'endurance

Le bureau de la Commission sportive internationale (C.S.I.) de la Fédération internationale de l'automobile (F.I.A.) a publié, le 18 juin, le communiqué suivant qui concerne l'évolution de la réglementation pour les courses d'endurance.

« Le bureau a, notamment, adopté les propositions de la sous-commission des règlements techniques et de la sous-commission des règlements sportifs concernant le championnat du monde des marques, qui est actuellement ouvert aux seules voitures du groupe 5 (voitures de sport) et du groupe 4 (grand tourisme spéciales).

« A partir du 1^{er} janvier 1976, ce championnat sera ouvert aux voitures des groupes 1 à 4 (tourisme de série, tourisme spéciales, grand tourisme et grand tourisme spéciales) ainsi qu'à celles d'un nouveau groupe 5. Le bureau a, en effet, proposé que le nouveau groupe 5 soit, à partir du 1^{er} janvier 1976, réservé aux voitures de production spéciale et comprenne également des voitures de petite série correspondant aux définitions des groupes 1 à 4 (dans lesquelles elles ne seraient toutefois pas homologuées), à condition qu'elles soient construites à au moins cent exemplaires par an.

« Cependant, le bureau a chargé les commissions spécialisées de lui

fournir pour la prochaine réunion, en septembre, la définition d'un championnat du monde des constructeurs avec les sports-prototypes comprenant les 2 litres et 3 litres à moteurs libres ainsi qu'aux 5 litres stock-bloc et aux sports-prototypes des groupes 5 et 7.

« La définition définitive du nouveau groupe 5 sera adoptée et diffusée, dans son ensemble, lors de la réunion plénière de la C.S.I. en octobre.

« Il semble donc bien qu'il y aura, à partir de 1976, deux championnats du monde, l'un des marques, l'autre des constructeurs. Le premier sera réservé aux voitures, proches de la série (c'est du moins ainsi que la C.S.I. tente de les présenter), le deuxième réinnova, sous réserve d'une décision définitive prise en septembre, les sports-prototypes (Alfa Romeo, Alfa Romeo, Gulf-Mirage, etc.), plus les prototypes 2 litres (Alpine-Renault, Abarth, etc.), plus, éventuellement, les voitures bipaces du challenge C.A. d'A. à Amériq. (C.N.A.M.). Dans le dessein d'attirer à nouveau les constructeurs américains, la C.S.I. paraît favorable à l'établissement d'une formule d'équivalence entre les moteurs 3 litres « libre » (Alfa Romeo, Ferrari, Ford-Coworth, etc.) et les moteurs 3 litres de « série » (stock-bloc), qui sont construits aux Etats-Unis et qui, bien entendu, étaient l'objet d'amélioration... » F. J.

MAIS OÙ EST LE BRÉSIL D'ANTAN ?

D'une jolie femme qui vieillit, la vulgarité d'un qu'elle a de beaux restes. Ainsi en est-il pour le moment des footballeurs du Brésil qui, pas plus devant les Ecossais le 18 juin, que devant les Yougoslaves, le 19 juin, n'ont pu démontrer leur supériorité de naguère. Quelques passes d'une surprenante précision, quelques départs lumineux et cette façon inimitable de tirer les coups francs nous ont rappelés les beaux jours de 1970. A cette époque, les rugueux Ecossais n'auraient pas pu troubler à ce point la défense brésilienne, et les joueurs sud-américains n'auraient pas eu à recourir à tant d'irregularités pour contraindre l'adversaire.

L'homme le plus malheureux de cette soirée, en dehors des spectateurs et des témoins, est sans doute le directeur technique, M. Van Gansert, qui admettait les joueurs comme un pion dépassé par les événements. Mais, il ne sortit pas de la salle, et ne fut pas puni. Il se contenta de se tenir à l'écart, attendant que les premiers en oublièrent leur réputation de fair-play tout en nous prouvant que le champion du monde... n'était plus le champion du monde... » F. J.

LES RESULTATS

GROUPES I.

R.F.A. b. Australie.....	3-0
R.D.A. b. Chili.....	1-1
Classement : 1. R.F.A., 4 points ; 2. R.D.A., 3 points ; 4. Chili, 1 point ; 4. Australie, 0 point.	

GROUPES II.

Yougoslavie b. Zaïre.....	9-0
Classement : 1. Yougoslavie, 3 points ; 2. Brésil, 2 points ; 3. Zaïre, 0 point.	

A Panorama, Tiffen vous offre une adresse privilégiée.

Un quartier d'avant-garde : le Front de Seine.

En face du 16^e sur la rive gauche de la Seine, à 800 mètres seulement du Champ de Mars, J.A. et Tiffen a choisi pour Panorama la meilleure exposition :

Un avantage exceptionnel sur le Front de Seine.

Vous pouvez bénéficier à Panorama, de conditions particulières de financement. J.A. et Tiffen vous propose actuellement un allègement du coût de votre crédit.

Venez sur place. Mais ne tardez pas, les appartements de Panorama sont livrés dès le mois de juin.

Bureau de vente et appartement témoin : 15, quai André Citroën - 75015 Paris - Tél. : 377.94.77.

Ouvert tous les jours de 10 h à 19 h.

Le plus long regard sur Paris et le soleil.

Panorama porte bien son nom ! Toutes les pièces de ses appartements jouissent de vues « imprenables » sur le Paris historique. Vous pourrez recevoir le soleil à longueur de journée.

Des appartements étudiés par J.A. et Tiffen.

Vous apprécierez à Panorama les dimensions du séjour, le confort moelleux des chambres, l'ingéniosité de la cuisine, le raffinement de la salle de bains. Vos hôtes ne seront pas moins sensibles que vous à la qualité des équipements de la Tour que contrôle en permanence un Superviseur.

Panorama en plein ciel, au midi et Paris sous vos yeux.

L'anglais en Angleterre

INTERSCHOOL INFORMATION SERVICE vous offre un choix d'écoles de langue de première qualité, sélectionnées par la forme et la durée des cours et par le prix.

<p>ANGLO-CONTINENTAL SCHOOL OF ENGLISH (école à l'extérieur de l'Angleterre britannique) Bournemouth et Londres.</p> <p>INTERLINK SCHOOL OF ENGLISH Bournemouth et Londres.</p>	<p>ACSE INTERNATIONAL SCHOOL FOR JUNIORS Bournemouth, Wimborne, Blandford Cours de vacances de 6 à 18 ans.</p> <p>ACADEMIA SCHOOL OF ENGLISH Bournemouth.</p>
---	---

Renseignements sans engagement par INTERSCHOOL INFORMATION SERVICE, 34 Poola Hill, Bournemouth BH2 5PS/Angleterre, Téléphone 291142, Telex 41438.

M. Nom : _____ Prénom : _____

Mlle. Adresse : _____ Numéro postal : _____

Rue : _____ Domicile : _____

FFI 2 A

سكول الانجليز

Le transport aérien constitue le plus important facteur de paix et de compréhension sur cette terre. Sans lui, la communication serait dénuée de chaleur humaine et l'économie risquerait la paralysie. Ce problème devient de plus en plus vital à l'heure actuelle où l'une de nos principales préoccupations est d'utiliser au mieux nos ressources énergétiques.



Partout, les compagnies aériennes apportent leur contribution au maintien des liaisons entre tous les points du monde.

Des mesures ont été prises afin d'économiser le carburant, telles que : 1) un aménagement des horaires permettant d'atteindre un coefficient de remplissage optimum ; 2) dans certains cas, une réduction de la vitesse des appareils, sans pour autant augmenter de façon sensible la durée des vols ; 3) à cette même fin la mise en œuvre des moyens techniques les plus perfectionnés.

Le Boeing 727 est l'un

de ces courriers à réaction exception-
nellement
rentables et fiables
pour les compagnies assurant les liaisons à travers le monde, qu'il s'agisse de liaisons régulières ou par charters.

Le 727 n'est qu'un exemple de la façon dont les courriers à réaction Boeing remplissent leur rôle.

L'essentiel est de savoir qu'il y a des places disponibles pour n'importe quelle destination dans le monde, à bord des 727 comme des 747 et des 737.



Réunir les hommes.

Tel est notre meilleur espoir pour trouver une réponse au trouble des esprits et à l'inquiétude des peuples.



BOEING La famille la plus populaire dans le ciel

CARNET

Réceptions

— A l'occasion de la visite en France d'une délégation du Narodno Sobranie, Assemblée bulgare, l'ambassadeur de Bulgarie, M. Ivan Boudinov, a offert, mardi 18 juin, un cocktail dans les salons de l'ambassade.

Naissances

— M. Philippe Faure et Mme, née Colette Gattagno, Claire et Pierre Patrick, ont la joie d'annoncer la naissance de Bruno.
Le 11 juin 1974.
6, rue Pasteur, 92 000 Nanterre.

— M. et Mme Georges A. Jabat, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils Guillaume.
chez Georges-Ray et Christine, Chamoni, le 9 juin 1974.
4, rue de Boulogne, Paris-16.
M. et Mme de Long-Val.

Mariages

— M. et Mme Georges A. Jabat ont l'honneur de faire part du mariage de leur fille Marie-Christine avec M. Anthony R. Béchu, Abbaye de Royaumont, le 7 juin 1974.
4, rue de Boulogne, Paris-16.
— M. et Mme Edgard Clavier, M. et Mme Roger Leleux.

INSTITUT

ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Election blanche

Election blanche mardi à l'Académie des sciences morales et politiques, où cinq tours de scrutin n'ont pas réussi à désigner un successeur à Roger Millot dans la section de morale et sociologie. Cinq candidats étaient en présence : M. François Lhermitte, Jean Stoetzel, Jacques Duron, Maurice Narais et Jean de Fabregues.

L'Académie a ensuite entendu une communication de M. Maurice Lévy-Leboyer sur la banque saint-simonienne et la première industrialisation française (1820-1872).

ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES

Devant l'Académie des inscriptions et belles-lettres, M. Jean-Paul Morel, maître de conférences à l'université de Besançon, a exposé les résultats des recherches faites par l'école française de Rome à Carthage, en particulier l'antique Lucanie. Les fouilles récentes, en dégagant les vestiges d'un habitat occupé à plusieurs reprises du IX^e au III^e siècle avant notre ère, ont permis de préciser l'histoire, à peu près ignorée, d'une cité totalement désertée, et pour de longs siècles, à la suite de la conquête romaine.

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants, Dominique et Christian, qui a été célébré le 15 juin 1974 à Verrières-le-Buisson (91).

Nécrologie

— On nous prie d'annoncer le décès du docteur François BONNENFANT, ancien interne des hôpitaux de Paris, ancien chef de clinique à la faculté de médecine de Paris, survenu le 17 juin 1974, à l'âge de cinquante-trois ans.
Les obsèques religieuses seront célébrées en l'église Saint-Pierre de Chaillot, sa paroisse, le jeudi 20 juin 1974, à 11 h. 30.
L'inhumation aura lieu le même jour, vers 11 h. 45, au cimetière de Boulogne.

De la part de :
Le docteur et Mme François Hecart, leurs enfants et petits-enfants.
Le docteur et Mme Etienne BONNENFANT et leurs enfants.
Mme Jean-Louis BONNENFANT et ses enfants.
Mme Jacques Fiquet et ses enfants.
Mlle Yvonne Le Coff.
Des familles BONNENFANT et VALLETTE.
Et de ses nombreux amis.
3, rue de Valenciennes, 92 200 Boulogne.
8, rue de Flandres, 92 200 Boulogne.
1, rue du Colonel-Bonnet, 75 016 Paris.
2, rue d'Angoulême, 75 016 Paris.

— M. Christian BOURGOIS et Mme, née Dominique Kassemacher, ont la tristesse d'annoncer la naissance et la mort de leur fille Nadia.
30, rue de l'Université, Paris-7.

— Mme Suzanne Cohen, Le docteur et Mme Jean Cohen et leur fille.
M. et Mme Merito Cohen.
Mme Anne Debry.
M. et Mme Suzanne Cohen.
Et leurs familles.
ont la grande tristesse de faire part du décès de M. ALBERT S. COHEN.
La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu jeudi 20 juin, à 8 h. 15, au cimetière de Pantin. Ni fleurs ni couronnes.

— On nous prie d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-quatrième année, de M. Georges DUFRENE, ancien courtier en valeurs mobilières, chevalier du Mérite social, le 8 juin 1974.
Saint-Denis-de-la-Grande-Gravelle, 50 580 Portbail.

— Le président et les membres de la Société internationale de criminologie prient d'assister à la messe qui sera célébrée par le R.P. Roussel, supérieur général adjoint des prisons de France, pour l'anniversaire de la mort du secrétaire général de leur Société, le docteur Georges FULLY.

Leur président et les membres de l'Association française de criminologie s'associent.
Vendredi 21 juin 1974, à 9 h. 30, église Saint-Roch, 238, rue Saint-Roch, Paris-6.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Ernest GANTIER, né Emile Gantier, le 13 juin 1974, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.
Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité le 18 juin 1974 à Argenteuil (93).
De la part de :
Mlle Madeleine Gantier, Mlle Hélène Gantier, Mlle Odile Gantier, ses filles.
Et de toute la famille.
8, avenue Maria, 93 100 Argenteuil.

— M. Roland Le Bars, née Anne Allouin, Rolland, Yves et Jeanine Le Bars et leurs enfants.
M. et Mme Jacques Beal et leurs enfants.

François et Denise Le Bars et leurs enfants.
Claire Le Bars, en religion Mère Marie de Saint-Alexandre O.P., ont la douleur de faire part du retour à Dieu de leur fils.

M. Roland LE BARS, chevalier de la Légion d'honneur, officier du Mérite commercial, le 16 juin, dans sa soixante-seizième année.
Messe de requiem en l'église Saint-Louis de Garches, vendredi 21 juin, à 10 heures.
L'inhumation se fera dans l'intimité. Ni fleurs ni couronnes.
19, chemin des Vignes, 92 210 Garches.

— Nous apprenons le décès, survenu à Vallauris le 12 juin, de Mme Suzanne RAMIE, céramiste.

officier de la Légion d'honneur, officier des Arts et Lettres.
Les obsèques ont eu lieu le 15 juin en l'église de Vallauris.
[Mme Suzanne Ramie, qui a incontestablement contribué pour une grande part à la renommée de la céramique, était née à Lyon, où elle fit ses études d'art. En 1928 elle vint s'établir à Vallauris. Ses ateliers occupèrent rapidement sous le signe de Madaura, une réputation internationale. Après la guerre, Suzanne Ramie fut mise à la disposition des artistes les plus réputés, et tout particulièrement Picasso, qui pendant toutes les années qu'il vécut à Vallauris, y exécuta l'ensemble de son œuvre céramique et en confia l'exécution à Madaura.]

— Mme Jacques Seiz, née Denise Suseffid, Gilbert, Françoise et François et leurs enfants, Marion et Jean-Louis, M. et Mme Georges Seiz, M. Bertrand Seiz et leur famille, Mme Edmond Suseffid, font part du décès de M. Jacques SEIZ, ancien élève de l'Ecole de physique et chimie de l'Ordre national du Mérite, survenu le 15 juin, à la suite d'un accident.
21, rue Mollière, 78 220 Viroflay.

Remerciements

— Les enfants et la famille de Mme Alice CASABIS, née Evaline Harding, remercient les personnes qui leur ont témoigné leur amitié et leur sympathie à l'occasion de leur deuil et ont contribué par leurs dons à l'activité de la Cimade au Sahel.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la mort de Mgr Fernand GUINET, une messe sera célébrée le mercredi 26 juin, à 15 h. 30, en l'église de Varennes-Saint-Sauveur (71).
Tous ses amis y sont invités.

— Une messe pour le repos de l'âme de Paul-Heurt VERGÈS, sera célébrée le dimanche 23 juin, à 12 heures, en l'église Saint-Roch, 238, rue Saint-Roch, Paris-6.

« Indian Tonic » de SCHWEPPE n'existe pas à la pression.

COPIN

ORFÈVRE JOAILLIER FABRICANT

Listes de mariage argent massif métal argenté.

PLACE DU THÉÂTRE FRANÇAIS 161, RUE ST-HONORÉ - PARIS 1^{er} 50.57.09

GUY LAROCHE MONSIEUR



SOLDE

PRET-A-PORTER MASCULIN

Boutique 30 Fg St-Honoré

Du 20 au 22 juin

SOCIÉTÉ

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Les chrétiens-démocrates vont tenter d'enrayer l'application de la loi sur l'avortement

De notre correspondant

Bonn. — Le président de la République fédérale, M. Gustav Heinemann, a signé, le mardi 18 juin, la loi autorisant l'interruption de grossesse au cours des trois premiers mois. Mais les adversaires de la libéralisation de l'avortement n'ont pas désarmé pour autant. Le groupe parlementaire de l'opposition chrétienne-démocrate, soutenu par les Laender de Bade-Wurtemberg et de Bavière, avait déjà annoncé la semaine dernière qu'il soumettrait la loi au tribunal constitutionnel de Karlsruhe. Mardi, le gouvernement chrétien-démocrate de Bade-Wurtemberg a demandé au tribunal constitutionnel de prendre une décision provisoire interdisant l'entrée en vigueur de la loi jusqu'à ce qu'un jugement ait été rendu sur le fond.

Cependant, les adversaires de la loi, qui se recrutent tant dans les milieux de la CDU - CSU, les milieux de la C.D.U.-C.S.U. que dans l'Eglise catholique ou protestante et dans les associations de médecins, ne s'en tiennent pas à cette bataille juridique. S'appuyant sur un article de la loi qui indique qu'aucun médecin n'est obligé de pratiquer une interruption de grossesse, l'association Caritas, qui possède cinq cent cinquante hôpitaux en Allemagne fédérale, a interdit à ses établissements de pratiquer des avortements. Quant à l'œuvre diaconale, qui regroupe les hôpitaux évangéliques, elle n'interdira pas globalement les avortements, mais elle reconnaît que l'application de

la loi se heurtera « à des difficultés considérables ».

Or les hôpitaux confessionnels sont bien souvent les seuls établissements existant dans une ville ou un canton. Ils sont en effet en partie financés par l'impôt ecclésiastique que les services fiscaux collectent pour les Eglises, et qui représente, selon les Laender, 8 à 10 % de l'impôt sur le revenu. Tous les contribuables y sont assujettis, sauf s'ils demandent expressément à en être dispensés. En contrepartie, les Eglises prennent en charge des équipements sociaux qui, dans d'autres pays, sont financés par l'Etat. La différence entre les hôpitaux confessionnels et les hôpitaux publics est donc très minime.

Les dirigeants de la CDU - CSU, qui également dominent les conseils à leurs élus pour que dans les établissements hospitaliers publics des cantons ou des villes administrées par les chrétiens-démocrates, il soit interdit de pratiquer des avortements dans le cadre de la nouvelle législation. Les médecins-chrétiens seront également choisis en fonction de leur attitude vis-à-vis de l'avortement libre. Ainsi, interprétant de façon très extensive l'article de la loi qui respecte la liberté de conscience des médecins, les chrétiens-démocrates cherchent à empêcher localement l'application d'une loi votée par deux cent dix-huit au Bundestag.

Les partis de la coalition gouvernementale, libéraux et sociaux-démocrates, contestent la légalité d'un tel procédé, qui revient à interdire à quelques médecins d'un hôpital, quelle que soit leur position personnelle, d'appliquer la loi. Ils craignent surtout que la décision de quelques élus locaux de la CDU - CSU n'aboutisse au résultat contraire à celui qui était souhaité par le législateur, c'est-à-dire à la création de cliniques privées spécialisées dans les interruptions de grossesse.

DANIEL VERNET.

SCIENCES

● Lors de sa séance du lundi 10 juin, l'Académie des sciences a élu M. Marcel Brelot, membre correspondant pour sa section de géométrie, en remplacement de M. Henri Cartan, devenu membre en janvier dernier.
[Né le 29 décembre 1903 à Châteaufort-sur-Loire, M. Brelot est ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de mathématiques en 1927 et docteur en sciences en 1931. Membre de sociétés mathématiques américaines et italiennes, il fut, en 1960, président de la Société mathématique de France, et a enseigné aux universités d'Alger, Bordeaux, Grenoble et Paris. Il est actuellement professeur à l'université Paris-VI. Ses travaux ont porté essentiellement sur la théorie du potentiel, l'axiomatique des fonctions harmoniques et les principes mathématiques de la mécanique classique. Il a été quatre fois lauréat des prix de l'Académie des sciences.]

VENTES

Hôtel George-V - Vente à 21 h.

Collection SERRES LIPAR Hommes à la Danse MM. Piccini et Marchaux. L. Leconte, Mlle Rousseau. M. Ader, Picard, Tajan.

MONNAIES D'OR POUR LES TRÉSORS D'IRAN

Une série exceptionnelle de monnaies, allant de la Perse du sixième siècle avant J.-C. jusqu'à la fin de l'empire sassanide, en passant par les Sassanides, en février 1928 - provenant de l'ancienne collection de Sacha Guity, a été achetée à l'hôtel Drouot, pour le compte du gouvernement iranien. Estimée 100 000 F, une monnaie de 100 abassi, 401 grammes, a été adjugée 412 000 F, deux exemplaires de 40 abassi : 300 000 F, chacun et 20 abassi : 80 000 F. Au cours de la même vente, dirigée par M. Ader, avec M. Bourget, expert, un ours de Maximilien Hercule - 286/310 - 553 grammes, a atteint 75 000 F ; 10 ducats d'or de 1641, à l'effigie de Sigismund-Louis Holstein, 57 000 F et 55 000 F un double louis de Noailles, à la tête enfantine couronnée de Louis XV, 12,25 grammes d'or, Paris 1717. — C. V.

chez John Rapel
l'élégance anglaise sied admirablement aux hommes très grands comme aux très forts

■ Désormais, tout va changer pour les hommes très grands ou très forts qui, jusqu'à présent, se contentaient du 1^{er} « costume-tout » disponible.
■ JOHN RAPEL, à leur disposition la plus vaste collection de prêt-à-porter de haute Grande Taille, d'une coupe astucieuse qui donne au vêtement cette élégance anglaise tant appréciée. Un Rayon en mesure avec un expert choix de tissus de très qualité et grande rapidité de livraison. Chemises, grandes tailles de marque. Collections TWEED, JUMPER.

CREDIT GRATUIT SUR SIMPLE DEMANDE.

JOHN RAPEL : Ouvert du Lundi au Samedi de 9h à 19h30 sans interruption - 40, av. de la République 75011 Paris - Tél. 355.66.00 - Métro : Famenil

Chez Leroy, il y a de nouvelles lunettes pour tous les soleils.

Vous ne "prenez" pas le soleil à Paris comme en Bretagne, en Savoie, ou sur la côte d'Azur. Vos yeux non plus. En ville, un filtrage léger et reposant leur suffit alors qu'en montagne ou à la mer, ils ont besoin d'une plus grande protection. C'est pourquoi LEROY met à votre disposition des verres filtrants dans un grand choix de nuances, et notamment les verres dont la coloration varie en fonction de l'intensité du soleil.

LEROY vous présente aussi la nouvelle gamme de verres STUDIO 78 qui reposent et améliorent la vue. Avec une nouvelle collection de montures sélectionnées parmi les plus beaux modèles.

Cet été, les nouveaux verres filtrants LEROY vous permettront de passer d'un soleil à l'autre en toute tranquillité pour vos yeux. Et la collection de montures solaires LEROY, de suivre la mode sans rien changer à votre style.

LEROY
L'Opticien de Paris 104 Champs Elysées

(49) 11 bd du Palais (117) 127 fg Saint-Antoine
(59) 27 bd Saint-Michel (127) 158 rue de Lyon
(69) 147 rue de Rennes (177) 5 place des Ternes
(99) 18 bd Haussmann (187) 30 bd Barbès

Avec Team 5 sport, op'teamisez votre soleil

Nous vous proposons les meilleures marques

DUNLOP / LACOSTE / SPALDING / HEAD
SPRING-COURT / GAUTHIER / K. WAY
OLYMPIC / DANIEL HECHTER / ADIDAS.

Team 5 sport, c'est toujours les vacances.

ROSNY 2 Sport Est
MASSY RADAR Sport Sud
BELLE EPINE Sport Sud
VELIZY 2 Sport Ouest

HAUSSMANN 55, rue de l'Arcade 8^e
NATION 30, rue d'Avron 20^e
ITALIE 66, avenue d'Italie 13^e
MONTPARNAISE 44-46, rue St-Florence 6^e

Le Monde

DES ARTS
ET DES SPECTACLES

Un entretien avec Hartung

DES RÊVES QUI ONT UNE FORME

C'EST un autre Hartung que l'on découvre à travers les nouvelles toiles de ce peintre né allemand, qui vit en France depuis quarante ans. A l'époque, sa peinture, dramatique, où dominait la couleur noire, et son graphisme aléatoire, le différenciaient, parmi les expressionnistes abstraits, de Souleau et Schneider. Voici Hartung en couleurs, avec des jaunes citron éclatants, des verts d'eau et des bleus d'azur sur fond noir. Il change.

« On ne peut pas dire pourquoi. Peut-être est-ce mon séjour prolongé dans le Midi, où je vis à présent une partie de l'année ? La nature y est agréable. C'est le bonheur... », dit-il.

Naguère, la peinture de Hartung était toute agressive et dure. Son tableau était comme un milieu tranquille de peinture fraîche qu'il préparait pour y intervenir brutalement. Soudain, le trait déchirait souverainement un nuage de couleurs. Ce trait, Hartung en a fait un signe, une forme qui tendait à la perfection. C'est le ciel et l'éclair.

Il a ensuite peint le contraire : de grandes surfaces nuagieuses floues, de la couleur soufflée sur la toile en myriades de particules. De l'air qui serait peinture, avec une lumière qui pousse vers l'extérieur et mange la surface d'un tableau — qui respirerait comme un univers de matière et d'énergie.

Hartung dit : « J'ai toujours aimé le grand monde. Puis il a complété : « Le grand et le petit. Le cosmos et les électrons qui le traversent. »

Cela explique la composition de certains tableaux saturés de grilles minuscules : « C'est l'expression d'une énergie en mouvement. Dans le détail, ça semble être le chaos, mais l'ensemble obéit à une loi supérieure... »

Si cette loi « supérieure » sonne un peu mystique, c'est que Hartung avait dans sa jeunesse traversé une crise religieuse : « Lorsque c'est profond et sincère, dit-il, ça laisse toujours des traces durables. »

Toujours ce sentiment de l'infini dans ses toiles, avec quelque chose de brutal qui vous ramène à la réalité du monde. « C'est dans cet état d'esprit que je me mets au travail. L'envie me prend de peindre. J'ai le sentiment d'avoir quelque chose à exprimer. Ça dépend de mon humeur... »

Mais, sur le plan pratique, les choses ne sont pas si simples pour Hartung, qui a perdu la jambe droite pendant la dernière guerre, à Bel-fort, dans les rangs de la Légion étrangère. Pour peindre ses grandes

toiles, il a besoin de l'aide de plusieurs collaborateurs, qui mettent tout en place. Des toiles monumentales lui, des pincesaux de géant à la couleur autour... Le peintre opère comme un chirurgien avec ses assistants. Mais, ici, c'est le domaine de l'improvisation, et, lorsqu'il peint, l'homme se met toujours à nu.

« C'est difficile d'oublier tout ce monde qui est autour de vous. Mes assistants sont de jeunes artistes. Parfois, j'ai le sentiment qu'ils jettent sur moi un regard critique. Je pense qu'ils se disent : « Qu'est-ce que lui prend de faire tout ça ? » Pour se défendre contre ce public obligé, Hartung tente de s'abstraire de tout. Il boit quelques verres de vin rouge et s'envoie de la musique.

« Plus la musique est forte, moins je pense à ce qui m'entoure... » Musique ancienne exclusivement : Bach, Corelli, Carpentier, Haendel, Schütz...

« A vrai dire, j'ignore si c'est la musique qui me fait peindre ce que je peins ou bien si je la choisis en fonction de ce que je vais peindre. La musique me met en état d'extase. Elle m'invite à peindre. Mais le tableau suit un cours qui lui est propre. Je ne peins pas la musique, en aucun cas. Il serait ridicule de vouloir transposer les valeurs d'une expression artistique sur une autre... »

Car l'origine de la peinture de Hartung est ailleurs. De l'instinct et des sentiments. « L'humour est une inclination à peindre. Mais la rage de peindre seule n'est pas une matière artistique. Elle peut le devenir si elle est soumise aux règles de l'art. Plus elle le accepte, plus elle peut devenir lisible et accessible aux autres. Et pour longtemps... »

Pour Hartung, l'art doit tendre à la perfection. Il doit, pour être durable, devenir un langage que les autres comprennent. C'est pourquoi il fait du signe un archétype d'une valeur primordiale. Pour lui, l'expression désordonnée n'atteint pas à la véritable valeur artistique.

« Voyez l'expressionnisme allemand. C'est d'un lyrisme débordant. Mais la forme est plutôt refusée. Comparez avec l'exemple de Matisse qui a dessiné cent fois, mille fois la même tête de femme, jusqu'à trouver une expression parfaite. C'est une perfection spéciale, sentie par lui, et lisible par tous. »

« Pour ce qui me concerne, l'enseignement que j'ai tiré de l'art de tradition latine, en France, en Espagne, en Italie, me permet de

tenter une synthèse de cette recherche de la perfection formelle et du lyrisme nordique. »

« Ça a l'air explosif, les peintures Hartung. »
« Mais ça ne l'est pas. Pour moi, dit-il, un tableau doit d'abord être une expression, mais il doit ensuite devenir une peinture, c'est-à-dire se soumettre aux lois esthétiques... Or, ces dernières années, on les a tournées en dérision comme si elles étaient des choses mortes, bonnes pour les anciens qui ne sont plus de ce monde... »

Cette « expression », Hartung la laisse venir. Il est de ceux qui peignent par périodes, quand on en éprouve le besoin : « Alors on se donne entièrement. On est dans le bain. J'aime ça. J'aime que ça marche, ça saute... »

Hartung a renouvelé ses « signes ». Au romantisme du geste unique et pur qui l'avait inspiré, succédant de larges graphismes tracés par des pincesaux gigantesques. D'autres traits s'y superposent et s'entrecroisent. Le signe devient le résultat d'une opération plus fractionnée et surélevée.

« Je pourrais bien revenir à l'autre manière, lorsque l'envie m'en viendra. Je pense qu'un peintre doit être libre, même envers lui-même, et surtout envers l'idée que les autres se font de lui. Car ils veulent toujours vous enfermer dans le petit schéma qu'ils ont ménagé. Un peintre doit se réserver la liberté de faire le contraire de ce que l'on attend de lui s'il en éprouve le besoin. Du moment qu'il reste lui-même. Car c'est pour cela que l'on peint. Pour projeter sur le tableau ce que l'on porte en soi. »

« C'est un rêve, mais il doit avoir une forme. C'est ça l'art. Voyez le Douanier Rousseau « naïf » et « surréaliste » avant la lettre. Il peignait un rêve qui avait une forme. »

JACQUES MICHEL

★ La Galerie de France montre durant tout l'été, en deux expositions successives, les peintures de Hartung. En septembre prochain, elles sont rejointes par la rétrospective que prépare le Walraf-Richartz Museum de Cologne, qui fête à la fois les cent cinquante ans de sa fondation et le sixième centenaire de ce peintre allemand de l'école de Paris.
La rétrospective circulera ensuite à Munich et à Berlin, au Portugal et en Espagne avant de terminer son périple au Metropolitan Museum de New-York.

★ Œuvres graphiques, galerie ABCD, 38, rue des Saints-Pères. Jusqu'au 30 septembre.

Venise et le monde byzantin



Saint Jean.
Mosaïque
de la basilique
San Marco
à Venise.
Début
du XII^e siècle.

(Suite de la première page.)

De la capitale de l'empire d'Orient à la cité des doges, en parcourant les siècles et les mers, la courbe historique est immense. Malheureusement, en ces temps difficiles pour l'Italie, les richesses et les défections des préteurs (même ceux des villes voisines) n'ont pas permis d'évoquer tous les points forts : la chaîne, la « cathédre » illustre, à panneaux d'ivoire de l'évêque Maximien est restée au musée de l'archevêché de Ravenne, et il faut la relier en imagination au superbe ensemble de diptyques et de petits panneaux d'ivoire qui ouvrent le parcours ; les vingt manuscrits enluminés du X^e au XIV^e siècle — qui contribuent si utilement à faire sentir le balancement entre les parties gothiques et les formules byzantines, n'ont pu traverser la Piazzetta pour entrer dans le circuit ; ils sont donc visibles dans la grande salle de la bibliothèque Marciana, etc.

Mais enfin, surtout avec la mise en scène impeccable de voiles blancs et d'échafaudages conçus par le professeur Scarpa dans les salles du vieux palais, il y a une efficacité du regroupement : le vis-à-vis des fragments — peu accessibles — de mosaïque ou de fresque a son éloquence et, plus encore, la suite des grands décors d'autel d'argent, qu'on voit toujours assez mal. De toutes les expositions de ce genre, c'est la plus originale et la plus réussie : elle ravira tous ceux qui, en

présence d'une pièce rare, aiment méditer sur son ancrage historique ; elle éveillera l'attention de tous les autres, que ses interrogations invitent à regarder autrement et de plus près la basilique voisine de Saint-Marc.

Caverne d'Ali Baba

En accord avec ce que semblent bien avoir ressenti les Vénitiens — et leurs visiteurs, dès le XII^e siècle — à cette manifestation, l'implication réciproque de l'ouvrage orfèvre, du monument, et de la cité qui enveloppe le tout. Une sorte de développement en spirale dilate l'imagination dans l'espace, ou, inversement, la concentre sur une forme complexe : expérience unique dont le symbole est fourni par l'une des pièces énigmatiques de l'exposition, qui a été tout simplement prélevée, comme quelques autres, dans le trésor de Saint-Marc, cette fantastique caverne d'Ali Baba, sur laquelle on dispose maintenant, grâce à une publication exemplaire, d'informations sérielles (2).

Il s'agit du fameux brûle-parfum d'argent doré, orné en cinq médaillons avec de petits bas-reliefs nettement profanes : mini-structure fascinante, comme tous les modèles réduits d'architecture, il apparaît au XII^e siècle dans les inventaires de la basilique comme un reliquaire. André Grabar, qui en a établi le dossier, pense à un objet de luxe, par

exemple un brûle-parfum, probablement d'origine sicilienne. Ce qui est très remarquable du comportement vénitien : on acquiert — ou on conquiert — tout ce qu'on trouve d'original et de précieux ; mais, une fois à Venise, l'objet change de sens, on l'hommage à saint Marc, il prend un usage sacré, liturgique. On pense parfois à la madone des Glises ouverts des bijoux voiles. Si cette marque de luxe semble un Saint-Marc en miniature, la basilique, avec son incroyable diversité d'éléments, a elle-même l'allure d'une ville. Et justement, sur les façades des palais du Rialto, comme sur les murs de Saint-Marc, c'est le règne de l'incrustation : des bas-reliefs, des fragments sculptés, de plaques de marbre, de porphyre, ramassés ou ne sait où, sont partout insérés, déformés, transfigurés. Les Vénitiens ont été passionnés de chatoulement et d'entassement en toutes choses.

Le même comportement les a amenés à corser le décor architectural au point de déployer finalement une ville peinte, à faire vibrer dans les racines, les racines de la ville. Leur basilique, tout un trésor de la Méditerranée, et à privilégier les formes d'art propres au chatoulement et à la réalisation, comme la mosaïque et l'émail, ce qui suffit à montrer la réussite de la Paix d'oro, remontrée pour la deuxième ou troisième fois au temps d'André Dandolo après 1204, avec des médaillons constantinopolitains rarissimes.

L'intérêt — et la difficulté — de l'exposition est de faire saisir ce battement entre les œuvres orfèvres, peintes ou sculptées, et des structures architecturales — ou anti-architecturales, si l'on veut — qui sont finalement celles de la ville. D'instinct complètes, un peu plus didactique, c'est-à-dire assortie de photographies et de rappels, on aurait là, traitée avec toute la subtilité qui convient à Venise, une remarquable introduction à l'un des phénomènes les plus singuliers de l'histoire. Pour le dire avec Flégel et Bettini, on décèle dans cette suite de réalisations si cohérentes et si continues une « intuition artistique » immanente : mais elle n'est pas

indépendante des répétitions et des accidents. C'est son devenir à travers tous ces siècles d'attente qui est le plus attachant, mais on commence à peine à l'entrevoir.
Le musée du Castello Sforzesco, à Milan, a prêté — avec la tête de marbre séculaire de Théodora (VI^e siècle) — une série de plaques d'ivoire, peut-être d'origine égyptienne, du VII^e siècle : il y a déjà le schéma de la prédication de saint Marc dans une ville orientale, que développera Gentile Bellini à la fin du XV^e siècle ; un des fragments montre les chameaux affrontés au pied d'un saint, qui représenterait au XVII^e siècle, pour l'étonnement du voyageur, à la façade de Saint-Marc. La fidélité des thèmes et des formes surprend toujours.

L'art de la refonte

Dans ce pays des métamorphoses, sur lequel plane le souvenir de la chanson d'Ariel, l'histoire travaille elle-même comme une mosaïque. Vers la fin du XI^e siècle, on saluait autour de Saint-Marc une production locale : un fragment de mosaïque très colorée a été retrouvé à Saint-Marc même ; des médaillons de Ravenne, à forte définition formelle, sont rattachés à ces chantiers vénitiens : en 1963, on a découvert dans le mur du baptistère un fragment de fresque : une Madone orante rouge et blanche, du XII^e siècle, qui a pu être rapprochée de certains cycles de Serbie. Cela est une indication qui amène à soupçonner, sinon à dissocier, la notion globale d'art byzantin, formulation trop facile, qui ne rend plus compte de rien. Et les travaux récents des historiens ne cessent de souligner les ramifications de l'expansion vénitienne dans toutes les provinces balkaniques (3).

Les curieuses fresques de l'église de San-Zan-Doglia (Saint-Jean-le-Découlié), récupérées, il y a environ vingt-cinq ans, montrent un élargissement de l'espace autour de la figure, comme dans des exemples macédoniens : on est à la fin du

XIII^e siècle, et le fonds grec doit céder ou s'allier à la vogue précise du gothique occidental. La façade de Saint-Marc se hérise alors de pinacles. Ces « pierres de Venise » où Ruskin a vu l'accomplissement du gothique marquent le moment paradoxal et savoureux de sa dissolution et de sa refonte, selon le processus habituel, où maintenant les Vénitiens sont passés maîtres. Deux exemples l'illustrent parfaitement : d'abord, l'art de Paolo Veneziano, Paulus de Venetia, comme on lit sur le polyptyque de 1333 (Vicence) ; la Dormition de la Vierge est traitée en bleu et or, avec des inflexions esquissées à rapprocher des délicatesses de certaines miniatures, mais sur les volets, les saints franciscains ont, à n'en pas douter, une structure « gothique ». Ce sont les surprises de l'opportunisme vénitien ; à la suite d'un ouvrage important du professeur Muraro, qui a réanimé les discussions (4), il s'agit de savoir si, plus que le maître dominant du Trecento vénitien, ce Paolo n'est pas l'un des fondateurs du « gothique vénitien » à venir.

Une autre manifestation typique est la suite des décors d'autel orfèvres (ou peints), ce n'est pas une formule de l'Eglise grecque ; mais le milieu vénitien maintiendra jusqu'au XIV^e siècle cette espèce de luxe liturgique, en y insérant parfois des motifs byzantins. La grande pièce tardive de San Salvador comporte au centre une Transfiguration ; on a pensé au panneau de G. Bellini, mais tous deux dérivent du schéma bien connu qu'on peut voir sur un de ces diptyques de mosaïque au

grain menu (Florence), icône portative offerte à une église vénitienne. L'exposition a judicieusement conclu sur l'évocation d'un problème mineur mais un peu agaçant, celui des Grécos.

L'été — on le sait — ne sera turque qu'en 1946, et on a longtemps pensé qu'elle avait été le refuge de l'art grec, donnant naissance à la peinture moscovite, en même temps qu'elle entretenait la production des modestes images de dévotion, répandues encore aujourd'hui un peu partout. C'est encore une notion qui ne tient pas, les ouvrages de cette prétendue école viennent de toutes les directions, et Candide se réveille pleine de peintres vénitiens, dès le XIV^e siècle.

Il y a du mérite à conclure sur cet épisode incroyablement fourni, mais aride, au lieu d'ouvrir, à l'aide de rapprochements séduisants et étroits, sur le moment où, comme par enchantement, on glisse du luxe byzantin à la peinture moderne de formule vénitienne. C'est vraiment une autre histoire, mais non pas le moindre des rebondissements auxquels a donné lieu, au milieu d'un mercantilisme et d'un étatisme féroce, cette incroyable cité.

ANDRÉ CHASTEL

(2) Il Tesoro di San Marco (sous la direction de H. Hahnloser), Florence 1971.

(3) Venezia e il Levante fino al secolo XV. Actes du congrès tenu en 1968 à la fondation Giorgio Cini, publiés par A. Farnet. Deux volumes, en trois tomes. Florence 1973 et 1974.

(4) M.A. Muraro, Paolo da Venezia. Milan, 1962.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

UGC MARBEUF - ST-ANDRÉ DES ARTS Film 14h-15h40-17h20-19h-20h40-22h20

GENERAL

IDI AMIN DADA

un film de Barbet SCHROEDER



France Soir - R. Charal Un document aussi extraordinaire que l'est le Général lui-même.

Quotidien Paris - H. Chapuis A voir absolument parce que les cures de jouvence politiques sont rares.

L'Express - J. Doniol-Valcroze Un document prodigieux.

Figaro - J. Chauvet Je n'ai jamais rien vu dans le genre d'aussi divertissant, d'aussi poignant.

Charlie Hebdo - D.D.T. C'est un film qui fait causer. A la sortie les gens se pignent.

Ce film est un film remarquable. Il faut l'avoir vu.

m 5 sport,
ex votre soleil
proposons
res marques

c'est toujours
cances.

UN CINÉASTE ET SON PAYS

Pierre Perrault récrit l'histoire du Québec

PARTIR du cinéma québécois aujourd'hui en France, c'est évoquer immédiatement une sorte de folklore pagnolésque à l'accent sonore, aux mœurs bien typées, dans des paysages à l'américaine, où s'ébattaient les lointains cousins de Jean Barois et de Mme Bovary. Ce sont d'abord les films de Gilles Carle (les *Métis*, la *Vie de Bernard*) et de Denys Arcand (la *Maudite Galette*, *Réjane Padovani*), c'est la découverte d'une autre Amérique, francophone, exubérante, alléguée, où la différence de la langue, le léger décalage dans le comportement apparemment repris des voisins yankees, créent chez le spectateur français une fascination et un malaise. Que cache cette réalité québécoise proche et dérivante ?

Trois cinéastes québécois, bien différents de formation et de tempérament, posent le problème à sa juste dimension politique : Michel Brault, Gilles Groulx et Pierre Perrault.

Michel Brault achève le montage de son second film de long métrage, les *Ordres*, qui fait revivre les événements d'octobre 1970, avec l'assassinat du ministre Pierre Laporte, l'occupation du pays par les forces armées déployées par Ottawa, la brutale prise de conscience de la soumission absolue de la province aux volontés du gouvernement fédéral. Michel Brault a enquêté par les protagonistes du drame ; à l'époque, on pouvait être arrêté sur simple lettre de cachet du gouvernement Trudeau, comme au plus beau temps de la monarchie française.

Gilles Groulx a pratiquement terminé, il y a déjà deux ans, *Vingt-quatre heures et plus* sur la condition ouvrière au Québec. Produit par l'Office national du film, organisme fédéral, le film a été définitivement interdit par son actual commissaire, Sydney Newman. L'ONF avait d'autre part refusé de produire le film de Michel Brault, qui est pourtant un pionnier de cette vénérable maison à qui le cinéma canadien doit une bonne partie de son image de marque.

Seul des cinéastes reconnus, Pierre Perrault continue à travailler à l'Office du film, malgré les remous provoqués par ses deux derniers films, *Un pays sans bon sens* (1970) et *l'Acadie*, l'Acadie (1971), en collaboration avec Michel Brault. Trois œuvres ont établi la réputation de Perrault, qu'on peut aujourd'hui grouper en une trilogie : *Pour la suite du monde* (1963), en collaboration

avec Michel Brault), le *Règne du jour* (1967) et les *Voyages d'eau* (1968).

Trois œuvres qui font revivre, cueilli à la source, dans son décor naturel, dans sa propre langue, le petit monde de l'île-aux-Coudres, dans la baie du Saint-Laurent. Écrivain, poète, auteur dramatique, ayant longuement travaillé pour la radio, Perrault impose la notion que, dans le cinéma moderne, la parole peut être aussi importante que l'image. Il crée, à l'aide de phrases prises dans la vie quotidienne des gens, après un minutieux travail de familiarisation, d'intégration au milieu, un « poème à mille voix », selon sa définition de son avant-dernier film. Un pays sans bon sens.

Tournant une page dans l'évolution de son travail, Pierre Perrault a définitivement quitté les régions côtières du Saint-Laurent pour le nord de la province, l'aventure moderne du développement industriel d'un pays, mais toujours perçu à hauteur d'homme, à travers des personnages engagés dans une aventure dont les racines remontent loin dans le passé. Car Perrault est, par excellence, le cinéaste de la mémoire : la caméra est pour lui d'abord « une mémoire électronique » qui enregistre de façon précise et indélébile ce que ni la mémoire humaine ni la mémoire écrite du livre ne sauraient restituer avec l'évidence du cinématographe.

Trois films en chantier simultanément, même quatre, essaient de mettre en perspective l'histoire récente du Québec, l'histoire d'un grand rêve avorté.

« Il y a au départ, dit Pierre Perrault, quelque chose comme un accident. Ma préoccupation fondamentale était de donner la parole au Québec à condition que, dans une circonstance donnée, le Québec ait quelque chose à dire de lui-même. C'est pour ça que j'ai fait un film en Acadie. J'avais l'impression que la reconnaissance linguistique des Québécois se trouverait interprétée par les Acadiens. En fait, c'est ma vision du Québec, mon désir d'exprimer le Québec qui m'a peut-être incité à faire un film en Acadie. »

« Tout d'un coup il est arrivé ce grand projet de bâtir des « pouvoirs » hydro-électriques dans la région de la baie James au nord-ouest du Québec, sur les grandes rivières du Nord. C'est une entreprise énorme, mais l'énormité de l'entreprise vient du fait qu'il faut construire des routes, qu'il faut se battre avec l'hiver, qu'il faut transporter des matériaux. Le travail lui-même

n'est pas encore amorcé, ni la conception des barrages, ni la construction, bien sûr. C'est pas encore en marche. J'ai voulu m'insérer là-dedans, j'espérais découvrir dans le milieu du génie des gens de la trempe de Didier Dufour, le personnage principal de *Un Pays sans bon sens*, capables de me faire voir, de me transporter, de m'étonner, de verbaliser l'œuvre qui est en train de se faire. Malheureusement, les ingénieurs que j'ai rencontrés m'ont terriblement déçu. Mais tout à coup, en effectuant ce travail de recherche, je me suis trouvé plongé dans un pays qui était directement concerné par le développement de la baie James, c'est-à-dire l'Abitibi. J'ai plongé dans l'Abitibi, j'ai bûché sans savoir où j'allais, et j'ai suivi les pistes les plus chaleureuses que j'ai rencontrées. Ça a donné les films que je suis en train de faire, qui n'ont pas été construits au préalable, qui n'ont pas été planifiés, mais qui sont le résultat d'une série de découvertes successives que j'appellerai « ma » découverte de l'Abitibi.

« Un royaume vous attend »

« Or l'Abitibi a une importance capitale dans l'histoire du Québec, parce qu'elle résume en deux générations ou même dans certains cas en une génération toute l'histoire du Québec. C'est-à-dire des gens qui sont pauvres, ce que l'on appelle nous ici des colons. Le mot colon au Québec n'a pas du tout le sens du mot colon, du colon français : en Algérie, c'est le colonisateur, c'est l'homme qui se servait de la main d'œuvre là-bas. Tandis que le colon, ici, c'est vraiment celui qui est l'esclave de la métropole, c'est-à-dire celui qui est envoyé pour défricher, mais sans qu'il puisse profiter de rien, sans avoir d'assistance, sans avoir domestiqué quoi que ce soit pour l'avenir. »

Le colon qui a été amené de France à l'époque de la Nouvelle France, il a été choisis dans les milieux pauvres français par des Français qui n'avaient pas de bassin de main-d'œuvre noire où puiser pour exploiter leurs colonies. Et ils ont pris leurs esclaves en France, un point c'est tout. La preuve de cela est en Louisiane : la rébellion que pouvaient avoir des Français de France à être commandés par des créoles — les premiers Louisianais étaient des Canadiens — par des « nés au Canada ». Il y a eu immédiatement une rivalité qui

n'était pas une rivalité de Français à Français, mais une rivalité d'exploitant à exploité.

« En 1760, le Québec est tombé complètement entre les mains d'un autre colonisateur, le processus amorcé par la France colonisatrice a été simplement continué par l'Angleterre, pour aboutir à l'état actuel des choses. Or, à l'époque de la crise de 1930, on a pris à Montréal des gens qui mouraient de faim, qui criaient famine, qui inquiétaient tout le monde, qui demandaient du travail, et on leur a dit : « UN ROYAUME VOUS ATTEND ». On les a expédiés en Abitibi. Ils ont tout refait à la hache. Il y a des gens qui me racontent que leur père a bâti un cabestan pour « esoucher », pour arracher les souches. Et puis, il a été obligé d'attendre un an pour s'en servir, parce qu'il n'avait pas assez de sous pour acheter un câble. Ça a été incroyable, effrayant. Je pourrais vous montrer des textes de Félix Leclerc là-dessus, qui sont merveilleux parce qu'ils témoignent de cette idéologie-là. Ce royaume, cette notion de royaume, c'est la guerre, le vieux rêve des Québécois depuis le début, depuis Champlain. Ils venaient là pour se faire un pays à eux. Puis vingt ans, trente ans, quarante ans plus tard, il n'y a plus rien. Ces gens-là ne sont qu'un bassin de main-d'œuvre à bon marché. »

« Quand j'ai rencontré ce phénomène-là, j'ai eu une synthèse de l'histoire de l'homme québécois, l'exploit, aussi bien en tant qu'ethnie qu'en tant que classe sociale. L'exploit qui part sur de grandes idées, sur le retour à la terre. Moi j'ai méprisé ça, j'ai dit : le retour à la terre, c'est une folie ! Qu'est-ce que vous avez tous à penser au retour à la terre, ce qui compte c'est le commerce, c'est l'industrie. J'arrive là et je m'aperçois que ce ne sont pas les gens qui se sont trompés, que ce n'est pas la terre qui est mauvaise — elle est aussi bonne que dans l'Ouest. C'est simplement qu'on n'est pas dans le système commercial, »

on est hors circuit, le Québec ne se nourrit même pas. J'ai voulu réhabiliter dans l'esprit des gens cette histoire. La faillite de l'Abitibi ne procède pas d'une erreur, elle provient de l'exploitation des gens.

« Moi, je ne suis pas impartial du tout, je prends parti pour les faibles, dans la mesure justement où les faibles parlent la même langue que moi. Je n'ai pas d'autre solidarité. Quand bien même les gens essaieraient de me persuader par tous les moyens que je suis Canadien, je connais pas ça, le Canada. Le Canada parle pas ma langue, ne me ressemble jamais, à aucun moment. Je suis un bûcheron, moi, ma seule fraternité se trouve là, parce que mes frères sont là. Mes frères, c'est pas mon frère qui travaille dans le bois, qui est marchand de bois. Mes frères, c'est tout le monde qui parle ma langue et avec qui je peux communiquer, avec qui je me comprends. Il y a des affinités qui sont absolument impossibles à décrire, qui sont la parenté du langage, qui sont une vision du monde aussi. »

Pierre Perrault, l'homme de cinéma, est un homme calme, rigoureux, intraitable. « Pour ma part, écrit-il le 29 mai, je n'ai pas de nouvelles à donner : les choses changent lentement : le montage, c'est quatre saisons au cours desquelles rien ne se passe ; et qui ne tournent que de toutes petites ricardes dont on ne parle pas ; à la fin, la tapisserie est terminée et n'a plus rien à voir avec les millions de gestes et de bouts de laine. Le tournage, c'est autre chose. Actuellement, je poursuis une situation nouvelle. Deux astronomes, experts du gouvernement, viennent dire à l'Abitibi que l'Abitibi n'est pas rentable : la terre, à cause du climat. Et l'Abitibi refuse qu'on l'accuse, se défend, harce, prince et se vider encore ; bientôt il ne restera que les lili-m-n's : mais à ce moment-là mon film sera, hélas ! terminé. Le cinéma est impossible. »

LOUIS MARCORELLES.

LA PAGODE
57 bis, rue Babylone Tél. : 551-12-15 M^e St-François-Xavier
SALLE CLIMATISÉE



les oiseaux, les orphelins, et les fous.
de JURA JAKUBISKO avec PHILIPPE AVRON
UN TALENT "FOU" J. de Baroncelli LE MONDE

a film about **JIMI HENDRIX** action

republique christine
18 rue du Fg du Temple Paris 11^e - 805 51 33 4 rue Christine Paris 6^e - 325 85 78

C-E-N-T-R-E
Un centre pour tous et pour chacun
21-23 JUIN :
• Être soi avec l'autre
Atelier résidentiel avec Michel LOSROT, professeur à la Faculté de Vincennes
• Les mystères de Chartres
symbolisme et ésotérisme « expérimentels »
23 JUIN :
• Savitri
Danse indienne parmi les feux de la Saint-Jean
Inscriptions et renseignements : 24 h. sur 24 à 222-33-33 ou écrire 22, rue de Verneuil, 75007 Paris.


BILBOQUET VO / LA CLEF VO

MIKHAIL GLOUSZKY et MARGARITA TEREKHOVA dans un film de YLIA AVERBAKH

MONOLOGUESELECTION OFFICIELLE 26^{ème} FESTIVAL CANNES

STUDIO DES URSULINES (v.o.) - DRAGON (v.o.)
TOUTE NUDITÉ SERA CHATÉE
un film Brésien d'Arnaldo JABOR
OURS D'ARGENT FESTIVAL DE BERLIN 1973.
INTERDIT AU MOINS DE 18 ANS
Une œuvre extrêmement forte et plus que talentueuse.
C'est un film important.
L'HUMANITÉ - Albert CERVONI

MAURICE BEJART
L'autre chant de la danse
PRIX ERASME 1974
FLAMMARION



BIARRITZ VO - CINEMONDE OPERA VO - STUDIO MEDICIS VO

« Mulligan vient de signer là une mise en scène magistrale. » — LE NOUVEL OBSERVATEUR
« Cruel et beau... merveilleusement joué par des acteurs de composition inoubliables, lourd d'atmosphère et de nostalgie... » — LE POINT
« Un savant suspense s'insinue dès les premières images... » — LE QUOTIDIEN DE PARIS
« Jason Miller, un acteur de la classe de George C. Scott. » — L'AURORÉ



THE NICKEL RIDE
Un film de ROBERT MULLIGAN
avec JASON MILLER

CENTRE DU CINEMA NOUVEAU - Le Marais - 20, rue du Temple 75002 Paris
AXELLE LE CUISINIER DU ROI HOSPITAL

صحنه من العمل

«Intermezzo» et «Idoménée» à Glyndebourne

L'OPÉRA DE MADAME EST SERVI

Par ANNE REY

VENEZ tout, confondez une robe de bain, touez un smoking (150 F du maximum pour trois jours); prenez le train, le bateau; faites du stop; ne lâchez pas la proie pour l'ombre: renoncez provisoirement à Aix, mettez une croix sur Bayreuth, mais offrez-vous, toutes affaires cessantes, un séjour au Festival de Glyndebourne. Et si le tarry a du retard, arrivez en retard. Passez le parking désert. Contournez sans la voir la poterne du manoir. Parcourez les guichets en labyrinthe qui relient les dépendances au bâtiment central. Longez les tonnelles. Ne jetez qu'un œil au match de tennis en cours. Contemplez votre domaine et oubliez que, derrière les murs, huit cents personnes sont au spectacle. Des moutons passent sur la pelouse entre les chaises longues. Un jardinier inspecte nonchalamment les plantations d'aillets. Des photos encadrées, des tableaux de famille, des roses fanées et des tapis d'Orient moutent le salon où patientent les retardataires.

Les seuls rites à Glyndebourne sont ceux de la vie quotidienne: chaque après-midi, de la fin mai au début d'août, les jardins s'endorment, jonchés de fleurs, de smoking blancs et de crinolines. Les convives sont venus tôt, sans but, pour un goûter sur l'herbe. Mais une sonnerie signale que l'opéra de Madame est servi. Le tableau s'anime. Les robes se

trouent dans un froissement de sole. Les rires fusent, les conversations bourdonnent. Elles ne se taisent qu'au moment exact où le rideau se lève. Elles reprennent de plus belle à l'entracte, à l'heure du poulet froid et du saumon fumé, picorées du bout des doigts sur la pelouse. Elles se poursuivent au parking, d'une voiture à l'autre, au moment du dernier verre pris sur le trottoir d'en face, le nez dans un journal ou l'œil dans le vague. Tous ces hommes affectent de s'ignorer et, pourtant, ils sont venus là pour la même raison: pour voir un film de José Benazeraf, Black Love, dont plusieurs panneaux muraux, tapissés de photographies et de formules choc, font espérer qu'il présente des scènes érotiques d'une audace jamais atteinte.

Quand, avec dix bonnes minutes de retard sur l'horloge annoncée, la salle s'ouvre au public — enseigne lumineuse et musique d'ambiance — tous ces solitaires se retrouvent groupés à la caisse, le temps d'acheter un billet, puis se dispersent à nouveau dans les rangées de fauteuils. Isolement volontaire, chacun avec ses pensées, son imagination, isolément qui ne peut pas car la salle — pas très grande — sera vite remplie, dans le noir, après le début du film. Et c'est presque partout comme cela, même en semaine, dans ces cinémas spécialisés qui, du côté des grands boulevards, du côté de la gare Saint-Lazare, ou à Pigalle, ou à la Bastille, offrent chaque semaine les derniers produits du cinéma érotique: des titres: Black Love, les Carresses, les Défonçuses, les Maîtresses de vacances, Anomalies sexuelles, Dany la revanche, Club privé pour couples avertis sont, déjà, tout un programme. Films français, allemands, suédois, américains, qu'on appelle plus communément pornographiques ou «porno», et qui, sur des scénarios divers, ont tous en commun de montrer les ébats, les pousseries sexuelles, d'un certain nombre de personnes dont les aventures prétendues importantes peu.

Que José Benazeraf ait, depuis plus de dix ans, son univers d'auteur, qu'il se livre à des pastiches esthétiques d'Alain Renais ou de la Série noire, ce n'est pas ce qui attire les cinéphiles du sexe. Si Black Love est l'histoire, vaguement pointée, d'un Noir américain poursuivi à Paris par deux tueurs blancs, cette histoire n'est que le fil d'Ariane reliant les séquences où des corps dévotement consentent, à deux, à trois, à plusieurs, ces unions charnelles qui mènent à l'extase et dont le spectacle, à l'écran, est désormais courant.

«L'escalade du sexe» est un fait de mœurs et de société. La censure cinématographique a dû s'y résigner. Mais elle impose toujours, en France, des limites à la représentation réaliste de l'amour physique. Les caméras ne nous laissent plus rien ignorer de l'intimité des chambres à coucher et des salles de bains, elles filment la nudité intégrale des acteurs et des actrices (avec certaines précautions pour celle des acteurs) mais, lorsqu'elles s'attardent sur les corps nus qui s'entreignent, elles ne dévoilent pas l'essentiel.

On peut s'interroger sur le bien-fondé du «cinéma porno», qui n'a pas, en tout cas, d'ambitions artistiques ni de volonté de critique sociale. Il est interdit aux moins de dix-huit ans et ne trouble pas l'ordre public. Son utilisation n'est, au fond, chez les adultes, qu'affaire de morale personnelle. Mais ce «cinéma porno» autorisé en France n'est qu'un cinéma illusoire par rapport à celui qui existe sans interdits dans les pays évolués du nord de l'Europe ou aux États-Unis. Il repose sur une hypocrisie fondamentale: on n'y fait pas l'amour, on y fait semblant.

Et c'est ce qui donne à ces salles du ciné-sexe (rarement fréquentées par des femmes) une étrange atmosphère d'aquarium, où — si détaché que l'on se veuille lorsqu'on y vient, pour information, en critique professionnelle — on finit par flotter, comme tous les spectateurs, dans l'eau glacée d'un fantasme masculin collectif, d'un espoir de liberté sexuelle, de «non-conformisme» vécu, qui n'est jamais satisfait. Tout juste si, au deuxième, l'œil, constamment aguiché par l'attente peut capter, dans ces corps qui s'agitent, l'ombre d'un détail concret. Libérés — en principe — de la notion de péché, les spectateurs du «cinéma porno» sont pris au piège de l'aliénation commerciale. On leur vend du «faux semblant»: ils restent seuls avec leurs troubles devant le même spectacle toujours recommencé et qui ne conduit qu'à la frustration. Alors, pourquoi reviennent-ils? Sans doute parce qu'ils supposent qu'un jour, enfin, la dernière barrière de la censure tombera. Tombera-t-elle?

La seule escalade réelle du «cinéma porno» ces temps-ci est de s'implanter dans les salles d'exclusivité d'un circuit «normal» avec la Bonzesse, de François Jouffa. Tout le monde dans Paris a vu cette affiche bizarre d'une jeune fille aux seins nus flanquée d'un crocodile (que vient-il faire là?) et d'un slogan: «Elle a fait vœu d'être sexuellement libre». On pourrait se croire ici dans les saux de ce cinéma moderne où l'érotisme n'est pas une fin en soi mais un élément d'un ensemble artistique, littéraire, social, contestataire, comme dans la Grande Bouffe, Dorothea, Gillessements progressifs du plaisir ou Sweet Movie.

FANTASMES A VENDRE

L'hypocrisie fondamentale du cinéma «porno»

UN SPECTATEUR SUR SEPT

Huit films classés «érotiques» ont réalisé en mai 14 % des entrées Paris périphérie, annonce «le Film français» dans son numéro du 31 mai.

119 000 entrées sur un total de 770 000.

Le mercredi 5 juin, en démarrage d'exclusivité, «Les Défonçuses» a réalisé 2 626 entrées, dépassant «Woody et les robots» (2 097) et «Conversation secrète», grand prix international du Festival de Cannes (2 061).

Parmi les films sortis à Paris depuis le 15 août 1973, les «érotiques» sont bien placés:

- «Prenez la queue comme tout le monde»: 217 624 entrées;
- «La Vénus en fourrure»: 163 946 entrées;
- «Les Impures»: 137 413 entrées;
- «Les Charnelles»: 134 819 entrées;
- «Les Palpeuses»: 126 025 entrées;
- «Les Châtes en folie»: 113 407 entrées.

Richard Strauss vandeille

Acajou Regency, tapisseries de satin rose, orilliers en forme de cœur, cheveux à la personne, robes cloches et chapeaux à plumes, mousselines et libellules: les décors de l'opéra «domestique» de Richard Strauss ont été confiés, par souci de vérité historique, à un spécialiste des années 20: Martin Battersby. Il n'y manque en effet ni un pompon ni un bouton de guêpe. Les libellules sont dissimulées sous des nuages de tulle, les dames font de la luge et cachent leur nez sous des bonnets de laine; ces costumes d'époque, ces intérieurs reconstitués, ces tableaux de mœurs disposés au centimètre près, ces personnages sans épaisseur, leur visage vernissé, leurs gestes de marionnettes, poussent à la vaillance à la parodie et presque à la caricature.

Une erreur d'adresse sur un télégramme valut réellement à

Strauss les fureurs de sa femme et ses menaces de divorce. Mais la vérité ayant fini par triompher, l'auteur put, vingt ans après, transformer par plaisanterie (mais non sans tendresse) cet épisode vécu en livret. Ni la mise en scène très «comédie musicale» de John Cox ni la direction étincelante de John Pritchard ne suggèrent ce recul inhérent au souvenir, à l'attendrissement, au passé. Les intertextes, tous irréprochables, articulent vigoureusement leur texte (en anglais). Elizabeth Söderström (Christine) prend des poses de tragédienne, s'étourdissant de paroles et vers des torrents de larmes; Robert Storch (Marco Bakke) a du travail et manque de temps; les cheveux gominés du baron Lummer (Alexander Oliver) n'empêchent que les femmes assuées; les servantes ont l'œil fixe et la taille épaisse: tous jouant comme convenu, en véritables acteurs du Boulevard.

Mozart à la manière de Turner

La Fondation Peter Stuyvesant finance chaque année le Festival de Glyndebourne en vue du renouvellement de son répertoire mozartien. Idoménée, autre nouveau-né de cette saison, consacré à nouveau l'équipe Cox-Pritchard, associée pour métamorphoser, en grandes fresques mythologiques, cet opéra-serio composité, souvent splendide mais entaché de longueurs.

Des toiles de fond circulaires basculant de haut en bas comme les tentilles d'une longue-vue, font apparaître au gré de l'action, des ruines, des nuages, des vagues, une côte, un port, un monstre marin en transparence, des corps agrippés aux mâts, chevronnés dans un naufrage. Peints à la manière de Turner, ces panneaux donnent un style, une couleur, un sens sans cesse différents à un volume scénique «général», délimité par une arête d'arceaux en acier chromés, comme l'intérieur d'un sous-marin.

Associé au bleu turquoise, au grenat et au crème des costumes, ce dispositif met un peu curieusement à la mode «design» l'antiquité crétoise. Il a le tort de ne pas justifier qu'un trépas acte (les arches évoquant alors explicitement les voûtes de la crypte, où s'efface devant le masque géant de Neptune, le sacrifice d'Ido-

mente, l'immolation d'Illa et l'abdication d'Idoménée). Il jette sur l'œuvre un reflet pompeux. Les rois, pourtant, y souffrent en hommes. Les surprises de la légende bouleversent les conventions musicales. Et quand Idoménée (Georges Shirley) reconnaît son fils sous les traits de celui qu'il s'est engagé à sacrifier, sa voix s'incarne, hâlée, tressaille, s'offre à la douleur ou un vibrato très large, expire, puis se reprend. Le visage torturé du héros romantique apparaît sous le masque impassible du souverain. Don Juan s'annonce. Mais en sourdine.

Le décorateur (Roger Butlin) a dépendant, lors la nuance quand, devant un tableau de gobettes révolues, les Crétoises, en tunique noire, rampent aux pieds de leur roi, puis l'encerclent comme un martyr ou comme un crucifié. Cette expressionnisme paraît bien torturé en regard de la musique: Mozart, à l'époque d'Idoménée, n'avait que vingt-cinq ans.

Comme la direction haletante de Pritchard, comme le style très réaliste de l'interprétation vocale, cette mise en scène marque une volonté délibérée de dramatiser, de «théâtraliser» Mozart. Elle atteint à une sorte de complot de la subtilité et la recherche, deux lueurs que l'on s'offre encore volontiers à Glyndebourne.

SUR-MALE POUR 100 FRANCS AU THÉÂTRE DU SEXE

AUTOUR des Halles détruites, sont nées, en même temps que les boutiques de frôles et les sex-shops, dans des caves aménagées, des petites salles dédiées à la représentation des rapports de couples, vus sous un angle purement sexuel. Rien à voir avec Pigalle Chicha, qui présente restant dans la tradition du cabaret, du strip-tease permanent: le spectateur qui va regarder «la délicieuse, l'excitante, l'écotique Lola» dégrader sa guêpière et ôter ses gants en trois minutes, le temps d'un disque, n'est pas celui qui consacre une heure de sa soirée au Théâtre du Sexe.

D'abord, celui-ci paie cher. Les places sont à 70 et 100 F, et leur nombre est restreint. On a l'impression d'entrer dans une sorte de club réservé à l'aristocratie de la libre pensée. D'autant plus qu'on joue sur les mystères des intertextes: il est interdit de chercher à voir les acteurs, les photos sont interdites, les spectacles sont strictement interdits aux moins de vingt et un ans. Leurs titres: La Nuit de l'Indicible outrage, Les Confins du vice, promettent tous les excès. Ou bien, plus sobres, ils s'accrochent à des commentaires: la Vierge, «A dix-sept ans, elle subit une cruauté et perverse initiation sexuelle»: La Partie, «un life-show qui montre deux couples mariés».

On utilise les clichés d'un érotisme passe-partout fondé sur le péché et la culpabilité, sur le sacrilège: les liens sacrés du mariage bafoués, la jeune vierge fébrile, le prêtre ragaufé par de terribles tentations, la nérophilie. Sans oublier, bien entendu, les accessoires fétichistes dans la fumée d'encens et les soupirs de l'orgue. Musique et éclairages créent l'atmosphère, les décors se réduisent à des coussins et à des chandeliers, le saphisme est une épisode obligatoire, mais l'homosexualité masculine se produit dans d'autres salles.

Au Théâtre du Sexe, le spectateur est un surmâle sans ambiguïté. Les pousseries des comédiens deviennent les siennes; c'est à lui que s'adressent, éperdues de plaisir, les comédiennes. Il se sent proche de ce qui se passe sur scène, ce qui n'est pas le cas au cinéma ni au cabaret. Là, même s'il fait abstraction de ce que raconte l'histoire, il voit des hommes et des femmes en train de vivre une situation sexuelle. Ils mimant? Oui, sans doute, mais il reste toujours quelque chose de fragile, d'écroulé.

A vrai dire, les comédiens prennent leurs distances, se mettent entre parenthèses le temps de la représentation. Ils font leur métier, sans joie la plupart du temps. On les a applaudies en leur parlant de la Grande Bouffe, on les a déçus en leur offrant les 200 F de «prime de nu» auxquels ils ont droit. En général, ils acceptent uniquement pour sortir d'une

longue période de chômage. Ils ont essayé de trouver des partenaires en qui ils ont confiance. Mais, dès que leur situation matérielle est assainie, ils ne voient plus que l'aspect masculin de leur travail: dans ces spectacles consacrés aux rapports de couples, jamais il n'est question du moindre sentiment.

Même si l'enveloppe est soignée, la marchandise est délabrée. Comme si accoupler poésie et sexualité était le seul intérêt que l'on ne puisse transgresser.

Peut-on rêver de théâtres où la sexualité ne soit pas cachée sous des platitudes, des tarabiscotages lyriques? Ou elle ne soit pas détruite par le ridicule, au mieux par l'humour? Cela voudrait dire que «créateurs» et spectateurs, libérés du péché et de la culpabilité, n'auraient plus besoin de ces ghettos.

COLETTE GODARD.

STUDIO MARIGNY SAINT-SEVERIN 14 JUILLET

Raymond ROUAUER présente

BUSTER KEATON

TROIS AGES

CAPITAL FILMS - PARIS

THÉÂTRE DE LA CITE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE 2100 JOURD'AVRIL 1974 03 93 43 52

THÉÂTRE OBLIQUE

Tous les soirs, sauf dim. à 21 h.

UN SOIR, TARD, D'ICI QUELQUE TEMPS

de SAMUEL BECKETT

Comédie

Krapp's Last Tape

Scotile

Grand Festival

INGMAR BERGMAN

RAGINE

6, rue de l'Ecole de Médecine (6^e)

MED. 4371

Permanent 12 h-24 h. - Dim. 14 h-24 h

M. 19: LE 7^e SCEAU

J. 20: L'ATTENTE DES FEMMES

V. 21: UNE LEÇON D'AMOUR

S. 22: LE SILENCE (Int. - 18 ans)

D. 23: LES COMMUNIANTS

L. 24: TOUTES CES FEMMES (Coul.)

M. 25: A TRAVERS LE MIROIR

ARTISTIC

45 bis, rue Richer (11^e)

700.19.15 - Soirées: 19 h - 20 h - 22 h

Permanent Sam-Dim. 14 h-24 h

M. 19: MONIKA (Int. - 16 ans)

J. 20: LA FONTAINE D'ARETHUSE

V. 21: LA NUIT DES FORAINS

S. 22: LE VISAGE

D. 23: JEUX D'ÉTÉ (Sommariek)

L. 24: L'ŒIL DU DIABLE

M. 25: L'ATTENTE DES FEMMES

Le Festival se continuera ensuite avec d'autres films.

STUDIO ALPHA

LE TEMPS D'UNE CHASSE

de F. MARKIEWICZ

«Une première œuvre d'une maîtrise stupéfiante.»

«L'apparition dans le cinéma canadien d'un très réel talent.»

Gilles Jacob - L'EXPRESS

LA PAGODE

57 bis, rue Babylone Tél.: 551-12-15 M^e St-François Xavier.

ANDRÉ GENOVES

un film de MAURICE PIALAT

LA GUEULE OUVERTE

Un chef-d'œuvre L'Express

UGC MARBEUF - VENDÔME - CLUNY ÉCOLES

BIENVENUE MONTMARNASSE - MISTRAL - ARLEQUIN

Périphérie: CYRANO Versailles - ARTEL Remy II - ARTEL Villeneuve-Saint-Georges

donner-nous notre pied quotidien

France

En complément du programme: L'AGRESSION, un film de Francis CASSATTI

Une sélection

cinéma

FEMMES AU SOLEIL

Premier film d'une jeune cinéaste, Liliane Dreyfus. Trois femmes, trois âges, trois manières d'attendre, de s'ennuyer, de rêver, de percevoir le temps qui passe, en parlant pour ne pas s'entendre. Critique sociale feutrée d'un monde où la femme tisse des réseaux de psychologie, comme Pénélope navigue sa tapisserie. Un film aux couleurs des heures qui changent, et en points de suspension.

THE SUGARLAND EXPRESS : Un détenu, échappé de prison et sa femme tiennent en échec la police du Texas. Ce qu'il y a de meilleur dans ce film (Prix du scénario à Cannes), ce n'est pas l'histoire, mais la mise en scène de Steven Spielberg et l'interprétation. Comédie, drame et satire de la

société américaine s'enchevêtrent étroitement. Un festival de stock-cars et une révélation : Goldie Hawn.

— WOODY ET LES ROBOTS : Hiberné en 1973, Woody se réveille deux cents ans plus tard dans un monde où règnent l'électronique et la cybernétique. Ses aventures pour échapper à la police gouvernementale. Mime, clown, acrobate, humoriste (tendant Groucho Marx) et réalisateur, Woody Allen nous offre un vaste aperçu de son répertoire. C'est le triomphe de l'absurde, l'apothéose du « nonsense ». Pour amateurs d'humour dément et de folies burlesques.

— FRANCE S.A. : Michel Bouquet, artisan consciencieux du trafic clandestin et

de la drogue, raconte comment, dans une France très ressemblante à la nôtre, les trusts multinationaux et le gouvernement s'entendent pour légaliser et contrôler le trafic des stupéfiants. Érotisme, violence et politique dans une mise en scène à l'américaine d'Alain Corneau.

— LA CONVERSATION SECRETE : Tous les qualités du meilleur cinéma américain : Francis Ford Coppola (le Parrain) raconte l'histoire d'Harry Campbell, spécialiste de l'audio-visual et de la surveillance clandestine, en mêlant à Kafka et Orwell, à l'heure du Watergate, et remporte la Palme d'Or à Cannes. Gene Hackman (l'Espionnage) est prodigieux dans son rôle de mouchard de l'underground technologique.

— 1789 EN FILM : Des bateleurs jouent le spectacle de la Révolution, l'explosion de la joie, le détournement des espoirs. Le cinéma montre le théâtre et comment il tient de derrière les rideaux pour entraîner le public dans son irrésistible mouvement. 1789, le plus grand succès du Théâtre du Soleil. Une grande fête théâtrale devenue un grand film.

— OUT-1 SPECTRE : Trop vite retiré de l'affiche, le film-puzzle où Jacques Rivette marie Balthus et Louis Carrel, dans un théâtre d'ombres dont Michel Lonsdale, Juliet Berto, Bulle Ogier, Bernadette Latorre, Jean-Pierre Léaud et cinquante autres tirent les ficelles, est toujours, à 20 heures, au Sépia. Dans la salle voisine, UN HOMME QUI DORT est présenté en permanence.

théâtre

LES MARIONNETTES du Bunraku

Des fantômes noirs donnent la vie à des poupées, et ces poupées donnent leurs voix à des conteurs accompagnés d'un musicien. Sur cette toile faite d'artifices se dessinent la sorcellerie, la poésie du théâtre pur. Les marionnettes japonaises du Bunraku reproduisent la perfection, elles sont la perfection d'un art unique au monde. Elles donnent à la Gaîté Lyrique

un deuxième programme du 24 juin au 7 juillet.

LE TARTUFFE de Molière
Faisant éclater les frontières du théâtre, Molière suscite, comme un demi-dieu, les échos vivants, la lumière, la nature, et le tonus poétique, tels qu'ils furent au temps de Molière. On croit avoir changé de peau. Cette pièce classique est plus forte que jamais. (Théâtre de la Porte-Saint-Martin.)

Le MAGIC chez Barrault
La troupe des Viennais Folies bloquée dans le Nevada raconte l'histoire et les histoires de l'homme : cinq mille ans d'aventures et d'amour, quarante gags à la minute, cent vingt minutes de joie, de rire, d'émotionnement, de rêves, de poésie, de beauté, un grand spectacle, du grand théâtre. Le Magic Circus, de retour au Théâtre d'Orsay, découvre l'opérette viennoise et la fait éclater comme un feu d'artifice.

— LOCOS, par l'Atelier de l'Épée-de-Bois à la Cartoucherie (20 h. 45) : Entre la nuit et le jour, entre la mort et la vie.

— NAZIM HIKMET, BRECHT, BECKETT : Trois auteurs à la Cité internationale.

— COMMENT HARPONNER LE REQUIN, de Victor Halm, au Théâtre Essalon (20 h. 30) : Armés d'humour et de talent, trois comédiens chassent le requin dans une nouvelle caverne du Marin.

musique

FESTIVAL RUSSE ET SOVIÉTIQUE

Au Théâtre de la Ville. Ce panorama très officiel permettra de connaître la vie musicale soviétique, beaucoup trop méconnue par les mélomanes français. Rien à voir avec l'académisme occidental, mais un faillissement musical toujours puissant. Avec les meilleurs chefs (Kondrachine, Temirkanov) et chœurs soviétiques (Alexandre Youtov), on écoutera surtout Ivan le Terrible, de Prokofiev (le 19), les concertos de Glinka (20 et 21), la Quatrième Symphonie de Chostakovitch (22), Lénine au cœur du peu-

ple, de Chitchevitch, Lénine, de Palacio (le 24), A la mémoire d'Essénine, de Stravinski (27 et 28).

— UN JOUR OU DEUX, ballet de M. Cunningham, musique de J. Cage, à l'Opéra (19 h. 30) : La force herminétique et faillissante d'un langage étrange.

— COSI FAN TUTTE, mise en scène et décors de J.-P. Ponnelle à l'Opéra, les 20, 23 et 25 juin (19 h. 30) : Une distribution éblouissante et un nouveau chef, Marek Janowski.

— NOURET au Palais des Sports, (21 h.) : Quand une superstar du ballet académique aborde le répertoire moderne... et le rend classique. (Jusqu'au 21.)

— AU MARAIS, l'Octave de Paris (création de B. Jolas, le 19). F. Chapelet, orgue (le 20), B. Job, piano (le 21), concert aux chandelles (le 25), P. Badura-Skoda, piano (le 26) : Les charmes de la musique dépaysée.

— MUSICIENS ET DANSEURS DU GUJARAT, au Musée Guimet, les 20 et 21 juin (20 h. 30) : Danse et musique indienne.

— MUSIQUE DANS LA RUE A AIX-EN-PROVENCE. Tous les jours, de 10 h. à 23 h. 30, discussions, cours, films, concerts Mozart : La musique en liberté, gratuite, contagieuse.

— FESTIVAL DE SAINT-DENIS : Missa solennelle, de Beethoven, par l'orchestre et les chœurs de Brém, le 20 juin, 21 h.; récital R. Crespia, le 22 juin, 21 h.

— FETES ROMANTIQUES DE NOHANT : Colette chez G. Sand (le 21), les Sept Paroles du Christ, de Hajdu, par L. Terzoff et le quatuor Via Nova (le 22), P. Entremont et le quatuor Via Nova (le 23).

— MAI DE VERSAILLES : Didon et Enée, de Purcell (Opéra royal, 20 h. 45), concert promenade dans le parc du château, par la Grande Écurie et la Chambre du Roy (le 21, de 16 h. 30 à 21 h.).

arts

LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE au Louvre

Un nouveau « dossier » du département des peintures du Louvre, consacré, cette fois, aux primitifs de Cologne. Un siècle d'art moins connu que l'école flamande ou l'école italienne, mais qui, de 1450 à 1540, produit un ensemble de tableaux d'une remarquable cohésion artistique, peints dans la ville de Cologne et sa région. La plupart de ces œuvres sont des fragments d'ensembles démem-

brés, provenant de retables et de cycles de décorations murales qui étaient conservés intacts dans les églises jusqu'à la sécularisation des établissements religieux en 1802, date à laquelle ils furent dispersés.

LES BRAUNER DE LA DERNIÈRE HEURE chez Iolas
Lorsque la mort l'avait surpris, en 1966, Victor Brauner peignait ses Maman

salvatrices, qui tiennent de l'oiseau et du serpent. Chimères inventées de toutes pièces et parées de couleurs en demi-teintes, il les taillait dans les panneaux de bois comme pour leur donner une réalité emblématique. La galerie Iolas expose ces œuvres de la dernière heure, toutes empreintes de ce climat magique qui habitait le peintre avant de se révéler dans ses œuvres.

— MARCEL BREUER au Musée des arts décoratifs. (Lire notre article page 21.)

— HANS HARTUNG, galerie Denise René et galerie ABCD. (Lire notre article page 17.)

— L'ART MAYA DU MEXIQUE au Musée de l'Homme : Du stuc au jade, les pièces à confection d'une civilisation mortelle comme toutes les autres.

— MIRO : Retrospective en cent tableaux et cent inédits au Grand Palais. L'œuvre gravée au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris.

— SURVAGE, dessins inédits à la galerie Saint-Germain : Les grandes étapes de la vie de l'admirable peintre cubiste.

Expositions

LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE. — Musée du Louvre, entrée porte d'Orléans (20-21-22). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 heures. Entrée : 3 F. ; gratuite le dimanche (le ticket d'entrée du musée donne accès à l'exposition). Du 22 juin au 14 octobre.

LES INCUNABLES DE LA COLLECTION EDMOND DE ROTHSCHILD. — Musée du Louvre, entrée porte d'Orléans. Du 22 juin au 7 octobre.

TABLEAUX DE FRAGONARD et TABLEAUX DE CRESSY. — Musée du Louvre, entrée porte Denon (20-21-22). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. 15. Entrée : 3 F. ; gratuite le dimanche. Jusqu'au 30 septembre.

LE MUSÉE DU LUXEMBOURG EN 1874 (peintures). — Grand Palais, entrée Courbevoie (21-22-23). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. ; le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 5 F. ; le samedi, 4 F. (gratuite le 30 septembre). Jusqu'au 18 novembre.

JOAN MIRO. Grand Palais, entrée Courbevoie (voir ci-dessus). Entrée : 5 F. ; le samedi, 4 F. (gratuite le 23 septembre). Jusqu'au 23 septembre.

ROMAINE GRAVAT, au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Jusqu'au 13 septembre.

GEORGES FOLDER. — Centre Culturel Juif, 14, rue Georges-Berges (21-22-23). Jusqu'au 4 juillet.

(548-67-27). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 3 F. Jusqu'au 1er octobre.

MARCEL BREUER, rétrospective. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (20-21-22). Sauf mardi, de 12 h. à 18 h. ; le dimanche, de 11 h. à 18 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 9 septembre.

GALERIES

ARF. — Galerie Denise René, 124, rue La Boétie (20-21-22). Jusqu'au 20 juin.

ARROXO. — Galerie Karl Finkler, 28, rue de Tournon (21-22-23). Jusqu'au 20 juin.

VICTOR BRAUNER. — Galerie Iolas, 156, boulevard Saint-Germain (22-23-24). Jusqu'au 9 juillet.

TAPES « MONOTYPES ». — Galerie Mac Galt, 13, rue de Téhéran (22-23-24). Jusqu'au 13 juillet.

TIERPOLO. PEINTURES, DESSINS, PASTELS. — Galerie Cavellier, 136, faubourg Saint-Honoré (23-24-25). Jusqu'au 12 juillet.

HALLS 74. Protection, animation, information. — Mairie du 1er arrondissement, 4, place du Louvre. Sauf dimanche, de 9 heures à 18 heures. Entrée libre. Jusqu'au 28 juin.

GEORGES FOLDER. — Centre Culturel Juif, 14, rue Georges-Berges (21-22-23). Jusqu'au 4 juillet.

Tour. — Musée Grévin (20-21-22). Jusqu'au 9 juillet.

BEAUVAIS. — N. d. a. r., portraits d'artistes. Musée départemental de l'Osé, au Palais épiscopal (21-22-23). Jusqu'au 5 juillet. Le 19 juin, à 20 h. 45, récital de piano de Ch. de Madjouginsky consacré à Chopin.

CHATEAU DE LOURMARN (Vaucluse). — Louis Jou. Jusqu'au 30 septembre.

LES BAUX-DE-PROVENCE. — Louis Jou, livres et bois gravés. Jusqu'au 30 septembre.

LYON. — Marie Fan. sculpture : A. Wogenski, architecture : R. Wogenski, tapisserie. — Musée des beaux-arts. Jusqu'au 9 juillet.

MARSEILLE. Hommes de la préhistoire. — Musée Borély. Jusqu'en septembre.

SAINT-CYR-DE-VAL. — (Orne). La fontaine pétrifiante et les métiers du bois : arts et traditions populaires comparés du Perche et d'Anjou. — Ancienne église de Sainte-Gauburge.

SAINT-OMER. Les derniers d'argent de la République et de l'empire romain. Musée de l'Institution Sandoz, 14, rue Carnot (20-21-22). Jusqu'au 1er juillet.

STRASBOURG. Livres de Pierre Leleux. — Bibliothèque nationale et universitaire, 6, place de la République. Tous les jours, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. L'homme et son empreinte. — Centre d'art du château. Jusqu'au 1er septembre.

Galerie Jacob
28, rue Jacob, 7^e - 633-80-66

SZENES
Temperas
4 juin - 10 juillet

GALERIE DE L'ABBAYE
3 bis, rue de l'Abbaye (6^e)

BEN DOV
11 juin - 12 juillet

Jusqu'à fin juin
exposition des planches en gravures
ANTONIO TOTO
pour la métamorphose de
RAFAEL
en souscription
Galerie Art et Valeur, 9, r. Arsène-
Roussaye, 8^e (ferme le lundi)

GALERIE RENCONTRES
1 juin - 10 juin 1974

FABIO RIETI
46, rue Berger, Paris (1^{er}) - 338-84-63

LA GRAVURE ORIGINALE, 9, rue du Pont-Louis-Philippe (4^e)

LIL MICHAELIS • GEORGE BALL
Dans le cadre du Festival du Marais - Jusqu'au 13 juillet (après-midi)

JEAN-LUC BOURDON
Cimaise de Paris - 72, bd Raspail
De 15 h. à 19 h. sauf dimanche
Du 18 au 28 juin

Françoise Tournié
18, r. de la Sorbonne (7^e) - 278-13-18

Dans le cadre du
Festival du Marais

PICASSO
30 DESSINS INCONNUS
de la collection Geneviève Laporte
Jusqu'au 12 juillet

GALERIE D'HAROUÉ
5, rue des Saussaies - 75008 Paris
Angle Saussay-St-Honoré - 265.40.66

MONTMARTRE 1800 1950
6 juin au 12 juillet

Galerie de France
3, fg St-Honoré, 8^e
265.69.37 - 265.73.69

HARTUNG
11 juin - 12 octobre

la galerie sera ouverte
le dimanche 23 juin
de 15 h à 18 h

ABCD
36 rue des St-Pères Paris 7 - 222.12.32

HARTUNG
œuvres graphiques
12 juin - 30 septembre

LA FELOUQUE
10, rue des Barres (4^e) - 277-50-03

SERGE FERAT
12 juin - 13 juillet

L'ART INTERNATIONAL AU MARAIS

Jusqu'au 12 juillet :

Serge Ferat (1881-1938). Galerie La Boétie, 10, rue des Barres (277-50-03).

Lil Michaelis et Georges Ball. Galerie La Boétie, 10, rue des Barres (277-50-03).

Fabio Picasso. Trente dessins inédits. Galerie La Boétie, 10, rue des Barres (277-50-03).

F. Tournié, 10, rue du Roi-de-Sicile (278-13-18).

Rodriguez. Galerie La Poche-Malais, 8, rue Pavée (272-18-11) et Espace Cardin, 1, avenue Gabriel.

Céramique précolombienne. Collection inédite. Galerie Garbagnoli, 6, place du Marché-Sainte-Catherine (278-79-08).

Pierre Székeli. Galerie J. Blanquet, 48, rue des Francs-Bourgeois (287-67-33).

Reiko et Tori Iwano. Galerie Gréot, 46, rue Vieille-du-Temple (278-17-43).

Louis-Jean Despres (1743-1804). Centre culturel syro-libanais, 11, rue Pavée (272-87-30).

Graciela Roda Boulanger, gravure. Galerie Sirel, 32, rue de Valenciennes (274-41-41).

Peintures animalières du XV^e au XX^e siècle. Galerie J. Olier, 28, place des Vosges (287-26-27).

Yvon Feyer. pastel. Galerie du Lion, 16, place des Vosges (287-73-28).

HRI peintures, dessins. Galerie Herouet, 44, rue des Francs-Bourgeois (278-62-60).

EN BANLIEUE

LA COURNEUVE. — Musée et archéologie de La Courneuve, hall de la mairie. Tous les jours, de 9 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 30 à 18 heures ; le dimanche, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 juin.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Formes pour l'espace. Jardin des arts, place Berteaux. Jusqu'au 8 septembre.

EN PROVINCE

AIX-EN-PROVENCE. Dessins et pastels, du Corrége à Quentin de La

GARANJOUD
Œuvres récentes
DU 13 AU 26 JUIN 1974

le bateau lovier, 50, rue de l'Université, 544-29-48

BERNADETTE KELLY
PREMIÈRE EXPOSITION
Jusqu'au 14 juillet

GALERIE YOSHII
8, avenue Matignon (8^e) - 328-12-16

BRIANCHON
Jusqu'au 13 juillet

FERMETURE DÉFINITIVE

LE LUNDI 1^{er} JUILLET AU SOIR, DE L'EXPOSITION

JUAN GRIS
à l'Orangerie des Tuileries
Tous les jours sauf mardi de 10 h. à 20 h.
et le mercredi jusqu'à 22 h.

JUSQU'AU 1^{er} SEPTEMBRE

BORDEAUX

PRÉSENTE A LA GALERIE DES BEAUX ARTS

« NAISSANCE DE L'IMPRESSIONNISME »

13 ŒUVRES IMPRÉVABLES EXPOSÉES

DELAUNAY, COROT, COURBET, RODIN, MANET, MONET, PISSARRO, SILEY, BERTHE MORISOT, RENOUAULT etc...

OUVERTURE DES EXPOSITIONS : MARDI 18 JUIN, 19H

NOUVEAU MERCREDI : 20H - 20H

JEANNE BUCHER

DADO
DESSINS ET COLLAGES

صلى الله عليه وسلم

BREUER, L'ARCHITECTE QUI VIENT DU BAUHAUS

De temps à autre une exposition remet les choses en place : l'architecture existe toujours. L'œuvre construite de Marcel Breuer en est la preuve. C'est un des derniers maîtres de la génération du Bauhaus, cette école de Weimar créée au milieu d'une Allemagne défilée pour conjurer la menace du modernisme industriel et faire des techniques nouvelles un art.

Entré comme élève en 1920, Marcel Breuer ne tarde pas à y enseigner et y devient un maître. Parmi des peintres comme Klee et Kandinsky, des sculpteurs comme Moholy-Nagy et Oscar Schlemmer, des architectes comme Gropius et Mies Van der Rohe, il occupe une place à part. C'est que Breuer a une vocation d'architecte, mais commence par être peintre et sculpteur puis créateur de meubles.

Une rue sur cette œuvre proliférante, amorcée en Allemagne, mais achevée dans sa plus grande partie aux États-Unis, nous est offerte ici à travers une série de panneaux photographiques et de maquettes prêtées par le Metropolitan Museum de New-York, qui avait initialement conçu cette exposition.

Breuer compte aujourd'hui parmi les plus grands architectes américains. Né en Hongrie, en 1902, formé en Allemagne, il fait partie de la grande migration. Le *Werkbund* intellectuel qui, devant la montée du nazisme, avait émigré aux États-Unis. Ce transfert de cerveaux fut déterminant dans l'architecture américaine qui connaît, avec les grands patrons du Bauhaus, Gropius et Breuer, Harvard, et Mies Van der Rohe, au MIT de Chicago, une soudaine floraison nouvelle. L'Allemagne « pauvre » avait rêvé d'intégrer les « valeurs artistiques » dans la conception de l'architecture moderne ; l'Amérique riche l'a réalisée. Et Marcel Breuer a tenu un rôle dans cette époque qui est toujours vivante avec lui.

A vrai dire, le Bauhaus n'était à ses débuts qu'une école d'art. Les cours n'étaient pas très organisés : Breuer décide de se former seul et commence par dessiner des meubles qui sont réalisés chez un petit artisan extérieur à l'école. Des meubles faits de tubes d'acier.

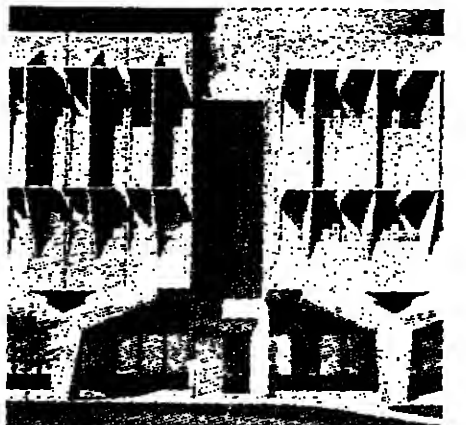
Breuer avait fait une rencontre inouïte : un guidon de bicyclette. Picasso, qui avait une mentalité « sauvage », y avait vu des formes de taureau. L'architecte « moderniste », lui, a une vision artistique « constructiviste ». De ces tubes métalliques qui se plient, il fait des sièges, qui seraient pour former leurs propres structures, leur système constructif lui-même. Pas de décor surajouté : « L'ornementation est un crime » et sert souvent à dissimuler des défauts de conception, criait, à l'époque, Adolphe Loos, en pleine efflorescence du *modern style* viennois.

On peut imaginer l'accueil fait à ces fauteuils de tubes chromés dont on fait les bicyclettes, mais aujourd'hui ils représentent le *rac plus ultra* du « design » contemporain. Breuer venait d'inventer des meubles transparents, qui n'encombraient pas l'espace de leur volume, structure linéaire brillante combinée avec des bandes de cuir souple tendu, du bois, et des surfaces cannelées. Son fauteuil « Wassily » (du nom de son ami Kandinsky) est une véritable sculpture « constructiviste ». Elle est là exposée, prêtée par un magasin de meubles de luxe.

Dans un fauteuil comme dans la chaise « Cresca » Breuer recherchait une simplicité de conception pour faire un meuble populaire produit en série sur des schémas artistiques contemporains. C'est la première manifestation du « style industriel » qu'on allait voir plus tard chez Le Corbusier et

bien d'autres. La chaise « Cresca » a été copiée partout jusqu'à ce jour. On en consomme les sous-produits : l'« originale », elle, plus luxueusement fabriquée, en petite série, est « démontable » comme les sièges de Mies Van der Rohe et Le Corbusier entrés dans un circuit d'élitisme de luxe. C'est le « meuble-architecture », structuré comme une machine. Le modèle de la machine est d'ailleurs à l'ordre du jour. Pour Le Corbusier, la maison est une machine à habiter. Mais pour Breuer, il y a en plus « une petite part d'art ».

Rigueur technique, invention artistique et soin particulier apporté aux détails pour combiner les différents matériaux : le granite, le béton, l'ardoise, le bois, le fer, le verre, le cuir... « Aujourd'hui même, dit-il, dans un important projet d'équipe-



Complexe L.B.M. en Floride.

ment urbain où je dois coordonner l'action d'une équipe composée d'ingénieurs et de techniciens, je tâche de ne pas perdre cette approche directe de l'architecture, de ne pas perdre de vue la vision d'ensemble du projet. Et ce n'est pas une question d'architecture moderne ou pas.

D'ailleurs, de mon temps, le Bauhaus n'était pas une école d'architecture. Et au fond j'ai eu la chance de pas avoir appris dans une école une manière architecturale. J'ai dû inventer la mienne, ce qui m'a évité de suivre des routines établies. Il ajoute : « Il est vrai qu'après cinquante années de pratique, j'ai fini par sécréter mes propres routines... »

Sculpter l'espace

Cette routine, c'est l'expérience, son écriture architecturale. Le lot des recettes fonctionnelles et cette attention particulière à la qualité sensible des matériaux, notamment celle du granite rustique et du béton nu à travers lesquels il nous a donné cette architecture sans compromis, puissante, carrée, avec des allures « brutalistes » et des raffinements qu'on ne décèle qu'au second regard. Palais de l'UNESCO, siège d'I.B.M. à La Gaudie, ensemble d'habitations à Bayonne, stations de sports d'hiver à Plaine. Les réalisations de Breuer en France sont importantes. Le siège de l'Organisation internationale a été la première construction (avec Zehruss et Nervi) où il a réalisé son idée de bâtiment en « Y » conçu en Angleterre. La façade y offre une courbe d'un effet sculptural, qui semble vous accueillir avant d'entrer vraiment, et l'« Y » permettant de répartir en trois ailes de dimensions humaines un édi-

fice qui, autrement, pouvait être une grande barre froide. C'est le même système dans le centre I.B.M. de La Gaudie, édifice plus important, qui réussit, lui, un double « Y ».

Breuer affectionne les formes sculpturales. Et, lorsque l'occasion s'en présente, il donne à son architecture les apparences d'une pure sculpture mais qui, à l'intérieur, est d'un parfait fonctionnalisme. Ainsi, le Whitney Museum de New-York (1966), volume de granite quasi clos. Il le justifie par des raisons fonctionnelles. « A New-York, un musée doit être un micro-climat fait d'air conditionné et de lumière artificielle. Autrement, la pollution atmosphérique détruirait les œuvres, et la lumière nous rendrait toute colorée, reflète par les façades de verre teinté. » Le Whitney Museum est un bloc, presque un cube. Ne servant plus à l'habitation, la fenêtre pourrait avoir d'autres fonctions d'ordre psychologique et esthétique : assurer le contact des visiteurs avec l'extérieur et devenir un élément décoratif. Ici, elle s'offre comme un trapèze tridimensionnel, en effet sur une façade de pierre aveugle par ailleurs.

Le Whitney Museum est fait de granite brut, passé au feu pour brûler à la manière des Aztèques pour leurs monuments des particules de quartz qui y sont logés, et obtenir un grain rude et rustique. Ici comme ailleurs, Marcel Breuer montre sa maîtrise du béton, de la pierre nue, de l'édifice monumental, en même temps que son soin particulier pour concevoir des lieux d'habitation dans les maisons individuelles de luxe. Rien de nouveau pourtant dans les immeubles d'habitation collectifs où Breuer n'a pas trouvé de schéma neuf, comme le montre le massif ensemble de Bayonne.

Il est toutefois l'un des rares architectes que la crise de la commande ne touche pas : ses clients ne sont pas des promoteurs ordinaires en quête de mètres carrés, mais des « demandeurs » d'architecture, qu'il s'agisse d'un musée, d'une église ou d'un ensemble de bureaux.

C'est le cas de la station de ski à Plaine, où M. Eric Boissonas, amateur d'art et mécène, a fait appel à Breuer pour créer une ville de montagne avec une architecture moderne sans concession. Il l'a faite en béton, mais intègre : massive, mais pure et dure. On trouve à Plaine, comme dans toute l'architecture breuerienne, la passion du permanent, la recherche du détail soigné. Ce n'est pas « à la mode », ça ne fait pas « design », mais comme ses meubles en tube d'acier en 1925 et ses maisons en Suisse (Dolderhof, 1934), Breuer vieillit bien. Il crée la mode. C'est un bulldozer de l'architecture.

Pour d'autres, le modernisme passe par l'acier et le verre. Breuer comme Le Corbusier est fidèle au béton. Il y ajoute dehors le granite, à l'intérieur l'ardoise. Un romantisme archaïque, à contre-courant du clinquant éphémère. C'est là qu'il joue sa « petite musique architecturale » par le jeu des volumes, comme des sculptures où on habiterait, et des matériaux, comme un espace qui s'adresse directement à notre sensibilité.

Pour les fonctionnalistes, dont il est, la forme suit la fonction. Mais ce n'est pas si simple. Breuer ajoute : « Pas toujours. En vérité, c'est presque jamais. Comment expliquer autrement la variété d'une œuvre qui ne cesse d'être rigoureuse en étant inventive ? »

J. M.

* Retrospective Breuer, au Musée des arts décoratifs. Exposition prêtée par le Metropolitan Museum de New-York.

Au gré des ventes

La vie parisienne

A toutes époques, des artistes s'emploient à recréer leur temps. Avec une nostalgie innée, les vivants contemplant les morts en train de vivre. Le passé, agité, avec plus ou moins de bonheur, fait remonter un présent d'incertitudes. N'est-on pas plus sûr d'un fugitif emporté par la plume, le crayon ou le pinceau, que du présent qui s'écoule ? Faut-il encore que les réminiscences transcrivent le premier soient inexorables, acérées, le plus saisi, sans que leur présent devienne un passé conservant sa charge ? A travers les âges, Focquier, Callot, Gabriel de Saint-Aubin, Gurs, Daumier, et, de notre temps, Rancé, Dufy si ce n'est la marmelade des toiles et des automobiles s'accroissent, de Delattre, ceux et d'autres, plus en retrait, participent à cette « recherche du temps perdu ».

Aujourd'hui, un même spleen inavoué fait, à Drouot, se renouer l'histoire lorsqu'il découvre les œuvres, d'élites archéologiques, de ce que l'histoire baptise la « Belle Époque », traitée pourtant de l'histoire Diderot, de bombes d'assurances, sinon ce coup d'œil d'après : on oublie les choses mauvaises et les déceptions, on retient le décor, les silhouettes fortes et les modes oubliées auxquelles on s'empresse de revenir. Bien sûr, on s'attache plus aux vedettes et à la mondanité qu'un gros peuple, mais un Steinlen, un Raffaelli ou un Poullé ne vont pas à la chertise d'un Dufy ou d'un Gurs, mais à la chertise d'un Gurs. Alors on se rue sur les défriches de Mistinguett, ces charmantes vaines de Vionnet, un fourreau de Parou d'où glissent les loges cossues de la Mlle à la voix gouailleuse : M^{lle} Laurin, Guillaux, Bulleaud, font payer sérieusement 1 000 francs ces plumes d'autruche, ces bords d'une coiffe à signifier 115 m.

M^{lle} Renaud (31 mai) n'est pas en reste avec l'« Art nouveau » : l'expert M. Camard sait de quoi il parle quand il vend un « ensemble mobilier » par M^{lle} Renaud, comprenant bibliothèque, bureau, deux fauteuils et une chaise où l'invention végétale en bronze doré, le médaillon, s'allie heureusement avec celle du dessin infligé à l'acier ou au bois pour le pourtour du bureau — M^{lle} Renaud en obtient 145 000 F — il ne le confond pas avec un « buffet » de même style et époque que le précédent, rassurant, malgré ses dimensions, seulement quelques mètres à 2 300 F.

Démêlés de Sem et d'Anna de Noailles

A l'air du souffle personnel d'un artiste, on délaie la verrerie industrielle de Gallé d'où se dégage, même vaine, un « vase Médicis » marquant à décor floral (n. 13,5 cm) où la main de Gallé ne subit pas l'effet de la série : 14 000 F. Laïque, lui, avait un atelier, mais son œuvre ne s'est pas fourvoyé dans la fabrication. Chaque joujou ne de ses mains à sa destinée propre : le « calice » en verre soufflé sera dans une série de métal stylisant une branche de pin et racheté 6 000 F, ce qui ne dément pas la qualité de l'objet ni le raffinement de l'inventeur : à cet égard, voir le prestigieux ensemble réuni à la Fondation Gulbenkian (Lisbonne).

Bien des bribes de souvenirs en attente de survie remontent à la surface. Naguère (27 mars) tout un chacun eut surprise d'apercevoir, dominant la salle, un portrait peint de la Comtesse Mathilde de Noailles aux couleurs (73 X 50), portant signature imprimée de Sem. La comtesse ? Anna de Noailles, la poétesse, du moins, on présume que c'est elle, quoique, vue en pied au premier plan, elle paraît plus élancée que l'impression laissée par notre mémoire d'enfance. De petite stature, la taille haute, sa longue robe droite gris sourit à parer nos loirs la grandit, et son chapeau à large bord garni de fleurs ombre le profil du visage, de sorte que l'on perd la trace d'un regard jaillissant de yeux immenses, tels que la photographie de Man Ray en témoigne. On se rassure sur l'identité du personnage qui se parle plus, et d'un air si, volubile, elle ne cessait de parler de tout et de rien, avec l'esprit le plus drôlerique et enchanter qui soit. Cambrée, les bras tenant l'ombrelle derrière le dos, son petit lox aux taches noires sur les oreilles l'accompagnait dans son balancement, tandis qu'à l'arrière-plan les femmes en toilette claire et les messieurs en chaque donnant le ton d'une réunion rustique. Au fond, une tribune qui pourrait être celle de Chancilly, non loin de Noailles ?

Pris de Drouot en autre course, qu'importe, Anna de Noailles tenait plus, selon elle-même, de son excentricité hellénique que romaine, vivait déjà adolescente dans l'épreinte course de l'amour et de la mort mêlés. Du *Cœur incommensurable* de ses vingt-cinq ans aux *Éblouissements* six ans plus tard, poèmes dont Marcel Proust fit

la critique sévère dans le *Figaro*, il y a l'angoisse perpétuelle de l'« achèvement » qu'a son dernier soupir en 1933. La vie ardente se noie avec la sensation agitée de sa brièveté. Ce qui lui saisi, en dépit de la mondanité et quant à la forme classique de son vers, plus ou moins berrée ou Parnasse. Seule avec son fort, Sem l'aurait-il observé, alors que ses yeux pensifs promenaient un regard sur les jardins d'Ile-de-France et que ses lèvres ébauchaient peut-être : « Et mes poèmes, sera plus d'usage que leurs vers ? »

De vrais « Caractères » de La Bruyère

A vrai dire, Sem l'aurait-il surpris ? La suite signifierait à de quoi étonner. A-t-on jamais vu une peinture de Sem ? Certes, l'incident est possible dans la carrière d'un artiste. Si n'est pas restée à coup sûr l'identité de l'auteur du tableau, bien que l'expert, M^{lle} Calice, soit affirmatif au catalogue, l'acheteur cependant serait resté, sinon par une peinture, mais par la gentillesse, mais quelconque, digne d'un respectable Salon des artistes français, par l'intermédiaire iconographique que la peinture présente, et les enchères ont bon main : au pas de course, l'ouvrage est en une longueur d'encre de 9 000 F, rattrapé par M^{lle} Laurin, Guillaux, Bulleaud.

Voilà l'amateur heureux d'emporter sous le bras l'effigie d'une femme célèbre, peintre de surcroît par un artiste renommé pour ses caricatures. Peinture unique, soit ! Ajoutant un fleuron à un ensemble dont les auteurs composent un climat 1900, sans prendre être les révolutionnaires de l'art : Severin, Tissot, Gervais, Chaplin, etc. Sem s'installera donc au milieu de confrères, lui, le caricaturiste dont les modèles efflanqués, allongés, ballonnés, torvés, dégingandés, mais typés de la manière la plus vraie, charmante et insolente, trouveront en ses *Albums de la Vie Parisienne* — *Monte-Carlo*, *Musée*, *Amsterdam* — une survie inscrite. De vrais *Caractères* de La Bruyère à l'encre de Chine et à l'aquarelle, où précisément l'on découvre sur une feuille la silhouette d'Anna de Noailles, en robe du soir rose, manchon d'astrakan, grand chapeau à plume, orchidée piquée sur le corsage. Le trait caricatural bien sûr exagérément marqué, c'est un nez fin mais trop busqué. La comtesse entre ainsi à travers Sem dans une galerie de portraits féroces et cocasses : Cléo de Mérode, la Belle Otero, Réjane, Rochefort, Boni de Castellane, Montesquiou, Jean Lorrain, qui provoqua en duel Marcel Proust, correspondant assidu de la poétesse, enfin, tout le gracieux quoi !

Lapeyre ? Connais pas

La peinture signée de Sem a cependant besoin de se voir rafraîchir après plus d'un demi-siècle de californie et d'empousillage. Le restaurateur fera l'affaire, afin que le tableau soit digne des autres accrochés-courus de son nouveau propriétaire. Que va-t-il advenir du Sem ? Tout semble se passer heureusement : le ciel s'éclaircit, redonne bien, les nuages blancs moutonnent à nouveau (on est quand même au temps de Monet), les grès de la robe s'effacent, la mouline reprend une fraîcheur pionnière et les lèvres de la comtesse semblent murmurer derrière :

« Je suis dans l'horre ébauché et lino. » (*Les Éblouissements*, 1907.) Le nettoyage d'une signature est chose délicate. Le dictionnaire s'applique et voilà que, patraque, Sem s'efface comme une fumée légère... et oh, surprise ! apparaît une autre signature : « E. Lapeyre » et une date : « 1909. » Pas de panique. Téléphone : « Monsieur, votre tableau est nettoyé, mais votre Sem a fourni le camp. — Heu, quoi ? — La signature est partie, je vous dis. D'ailleurs, plutôt grossière. — Bon, mais alors... — Eh bien, votre tableau est signé E. Lapeyre, 1909. — Ah ! connais pas... »

Quelle affaire ! Lapeyre, Lapeyre ? Vite au dictionnaire : Edmond-Edmond Lapeyre, né à Reims en 1880, exposit, pardon, du Salon des artistes français. Depuis... Le voilà immortalisé grâce à la comtesse... et à Sem.

Pensez-vous que l'amateur fut déçu ? Nenni, bon joueur, il s'enchaîne de la découverte : Reims portait Anna de Noailles (1905), Sem la caressait avec un grain de poivre, quant à Lapeyre, il la peignait, seule au milieu d'une foule mondaine. Mais Sem — feuillettez ses albums — c'est quand même excellent.

CHANTELOU.

FERNAND LÉGER
Peinture - Architecture
CENTRE D'ART INTERNATIONAL
99, boulevard Raspail, Paris (6^e)
sous les jours sauf le lundi

SAGOT-LE GARREC
24, rue du Four (6^e) - 226-43-38
VILATO
Jusqu'au 29 juin

tâpies
monotypes
du 6 juin
au
13 juillet
galerie
maeght
13
rue de téhéran
paris 8

GALERIE VENDOME
12, rue de la Paix - 073-84-77
Gabriel FERRO
12 juin - 13 juillet

GALERIE CL. JORY
A. HUBERT
222, Fg-Saint-Honoré, Paris-8^e
924-24-42
SERIGRAPHIES

600 ans
de Constructions navales
des Nefs de Charles V aux Bâtiments modernes
MUSÉE DE LA MARINE (Palais de Chaillot)
Du 17 mai au 13 juillet 1974
de 10 h. à 18 h. (fermé mardi et jours fériés).

EDOUARD LOEB
33 RUE DE RENNES PARIS
ALBERTAYME
1000
MONOCHROMES
BLANCS
HOMMAGE A MALEVITCH
DU 11 AU 30 JUIN

Wally Findlay
Galleries International
New York - Chicago - Palo Alto - Beverly Hills
2, av. Matignon - Paris 8^e
exposition
Gustavo Novoa
14 juin - 10 juillet
en exclusivité
30 peintres contemporains
parmi lesquels
HILTON - BANTYNER - ROCHER - DUREUX
Impressionnistes,
post-impressionnistes
741, 226.70.74
lundi-samedi 10-19 h

4 JUIN - 12 JUILLET
PEINTURES, DESSINS ET PASTELS des
TIEPOLO
GALERIE CAILLEUX, 136, Fg-St-Honoré

LA JOIE DE PEINDRE
DE COROT A VUILLARD
6 Juin - 6 Juillet
GALERIE DABER
24, avenue de Friedland - 8^e 924.24.02

BUCHER
DO
T COLLAGE

Cinéma

LA TRIPLE SALLE
DU MARAIS

Un nouveau « complexe », le Centre du cinéma nouveau, s'ouvre ce mercredi au Marais avec une salle de 220 places équipée en 35 et 16 mm, une salle de 83 places équipée en 16, et une salle de 69 places équipée en 16 mm et en super 8. Jacques Robert, responsable de la direction artistique, croit au 16 mm, qui, « depuis des années, permet de découvrir de nouveaux talents », et il se tient prêt pour les révélations du super-8. Il ouvre le nouveau Marais sous le signe du baroque allemand : avec le *Custodian de Ludwig*, de Syberberg (auteur du *Requiem pour un roi vierge*) ; avec Axel, d'après Villiers de l'Isle-Adam, d'un jeune metteur en scène encore inconnu en France, Rosa von Praunheim ; et sous le signe du coup-de-poing américain avec *Hospital*, de Fred Weisman, quatre-vingt-dix minutes à l'hôpital de New-York, au milieu des urgences.

Étranger

THÉÂTRE FRANÇAIS
EN ALGÉRIE

Les Tréteaux du soleil viennent de créer à Alger *Du vent dans les branches de Sassafras*, de René de Obaldia, dans une mise en scène de François Lepoutre. Le succès des premières représentations qui se sont déroulées dans le cadre de la quinzaine commerciale d'Alger a incité l'A.P.C. (Assemblée populaire communale) à acheter à nouveau le spectacle pour la fin du mois de juin. La Sonatrach (société nationale pour les hydrocarbures), plusieurs sociétés nationales, divers instituts et facultés, l'ont de leur côté commandé pour être présenté au public sur les lieux de travail ou d'études. Les Tréteaux du soleil n'ont pas choisi leur titre en vain puisqu'ils vont jouer « Du vent... » jusqu'à Djinet, oasis du Tassili N'Ajjer, dans le grand sud.

La troupe, qui regroupe des comédiens français et algériens, a monté régulièrement un ou deux spectacles par an depuis 1970, année où elle donna *En attendant Godot*, Vinrent en 1971 *Archibut*, de R. Pinget, et *Mon Isménie*, de Labiche (40 représentations). 1972 fut l'année des variations sur le couple : *Le Pain de ménage*, de J. Renard, *La Mûche*, de M. Duran, *Edouard et Agrippine*, de Obaldia (35 représentations). 1973 vit monter dans la même année les *Bâtisseurs d'empire*, de B. Vian (64 représentations), *O les beaux jours* (18 représentations) et les *Fourberies de Scapin* (32 représentations). A la rentrée les Tréteaux du soleil mettront en chantier *l'Eternel mari* de Dostoevski. La compagnie a déjà effectué une tournée de trois semaines au Maroc, mais elle connaît les difficultés inhérentes à toutes les compagnies temporaires. Aussi le vœu de son animateur, Pierre Comte, est-il de créer une petite troupe permanente qui, à partir d'Alger, pourrait tourner régulièrement non seulement sur le territoire algérien, mais encore sur ceux des pays voisins du Maghreb.

PAUL BALTA.

Expérimental

UN FESTIVAL
SUPER-8
A LA ROCHELLE

Ils sont trois : une étudiante, un étudiant et un instituteur. Ils habitent La Rochelle, et ils sont plutôt en marge du Festival d'art contemporain qui va se tenir prochainement dans cette ville : « L'abonnement coûte 350 francs, c'est prohibitif. On doit toucher tout le monde. » L'effort du groupe sera concentré essentiellement sur le super-8, mais ils aimeraient également inviter des troupes de théâtre, des musiciens.

Leur base, c'est la Maison municipale des jeunes (M.M.J.). C'est de là qu'est partie l'initiative du Festival super-8, c'est là que seront projetés les films, du samedi 22 juin au samedi 29 juin. Ces projections auront lieu de 10 heures à 18 heures : tous les films seront montrés, le public effectuera lui-même une sélection, et les films retenus

EN
BREF

seront projetés le soir aux gens qui travaillent. L'animation-décentralisation sera effectuée en liaison avec la direction départementale de la jeunesse et des sports et les animateurs cantonaux : elle utilisera les structures déjà existantes (cinéma itinérant, ciné et caméra-clubs, associations d'éducation populaire) sans que cette animation ne soit pas placée sur les quartiers, mais intégrée dans une politique d'animation globale.

Le super-8, c'est « la possibilité de toucher un nouveau public, qui ne va pas au spectacle mais entre et sort comme bon lui semble, autant soucieux de s'informer et de participer que de se distraire... Il existe des gens qui ne veulent pas être à l'école, qui le disent avec le super-8 et qui n'auraient aucune chance de s'exprimer dans le cinéma professionnel. C'est sur l'organisation des circuits de distribution que se jouera l'avenir du cinéma indépendant, réellement ouvert à tous et à toutes les opinions. Liberté d'expression suppose liberté de production et de distribution ».

L. M.

* Renseignements à la Maison municipale des jeunes, La Rochelle.

Livres

BRANDO SUR LE VIF

Les livres consacrés aux comédiens sont souvent fastidieux : trop d'éloges et de futilités. Celui-ci ne l'est pas. On y trouve de la sympathie, mais pas de complaisance. Devant un Brando secret, ambigu, cabotin, cabochard, tout à tour agressif et timide, rouillard et naïf, odieux et charmant, l'auteur, Gary Carey, s'efforce de rester lucide et de déterminer ce qui pouvait entrer de sincérité et de pure comédie dans les caprices, les excentricités et les foucades professionnelles de son héros. Une chose est certaine : les intérêts et les ambitions de Brando ont toujours dépassé le cadre de son métier. « J'aimerais être important pour que ma parole ait une signification », avouait-il à ses débuts. Discret sur les aventures sentimentales — confuses et mystérieuses — du personnage, Gary Carey analyse intelligemment (et avec un luxe de détails souvent savoureux)

l'évolution de sa carrière. Carrière en dents de scie, semée de triomphes et d'échecs retentissants. Quand Brando fut engagé pour *Le Parrain* (grâce à l'insistance de Mario Puzo), il était quasiment « interdit » chez les producteurs d'Hollywood à la suite d'une série de fous dont on lui attribuait la responsabilité. *Le Parrain* et *Le Dernier Tango* l'ont rétabli à la première place. Mais Brando semble s'en moquer. « Je suis à la fin de ma carrière », assure-t-il. Et il vit à Tahiti où il s'intéresse à la culture de fruits et de légumes non pollués.

JEAN DE BARONCELLI.

* Brando, par Gary Carey. Solar, éditeur, 251 pages, 23,50 F.

Théâtre

LES VOYAGES
DE LA COMÉDIE-
FRANÇAISE

Dans le décor en guingois des *Caprices de Marianne*, M. Pierre Dux, administrateur général de la Comédie-Française, a tenu sa conférence de presse annuelle pour les journalistes et les responsables des associations et groupements de spectateurs.

On le sait, pendant deux ans les comédiens français s'installent au Théâtre Marigny, chassés de la Salle Richelieu par les travaux de modernisation nécessaires : technique et sécurité.

« Le Théâtre Marigny est une belle salle bien placée », dit Pierre Dux. Cependant elle est un peu plus petite que la salle Richelieu et ne possède pas de lieu de répétitions. Il y aura des jours de relâche entre les créations, et donc moins de représentations.

Les comédiens-français voyageront davantage : une grande tournée officielle dans les pays de l'Est, une tournée des jeunes pensionnaires en périphérie, de courts déplacements en France. La décentralisation prêche ses meilleurs en scène (Marcel Maréchal, Robert Hosselin, Jacques Rosner, Antoine Boursoiller), la Comédie-Française lui fournit des spectacles. L'Hernani, de Robert Hosselin, sera joué à Reims, et Jacques Rosner, avec

la *Lune pour les désertés*, d'O'Neill, ira de la région du Nord à l'Odéon. Antoine Boursoiller préférera le Petit-Opéra pour l'adaptation des *Dialogues* avec Leuco, de Pavese, c'est sa mise en scène de *Dom Juan* qui ira à Marseille.

Ainsi la décentralisation polie ses difficultés financières : acheter des représentations revient moins cher que créer un spectacle.

C. G.

Vient de paraître

* TOUT L'ŒUVRE PEINT DE DECKS. — Ce livre est un précieux instrument de travail. Les reproductions en couleur, le catalogue illustré des quelques deux mille peintures, auquel s'ajoute celui des sculptures, sont précédés d'une introduction par Jacques Lassaigne situant celui qui disait : « Arcueil m'est moins spontané que le mien » entre la tradition et le mouvement. L'appareil critique, fort rigoureux, est dû à Florent Minervino. (Les Classiques de l'art, Flammarion, 26 F.)

* RENE HUYGHE : « La Jonconde ». — Jamais tableau ne fut plus « actuel ». Cet ouvrage enrichi de dix-huit illustrations en couleur et de vingt en noir et blanc, qui entre à son tour dans la collection dirigée par Jean Chard-Mellil, dit tout sur la peinture la plus célèbre du monde, ses tenants et aboutissants, qui fut Monna Lisa, chaque détail de l'œuvre analysé à part. Avec une anthologie des textes inspirés par lui et un appareil critique. (Collection « Les Chefs-d'œuvre absolus de la peinture », Office du Livre, Fribourg, diffusion Weber, 35 F.)

* CINEMA POUR VOUS, par Vera Volman et Charles Ford. Pour en savoir davantage sur la « face cachée » du cinéma. Des réponses aux questions que se posent les profanes. Les diverses étapes de la vie d'un film. L'évolution du septième art, de Lumière à l'underground. A quel servent les festivals et... les critiques. Une foule de renseignements, des chiffres, des anecdotes. Un guide précieux pour l'apprenti cinéphile. (Julliard, 29,95 F.)

* L'ECRAN FERTILE, par Jean-Louis Bory. Le quatrième tome des articles publiés par l'auteur dans « le Nouvel Observateur ». Dix-huit mois de critiques et de réflexions (janvier 1970 à juin 1971). Bonnes ou mauvaises, les humeurs de Bory sont toujours savoureuses. (10/18, 9 F.)

chaillot

THEATRE NATIONAL

L'A.L.A.P. (Agence Littéraire et Artistique Parisienne pour les échanges culturels) et les Spectacles LUMBROSIO présentent

LE

THEATRE NATIONAL DU JAPON

LES MARIONNETTES DU

BUNRAKU

40 Acteurs, Musiciens et Manipulateurs

1er programme du 10 au 23 Juin

2e programme du 24 Juin au 7 Juillet

Magnifique travail ! (A. RANSON - L'Aurore)

Un rêve ! étrange sorcellerie ! de la beauté pure !

(Colette GODARD - Le Monde)

Un plaisir aristocratique. Allez à la gaité lyrique.

(Pierre MARCABRU - France-Soir)

La perfection, un monde inconnu qui s'ouvre.

(Mathieu GALEY - Le Quotidien de Paris)

LOCATION AU THEATRE ET AGENCES

5 rue Papin 75003 PARIS - M° Réaumur Sébastopol 277-88-40

GAITÉ-LYRIQUE

**LE CONSERVATOIRE
LIBRE DU
CINEMA FRANÇAIS**

pour devenir

**assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)

Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris

Tél. 874.65.94

Documentation M sur demande

**théâtre
mécanique**

33, avenue Rapp - 655-67-63

Tous les soirs à 20 h. 30

sauv dimanche

**LE JOUR
DE LA DOMINANTE**

de

RENE ESCUDIE

par le Théâtre Eclectique d'Annecy

FESTIVAL DE SAINT-DENIS

SAMEDI 22 JUIN, à 21 h - THÉÂTRE GÉRARD-PHILIPPE de St-Denis

RÉCITAL RÉGINE CRISPIN

au piano : Jeanine REISS

Brahms - Schumann - Ravel - Duparc

Loc. Durand, FNAC, Agences, S.I., Saint-Denis 243-35-65 - Prix 15-25 F.

OPERA

SOIRÉE MERCE CUNNINGHAM.

19 JUIN - 4-10-15 JUILLET 1974

UN JOUR OU DEUX

ŒUVRE CRÉÉE EN NOVEMBRE 1973

EN COPRODUCTION

AVEC LE FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS.

Chorégraphie de MERCE CUNNINGHAM

Musique de JOHN CAGE

Decors et costumes de JASPER JOHNS

Location au Théâtre et Agences - Paris 6, rue de la Chapelle, 978 35 25

ODEON

THEATRE NATIONAL

**PAR-DESSUS
BORD**

de Michel VINAVER

Mise en sc. : Roger PLANCHON

dernière

Samedi 22 juin

PROLONGATION

PORTE SAINT-MARTIN

**THÉÂTRE
TNP**

**LE
TARTUFFE**

de Molière

Mise en sc. : Roger Planchon

**THEATRE ECOLE DE
MONTREUIL**

FESTIVAL

LA VIE MEILLEURE ?...

Trois spectacles en alternance

Du 6 JUIN au 6 JUILLET

tous les soirs à 20 h. 30, et lundi

HISTOIRES

DE BONNES FEMMES

LE BUREAU

POUR UN DÉLIT MINEUR...

Dimanche 23 juin

— A 16 h. : HISTOIRES DE BONNES FEMMES

— A 19 h. : QUATREZ LIBRE (poésie - chansons)

— A 21 h. : MUSIQUE DE L'INDE

SALLE MARCELIN - BERTHELOT

1 rue Berthelot à Montreuil

(Métro : Croix-de-Chavaux)

Participation aux frais : 5 F.

Reas. 227-48-49 et 14-07, poste 443.

THÉÂTRE ESSAION

41, rue de Temple

COMMENT HARPONNER LE REQUIN

de V. HAIN

Salle 1, à 20 h. 30 : 25 F ; étud., 16 F

PHÈDRE

de RACINE

Salle 1, à 22 h. 30 : 25 F ; étud., 16 F

HAUT-PARLEURS ET CAROS LENTS

de et par Jacques LUREY

Salle 11, à 20 h. 15 : 20 F ; étud., 10 F

MARTIAL SOLAL

Piano Solo - JAZZ

Du 17 au 22, Salle 11, à 22 heures

vendredi, à 23 heures : 15 F, tarif unique

PIA COLOMBO

Du 24 au 28, à 22 heures : vendredi, à 23 heures : 20 F, tarif unique

HOLLYWOOD BOULEVARD 4, Bd Montmartre - Tél. 770.10.41

La plus drôle des histoires juives...

Le plus grand des films israéliens...

salamonico

صلى الله عليه وسلم

INFORMATIONS PRATIQUES

PRESSE

Télévision et radiodiffusion

MERCREDI 19 JUIN

ALLOCATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Valéry Giscard d'Estaing explique les dispositions du plan social gouvernemental à 20 heures sur France-Inter et à 20 h. 15 à la télévision (chaînes I et II).



VISITEZ LE MONDE DES ANIMAUX SAUVAGES AU PARC DE ST-VRAIN
à 38 km de Paris (Autoroute du Sud, sortie Evry).
Et découvrez sa savane africaine, son parc botanique, son safari bateau.
ouvert tous les jours. TEL : 492-10-61

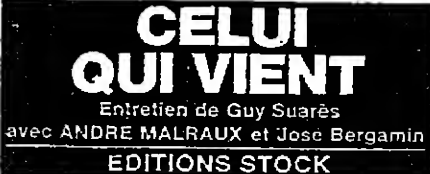
PROGRAMME MINIMUM A L'O.R.T.F.

En raison de la grève du personnel à l'O.R.T.F., un programme minimum sera diffusé ce mercredi à la radio et à la télévision.

RADIO : musique ininterrompue ; bulletin d'information à 19 heures.

TÉLÉVISION : programme commun aux trois chaînes.

19 h. Journaux télévisés (chaînes I et II).
19 h. 20 Coupe du monde de football : Argentine-Italie (première mi-temps).
20 h. 15 Allocation de M. Giscard d'Estaing.



CELUI QUI VIEN
Entretien de Guy Saurès avec ANDRÉ MALRAUX et José Bergamin
EDITIONS STOCK

● Radios périphériques : trois chaînes.

EUROPE 1 : 19 h. Europe-soir ; 20 h. 5. Radio 2 : 22 h. 30. Europe-Panorama.
RTL : 19 h. Journal ; 21 h. Poste restante ; 22 h. RTL-Digest.
TRIBUNES ET DÉBATS
EUROPE 1 : 19 h. 20. M. Michel Durafour, ministre du travail.

JEUDI 20 JUIN

● CHAÎNE I

Les agents techniques et administratifs en grève poursuivant leur mouvement, les programmes de ce jeudi risquent d'être perturbés.

20 h. 15 Feuilleton : Nans le berger.
20 h. 30 Grand écran, de M. Assolène.
Entretien avec les cinéastes François Truffaut, Eric Rohmer, Jacques Rivette. Un portrait de Sacha Guitry, une dénonciation des écrits et de ses films sera présentée.
Film : « Quadrille », de S. Guitry (1937), avec S. Guitry, G. Morlay, J. Delubac et G. Grey.
Une comédienne très parisienne trompe son amant, journaliste très parisien, avec un acteur d'Hollywood. L'argent, l'alcôve, la pitié, le pardon, puis pardon après une tentative de suicide, mais s'inscrivent à une autre femme.
Les jeux de l'amour et de l'infidélité selon Sacha Guitry. Une pièce filmée qui est un bon film de boulevard.

● CHAÎNE II (couleur)
19 h. 45 Feuilleton : Animaux couleurs.
20 h. 35 Variétés : Domino, de G. Lux.
Avec Claude François.
21 h. 35 Série : Les dossiers secrets des trésors. Les oiseaux d'or de Pérou. Réal. J.-J. Sirkin.
Dans les années 1830, un paysan roumain découvre des pierres précieuses provenant d'un trésor enfoui dans une carrière. Cette découverte a de dramatiques conséquences.

● CHAÎNE III (couleur)

19 h. 40 Magazine : Vacances en France.
20 h. 40 Magazine 52, de J.-F. Chauvel, S. Walsh, E. Mannoni.
21 h. 30 Variétés : Melody. Le groupe Sparks.

● FRANCE-CULTURE

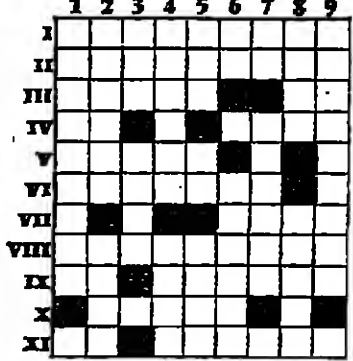
20 h. « La Tentation de Saint Antoine » (2), de R. Aulic, d'après Flaubert, avec A. Cuny, J. Berthou, J. Brionville, M. Buisson, P. Constant, M. Cassan, D. Daniel ; 21 h. 20. Biologie et médecine : 21 h. 30. Livre d'or ; 22 h. 35. Recherches musicales par le groupe de l'O.R.T.F. ; 23 h. Les livres de philosophie ; 23 h. 15. Disques rares (Smetana, Moussorgski, J. Suk).

● FRANCE-MUSIQUE

20 h. (S.), Dîner-cocart (J. Hill, Cavallieri, Doran, A. Grouch, Cleveland) ; 20 h. 30 (S.), En direct du service Saint-Jean de Malte à Aix-en-Provence ; « Deutsche Blasorchester », direct. G. Thiel (Münster) ; « Divertissement en si bémol K 185 », « Adagio en si bémol K 431 », « Divertissement en si bémol K 200 », « Sérénade en si bémol K 439 », « Divertissement en mi bémol K 209 » ; 22 h. 45 (S.), Clavier dans la nuit ; 23 h. 15. Jazz vivant ; « Archie Shepp » ; 24 h. (S.), La musique et ses classiques ; 1 h. 30. Pop-music.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 872



HORIZONTALEMENT

I. Où l'on pouvait contempler les choses de haut et avec un certain recul. — II. C'est un certain relief (parfois réduits à de simples arêtes). — III. Peut s'attaquer au rocher. Sigle d'une administration charitable. — IV. Couvert en Chine ; Mis à sec. — V. Chantait aussi dans les cours. — VI. Pour la déplier, c'était un travail de géants. — VII. Offre à l'Espagne certains débouchés touristiques. — VIII. Rapidement emballé et facilement emporté. — IX. D'un auxiliaire : Capable de s'élever. — X. Ne peut se passer de sel, sa vie durant. — XI. Terme musical ; Bons, on a intérêt à les pousser.

VERTICALEMENT

I. Dieu sait si cette croyance est fautive. — II. S'écarter à toute accoutance de soi-même. Dans le nom d'une commune des Vosges. — III. Lettre grecque. — IV. À commencer sa carrière à Saint-Cyr. Ressemble donc à une image. — V. Affaire des brocards ; Pronom. Le plus souvent, on n'y voit que du bleu. — VI. Désinence verbale ; Infinitif élément d'une cote. — VII. Manque de foi (épilé). — VIII. Mordant. — IX. Triste sire. — X. Ceux des trous ne les bouches jamais. — XI. Mouches communes pouvant causer de grands ravages.

Solution du problème n° 871

HORIZONTALEMENT

I. Macédoine. — II. Éthiopiens. — III. Détéstés. — IV. Épi. — V. Sa. — VI. EES. — VII. Arion. — VIII. Né. — IX. Usages. — X. CR. — XI. Sement. — XII. État. — XIII. En. — XIV. Lase. — XV. Isère. — XVI. Ess.

VERTICALEMENT

I. Médias. — II. Abel. — III. Vertes. — IV. Cet. — V. Pi. — VI. Ané. — VII. Ous. — VIII. Dispense. — IX. Le. — X. Ode. — XI. Amie. — XII. Sagace. — XIII. Née. — XIV. Mènes. — XV. Essayiste.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Est publiée au Journal officiel du 19 juin 1974 :
UNE LISTE :
● Des auditeurs de l'Institut de commerce international ayant obtenu en janvier 1974 le diplôme de fin d'études.

Expositions

LE MUSÉE DE L'AIR

Le Musée de l'air a ouvert, le samedi 15 juin, son hall d'exposition de Chalais-Meudon (Hauts-de-Seine), qui avait été fermé 11 y a plusieurs mois, pour permettre de préparer une présentation nouvelle des collections.

Le thème de la nouvelle présentation est relatif aux grandes heures de l'aéronautique et de l'aviation depuis 1784 jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale. Aux côtés des premières machines volantes, telles que le planeur de Biot et l'avion NRS de Clément Ader, figurent des ancêtres de l'aviation, tels qu'une « Demoiselle » de Santos-Dumont et une « Antoinette », ainsi que des appareils relativement récents, comme le « Bréguet-Point d'Interrogation » de Nungesser et Coll. Au total, quarante avions.

(*) Musée de l'air, 8, rue des Vertugadins, à Meudon (Hauts-de-Seine). Ouvert de 10 heures à 17 heures, les samedis, dimanches et jours fériés, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

P.T.T.

● RADIOTÉLÉPHONE A LILLE

Le premier détendeur de radiotéléphone installé en province est entré en service à Lille le 17 juin. Il permet de raccorder, soixante-quinze nouveaux abonnés. Les redevances mensuelles d'abonnement sont de 175 francs par mois pour un abonné ne pouvant téléphoner que dans une seule zone, et de 400 francs pour les autres. De nouveaux réseaux seront ouverts, dès cette année, à Lyon, à Marseille, à Bordeaux et à Grenoble.

DU « TEMPS » AU « MONDE »

(Suite de la première page.)

En août « la libération de Paris est en vue ». M. Chastenet « eut le courage de n'être pas sur place ». Mais, le 9, la camionnette promise par le préfet n'arrive pas. C'est donc l'échec d'une première tentative d'évasion (1), reprise sans plus de succès les 19 et 25 août. Le 5 septembre enfin « un journaliste résistant » accepte d'emprunter M. Chastenet en auto jusqu'à Paris où, souffrant d'indigestion, il apprend l'interdiction du Temps. « Pas question, écrit-il, de joindre le général de Gaulle en prison dans son empyrée. » Evidemment... D'anciennes relations amicales avec deux hommes devenus ses collaborateurs immédiats, n'empêchent pas ces derniers de faire aussi la sourde oreille.

Assassinat ou mutation ?

« Le Monde ressemble au Temps comme l'assassin ressemble à la victime dont il a dérobé les vêtements. » Cette image saisissante de Maurice Reclus, complaisamment rapportée par M. Chastenet, n'a heureusement que fort peu de rapports avec les réalités : en fait, et pour cause, le Monde était totalement étranger aux événements survenus jusqu'alors. Les premiers contacts avec le ministère de l'Information n'eurent lieu qu'à mi-octobre 1944. Je n'étais pas en quête d'emploi et n'avais jamais vu le ministre ni ses principaux collaborateurs. Leur offre me surprit et je crus couper court en posant une condition préalable : la complète indépendance politique du journal. A ma surprise, je l'avoue, cela parut aller de soi. N'en démontrant pas moins des obstacles apparemment infranchissables. Comment recruter et constituer en équipe des journalistes et un personnel administratif suffisamment qualifiés ? Comment concilier les exigences du financement et celles de l'indépendance ?

La première objection fut levée lors que, contrairement à ce qu'aurait pu laisser croire la désignation imposante de rédacteurs du Temps conduite par Emile Henriot et, qui mieux est, par Martial Bonis-Charancie, secrétaire général du journal et familier de ses grands actionnaires, vint me faire spontanément des offres de service. Ils avaient hâte de se remettre au travail, ne se souciaient guère apparemment de l'éviction de leurs anciens directeurs et acceptaient certains avec joie, que le changement de titre marquât aussi un changement profond d'esprit et de méthodes.

Restait la dernière objection. Pendant l'occupation, les locaux et l'imprimerie d'ailleurs désuète, du Temps avaient bien été réquisitionnés, mais l'imprimerie com-

servée pour ainsi dire sous cellophane, comme si l'on n'attendait que le retour des ouvriers. Le caissier principal du Temps, qui fut aussi jusqu'à sa retraite celui du Monde, était chargé, me disait-il, d'une certaine surveillance.

L'imprimerie et les locaux purent donc être loués à l'administration des Domaines, après inventaire et expertise, et un modestes emprunt de 1 225 000 francs, remboursés aux Finances moins de six mois plus tard, permit, en décembre, la remise en route. La nouvelle entreprise ne fit jamais appel aux abonnés du Temps et l'engagement moral était pris d'indemniser les anciens propriétaires, à l'amiable ou à dire d'experts, quelles que puissent être les facilités léales. En 1959, le nouveau conseil d'administration du Temps acceptait le paiement par anticipation des annuités qui restaient à courir pour l'achat des locaux, de beaucoup les plus importants, qui n'avaient jamais servi au journal. Son président m'écrivait alors : « Soyez assuré que, en ce qui me concerne, j'ai pleinement apprécié la rectitude du comportement de la Société le Monde et que, en aucune circonstance, je n'en perdrai le souvenir. »

Il est juste d'ajouter que pour M. Chastenet ce conseil d'administration n'existait que « sur le papier » et qu'Emile Henriot est signalé au passage comme « un critique littéraire consciencieux mais un peu prolixe et professionnel de la délicatesse morale ». Qui veut noyer son chien...

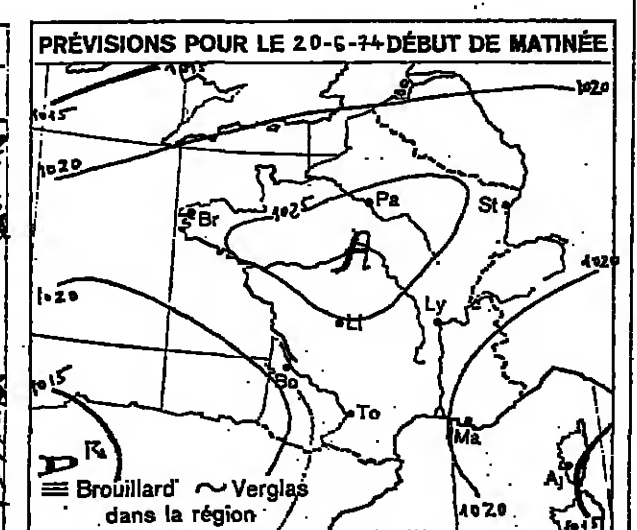
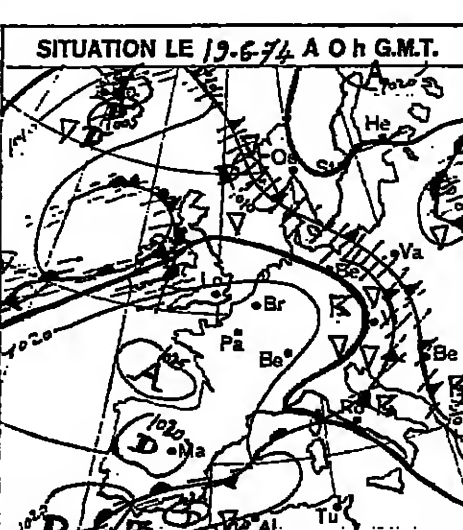
Le Monde, en définitive, n'a pas assassiné le Temps et ne l'a pas davantage volé. Il a rempli — tardivement — et par la suite largement débordé le vide créé, en temps de guerre, par un acte gouvernemental dont chacun pensera ce qu'il voudra. Ce serait plutôt le Monde que, à diverses reprises, jusqu'en 1960, on a bel et bien tenté d'assassiner.

Le « rétro » est aujourd'hui à la mode. Mieux eût valu cependant ne pas rallumer une querelle que l'on pouvait croire éteinte puisque, à l'occasion de la puissante offensive du Temps de Paris, en 1956, j'avais publiquement exposé les faits aux Conférences des Ambassadeurs sans recevoir le moindre démenti. On peut dès maintenant écrire sans grande difficulté, la courte histoire du Monde ; celle du Temps reste à faire. Les débuts exceptés, elle sera beaucoup moins belle que M. Chastenet le donne à penser.

HUBERT BEUVE-MERY.

* Quatre fois vingt ans, par Jacques Chastenet, Flon.

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
Zone de pluie ou neige ▼ averse ☉ orage ➡ Sens de la marche des fronts
Front chaud ▲▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus ▲▲▲

Évolution probable du temps en France entre le mercredi 19 juin à 0 heure et le jeudi 20 juin à 24 heures :

Les hautes pressions qui persistent du sud des Açores à l'Allemagne continueront à protéger la France de l'influence des perturbations océaniques.

Jeudi 20 juin, il fera beau sur l'ensemble de la France, où se développeront l'après-midi des cumulus passagers. Les vents seront faibles et très variables en direction. Les températures maximales seront en hausse, et celle-ci sera surtout sensible dans le Nord-Ouest et le Nord. Toutefois, en fin de journée, une tendance orageuse se manifestera au voisinage des Pyrénées. Cette évolution s'accentuera probablement vendredi 21 juin, où des orages sont à attendre des Pyrénées au Massif Central et à la Vendée.

Mercredi 19 juin, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris - Le Bourget, de 1 024,2 millibars, soit 0,2 millibars de moins.

Températures de premier chiffre indiquent le maximum enregistré au cours de la journée du 18 juin ; le second, le minimum de la nuit du 18 au 19 ; le troisième, le minimum de la nuit du 19 au 20 ; le quatrième, le minimum de la nuit du 20 au 21 ; le cinquième, le minimum de la nuit du 21 au 22 ; le sixième, le minimum de la nuit du 22 au 23 ; le septième, le minimum de la nuit du 23 au 24 ; le huitième, le minimum de la nuit du 24 au 25 ; le neuvième, le minimum de la nuit du 25 au 26 ; le dixième, le minimum de la nuit du 26 au 27 ; le onzième, le minimum de la nuit du 27 au 28 ; le douzième, le minimum de la nuit du 28 au 29 ; le treizième, le minimum de la nuit du 29 au 30 ; le quatorzième, le minimum de la nuit du 30 au 1er juillet ; le quinzième, le minimum de la nuit du 1er au 2 juillet ; le seizième, le minimum de la nuit du 2 au 3 juillet ; le dix-septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 juillet ; le dix-huitième, le minimum de la nuit du 4 au 5 juillet ; le dix-neuvième, le minimum de la nuit du 5 au 6 juillet ; le vingtième, le minimum de la nuit du 6 au 7 juillet ; le vingt-et-unième, le minimum de la nuit du 7 au 8 juillet ; le vingt-deuxième, le minimum de la nuit du 8 au 9 juillet ; le vingt-troisième, le minimum de la nuit du 9 au 10 juillet ; le vingt-quatrième, le minimum de la nuit du 10 au 11 juillet ; le vingt-cinquième, le minimum de la nuit du 11 au 12 juillet ; le vingt-sixième, le minimum de la nuit du 12 au 13 juillet ; le vingt-septième, le minimum de la nuit du 13 au 14 juillet ; le vingt-huitième, le minimum de la nuit du 14 au 15 juillet ; le vingt-neuvième, le minimum de la nuit du 15 au 16 juillet ; le trentième, le minimum de la nuit du 16 au 17 juillet ; le trente-et-unième, le minimum de la nuit du 17 au 18 juillet ; le trente-deuxième, le minimum de la nuit du 18 au 19 juillet ; le trente-troisième, le minimum de la nuit du 19 au 20 juillet ; le trente-quatrième, le minimum de la nuit du 20 au 21 juillet ; le trente-cinquième, le minimum de la nuit du 21 au 22 juillet ; le trente-sixième, le minimum de la nuit du 22 au 23 juillet ; le trente-septième, le minimum de la nuit du 23 au 24 juillet ; le trente-huitième, le minimum de la nuit du 24 au 25 juillet ; le trente-neuvième, le minimum de la nuit du 25 au 26 juillet ; le quarantième, le minimum de la nuit du 26 au 27 juillet ; le quarante-et-unième, le minimum de la nuit du 27 au 28 juillet ; le quarante-deuxième, le minimum de la nuit du 28 au 29 juillet ; le quarante-troisième, le minimum de la nuit du 29 au 30 juillet ; le quarante-quatrième, le minimum de la nuit du 30 au 1er août ; le quarante-cinquième, le minimum de la nuit du 1er au 2 août ; le quarante-sixième, le minimum de la nuit du 2 au 3 août ; le quarante-septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 août ; le quarante-huitième, le minimum de la nuit du 4 au 5 août ; le quarante-neuvième, le minimum de la nuit du 5 au 6 août ; le cinquantième, le minimum de la nuit du 6 au 7 août ; le cinquante-et-unième, le minimum de la nuit du 7 au 8 août ; le cinquante-deuxième, le minimum de la nuit du 8 au 9 août ; le cinquante-troisième, le minimum de la nuit du 9 au 10 août ; le cinquante-quatrième, le minimum de la nuit du 10 au 11 août ; le cinquante-cinquième, le minimum de la nuit du 11 au 12 août ; le cinquante-sixième, le minimum de la nuit du 12 au 13 août ; le cinquante-septième, le minimum de la nuit du 13 au 14 août ; le cinquante-huitième, le minimum de la nuit du 14 au 15 août ; le cinquante-neuvième, le minimum de la nuit du 15 au 16 août ; le sixtième, le minimum de la nuit du 16 au 17 août ; le soixante-et-unième, le minimum de la nuit du 17 au 18 août ; le soixante-deuxième, le minimum de la nuit du 18 au 19 août ; le soixante-troisième, le minimum de la nuit du 19 au 20 août ; le soixante-quatrième, le minimum de la nuit du 20 au 21 août ; le soixante-cinquième, le minimum de la nuit du 21 au 22 août ; le soixante-sixième, le minimum de la nuit du 22 au 23 août ; le soixante-septième, le minimum de la nuit du 23 au 24 août ; le soixante-huitième, le minimum de la nuit du 24 au 25 août ; le soixante-neuvième, le minimum de la nuit du 25 au 26 août ; le septième, le minimum de la nuit du 26 au 27 août ; le septième, le minimum de la nuit du 27 au 28 août ; le septième, le minimum de la nuit du 28 au 29 août ; le septième, le minimum de la nuit du 29 au 30 août ; le septième, le minimum de la nuit du 30 au 1er septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 1er au 2 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 2 au 3 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 4 au 5 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 5 au 6 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 6 au 7 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 7 au 8 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 8 au 9 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 9 au 10 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 10 au 11 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 11 au 12 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 12 au 13 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 13 au 14 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 14 au 15 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 15 au 16 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 16 au 17 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 17 au 18 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 18 au 19 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 19 au 20 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 20 au 21 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 21 au 22 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 22 au 23 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 23 au 24 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 24 au 25 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 25 au 26 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 26 au 27 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 27 au 28 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 28 au 29 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 29 au 30 septembre ; le septième, le minimum de la nuit du 30 au 1er octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 1er au 2 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 2 au 3 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 4 au 5 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 5 au 6 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 6 au 7 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 7 au 8 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 8 au 9 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 9 au 10 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 10 au 11 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 11 au 12 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 12 au 13 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 13 au 14 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 14 au 15 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 15 au 16 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 16 au 17 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 17 au 18 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 18 au 19 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 19 au 20 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 20 au 21 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 21 au 22 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 22 au 23 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 23 au 24 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 24 au 25 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 25 au 26 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 26 au 27 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 27 au 28 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 28 au 29 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 29 au 30 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 30 au 1er novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 1er au 2 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 2 au 3 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 4 au 5 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 5 au 6 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 6 au 7 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 7 au 8 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 8 au 9 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 9 au 10 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 10 au 11 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 11 au 12 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 12 au 13 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 13 au 14 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 14 au 15 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 15 au 16 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 16 au 17 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 17 au 18 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 18 au 19 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 19 au 20 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 20 au 21 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 21 au 22 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 22 au 23 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 23 au 24 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 24 au 25 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 25 au 26 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 26 au 27 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 27 au 28 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 28 au 29 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 29 au 30 novembre ; le septième, le minimum de la nuit du 30 au 1er décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 1er au 2 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 2 au 3 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 4 au 5 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 5 au 6 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 6 au 7 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 7 au 8 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 8 au 9 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 9 au 10 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 10 au 11 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 11 au 12 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 12 au 13 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 13 au 14 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 14 au 15 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 15 au 16 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 16 au 17 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 17 au 18 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 18 au 19 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 19 au 20 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 20 au 21 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 21 au 22 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 22 au 23 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 23 au 24 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 24 au 25 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 25 au 26 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 26 au 27 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 27 au 28 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 28 au 29 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 29 au 30 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 30 au 1er janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 1er au 2 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 2 au 3 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 4 au 5 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 5 au 6 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 6 au 7 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 7 au 8 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 8 au 9 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 9 au 10 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 10 au 11 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 11 au 12 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 12 au 13 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 13 au 14 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 14 au 15 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 15 au 16 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 16 au 17 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 17 au 18 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 18 au 19 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 19 au 20 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 20 au 21 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 21 au 22 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 22 au 23 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 23 au 24 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 24 au 25 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 25 au 26 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 26 au 27 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 27 au 28 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 28 au 29 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 29 au 30 janvier ; le septième, le minimum de la nuit du 30 au 1er février ; le septième, le minimum de la nuit du 1er au 2 février ; le septième, le minimum de la nuit du 2 au 3 février ; le septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 février ; le septième, le minimum de la nuit du 4 au 5 février ; le septième, le minimum de la nuit du 5 au 6 février ; le septième, le minimum de la nuit du 6 au 7 février ; le septième, le minimum de la nuit du 7 au 8 février ; le septième, le minimum de la nuit du 8 au 9 février ; le septième, le minimum de la nuit du 9 au 10 février ; le septième, le minimum de la nuit du 10 au 11 février ; le septième, le minimum de la nuit du 11 au 12 février ; le septième, le minimum de la nuit du 12 au 13 février ; le septième, le minimum de la nuit du 13 au 14 février ; le septième, le minimum de la nuit du 14 au 15 février ; le septième, le minimum de la nuit du 15 au 16 février ; le septième, le minimum de la nuit du 16 au 17 février ; le septième, le minimum de la nuit du 17 au 18 février ; le septième, le minimum de la nuit du 18 au 19 février ; le septième, le minimum de la nuit du 19 au 20 février ; le septième, le minimum de la nuit du 20 au 21 février ; le septième, le minimum de la nuit du 21 au 22 février ; le septième, le minimum de la nuit du 22 au 23 février ; le septième, le minimum de la nuit du 23 au 24 février ; le septième, le minimum de la nuit du 24 au 25 février ; le septième, le minimum de la nuit du 25 au 26 février ; le septième, le minimum de la nuit du 26 au 27 février ; le septième, le minimum de la nuit du 27 au 28 février ; le septième, le minimum de la nuit du 28 au 29 février ; le septième, le minimum de la nuit du 29 au 30 février ; le septième, le minimum de la nuit du 30 au 1er mars ; le septième, le minimum de la nuit du 1er au 2 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 2 au 3 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 4 au 5 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 5 au 6 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 6 au 7 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 7 au 8 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 8 au 9 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 9 au 10 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 10 au 11 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 11 au 12 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 12 au 13 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 13 au 14 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 14 au 15 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 15 au 16 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 16 au 17 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 17 au 18 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 18 au 19 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 19 au 20 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 20 au 21 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 21 au 22 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 22 au 23 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 23 au 24 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 24 au 25 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 25 au 26 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 26 au 27 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 27 au 28 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 28 au 29 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 29 au 30 mars ; le septième, le minimum de la nuit du 30 au 1er avril ; le septième, le minimum de la nuit du 1er au 2 avril ; le septième, le minimum de la nuit du 2 au 3 avril ; le septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 avril ; le septième, le minimum de la nuit du 4 au 5 avril ; le septième, le minimum de la nuit du 5 au 6 avril ; le septième, le minimum de la nuit du 6 au 7 avril ; le septième, le minimum de la nuit du 7 au 8 avril ; le septième, le minimum de la nuit du 8 au 9 avril ; le septième, le minimum de la nuit du 9 au 10 avril ; le septième, le minimum de la nuit du 10 au 11 avril ; le septième, le minimum de la nuit du 11 au 12 avril ; le septième, le minimum de la nuit du 12 au 13 avril ; le septième, le minimum de la nuit du 13 au 14 avril ; le septième, le minimum de la nuit du 14 au 15 avril ; le septième, le minimum de la nuit du 15 au 16 avril ; le septième, le minimum de la nuit du 16 au 17 avril ; le sept

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6.00	6.89
OFFRES D'EMPLOI	27.00	31.52
REPRESENTAT. : Demandes	13.00	14.91
Offres	27.00	31.52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 cot.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35.00	40.86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21.00	24.51
AUTOS - BATEAUX	21.00	24.51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60.00	70.05
OCCASIONS	21.00	24.51

offres d'emploi

Nous sommes la filiale d'une grande Société Américaine. Nous utilisons un 370-145 et un 360-40 fonctionnant sous DOS.

Nous allons évoluer vers un hardware plus puissant.

Notre département Etudes & Systèmes doit aujourd'hui : concevoir un nouveau système paie (en assurant pendant un certain temps la maintenance du système actuel), assurer la maintenance et l'amélioration des systèmes contrôle de gestion et comptabilité.

Nous recherchons pour cette tâche un

ANALYSTE CHEF DE PROJET

- connaissant le COBOL et l'assembleur,
- ayant l'expérience d'au moins deux ans de la comptabilité de la paie et, si possible, du contrôle de gestion,
- ayant l'expérience du commandement d'une équipe,
- possédant une bonne connaissance de l'anglais.

Adresser candidature manuscrite, C.V. photos et prétentions sous ref. 33557 à M. Jean-Louis 156 Bd Hausmann - 75008 Paris, qui transmettra.

offres d'emploi

ASCINTER Société Multinationale
N° 1 MONDIAL
DE L'ASCENSEUR
6.000 Personnes en France

recherche pour son siège à Paris

UN ASSISTANT AU CHEF DU DÉPARTEMENT FINANCE

pour étude des méthodes de procédures financières

Position Cadre

- Formation Ecole Supérieure de Commerce, licence Sciences Économiques ;
- Expérience 3 ans minimum dans service comptable et relations financières ;
- Méthodique ;
- Doué d'un esprit de synthèse ;
- Aimant les contacts et ouvert à l'art de convaincre ;
- Possédant une bonne connaissance de l'anglais écrit.

CETTE OFFRE S'ADRESSE À UN CANDIDAT :
• Ayant la volonté de réaliser et d'évoluer au sein de la direction financière ;
- Méthodique ;
- Doué d'un esprit de synthèse ;
- Aimant les contacts et ouvert à l'art de convaincre ;
- Possédant une bonne connaissance de l'anglais écrit.

Adresser curriculum vitae détaillé et photo à :
DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES,
141, RUE DE SAUSSURE, 75017 PARIS.

offres d'emploi

INGÉNIEURS INFORMATIENS DÉBUTANTS

Nous recherchons pour une
SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
de tout premier plan 5 ingénieurs débutants hautement formés en informatique.

Dès leur entrée dans la société (PRÉVUE POUR LE 1^{er} SEPTEMBRE 74) ils recevront une
FORMATION DE 10 SEMAINES
aux méthodes en place, et un
SALAIRE COMPLET
en accord avec leur niveau d'études.

Si vous sortez d'une grande école
CENTRALE, SUP. AÉRO., TÉLÉCOM.
et si vous êtes libérés des obligations militaires.

Écrivez en envoyant C.V. détaillé à :
M. COUDURIER-DUPOUR, 4, place Charles-Richey,
93300 NOUILLY-SUR-MARNE

**Compagnie Générale
d'Informatique**

offres d'emploi

MARKETING

Groupe Pétrolier F.100.000
Paris

La filiale d'un groupe pétrolier distribuant du matériel thermique domestique et professionnel recherche un cadre marketing à fort potentiel pour créer la fonction marketing directement rattachée au Directeur Général.

Le candidat idéal, de formation supérieure, aura eu l'expérience pratique des méthodes modernes de marketing, particulièrement dans la recherche de nouveaux produits et services.

Ce poste est appelé à un développement important à l'intérieur du groupe.

Adresser votre candidature à Philippe Magnen,
4, rue de Téhéran - 75008 PARIS, réf. P. 61.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE EN EXPANSION
FILIALE D'UN GROUPE
CHIMIQUE INTERNATIONAL

nous recherchons pour notre usine située dans la périphérie de LYON

UN CHEF DU PERSONNEL ET DES SERVICES GÉNÉRAUX

- Il est responsable de la gestion du personnel et, en particulier, de celle des Cadres, soit 400 personnes, dont une grande partie est, dans des domaines d'activité variés, d'un haut niveau technique.
- Il établit et propose à la Direction un plan de formation dont il dirige ensuite l'application.
- Il participe à l'élaboration de la politique d'information et il en assure la réalisation.
- Il joue un rôle d'animateur dans les relations sociales.
- Il supervise les activités du Chef des Services Généraux.

Nous proposons cette situation à un homme très dynamique, âgé de plus de 40 ans et possédant obligatoirement une solide expérience de Chef du Personnel dans une usine de dimension moyenne.

Les personnes intéressées envoient leur candidature (sous réf. 1074 MI), à :
FABRIQUE RECRUTEMENT, 26, r. du Commandant-Benoît-Monod, 75014 PARIS.
Discrétion assurée.

Le groupe CEGOS
premier cabinet de conseil indépendant d'Europe

SENIORS CONSULTANTS

pour prendre en charge, dans des équipes pluridisciplinaires, des responsabilités de conduite d'opérations d'envergure dans les entreprises européennes et les administrations.

Votre expérience de la conception et de l'application effective du contrôle de gestion avancé, de la planification, des méthodes de management doit vous permettre de contribuer au développement efficace des entreprises en France et à l'étranger.

Une carrière de Responsable Opérationnel (Direction de Service) et de Contrôleur de Gestion dans une grande entreprise ou d'ingénieur en Organisation dans un Cabinet International vous a donné l'habitude des contacts à un niveau élevé.

Nous vous offrons une grande autonomie dans une hiérarchie courte et de larges possibilités de développement personnel.

**sélé
CEGOS**

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé se référ. M. 70-190, Ch. de Fréminville, 33, rue Gallieni, — 92150 SURESNES.

ingénieur grande école

CENTRALE - ARTS ET MÉTIERS

IMPORTANTE ENTREPRISE (Nord-Ouest de la France) recherche un ingénieur grande école (CENTRALE ARTS ET MÉTIERS, J. 35) pour occuper le poste de chef de service ou d'adjoint, chargé de l'entretien et des travaux relatifs à des installations électromécaniques de grande dimension (à l'échelle de 100 m) et de maintenance de ces installations.

Les efforts de l'entretien et des travaux relatifs à des installations électromécaniques de grande dimension (à l'échelle de 100 m) et de maintenance de ces installations.

Si les études générales et la surveillance des travaux sont assurées par le service d'entretien, les efforts de l'entretien et des travaux relatifs à des installations électromécaniques de grande dimension (à l'échelle de 100 m) et de maintenance de ces installations.

Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions sous référence 26 045-72, à I.C.A. qui transmettra.

ICA International Classified Advertising
3, RUE D'AUTREUILLE - 75010 - PARIS

SIEMENS
SOCIÉTÉ ANONYME

SUCCURSALE DE METZ
recherche

pour prospecter et négocier des affaires d'équipements intéressant principalement la clientèle sidérurgique et papetière

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

- diplômé d'une école Supérieure d'Électricité ou d'Électronique Industrielle
- ayant une bonne expérience de la vente dans ce secteur d'activité
- de préférence, parlant l'allemand.

Nous remercions les candidats de bien vouloir adresser leur dossier à : M. le Directeur de la Succursale de SIEMENS S.A., LE BAN SAINT-MARTIN - B.P. 108 - 57004 METZ CEDEX.

**Cie FRANÇAISE
D'ENTREPRISES
METALLIQUES**

recherche pour son
CHANTIER NAVAL de DUNKERQUE

DIRECTEUR de TRAVAUX

(haut niveau)

Aura sous ses ordres 400 personnes minimum plus sous-traitants.

Poste pouvant convenir à l'ingénieur expérimenté possédant qualités techniques et gestionnaires, si possible en construction navale ou chaudronnerie.

Bonne connaissance anglaise nécessaire

Facilité de logement

Adresser C.V. détaillé et prétentions au Service du Personnel 57, bd de Montmorency - 75016 PARIS

ingénieur électronicien

LYON

DÉVELOPPEMENT ET INDUSTRIALISATION DE MICROMATÉRIELS

Une société française de construction électrique, membre d'un puissant groupe international recherche un ingénieur capable de prendre la responsabilité d'une section de développement et d'industrialisation de produits électroniques destinés à la conversion, depuis l'étude de nouveaux schémas et la réalisation de prototypes et pré-séries jusqu'à la mise en fabrication (matériaux divers : aéronautique, marine, nucléaire, transports et télécommunications).

Ce poste convient à un ingénieur ayant de solides compétences industrielles et électroniques de haute puissance.

L'appartenance à un groupe important permet d'envisager une carrière évolutive.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence 103/14.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Danton - 75008 Paris (membre de l'ANCIERP)

GRANDE VILLE SUD-EST
Produits Techniques pour la Construction
recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

Formation Ingénieur ou Commercial avec aptitudes techniques.

Il aura :

- un Chef d'agence parisienne ;
- deux chefs de vente, 30 vendeurs sur toute la France ;
- un service d'administration commerciale de 10 personnes ;
- un bureau d'étude commerciale.

Rémunération : environ 120.000 francs par an.

Envoyer C.V., photo et rémunération act. sous la référence YA 71, à :

COMPETENCES
66, rue de la République,
69002 LYON.

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Nous sommes l'un des grands d'un produit de luxe. Avec un rythme de croissance de 20 % l'an, nous renforçons nos structures.

Nous recherchons un cadre ayant une expérience d'un an dans une société industrielle ou commerciale, connaissant l'analyse et la programmation, ayant participé à l'implantation d'un système de gestion.

Vous serez chargé de la mise en place d'un petit système existant, en collaboration avec le constructeur. VOUS SEREZ RESPONSABLE DE L'ANALYSE AVEC LES SERVICES INTERESSÉS, DE LA PROGRAMMATION ET DE L'EXPLOITATION DU SYSTÈME. Dès 1976, nous attendons de vous l'étude d'un système plus élaboré et la préparation de sa mise en place.

Le poste est à pourvoir en septembre 1974 à BEAUVAIS (une heure de Paris).

Adresser votre candidature à P. CLÉMENT, Service du Personnel, B.P. 142, 60007 BEAUVAIS.

PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL
pour son département
turbines à vapeur

INGENIEUR

Chef d'études de construction

Bourges 80390000/F/an

De formation A et M ou équivalent et parlant anglais, il aura la responsabilité de conduire les études de construction de turbines industrielles en liaison avec la fabrication et les services techniques commerciaux.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone par information Carrière S.V.P. 11 11 de 9 h à 18 h qui convoquera un rendez-vous aux candidats concernés.

Référence 369
37 rue du Gal Foy
75008 Paris

**Information Carrière
SVP.11.11**

**SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENTS
ÉLECTRIQUES et ÉLECTRONIQUES**

en pleine expansion dans grande ville de l'EST de la France

recherche

UN INGÉNIEUR

Responsable de la partie Technique du Service Contrôle et Régulation

Il sera chargé :

- de l'élaboration des systèmes de régulation ;
- de la supervision du bureau d'études ;
- d'apporter un appui technique aux ingénieurs d'affaires ;
- d'être le conseiller auprès de la clientèle.

Le poste conviendrait à un homme ayant une solide expérience dans les domaines suivants :

- physique et thermodynamique ;
- régulation pneumatique et électronique ;
- procédés industriels dans plusieurs industries (chimie, pétrole, sidérurgie, papeterie, etc.) ;
- âge minimum 35 ans ;
- allemand souhaité.

Faire offre avec C.V., photo et prétentions à :
M. S. 5522, CONTEXES Publiques, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra. Discrétion assurée.

CHEF D'AGENCE

40.000 F.
(POITOU, CHARENTE, LIMOUSIN)

Notre expansion nous amène à renforcer nos structures et à créer de nouvelles unités pour la distribution de nos produits industriels.

Nous souhaitons vous offrir la responsabilité de la mise en place, complète d'une agence sur la région de POITOU.

Nous aimerions que vous ayez une première expérience de la vente de produits techniques, ainsi qu'une connaissance technique et de gestionnaire.

Votre sens de l'organisation et de l'efficacité sera le reste.

Nous tenons tout pour vous aider à réussir.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 125 à :
INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE,
4, r. de la République, 75013 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

**INGÉNIEURS
DÉBUTANTS
SORTANT INSA**

Pour service entretien (mécanique et électrique), services travaux et également pour installation de matériel, et recherche d'amélioration technologique.

Possibilités ultérieures de séjours à l'étranger.

LOGEMENT ASSURÉ.

Adresser C.V. et prétentions à :
M. S. 5522, CONTEXES PUBLI.,
20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer, en plus de leur nom, le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publiée » ou d'une agence.

صلى الله عليه وسلم

	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)	35,00	40,86
minimum 15 lignes de hauteur		

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

CFMK
(Cie. FERGUSON MORRISON-KNUDSEN)
- Ingénieurs - Constructeurs,
recherche pour son Bureau d'Etudes :

- des **INGENIEURS D'ETUDES**,
- des **PROJETEURS**,
- des **DESSINATEURS**

dans les départements suivants :

STRUCTURE et GENIE CIVIL :

- Ingénieur d'études Structure métallique et béton armé.
- Projeteurs II - VRD
- Projeteurs II - Béton armé
- Projeteurs I - Charpente,

MECANIQUE :

- Ingénieur d'étude Manutention, spécialisé en manutention mécanique, transport pneumatique, stockage en vrac.
- Projeteur Chef de groupe électrotechnique, très expérimenté dans la conception et l'étude des installations électriques pour la pétrochimie.
- Dessinateurs en instrumentation.

TUYAUTERIE :

- Ingénieurs d'études,
- Chefs de groupe,
- Projeteurs,
- Dessinateurs,
- spécialisés en tuyauteries pour la pétrochimie.

SPECIFICATIONS :

- Rédacteurs de spécifications, expérimentés dans les domaines suivants :
- Architecture,
- Génie Civil, V.R.D.,
- Equipements mécaniques,
- Equipements électriques,
- Tuyauteries.

INSPECTION :

- Inspecteurs pour l'inspection en usine des équipements mécaniques utilisés dans la pétrochimie.

Connaissance de l'Anglais exigée pour les ingénieurs, Rédacteurs de spécifications et Inspecteurs.

Bonne connaissance de l'Anglais souhaitée pour les Chefs de Groupe, Projeteurs et Dessinateurs.

Prière d'adresser en envoyant C.V. et références à l'ingénieur en Chef : CFMK
13-15, rue Jean-François Timbaud
92136 - Issy-les-Moulineaux.



crédit foncier de france
Le Crédit Foncier de France
organiserà à PARIS
les 13 et 14 septembre 1974
UN CONCOURS
pour le recrutement d'ATTACHÉS

Ce concours, ouvert aux candidats français, masculins et féminins, âgés de 20 à 28 ans au 1^{er} janvier 1974, est accessible notamment aux :

- TITULAIRES D'UNE MAITRISE OU D'UNE LICENCE EN DROIT, SCIENCES ECONOMIQUES, LETTRES OU SCIENCES, GESTION OU ECONOMIE APPLIQUEE.
- ANCIENS ELVES DIPLOMES DE CERTAINES GRANDES ECOLES OU DE L'INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE ET DES INSTITUTS D'ETUDES POLITIQUES.
- NOTAIRES, AVOUES, CLERCS DE NOTAIRES ET CLERCS D'AVOUES JUSTIFIANT D'UNE ANCIENNETE PROFESSIONNELLE DE 5 ANS AU MOINS ET DE LA POSSESSION DU BACCALAUREAT DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE OU DE LA CAPACITE EN DROIT.
- ARCHITECTES ET GEOMETRES EXPERTS DIPLOMES PAR LE GOUVERNEMENT.

Les titulaires de diplômes de certaines Grandes Ecoles (Ecoles Nationales Supérieures Agronomiques, HEC, ENSA, notamment), ainsi que les docteurs en droit et les diplômés d'études supérieures de droit bénéficieront, lors des épreuves écrites et orales, d'une majoration de points dans les conditions prévues par le règlement du concours.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : 5 AOUT 1974

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au CRÉDIT FONCIER DE FRANCE, Service du Personnel,
45, rue Cambon, PARIS (1^{er}), B.P. 65 - 75009 PARIS Cedex 01, téléphone 260-35-30.

IBM

recherche pour
MAROC - TUNISIE - SENEGAL
COTE D'IVOIRE - CAMEROUN

INGENIEURS COMMERCIAUX et TECHNICO COMMERCIAUX

Ces ingénieurs sont responsables de la vente et du conseil en installation de nos ordinateurs. Dans ce rôle de premier plan, ils doivent allier des qualités de contact à haut niveau à une excellente technicité. Leur formation est assurée de manière continue.

- avoir la nationalité d'un des pays cités plus haut
- être diplômés de l'Enseignement Supérieur
- faire preuve de capacités de contact et d'analyse
- être libérés du Service Militaire pour les Pays où il en existe un obligatoire.

Adresser votre candidature et curriculum vitae détaillé sous référence RPADO à
IBM SEPTENTRION
M. F. DAVIN Cedex n° 9
92081 Paris La Défense

Important Groupe Industriel

leader de sa branche, connaissant une forte progression depuis plusieurs années (C.A. 300 millions), recherche :

AUDIT INTERNE

Agé de 28 ans minimum, le candidat de niveau Expert-Comptable ou D.E.C.S. justifie d'une expérience d'au moins 3 ans acquise dans un Cabinet d'Audit ou dans une société spécialisée en entreprise.
Une bonne connaissance de l'anglais serait appréciée.
Adresser C.V., motivation, prêt. et photo sous n° 7.895 à COFAP, 40, rue de Cheval, 75010 PARIS qui trans.

IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE FILIALE PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL PROCHE BANLIEUE PARIS

renforce ses structures commerciales et offre situations intéressantes et avenir à :

CHEF DE DÉPARTEMENT VENTES

Ce poste peut convenir à CADRE très confirmé ayant une solide expérience acquise dans la commercialisation de matériels industriels par réseaux de revendeurs (la connaissance du secteur Poids Lourds est appréciée). Ce cadre sera responsable d'un centre de profit et dirigera une équipe chargée (vente, gestion, après-vente).

Recrire sous référence XM 628 CM

CHEF SERVICE APRÈS-VENTE

INGENIEUR expérimenté ayant de solides connaissances dans le domaine Poids Lourds, capable d'assumer responsabilités importantes :

- d'information ;
- conseil auprès des réseaux ;
- de liaison avec les services qualité des constructeurs ;
- de gestion des garanties.

Recrire sous référence XM 629 CM

INGENIEURS VENTES CONSTRUCTEURS

INGENIEURS ayant quelques années expérience professionnelle (si possible dans le domaine Poids Lourds).

Ils seront solidement formés afin de les rendre en mesure d'assumer des responsabilités technico-commerciales importantes.

Recrire sous référence AP 630 CM

4, rue Massenet, 75014 PARIS

DISCRETION ABSOLUE.



EXPANSIAL

Recherche pour importantes
Sociétés Nationales Algériennes

INGENIEURS D'ETUDES

- Génie civil, gros œuvre, construction bâtiment REF 404
- Génie civil et charpente métallique REF 413
- Génie civil, expérience travaux d'infrastructure, hydraulique et transport REF 507
- Génie civil, aménagement et infrastructure, projets transformation plastique REF 526
- Pose, canalisations enterrées et aériées REF 405
- Construction, unités industrielles engineering REF 406
- Calculateur béton armé REF 417
- Architecte, réalisation bâtiments industriels et administratifs REF 528

INGENIEURS DE CHANTIERS

- Directeur de chantiers, unités pétrochimiques REF 401
- Directeur de chantiers, (pipe line) REF 400
- Spécialiste routes, terrassements VRD REF 418
- Hydrogéologue, préparation des puits à eau, détermination des nappes et puits de forage REF 508

INGENIEURS SPECIALISTES

- Equipeur pour surveillance de chantiers REF 2579
- Soudage, pipe jusqu'à 20" (arc, autogène sous argon) REF 419
- Sécurité, expérience en organisation REF 403
- Télécommunication REF 506
- Transport, matériel lourd REF 509
- Organisation Industrielle REF 412
- Entretien, matériel de forage REF 532
- Gestion de stocks REF 531

Pour tous ces postes il est exigé une solide formation et une expérience confirmée dans des postes similaires. Salaire selon compétence. Nombreux avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé sous référence correspondante à :
EXPANSIAL 6, rue Halévy 75009 Paris
2, place de l'Albertine 1000 Bruxelles

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

recherche
pour ses activités spatiales

CHEF DE PROJETS

- Formation INGENIEUR GRANDE ÉCOLE.
- Expérience technique, industrielle et gestion.
- Pratique courante de l'anglais nécessaire.

Adr. curric. vitae et photo, n° 58.323, CONTEXTE
Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui trans.

Chef de la comptabilité

F. 90 000 - PARIS

Une société française filiale d'un des premiers groupes américains, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits chimiques (C.A. : 500 millions, effectif : 1 000, 2 usines), recherche pour son siège un Chef de la comptabilité.

Dépendant du « Contrôleur », il sera responsable de toutes les opérations comptables, de la présentation des documents comptables de la société. Il assurera, en outre la correspondance avec la présentation américaine des comptes. Il supervisera directement seize personnes.

Ce poste, dans une société dynamique en pleine expansion, s'adresse à un candidat âgé de 35 ans minimum, possédant une solide formation comptable, ayant une parfaite maîtrise du plan comptable, et des connaissances étendues approfondies. Le candidat aura une très bonne expérience de la présentation des documents financiers selon les normes américaines, pour répondre aux exigences de la maison mère. Ce poste requiert une bonne sûreté de jugement, un esprit méthodique et une bonne connaissance de l'anglais.

La croissance de la société permet d'envisager un développement personnel très attrayant.

RÉF. C. 401.
Adresser C.V. détaillé, en spécifiant la référence, à
G.-C. FULCONIS, Tour
Maison-Montparnasse, 38, avenue du Maine, 75735 Paris
Cedex 15.
Toute candidature est soumise à une discrétion absolue.



BANQUE PRIVÉE CCIB Quartier MALESHERBES

nous confie la recherche de

TROIS PROGRAMMEURS

Sous la responsabilité d'un Analyste ils participeront à la mise en œuvre d'applications de gestion.

(370/138 - TERMINAUX.)

Ces postes conviendront à des candidats possédant 2 ans d'expérience du langage COBOL.

DUT d'Informatique apprécié.

Faire acte de candidature sous la référence 1.131 M à :

Jean FORACCHIA.

GROUPE INTERNATIONAL DE PREMIER PLAN

sa forte expansion
(chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard)
Fabriquant et vendant des produits de grande consommation
recherche pour renforcer ses équipes informatiques quelques

Ingénieurs Informaticiens

de haut niveau
auxquels sera confiée la Direction de projets

concernant les secteurs :
Industriels - Commerciaux - Administratifs et Financiers

Les candidats **INGENIEURS GRANDES ÉCOLES** ou **H.E.C., E.S.S.E.C.** doivent avoir :

- une bonne connaissance des problèmes de l'entreprise ou moins dans l'un des secteurs indiqués ;
- une sérieuse expérience informatique et la pratique des systèmes IBM et du COBOL ;
- une bonne pratique de l'anglais ;
- 27 ans minimum.

Adresser candidature sous référence NLF à mentionner sur l'enveloppe à

EMPLOIS et CARRIÈRES
30 rue Vaneuf 75008 PARIS

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Société d'Importance Nationale
à vocation d'Aménagement

recherche :

Adjoint Chef Service Financier - PARIS

Contenu du poste :

- assister le chef du service pour l'organisation de calcul et l'examen de l'ensemble des problèmes
- participer à la préparation des décisions et à l'élaboration de la politique générale du service ainsi qu'à leur mise en œuvre et à leur application dans le cadre des missions hiérarchiques et d'assistance confiées au service
- analyser et coordonner les activités des autres collaborateurs et assurer, si besoin est, leur formation

Profil du candidat :

- **SUR LE PLAN PROFESSIONNEL :**
 - expérience confirmée des questions financières et comptables;
 - connaissances des montages financiers des opérations d'aménagement.
- **SUR LE PLAN PERSONNEL :**
 - efficacité, méthode, organisation;
 - autorité, sens de la diplomatie, goût du travail en équipe et des contacts humains;
 - faculté d'adaptation, d'imagination et de créativité.

Les candidats intéressés adressent leur curriculum vitae détaillé et prétentions sous réfer. ODON à :

EMPLOIS - CARRIERES
30 rue Vernet 75008 PARIS

Société spécialisée dans la construction de bâtiments et d'ouvrages d'art par éléments préfabriqués en béton recherche pour son siège social implanté près de PARIS

1 ingénieur (réf. 5033A)

GRANDE ECOLE, ayant une bonne expérience dans le domaine de la construction des bâtiments et si possible des ouvrages d'art. Il devra superviser l'élaboration des avant-projets, réaliser les études d'exécution. Des contacts nombreux à tous niveaux sont à prévoir. L'importance des responsabilités de cette fonction nécessite de grandes qualités de dynamisme, d'imagination et de sens commercial.

2 ingénieurs (réf. 5033B)

DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPERIEUR - spécialité construction. Ils seront chargés de l'élaboration des projets et devront assurer les contacts techniques avec les architectes bureaux d'études, maîtres d'ouvrage. Ces postes permettant une évolution vers des fonctions de plus hautes responsabilités.

1 chef de section comptable (réf. 5033C)

DIPLOME DECS ou BTS, ayant quelques années d'expérience. Il assurera l'ensemble de la gestion comptable, aussi bien analytique que générale.

Adresser CV manuscrit en précisant la référence du poste choisi à **plein emploi** 118 rue de Valenciennes 75013 PARIS. Discretion assurée.

BUREAU VERITAS

recherche pour développement SERVICE SUPERINTENDANCE à notre siège PARIS

INGENIEUR

dynamique, ayant expérience pratique construction grands navires dans Bureau d'Etudes ou Ateliers Chantier Naval ou chez Armateur. La personne choisie sera entièrement responsable des activités de superintendance et dépendra directement de l'ingénieur en Chef. Nombreux déplacements en France et à l'étranger à envisager. Bonnes connaissances anglaises indispensables.

Le salaire proposé dépendra des qualifications. Perspectives d'avenir excellentes. Ecrire pour rendez-vous ss/réf. 107 à **BUREAU VERITAS** Direction des Services Maritimes B M 5 31 rue Henri Rochefort 75021 PARIS CEDEX 17 ou téléphoner au 227-80-40 en demandant Madame FIN.

La Compagnie de Construction Mécanique

SULZER

recherche

UN INGENIEUR Diplômé

pour le service technico-commercial de son Département ENERGIE THERMIQUE.

Poste à PARIS

Ecrire avec curriculum vitae à C.C.M. - SULZER, 51, boulevard Brune, PARIS (13^e), Codes 55 - 75006 Paris Brune.

Management Consultants

Fondé en 1934, notre groupe fait partie des toutes premières Sociétés de Conseil Internationales.

Notre expansion nous amène à rechercher de nouveaux consultants de nationalité française. Ils seront normalement basés en France mais pourront être amenés à opérer dans toute l'Europe.

Nos interventions se situent au niveau le plus élevé dans l'industrie, le commerce et les administrations. La mise en place de nos recommandations constitue une partie importante de nos missions.

Les candidats devront pouvoir faire la démonstration de leur réussite à un poste de responsabilité, et de leur aptitude à promouvoir des mutations d'attitudes ou de pratiques dans des organisations diverses.

La formation grande Ecole d'Ingenieurs ou Commerciale est très désirable. La maîtrise de l'anglais est indispensable. L'âge minimum est de 28 ans.

Le salaire de départ sera fonction de la valeur et de la diversité de l'expérience. La formation interne est conçue en fonction des besoins individuels.

Adresser un dossier de candidature complet et convaincant à **M.J. Charlesworth** à l'adresse ci-dessous en mentionnant en particulier votre âge, et la progression de votre salaire. Porter sur l'enveloppe et sur la lettre la référence MC.174.L.M.

Urwick France S.A.R.L. 60 rue Laugier, 75017 Paris

FIRME INTERNATIONALE
budget informatique élevé
très engagée dans système de gestion temps réel

recrute

RESPONSABLE DES TECHNIQUES D'ANALYSES ET DE PROGRAMMATION.

possédant une expérience de haut niveau de 3 à 5 ans dans ce domaine.

Il aura la mission suivante :

- Assister le groupe chargé de développer les applications.
- Proposer, puis faire appliquer les normes de travail : documentation, des travaux d'analyses, assistance automatique à l'analyse organique, usage des langages, documentation des programmes, organisation des essais, mise en exploitation des nouvelles chaînes.
- Contribuer à la formation technique des personnels informatiques.

Il aura autorité sur une équipe d'une dizaine de personnes.

Si vous êtes intéressés, merci de transmettre lettre manuscrite + C.V. à **Mme BILLE**, 91, rue de Provence - 75009 PARIS - QUI TRANSMETTRA. (discretion absolue)

IMPORTANTE SOCIETE D'ETUDES recherche

H.E.C. - E.S.S.E.C. - SUP. DE CO.

10) Pour postes :

Outre-Mer

- expérience Direction office ou Société H.E.C.;
- connaissance approfondie gestion immobilière.

30) Pour poste :

Paris

- responsable gestion budgétaire et trésorerie;
- 4 à 5 ans d'expérience;
- possibilité déplacements et affectation ultérieure Outre-Mer.

Env. C.V. dét. et présent. sous réf. 6.487. à **OP** organisation et publicité

UNE SOCIETE INDUSTRIELLE EN CROISSANCE RAPIDE, COMPRENANT ACTUELLEMENT 50 PERSONNES ET APPARTENANT A UN GROUPE INTERNATIONAL, cherche

Un Directeur du Personnel

- Il conçoit et élabore, avec la Direction Générale, la politique de la Société à l'égard du personnel.
- Il est responsable de la gestion et de la formation du personnel.
- Il joue un rôle actif dans les relations humaines.

C'est un « créatif et un réalisateur », capable de s'intégrer dans une Société souple et dynamique. Il a 30 ans minimum, une formation supérieure, et il a acquis une solide expérience dans la fonction personnel, dans une unité de production de dimension moyenne. L'entreprise est située dans la banlieue Nord de Paris.

Les personnes intéressées adressent leur candidature (ss réf. 1.076 M) à : **Mme DESPREZ**, 26, rue Commandant-René-Monchoir, 75014 PARIS. Discretion assurée.

I.T.C. A Dynamic International Corporation has an opening for a **SALES ENGINEER**

to head the Data-Communications Division in France

Candidates with :

- Knowledge of the French Data Communication market.
- Command of Both French and English.
- Active Sales Background.
- Sound technical Knowledge.

Should send curr. vitae and Salary expectations to : **I.T.C. France** 116 av. A.-Briand, 92230 BAGNEUX.

IMPORTANTE SOCIETE

ETUDES ET CONSTRUCTIONS ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche pour assister

CHEF DU SERVICE TECHNICO ÉCONOMIQUE

INGÉNIEUR

DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE TECHNIQUE

Ayant reçu un complément de formation universitaire économique et financière et possédant 3 à 4 ans d'expérience industrielle.

pour réaliser des études d'avants projets englobant les aspects techniques, micro-économiques, macro-économiques et financiers.

QUALITES REQUISES :

- grande ouverture d'esprit;
- facilité de contacts humains;
- pratique courante de l'anglais.

Nombreux déplacements de courte durée à l'étranger.

Env. avec C.V., photo et prétentions, ss no 6.359 à : **SPEER**, 75, Champs-Élysées, Paris (8^e), qui tr.

CONTROLEUR DE GESTION

Création de poste

Pour la centrale d'achat de

INTERMARCHÉ

Dépendant directement du PDG, dans un premier temps il devra décentraliser la comptabilité au niveau des bases régionales et établir des ratios permettant de mieux gérer la société dans son développement rapide.

La responsabilité des budgets (établissements, suivi, analyse des écarts), la gestion prévisionnelle, l'élaboration des plans de trésorerie et de financement, l'affinement de la gestion des stocks feront partie intégrante de ses fonctions.

C'est un homme jeune, de formation supérieure du type HEC, ESC, DECS, complétée par plusieurs années d'expérience, capable de s'intégrer à l'équipe dirigeante d'une société dynamique (35 km banlieue sud).

Documentation sur poste avant 1^{er} entretien

Adr. lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (réf.) ss réf. 3196

FRANCE MARKETING 54, rue des Petites Écuries 75010 PARIS

APPRÉHENSION PROFESSIONNELLE REMISE AU CANDIDAT

Afrique

Groupe de Sociétés spécialisées dans la vente de matériels industriels et automobiles

désirant renforcer son équipe de **DIRECTION** en Afrique Noire francophone

recherche UN

DIRECTEUR

- 30 ans minimum;
- formation Grande Ecole ou Université;
- expérience professionnelle des PROBLÈMES DE GESTION ET DE VENTE, acquise dans milieu industriel ou automobile.

qui se verra confier la **RESPONSABILITÉ COMPLÈTE** d'une des FILIALES du GROUPE

Les avantages en nature attachés à ce poste sont

- Résidence dans capitale;
- Logement climatisé;
- Congés annuels en Europe;
- Voiture de fonction;
- Régimes retraites épargnie et métropolitain.

Régime de prévoyance très étendu.

Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions à **M. DARLOT**, 6, square de la Dordogne, Paris (17^e).

CGIB pour la Construction et l'Équipement

recherche

RÉDACTEURS RICES

AIDE-RÉDACTEURS RICES

ET

EMPLOYÉS (ÉES) Administratifs

Même débutants (mais libérés des O.M.), pour l'étude de ses crédits acquéreurs. Niveau universitaire, I.U.T. ou bac mmim.

Nombreux avantages sociaux.

Vacances 1974 assurées.

Adr. C.V. et présent. sous réf. M 196 à

Mme Allard, SERVICE DU PERSONNEL

CGIB, 20, pl. Malesherbes, 75017 Paris.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

Leader mondial dans la fabrication des semi-conducteurs

recherche pour occuper les fonctions :

D'INGENIEURS COMMERCIAUX

des Ingénieurs Electroniciens débutants ou ayant déjà une expérience de quelques années de laboratoire ou d'études.

Dans le cadre d'objectifs définis par la Direction Générale, ils seront responsables :

- de la conduite et de l'aboutissement des négociations,
- de la promotion et de la définition des nouveaux produits,
- des stratégies à développer dans le cadre des marchés dont ils ont la responsabilité,
- des prévisions à court et moyen termes.

Ces postes conviendraient à des candidats ambitieux capables d'assurer des contacts à tous niveaux hiérarchiques et soucieux de promouvoir leur développement sur des critères d'efficacité.

Ces postes sont à pourvoir à Paris. Pour des informations complémentaires ou faire acte de candidature, écrire à **J.L. STOTZENBACH** - B.P. 5 - 06270 VILLENEUVE-LOUBET. Tél : (93) 31.03.64.

CORT CONSEILS EN ORGANISATION

recherche

INGENIEUR EN CHEF

Expérience soit : SERVICES GENERAUX

- ENTRETIEN
- PRODUCTION
- PROCESS

pour exercer la profession de

CONSULTANT

Cet Ingénieur sera formé à la

méthode **CORT** gestion de la maintenance et participera à son

développement commercial et technique

Possibilité de carrière rapide pour Ingénieur ambitieux, ayant de l'envie et une forte personnalité.

Rémunération à partir de 120 000 F par an.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 2.060.

CORT 65, avenue Kléber,

75016 PARIS.

Discretion absolue.

Importante Société Papetière recherche pour bonifieur SUD

CADRE

ADMINISTRATIF ET COMMERCIAL

Pour secondier le Directeur de l'Agence de la région parisienne.

Connaissances du papier et de l'imprimerie souhaitables.

Autorité et esprit de décision nécessaires.

Ecrire à n° 55.131.

CONTESSÉ Publ., 20, av. l'Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

سكيا في الامال

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SIEMENS

SOCIÉTÉ ANONYME

Siège Social de Saint-Denis
recherche
pour la prospection, la négociation, et le suivi d'affaires auprès de la clientèle papetière

INGENIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL

- ayant une formation d'électronique industrielle
- expérimenté dans les équipements à vitesses variables
- connaissant parfaitement l'allemand pour assurer des contacts avec les usines en R.F.A.
- disposé à se déplacer très fréquemment soit en France, soit en R.F.A.

Nous remercions les candidats de bien vouloir adresser leur dossier, sous référence n° 25 à SIEMENS S.A. - Département du Personnel B.P. 122 - 93204 SAINT-DENIS

Le Groupe ORIGNY DESVROISE crée le poste de

adjoint d'exploitation

pour jeune Sup. de Co., Essec...
- libéré des obligations militaires
- bilingue anglais

Il assurera des missions concrètes et variées tant en France qu'en Afrique, en liaison directe avec les filiales, le bureau d'achat, les magasins

Ce poste requiert des qualités de négociateur, d'organisateur et une grande mobilité. Il permettra une évolution de carrière stimulante et progressive

Pour inf. compl. écrire s/réf. 288 A

EGOR 25, rue Tronchet 75008 Paris

Banque spécialisée dans le financement de la construction recherche pour son Siège Social Paris-8

Collaborateurs

(Expérience bancaire souhaitée, niveau classe IV ou V)

pour son service des crédits aux promoteurs-construiteurs.

La fonction proposée comprend l'étude du financement des opérations de promotion, le suivi de leur évolution ainsi que les relations avec la clientèle.

En outre, ces collaborateurs auront à assurer des responsabilités d'encadrement de personnel.

La rémunération sera en rapport avec l'expérience et la qualification des candidats.

Adr. C.V. et photo s/réf. 3281 : AXIAL Publ. 91, rue du Fg-Saint-Honoré, Paris-8*, q. tr.

Groupe LAFARGE recherche pour une de ses filiales de la région parisienne, spécialisée dans la production d'éléments en béton

CHEF DE SERVICE COMMERCIAL

Agé d'au moins 30 ans, de formation commerciale supérieure ou Ingénieur TP, connaissant le marché du bâtiment.

Dépendant du directeur, il aura à animer une équipe de 20 personnes et à participer à l'élaboration et à la réalisation du plan de développement de l'entreprise.

Le lieu de travail et de résidence : Melun

Poste à pourvoir pour le 1^{er} Septembre.

Adresser CV sous référence 20.611 à :

GEDEV SÉLECTION
34 BIS, RUE VIGNON, 75009 PARIS

Vous êtes un JEUNE INGENIEUR, vous avez une bonne formation en ELECTROMECANIQUE et des connaissances en ELECTRONIQUE, vous commencez votre carrière et vous êtes ambitieux.

UNE SOCIÉTÉ FABRIQUANT DES APPAREILS DE RADIO ET D'AUDIO, FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

vous propose le poste

Ingénieur des méthodes

Une formation vous est assurée au sein de l'entreprise et sous forme de stages. Vous travaillerez dans une équipe jeune et dynamique, en étroite collaboration avec le Directeur Technique et, rapidement, vous aurez la possibilité d'accéder à des responsabilités étendues dans une unité de production de 550 personnes, en pleine expansion.

Lieu de travail : Banlieue Nord de Paris.

Les ingénieurs intéressés adressent leur candidature (s/réf. 1073 M) à : **Méline KIEFFER**, 38, rue du Commandant-Bien-Monchoir, 75014 Paris. Discretion assurée.

SDSI

recherche

INGENIEUR GRANDE ÉCOLE
(X TELECOMS...)

POUR DIRECTION
GRANDS PROJETS
INFORMATIQUES

Ce cadre de 35 ans min. devra concevoir des applications d'ordinateurs et encadrer les équipes chargées de la réalisation.

Le poste requiert 5 années d'expérience approfondie dans la fonction et une aptitude aux communications et relations humaines. Lieu de travail : PARIS.

Candidatures à adresser à : **SOSI**, 4, rue Juliette-Dodu, 75010 PARIS. Téléphone : 302 - 60 - 60.

Importante Société d'Engineering recherche pour Banlieue Ouest et Sud et Province

JEUNES INGENIEURS DIPLOMES

Responsables d'affaires
Exportation ou Bâtiment

Quelques années d'expérience dans un poste similaire sont souhaitées.

Adresser C.V. sous référence 20 402, à :

GEDEV SÉLECTION
34 BIS, RUE VIGNON, 75009 PARIS

Im Fachbereich "Neuere Philologien" der Universität Frankfurt am Main ist die Stelle eines

PROFESSORS

(H.E. - titulaire de chaire)
für die deutsche Literatur zu besetzen

Aufgabengebiet und Qualifikationsmerkmale :
- Der Bewerber soll sich auf einem oder mehreren der folgenden Gebiete ausgewiesen haben :
- Landeskunde und Sozialgeschichte Frankreichs
- Französische Literatur und ihre Didaktik
- Theorie des Fremdspracherwerbs
Promotion (bzw. Äquivalent) wird vorausgesetzt von dem Bewerber wird erwartet, dass er in Folge seiner Berufung gem. § 39 HUG sein Fach in Lehre und Forschung selbstständig vertiefen und sich an der Selbstverwaltung der Universität beteiligen

Bewerbungen mit Lebenslauf und Schriftenverzeichnis werden erbeten bis zum 15. Juni 1974 an den Präsidenten der Universität D. 3. FRANKFURT-MAIN, Schillerstrasse 31, R.F.A.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
affiliée à groupe d'importance mondiale recherche pour son siège à PARIS

H.E.C. - E.S.S.E.C. SC. PO. - SUP. CO.

ayant de préférence quelques années d'expérience d'un Secrétaire Général pour poste d'

ATTACHÉ DE DIRECTION

relevant directeur. du Président-Directeur Général

- Poste susceptible de déboucher à moyen terme sur responsabilités importantes au sein de la Société.
- Bonne connaissance langue allemande écrite et parlée indispensable.

Entre avec C.V. et prétentions, s/réf. 1.152, à : **SWEETS**, B.P. 208 - 75424 Paris Cedex 08, qui tr.

SEFI

ASSISTANCE INFORMATIQUE recherche :

ANALYSTES
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
PROGRAMMEURS

Expérimentés en :
- Assembleur, Assemblage-Général, APS
- Cobol, Algol, PL/I, GAF 2
SYSTEMES :
- I.B.M. DOS, OS, DOS/V, VS.
- C.I.J. SIRIS 2/3, 7/8.
Places stables. Evolution assurée.

SEFI 12, av. de la Grande Armée 75017 PARIS 754.51.34 et 764.82.71

COMPAGNIE GENERALE
CONSTRUCTIONS **GGT** **TELEPHONIQUES**

recherche pour sa Division

TÉLÉPHONIE PUBLIQUE

INGÉNIEURS

Formation électronique ou électromécanique pour étude des schémas et équipements ainsi que de technologie nouvelle.

Téléphoner au 828-25-70, poste 25-15, ou écrire avec C.V. s/réf. n° 34, Service du Personnel, 251, rue de Valenciennes, 75766 PARIS, CEDEX 13.

SEMA - Informatique
recherche

JEUNE INGENIEUR
de Formation Grandes Ecoles (X, Mines, ECP, Télécom, ESE...)

pour participer à des études et interventions d'informatique de gestion en clientèle ;
formation, aux techniques nouvelles assurée.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions à : **R. LELU**, SEMA-Informatique, 16-18, rue Barthe 92128 MONTEUIL

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DU SECTEUR TERTIAIRE
FILIALE D'UN GROUPE BANCAIRE

recherche pour son Siège Social

UN JURISTE

Le candidat retenu devra être au moins LICENCIÉ EN DROIT et avoir une bonne expérience des questions se rapportant au droit immobilier, au droit commercial et d'une façon plus générale au droit des affaires.

Écrire avec C.V. et prétentions à n° 34.037, **CONFESSE PUBL.** 20, av. Opéra, Paris (1^{re}), qui tr.

80.000 F
CHEF CRÉDIT

- votre formation est financière, Sup. de Co., I.E.P. ou autre ;
- votre âge : minimum 30 ans ;
- votre expérience : capable d'étude de dossiers en vue d'accorder de crédit (court terme) et le contact de clients à haut niveau.

Nous vous proposons de rentrer dans une entreprise parmi les plus importantes en France et de prendre en charge au siège le SERVICE CRÉDIT, c'est-à-dire :

- les liaisons fonctionnelles avec le réseau (succursales et filiales) ;
- la gestion de clients nationaux ;
- l'étude des dossiers de ces clients et d'entreprises susceptibles de devenir nos partenaires.

Adresser C.V. détaillé avec photo sous n° 545 à : **AXIAL Publité**, 5, cité Pigalle, 75008 Paris, qui tr.

DISCRETION ASSURÉE.

devenez chef des ventes immobilier

Vous avez une expérience dans la vente de l'immobilier de 5 ans environ.

Vous vous êtes "travaillé" aux problèmes administratifs et techniques que pose la commercialisation d'appartements neufs.

Vous voulez avoir des responsabilités supérieures et manager une équipe commerciale.

Nous avons un poste de Chef des Ventes pour vous dans notre Société de Promotion.

Envoyez votre C.V. détaillé et prétentions sous référence 25.1067, à **I.C.A.** qui transmettra. (discretion assurée).

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

GROUPE FINANCIER
A VOCATION IMMOBILIERE

recherche

POUR PARIS UN ADJOINT

pour son SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- par une documentation, des études, et des contrôles comptables, financiers, juridiques et fiscaux, il devra fournir à la Direction Générale tous les éléments nécessaires pour apprécier l'activité des filiales du Groupe.

Adre. lettre manuscrite, C.V. et photo s/réf. 65 à **G.L.C.E.P.**, SERVICE SÉLECTION ORIENTATION, 2, place Rio-de-Janeiro, 75384 PARIS CEDEX 08.

DIRECTION INFORMATIQUE D'UN GRAND ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT

proposé à

DEUX SPÉCIALISTES
SYSTEMES D'EXPLOITATION
GESTION DE FICHIER
MONITEUR TEMPS RÉEL

Disposant d'une expérience de 2 à 5 ans dans ces domaines, de prendre en charge la réalisation de l'installation d'un vaste réseau de télécalcul.

Si vous êtes intéressés, merci de transmettre votre manuscrite + C.V. à : **Mr. Constans**, 12, rue du Delta Paris 9ème, qui transmettra. (Discretion absolue).

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

FOREIGN APPLICANTS WELCOME
GROUPE SOCIÉTÉS EUROPÉENNES
INDUSTRIE ELECTRONIQUE

recherche pour son département

JEUNES CHEFS DE PRODUIT

- Formation commerciale supérieure.
- Expérience Marketing/Ventes souhaitée.
- Anglais courant.
- Formation technique non indispensable.

Certitude de développement personnel exceptionnel au sein d'une équipe multinationale ambitieuse

Envoyer curriculum vitae et prétentions, à **D.P. INDUSTRIES** 12, rue Ste-Anne, 75001 Paris, sous référence 9690, qui transmet.

Hôtel Plaza-Athènes recherche :
Chefs de rang états, parlant :
- ANGLAIS : se présenter au :
2, rue du Boccador, Paris (9^e).
Agence Gouvernante recherche :
pour poste à Chicago, France, 20 à 30 min. : excellent, présent, bilingue ANGLAIS, excellent, présent, aux U.S.A. si possible, capable de diriger, servir, promouvoir et promouvoir. S'adresser : 16 West End Av. NEW YORK, N. Y. 10024.

Université Montpellier II (sciences) envisage de recruter octob. 1974 Maître de conférences en Hydrologie, directeur du laboratoire hydrologie. Diplômes exigés : doctorat d'Etat en sciences ; formation demandée : Ingénieur dans l'un des domaines suivants : hydrologie, mécanique des fluides, hydraulique, informatique et statistique. Adresser candidature et C.V. à M. le professeur BEN AIM, Université des sciences et techniques du Languedoc - 34080 Montpellier, CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
SUD BRETAGNE
(Bord de mer)

recherche

INGENIEUR PROJETS MACHINES

FORMATION GRANDE ÉCOLE

avant quelques années d'expérience marine ou société engineering

La poste comporte :
- conception générale,
- installation, bilan
- vapeur et électrique,
- rédaction de spécification,
- coordination avec bureau d'études et production.

BONNE CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS EXIGÉE.

INGENIEUR ELECTRICIEN
DÉBUTANT

POUR ETUDES ET GESTION DE CONTRATS

FORMATION D'INGENIEUR DIPLOME

CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS NECESSAIRE.

Env. avec C.V. photo attachée et n° 62.702, **PUBLISAL**, B.P. 153-02, 75002 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

AFNOR
Association Française de Normalisation

recherche

ADJOINT
CHEF COMPTABLE

- Niveau : maîtrise.
- Formation : BEC, BTS comp.
- Expérience : quelques ann.
- Comp. : analyt. souhaitée.
- Libre déplacement.

Adresser C.V. au service du personnel, Tour Europe-Cedex 7 75000 - PARIS-14 Défense.

Import. Société de TELECOMMUNICATIONS PARIS-13 rech.

INGENIEUR

Le candidat assurera la gestion d'un système de tests automatisés d'ensembles électroniques. Sera chargé de la définition des interfaces entre le calculateur et les maquettes de tests et de l'écriture des programmes temps réel.

Aura 2 ou 3 ans d'exp. et connaît parfaitement le hardware et software du Mitra 15.

Env. avec C.V. et photo, s/réf. à **A.G.I.P.**, B.P. 361, Paris-13.

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35 00	40 96

demandes d'emploi

J. F. bac D, BTSS, 3 an
secrét. ch. poste inf. pr
pos. voyager, annals de
Ecr. N° 850 e. le Monde
5, r. des Italiens, 75007 P

— J'ai été directeur a
3 et 4 étoiles.
— Je suis spécialiste des
de marché hôtelier

— Je parle anglais et espagnol.
— J'ai 48 ans et de sérieuses références.

Que me proposez-vous ?
A court terme, à long terme ?
Libre immédiatement ou sous la direction d'un hôtel ou d'un complexe hôtelier saisonnier ?

Ecrire HAVAS CONTACT
bd Haussmann, 75008 P
sous réf. 66.861 qui ira

**DIRECT. ENTREPRISE
BATIMENT SECON
ŒUVRE**

DES AFFAIRES

de groupes de travail, aux
commerciales
CHERCHE
SITUATION NOUVE
lui permettant de se ré

N° 1. 5779. REGIE. PRI

85 bis rue Réaumur, Paris
J. H., 24 a., lit. droit.
dipl. Ecole collèg., conn. co-
lip. p. m., rech. Paris e-
siab. de préfèr. serv. gè-
nèr. Réaumur, 24 a. 24 a.

HÔTESSE BILINGUE
34 ANS
ESPAGNOL (parle et écrit)
PORTUGAIS (parlé)

CHERCHE
Emploi bien rémunéré.
entreprise tournée vers l'ex-

CHERCHE
Emploi dans région parisienne
ou province. Dans entreprise
privée de préférence.

25 a., 2 a. doct. gestion, lic. Sciences économiques, rech.

**STATISTICIEN
BIOLOGISTE**

pharmac., spéc. étud. lab.
pharmacol., cliniq. et biom.
recherche resp. serv. ident.
même industrie ou similit.
Ecr. 62.395 PRESS. 31.
Bonne-Nouvelle. Paris-20 q.

USA, France, Tunisie. Rédaction, rédaction, traduction, information, poste permet, utiliser ces cités. Libre fin juillet. Fer. N° 1428 - 10 Mars -

étudiants

U mois d'août de sem.
am. hospitalière pour y app
re un peu le français viv
amillier et populaire. N'ouv
un des monuments africains

M. Manfred Warnecke,
Lehnhaas 25
3032 Bad Nenndorf, R.F.

1

1

•

1

La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00
OFFRES D'EMPLOI	27,00
REPRESENTAT. : Demandes	13,00
Offres	27,00
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)	35,00
minimum 15 lignes de hauteur	40,00

ANNONCES CLASSEES

La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER	21,00
Achat - Vente - Location	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00
PROPOSITIONS COMMERC.	70,05
CAPITAUX	21,00
OCCASIONS	24,51

L'immobilier

exclusivité

constructions neuves

AUX PORTES DE PARIS - 94-SAINT-MAURICE
« Résidence du Manège »
121-123, rue du Maréchal-Ledoux,
près du Bois de Vincennes - 200 m. station Joinville
IMMEUBLE GRAND CONFORT - Jardin, parking
2 A 5 PIECES
Prix d'achat - 80 %
LIVRAISON 1974
APPARTEMENT MODÈLE : Lundi, jeudi, samedi
dimanche, de 14 h à 18 h - Tél. : 932-10-82
PIERRE BARON S.A., 76, rue Copernic, 75116 PARIS
Téléphone : 552-21-30.

APPARTEMENTS GRAND STANDING
DANS UN PARC DE 4 HECTARES
AU PIED DE LA TERRASSE
DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
4 pièces 101 m² + balcon 17 m²
6 pièces 144 m² + balcon 21 m²
répartis dans dix petites immeubles
de deux étages avec ascenseur
PRIX FERMES ET DÉFINITIFS
RESIDENCE DE LA GRILLE ROYALE
C.D. 157 - 78 Le Boileu-Monville-Roi
Tél. : 962-5523 (de 14 h à 18 h)

LE MARAIS THORIGNY
Un hôtel d'époque,
la nôtre.
100 m² de pièces
à louer d'été
à 300 F par semaine
et 250 F par jour
de 14 h à 18 h

COGEDIM
266.34.56
INVESTISSEURS
15^e ARR^t - STUDIOS
TEL. 934-7516
42-44, RUE DE JAVEL

appartem. vente
Paris
M. TELEGRAPHIE, Sup. 3 P.,
m. décoré, m. cit. 1, 1/2, 1/3, 1/4,
m. parc, 260.000 F, 260-47-72.
CH. Universitaire, imm. récent,
m. 4, m. 1/2, m. 1/3, m. 1/4, m. 1/5,
m. 1/6, m. 1/7, m. 1/8, m. 1/9, m. 1/10,
m. 1/11, m. 1/12, m. 1/13, m. 1/14, m. 1/15,
m. 1/16, m. 1/17, m. 1/18, m. 1/19, m. 1/20,
m. 1/21, m. 1/22, m. 1/23, m. 1/24, m. 1/25,
m. 1/26, m. 1/27, m. 1/28, m. 1/29, m. 1/30,
m. 1/31, m. 1/32, m. 1/33, m. 1/34, m. 1/35,
m. 1/36, m. 1/37, m. 1/38, m. 1/39, m. 1/40,
m. 1/41, m. 1/42, m. 1/43, m. 1/44, m. 1/45,
m. 1/46, m. 1/47, m. 1/48, m. 1/49, m. 1/50,
m. 1/51, m. 1/52, m. 1/53, m. 1/54, m. 1/55,
m. 1/56, m. 1/57, m. 1/58, m. 1/59, m. 1/60,
m. 1/61, m. 1/62, m. 1/63, m. 1/64, m. 1/65,
m. 1/66, m. 1/67, m. 1/68, m. 1/69, m. 1/70,
m. 1/71, m. 1/72, m. 1/73, m. 1/74, m. 1/75,
m. 1/76, m. 1/77, m. 1/78, m. 1/79, m. 1/80,
m. 1/81, m. 1/82, m. 1/83, m. 1/84, m. 1/85,
m. 1/86, m. 1/87, m. 1/88, m. 1/89, m. 1/90,
m. 1/91, m. 1/92, m. 1/93, m. 1/94, m. 1/95,
m. 1/96, m. 1/97, m. 1/98, m. 1/99, m. 1/100,
m. 1/101, m. 1/102, m. 1/103, m. 1/104, m. 1/105,
m. 1/106, m. 1/107, m. 1/108, m. 1/109, m. 1/110,
m. 1/111, m. 1/112, m. 1/113, m. 1/114, m. 1/115,
m. 1/116, m. 1/117, m. 1/118, m. 1/119, m. 1/120,
m. 1/121, m. 1/122, m. 1/123, m. 1/124, m. 1/125,
m. 1/126, m. 1/127, m. 1/128, m. 1/129, m. 1/130,
m. 1/131, m. 1/132, m. 1/133, m. 1/134, m. 1/135,
m. 1/136, m. 1/137, m. 1/138, m. 1/139, m. 1/140,
m. 1/141, m. 1/142, m. 1/143, m. 1/144, m. 1/145,
m. 1/146, m. 1/147, m. 1/148, m. 1/149, m. 1/150,
m. 1/151, m. 1/152, m. 1/153, m. 1/154, m. 1/155,
m. 1/156, m. 1/157, m. 1/158, m. 1/159, m. 1/160,
m. 1/161, m. 1/162, m. 1/163, m. 1/164, m. 1/165,
m. 1/166, m. 1/167, m. 1/168, m. 1/169, m. 1/170,
m. 1/171, m. 1/172, m. 1/173, m. 1/174, m. 1/175,
m. 1/176, m. 1/177, m. 1/178, m. 1/179, m. 1/180,
m. 1/181, m. 1/182, m. 1/183, m. 1/184, m. 1/185,
m. 1/186, m. 1/187, m. 1/188, m. 1/189, m. 1/190,
m. 1/191, m. 1/192, m. 1/193, m. 1/194, m. 1/195,
m. 1/196, m. 1/197, m. 1/198, m. 1/199, m. 1/200,
m. 1/201, m. 1/202, m. 1/203, m. 1/204, m. 1/205,
m. 1/206, m. 1/207, m. 1/208, m. 1/209, m. 1/210,
m. 1/211, m. 1/212, m. 1/213, m. 1/214, m. 1/215,
m. 1/216, m. 1/217, m. 1/218, m. 1/219, m. 1/220,
m. 1/221, m. 1/222, m. 1/223, m. 1/224, m. 1/225,
m. 1/226, m. 1/227, m. 1/228, m. 1/229, m. 1/230,
m. 1/231, m. 1/232, m. 1/233, m. 1/234, m. 1/235,
m. 1/236, m. 1/237, m. 1/238, m. 1/239, m. 1/240,
m. 1/241, m. 1/242, m. 1/243, m. 1/244, m. 1/245,
m. 1/246, m. 1/247, m. 1/248, m. 1/249, m. 1/250,
m. 1/251, m. 1/252, m. 1/253, m. 1/254, m. 1/255,
m. 1/256, m. 1/257, m. 1/258, m. 1/259, m. 1/260,
m. 1/261, m. 1/262, m. 1/263, m. 1/264, m. 1/265,
m. 1/266, m. 1/267, m. 1/268, m. 1/269, m. 1/270,
m. 1/271, m. 1/272, m. 1/273, m. 1/274, m. 1/275,
m. 1/276, m. 1/277, m. 1/278, m. 1/279, m. 1/280,
m. 1/281, m. 1/282, m. 1/283, m. 1/284, m. 1/285,
m. 1/286, m. 1/287, m. 1/288, m. 1/289, m. 1/290,
m. 1/291, m. 1/292, m. 1/293, m. 1/294, m. 1/295,
m. 1/296, m. 1/297, m. 1/298, m. 1/299, m. 1/300,
m. 1/301, m. 1/302, m. 1/303, m. 1/304, m. 1/305,
m. 1/306, m. 1/307, m. 1/308, m. 1/309, m. 1/310,
m. 1/311, m. 1/312, m. 1/313, m. 1/314, m. 1/315,
m. 1/316, m. 1/317, m. 1/318, m. 1/319, m. 1/320,
m. 1/321, m. 1/322, m. 1/323, m. 1/324, m. 1/325,
m. 1/326, m. 1/327, m. 1/328, m. 1/329, m. 1/330,
m. 1/331, m. 1/332, m. 1/333, m. 1/334, m. 1/335,
m. 1/336, m. 1/337, m. 1/338, m. 1/339, m. 1/340,
m. 1/341, m. 1/342, m. 1/343, m. 1/344, m. 1/345,
m. 1/346, m. 1/347, m. 1/348, m. 1/349, m. 1/350,
m. 1/351, m. 1/352, m. 1/353, m. 1/354, m. 1/355,
m. 1/356, m. 1/357, m. 1/358, m. 1/359, m. 1/360,
m. 1/361, m. 1/362, m. 1/363, m. 1/364, m. 1/365,
m. 1/366, m. 1/367, m. 1/368, m. 1/369, m. 1/370,
m. 1/371, m. 1/372, m. 1/373, m. 1/374, m. 1/375,
m. 1/376, m. 1/377, m. 1/378, m. 1/379, m. 1/380,
m. 1/381, m. 1/382, m. 1/383, m. 1/384, m. 1/385,
m. 1/386, m. 1/387, m. 1/388, m. 1/389, m. 1/390,
m. 1/391, m. 1/392, m. 1/393, m. 1/394, m. 1/395,
m. 1/396, m. 1/397, m. 1/398, m. 1/399, m. 1/400,
m. 1/401, m. 1/402, m. 1/403, m. 1/404, m. 1/405,
m. 1/406, m. 1/407, m. 1/408, m. 1/409, m. 1/410,
m. 1/411, m. 1/412, m. 1/413, m. 1/414, m. 1/415,
m. 1/416, m. 1/417, m. 1/418, m. 1/419, m. 1/420,
m. 1/421, m. 1/422, m. 1/423, m. 1/424, m. 1/425,
m. 1/426, m. 1/427, m. 1/428, m. 1/429, m. 1/430,
m. 1/431, m. 1/432, m. 1/433, m. 1/434, m. 1/435,
m. 1/436, m. 1/437, m. 1/438, m. 1/439, m. 1/440,
m. 1/441, m. 1/442, m. 1/443, m. 1/444, m. 1/445,
m. 1/446, m. 1/447, m. 1/448, m. 1/449, m. 1/450,
m. 1/451, m. 1/452, m. 1/453, m. 1/454, m. 1/455,
m. 1/456, m. 1/457, m. 1/458, m. 1/459, m. 1/460,
m. 1/461, m. 1/462, m. 1/463, m. 1/464, m. 1/465,
m. 1/466, m. 1/467, m. 1/468, m. 1/469, m. 1/470,
m. 1/471, m. 1/472, m. 1/473, m. 1/474, m. 1/475,
m. 1/476, m. 1/477, m. 1/478, m. 1/479, m. 1/480,
m. 1/481, m. 1/482, m. 1/483, m. 1/484, m. 1/485,
m. 1/486, m. 1/487, m. 1/488, m. 1/489, m. 1/490,
m. 1/491, m. 1/492, m. 1/493, m. 1/494, m. 1/495,
m. 1/496, m. 1/497, m. 1/498, m. 1/499, m. 1/500,
m. 1/501, m. 1/502, m. 1/503, m. 1/504, m. 1/505,
m. 1/506, m. 1/507, m. 1/508, m. 1/509, m. 1/510,
m. 1/511, m. 1/512, m. 1/513, m. 1/514, m. 1/515,
m. 1/516, m. 1/517, m. 1/518, m. 1/519, m. 1/520,
m. 1/521, m. 1/522, m. 1/523, m. 1/524, m. 1/525,
m. 1/526, m. 1/527, m. 1/528, m. 1/529, m. 1/530,
m. 1/531, m. 1/532, m. 1/533, m. 1/534, m. 1/535,
m. 1/536, m. 1/537, m. 1/538, m. 1/539, m. 1/540,
m. 1/541, m. 1/542, m. 1/543, m. 1/544, m. 1/545,
m. 1/546, m. 1/547, m. 1/548, m. 1/549, m. 1/550,
m. 1/551, m. 1/552, m. 1/553, m. 1/554, m. 1/555,
m. 1/556, m. 1/557, m. 1/558, m. 1/559, m. 1/560,
m. 1/561, m. 1/562, m. 1/563, m. 1/564, m. 1/565,
m. 1/566, m. 1/567, m. 1/568, m. 1/569, m. 1/570,
m. 1/571, m. 1/572, m. 1/573, m. 1/574, m. 1/575,
m. 1/576, m. 1/577, m. 1/578, m. 1/579, m. 1/580,
m. 1/581, m. 1/582, m. 1/583, m. 1/584, m. 1/585,
m. 1/586, m. 1/587, m. 1/588, m. 1/589, m. 1/590,
m. 1/591, m. 1/592, m. 1/593, m. 1/594, m. 1/595,
m. 1/596, m. 1/597, m. 1/598, m. 1/599, m. 1/600,
m. 1/601, m. 1/602, m. 1/603, m. 1/604, m. 1/605,
m. 1/606, m. 1/607, m. 1/608, m. 1/609, m. 1/610,
m. 1/611, m. 1/612, m. 1/613, m. 1/614, m. 1/615,
m. 1/616, m. 1/617, m. 1/618, m. 1/619, m. 1/620,
m. 1/621, m. 1/622, m. 1/623, m. 1/624, m. 1/625,
m. 1/626, m. 1/627, m. 1/628, m. 1/629, m. 1/630,
m. 1/631, m. 1/632, m. 1/633, m. 1/634, m. 1/635,
m. 1/636, m. 1/637, m. 1/638, m. 1/639, m. 1/640,
m. 1/641, m. 1/642, m. 1/643, m. 1/644, m. 1/645,
m. 1/646, m. 1/647, m. 1/648, m. 1/649, m. 1/650,
m. 1/651, m. 1/652, m. 1/653, m. 1/654, m. 1/655,
m. 1/656, m. 1/657, m. 1/658, m. 1/659, m. 1/660,
m. 1/661, m. 1/662, m. 1/663, m. 1/664, m. 1/665,
m. 1/666, m. 1/667, m. 1/668, m. 1/669, m. 1/670,
m. 1/671, m. 1/672, m. 1/673, m. 1/674, m. 1/675,
m. 1/676, m. 1/677, m. 1/678, m. 1/679, m. 1/680,
m. 1/681, m. 1/682, m. 1/683, m. 1/684, m. 1/685,
m. 1/686, m. 1/687, m. 1/688, m. 1/689, m. 1/690,
m. 1/691, m. 1/692, m. 1/693, m. 1/694, m. 1/695,
m. 1/696, m. 1/697, m. 1/698, m. 1/699, m. 1/700,
m. 1/701, m. 1/702, m. 1/703, m. 1/704, m. 1/705,
m. 1/706, m. 1/707, m. 1/708, m. 1/709, m. 1/710,
m. 1/711, m. 1/712, m. 1/713, m. 1/714, m. 1/715,
m. 1/716, m. 1/717, m. 1/718, m. 1/719, m. 1/720,
m. 1/721, m. 1/722, m. 1/723, m. 1/724, m. 1/725,
m. 1/726, m. 1/727, m. 1/728, m. 1/729, m. 1/730,
m. 1/731, m. 1/732, m. 1/733, m. 1/734, m. 1/735,
m. 1/736, m. 1/737, m. 1/738, m. 1/739, m. 1/740,
m. 1/741, m. 1/742, m. 1/743, m. 1/744, m. 1/745,
m. 1/746, m. 1/747, m. 1/748, m. 1/749, m. 1/750,
m. 1/751, m. 1/752, m. 1/753, m. 1/754, m. 1/755,
m. 1/756, m. 1/757, m. 1/758, m. 1/759, m. 1/760,
m. 1/761, m. 1/762, m. 1/763, m. 1/764, m. 1/765,
m. 1/766, m. 1/767, m. 1/768, m. 1/769, m. 1/770,
m. 1/771, m. 1/772, m. 1/773, m. 1/774, m. 1/775,
m. 1/776, m. 1/777, m. 1/778, m. 1/779, m. 1/780,
m. 1/781, m. 1/782, m. 1/783, m. 1/784, m. 1/785,
m. 1/786, m. 1/787, m. 1/788, m. 1/789, m. 1/790,
m. 1/791, m. 1/792, m. 1/793, m. 1/794, m. 1/795,
m. 1/796, m. 1/797, m. 1/798, m. 1/799, m. 1/800,
m. 1/801, m. 1/802, m. 1/803, m. 1/804, m. 1/805,
m. 1/806, m. 1/807, m. 1/808, m. 1/809, m. 1/810,
m. 1/811, m. 1/812, m. 1/813, m. 1/814, m. 1/815,
m. 1/816, m. 1/817, m. 1/818, m. 1/819, m. 1/820,
m. 1/821, m. 1/822, m. 1/823, m. 1/824, m. 1/825,
m. 1/826, m. 1/827, m. 1/828, m. 1/829, m. 1/830,
m. 1/831, m. 1/832, m. 1/833, m. 1/834, m. 1/835,
m. 1/836, m. 1/837, m. 1/838, m. 1/839, m. 1/840,
m. 1/841, m. 1/842, m. 1/843, m. 1/844, m. 1/845,
m. 1/846, m. 1/847, m. 1/848, m. 1/849, m. 1/850,
m. 1/851, m. 1/852, m. 1/853, m. 1/854, m. 1/855,
m. 1/856, m. 1/857, m. 1/858, m. 1/859, m. 1/860,
m. 1/861, m. 1/862, m. 1/863, m. 1/864, m. 1/865,
m. 1/866, m. 1/867, m. 1/868, m. 1/869, m. 1/870,
m. 1/871, m. 1/872, m. 1/873, m. 1/874, m. 1/875,
m. 1/876, m. 1/877, m. 1/878, m. 1/879, m. 1/880,
m. 1/881, m. 1/882, m. 1/883, m. 1/884, m. 1/885,
m. 1/886, m. 1/887, m. 1/888, m. 1/889, m. 1/890,
m. 1/891, m. 1/892, m. 1/893, m. 1/894, m. 1/895,
m. 1/896, m. 1/897, m. 1/898, m. 1/899, m. 1/900,
m. 1/901, m. 1/902, m. 1/903, m. 1/904, m. 1/905,
m. 1/906, m. 1/907, m. 1/908, m. 1/909, m. 1/910,
m. 1/911, m. 1/912, m. 1/913, m. 1/914, m. 1/915,
m. 1/916, m. 1/917, m. 1/918, m. 1/919, m. 1/920,
m. 1/921, m. 1/922, m. 1/923, m. 1/924, m. 1/925,
m. 1/926, m. 1/927, m. 1/928, m. 1/929, m. 1/930,
m. 1/931, m. 1/932, m. 1/933, m. 1/934, m. 1/935,
m. 1/936, m. 1/937, m. 1/938, m. 1/939, m. 1/940,
m. 1/941, m. 1/942, m. 1/943, m. 1/944, m. 1/945,
m. 1/946, m. 1/947, m. 1/948, m. 1/949, m. 1/950,
m. 1/951, m. 1/952, m. 1/953, m. 1/954, m. 1/955,
m. 1/956, m. 1/957, m. 1/958, m. 1/959, m. 1/960,
m. 1/961, m. 1/962, m. 1/963, m. 1/964, m. 1/965,
m. 1/966, m. 1/967, m. 1/968, m. 1/969, m. 1/970,
m. 1/971, m. 1/972, m. 1/973, m. 1/974, m. 1/975,
m. 1/976, m. 1/977, m. 1/978, m. 1/979, m. 1/980,
m. 1/981, m. 1/982, m. 1/983, m. 1/984, m. 1/985,
m. 1/986, m. 1/987, m. 1/988, m. 1/989, m. 1/990,
m. 1/991, m. 1/992, m. 1/993, m. 1/994, m. 1/995,
m. 1/996, m. 1/997, m. 1/998, m. 1/999, m. 1/1000,
m. 1/1001, m. 1/1002, m. 1/1003, m. 1/1004, m. 1/1005,
m. 1/1006, m. 1/1007, m. 1/1008, m. 1/1009, m. 1/1010,
m. 1/1011, m. 1/1012, m. 1/1013, m. 1/1014, m. 1/1015,
m. 1/1016, m. 1/1017, m. 1/1018, m. 1/1019, m. 1/1020,
m. 1/1021, m. 1/1022, m. 1/1023, m. 1/1024, m. 1/1025,
m. 1/1026, m. 1/1027, m. 1/1028, m. 1/1029, m. 1/1030,
m. 1/1031, m. 1/1032, m. 1/1033, m. 1/1034, m. 1/1035,
m. 1/1036, m. 1/1037, m. 1/1038, m. 1/1039, m. 1/1040,
m. 1/1041, m. 1/1042, m. 1/1043, m. 1/1044, m. 1/1045,
m. 1/1046, m. 1/1047, m. 1/1048, m. 1/1049, m. 1/1050,
m. 1/1051, m. 1/1052, m. 1/1053, m. 1/1054, m. 1/1055,
m. 1/1056, m. 1/1057, m. 1/1058, m. 1/1059, m. 1/1060,
m. 1/1061, m. 1/1062, m. 1/1063, m. 1/1064, m. 1/1065,
m. 1/1066, m. 1/1067, m. 1/1068, m. 1/1069, m. 1/1070,
m. 1/1071, m. 1/1072, m. 1/1073, m. 1/1074, m. 1/1075,
m. 1/1076, m. 1/1077, m. 1/1078, m. 1/1079, m. 1/1080,
m. 1/1081, m. 1/1082, m. 1/1083, m. 1/1084, m. 1/1085,
m. 1/1086, m. 1/1087, m. 1/1088, m. 1/1089, m. 1/1090,
m. 1/1091, m. 1/1092, m. 1/1093, m. 1/1094, m. 1/1095,
m. 1/1096, m. 1/1097, m. 1/1098, m. 1/1099, m. 1/1100,
m. 1/1101, m. 1/1102, m. 1/1103, m. 1/1104, m. 1/1105,
m. 1/1106, m. 1/1107, m. 1/1108, m. 1/1109, m. 1/1110,
m. 1/1111, m. 1/1112, m. 1/1113, m. 1/1114, m. 1/1115,
m. 1/1116, m. 1/1117, m. 1/1118, m. 1/1119, m. 1/1120,
m. 1/1121, m. 1/1122, m. 1/1123, m. 1/1124, m. 1/1125,
m. 1/1126, m. 1/1127, m. 1/1128, m. 1/1129, m. 1/1130,
m. 1/1131, m. 1/1132, m. 1/1133, m. 1/1134, m. 1/1135,
m. 1/1136, m. 1/1137, m. 1/1138, m. 1/1139, m. 1/1140,
m. 1/1141, m. 1/1142, m. 1/1143, m. 1/1144, m. 1/1145,
m. 1/1146

LA VIE ÉCONOMIQUE

EUROPE

APRÈS LA PRÉSENTATION DU CATALOGUE REVENDICATIF DE LA GRANDE-BRETAGNE

M. Christian Bonnet se déclare satisfait de voir que Londres ne demande plus une renégociation globale du Marché commun agricole

Communautés européennes (Luxembourg). — M. Fred Peart, le ministre britannique de l'agriculture, a précisé mardi 18 juin, devant le conseil des ministres des Neuf réuni à Luxembourg, comment son gouvernement souhaitait voir réformer la politique agricole commune. Les aménagements demandés touchent le régime des prix, les mécanismes d'intervention, l'organisation du marché de la viande de bœuf, le maintien des relations commerciales préférentielles avec le Commonwealth et enfin le régime de protection applicable aux pays tiers.

Les pays du Commonwealth. — Le traité d'adhésion prévoit la possibilité pour le Royaume-Uni d'importer dans des conditions préférentielles du bœuf de Nouvelle-Zélande jusqu'en 1977. Londres souhaite que ce délai soit prolongé et que, pendant cinq années (de 1977 à 1982), l'Angleterre soit autorisée à importer annuellement 140 000 tonnes de bœuf de Nouvelle-Zélande.

De notre envoyé spécial

M. Christian Bonnet s'est félicité que M. Peart n'ait pas remis en cause les principes fondamentaux du Marché commun agricole. Cependant, le ministre français a observé qu'à la première lecture certains des aménagements proposés lui paraissent peu compatibles avec ces principes de base. Il reste que M. Bonnet a apprécié que le ministre britannique n'ait pas demandé au conseil d'arrêter un calendrier ou une procédure spéciale pour examiner les demandes formulées. Celles-ci seront étudiées au fur

et à mesure que les dossiers se présenteront et sans que le travail normal de la Communauté s'en trouve affecté. Bref, le ministre français s'est montré plutôt satisfait des efforts accomplis par les Britanniques pour éviter toute provocation, dans la forme comme dans le fond, et pour écarter la perspective traumatisante d'une vaste renégociation. M. Bonnet a été le seul à intervenir après l'exposé de M. Peart.

Les relations avec les pays tiers. — Le ministre britannique voudrait que les prélèvements appliqués aux importations de bœuf du semi-dur américain soient réduits. De même les taxes perçues sur les importations de conserves de fruits et de conserves de poissons devraient être considérablement réduites.

Le plan britannique

Les aménagements que le Royaume-Uni souhaite apporter à la réglementation agricole communautaire concernent les cinq rubriques suivantes :

● La réforme du régime des prix. — Londres souhaite que les prix agricoles soient fixés chaque année sur la base de deux critères objectifs et clairs. D'une part qu'ils soient arrêtés en fonction des besoins d'exploitations modernes et efficaces ; d'autre part, que l'on tienne compte pour chaque produit de l'équilibre entre l'offre et la demande. M. Peart a reconnu que la fixation annuelle des prix selon ces critères pourrait causer des difficultés aux agriculteurs possédant de petites ou moyennes exploitations. Pour pallier ces inconvénients, il suggère des aides directes et éventuellement l'application dans certaines régions de la Communauté de prix plus bas que le niveau commun.

● Aménagement du régime d'intervention. — La réforme du mécanisme de fixation de prix empêcherait pas forcément la création d'excédents. Le ministre anglais propose de révoquer et de rendre moins automatiques les mécanismes d'intervention, notamment pour les céréales et les produits laitiers.

● Le prix payé par les organismes d'intervention diminuerait en cas d'augmentation inattendue des stocks dans la Communauté. Par ailleurs, M. Peart souhaite que la Communauté fasse le nécessaire pour que les stocks détenus par les organismes d'intervention profitent surtout aux consommateurs de la Communauté.

● Révision des règles régissant plusieurs marchés agricoles importants. — Les principales difficultés auxquelles est actuellement confrontée la Communauté con-

cernent le marché de la viande de bœuf. M. Peart demande la suppression du régime d'intervention permanent actuellement en vigueur. Pour aider les producteurs, il propose de remplacer les mécanismes actuels par l'octroi de primes et aides directes qui seraient versées aux éleveurs.

● Relations commerciales avec

Place au bœuf... dans les frigos

Les Neuf ont ensuite porté leur attention sur une série de questions importantes intéressant la gestion des marchés. En ce qui concerne le commerce avec l'Italie, le conseil a pris acte des décisions de la Commission concernant l'allègement des mesures de sauvegarde prises au début du mois de mai par l'Italie. Notamment, à compter du 24 juin, le cautionnement sera supprimé pour les importations de viande de porc. L'élimination du cautionnement pour les autres produits agricoles et sa réduction à 25 % dans le cas particulier de la viande de bœuf interviendront avant le 1^{er} août.

Envoquant la situation sur le marché de la viande de bœuf, M. Bonnet a insisté pour que la Commission arrête rapidement des mesures de déstockage. Etant donné l'excédent actuel de l'offre sur la demande, il est nécessaire en effet de faire rapidement de la place dans les entrepôts frigorifiques de la Communauté si l'on veut que le système d'intervention permanente, instauré à la demande de la France à la fin de 1972, puisse continuer à fonctionner dans des conditions normales.

A propos de la gestion des marchés du Royaume-Uni, les Anglais ont été autorisés à maintenir jusqu'à la fin du mois d'octobre des aides directes à leurs producteurs de porcs. En contrepartie, ils ont accepté d'aligner leur prix d'orientation

de la viande bovine sur le prix commun, soit un relèvement de 10 % environ.

Pour le marché du sucre, le système de taxe à l'exportation est étendu et renforcé. Les difficultés rencontrées pour approvisionner la Communauté s'accroissent et les Neuf entendent donc éviter qu'une partie du sucre disponible soit vendue à des pays tiers.

Enfin, au sujet des excédents de vin, il semble que l'on s'oriente vers une double opération de distillation pour réduire les surplus. La première, immédiate, intéresse l'Italie, la seconde, plus lointaine, concernant la France. Le gouvernement français souhaite être autorisé à distiller en novembre et en décembre.

PHILIPPE LEMAITRE.

A Bucarest

CRÉATION DE LA PREMIÈRE FILIALE D'UNE BANQUE OCCIDENTALE EN PAYS SOCIALISTE

(De notre correspondant.)

Vienne. — M. Gabriel Hauge, président de la banque américaine Manufacturers Hanover Trust Company, annonce que vient d'être installée à Bucarest une filiale de sa banque destinée à faciliter les échanges et, surtout, la coopération industrielle entre les firmes occidentales et les pays du Comecon. Union soviétique y compris.

L'événement est d'autant plus important qu'il s'agit là de la première filiale d'une banque occidentale établie dans un pays socialiste. Jusque-là, en effet, d'autres banques possédaient dans les pays de l'Est des bureaux de représentation, mais pas de filiale proprement dite, capable d'offrir toute la gamme des services bancaires ordinaires.

ÉNERGIE

Les Douze discutent de la répartition du pétrole en cas de crise

De notre correspondant

Bruxelles. — Les représentants des douze pays membres du groupe de coordination de l'énergie, issu de la conférence de Washington (les Etats-Unis, le Canada, le Japon, la Norvège et les Neuf moins la France), devaient se retrouver pour la quatrième fois les 19 et 20 juin à Bruxelles.

Il semblerait qu'un accord soit intervenu sur la nécessité de parvenir à une transparence plus réelle du marché, c'est-à-dire d'exiger des compagnies pétrolières davantage d'informations sur leurs activités.

Les discussions les plus approfondies ont toutefois porté sur la répartition du pétrole en cas de crise. Si les deux rapports présentés, celui du groupe de travail de l'O.C.D.E. (sauf qu'il participe la France) et celui de la délégation des Etats-Unis, mettent en évidence

la nécessité de cette solidarité en cas de crise, les conceptions de l'un et de l'autre restent encore bien divergentes : plus « techniques » pour l'O.C.D.E., plus « politiques » pour les Américains, qui précisent que ce partage de l'énergie ne pourrait avoir lieu qu'à la condition que chacun puisse, en cas de crise, appliquer une politique efficace de stockage et de restrictions éventuelles de la consommation.

Les Douze ont décidé d'intensifier leurs travaux puisqu'ils devraient se rencontrer à deux reprises au cours du mois de juillet : les 8 et 9 et 25 et 26, toujours à Bruxelles.

Quant aux rumeurs sur l'éventuelle participation de la France au groupe des Douze, elles n'ont été confirmées ni à Paris (le Monde du 19 juin), ni à Bruxelles.

(Interim.)

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	11 1/8 12 1/8	7 3/8 8 1/8	7 1/2 8 1/2
1 mois	11 1/4 12 1/4	8 3/8 9 1/8	8 1/2 9 1/2
3 mois	11 3/8 12 3/8	9 1/8 10 1/8	9 3/4 10 3/4
6 mois	11 5/8 12 5/8	9 3/8 10 3/8	9 7/8 10 7/8

● M. ALAIN GOMEZ a été nommé président de Saint-Gobain Emballage. Ancien élève de l'ENSA, M. Alain Gomez, qui est âgé de cinquante ans, reste président-directeur général de Saint-Gobain Desjonquères.

DEAUVILLE*

Une nouvelle résidence de loisirs! Une nouvelle formule: CASTEL CLUB!

Devenez propriétaire d'un luxueux studio ou d'un duplex, entièrement meublé et équipé, vendu par périodes de deux mois (exemple : 2 mois dont juillet : 30.000 F.).

- Au "CASTEL NORMAND" vous payez seulement le temps de séjour dont vous profitez pleinement
- Au "CASTEL NORMAND", vous bénéficiez des services hôteliers : petit déjeuner, repas froid, entretien journalier, réservations, salons de détente, etc...
- Au "CASTEL NORMAND", vivez **** étoiles!

* en plein centre, à 200 m du casino.

Coupon-réponse à envoyer à : PRODOMO s.a., 8, rue de Richelieu 75001 Paris - Tél. RIC. 50.10 et 50.93

Sans engagement de ma part, veuillez me faire parvenir votre documentation en couleurs.

Nom _____ Adresse _____ Code postal _____ Tél. _____

Les auteurs ont voulu donner la parole à ceux qui habituellement se taisent... Ils y ont pleinement réussi.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ (Le Monde)

Livre étonnant par ses documents, précieux par ses commentaires.

DOMINIQUE DESANTI (Psychologie)

L'enquête est exemplaire : elle raconte, sans provocation, le désordre régnant.

FRANÇOIS CHATELET (La Quinzaine Littéraire)

Ce livre est tout le contraire d'un froid pensum. Plutôt un roman qui serait plus vrai que les autres, d'une grande richesse de contenu et qu'on lit tout d'une traite.

LAURENT DISPOT (Le Quotidien de Paris)

ROGER-POL DROIT ET ANTOINE GALLIEN

La réalité sexuelle

Préface du Dr Pierre Simon

Un livre Robert Laffont

REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE

Deux articles de Jacques RIBOUD sur les problèmes monétaires

- Les fausses croyances qui paralysent (n° 850).
- Théorie d'une monnaie européenne à pouvoir d'achat stable (n° 851).

ABONNEMENT D'UN AN : 60 F. — LES DEUX ARTICLES : 5 F. 88 bis, rue Joffroy, 75017 PARIS - Tél. : 267-05-43

des bureaux à louer à 290 F LE M² UTILE ANNUEL aux fermes et distilleries et 2000 ou 4000 m² d'entrepôts à proximité immédiate

avec le métro de Paris à leur porte, est-ce possible? OUI, au métro Echat-Mondor

13 000 m² livrés ETE 74 - Restaurant, Autocommutateur téléphonique

292 23 18

le SAINT SIMON

NOUVEAU créteil

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

En raison de la mévente LES NÉGOCIANTS EN VINS DE QUALITÉ SE TROUVENT DANS UNE SITUATION DIFFICILE

L'inquiétude est générale dans le négoce des grands vins français : la mévente du champagne, du bordois et du bourgogne s'aggrave. Le comité interprofessionnel du vin de Champagne publie à cet égard des chiffres significatifs : par rapport au premier trimestre 1973, il a été vendu deux millions sept cent soixante-dix mille bouteilles de moins, soit une chute de 10,16 %. En Bourgogne, d'après les premières indications, la diminution est au moins aussi forte, en particulier à l'exportation. La chute approcherait 30 % pour le bourgogne.

Cette mévente s'accompagne d'une baisse des cours, une partie du négoce se trouve dans une situation financière délicate : pour se couvrir en marchandises en 1972 et 1973, pendant la période de flambée des cours, beaucoup de négociants ont acheté plus et plus cher que leurs moyens ne le leur permet-

taient. Ils ont recouru à des soutiens extérieurs et, notamment, aux importateurs américains et anglais, qui ont participé au financement des stocks parisiens jusqu'à concurrence de 50 %. La conjoncture se retourne brusquement, une partie du négoce se trouve dans la situation doublement désavantageuse d'avoir à supporter des frais financiers considérables, dont il ne peut plus répercuter la charge dans ses prix de vente, d'être sous la dépendance discrète de maisons étrangères.

Cela explique le mouvement de concentration qui s'ébauche : en Bourgogne, deux maisons connues viennent de changer de mains : Chauvenot passe sous le contrôle de la Société des vins de France (groupe Crémieux) et Ropileau est acquis par la Société bonnaillaise viticole (groupe Piquet-Chantavent).

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

M. GERARD GRUSON a été nommé P.D.G. de C.M. Industries, nouvelle raison sociale de Cim-Midy. Né le 23 janvier 1913 à Paris, M. Gruson est diplômé des études supérieures de droit. Il était depuis 1968 directeur général des services économiques du C.N.P.F. Il remplace à la tête de C.M. Industries M. Raymond Comar, qui s'est vu confier le titre de président d'honneur.

Automobile

BERLIET a signé avec la Chine un contrat de fourniture de mille camions de 12 tonnes, livrables dans les dix-huit mois. En 1971, le constructeur lyonnais avait déjà vendu dans ce pays près de trois mille camions.

SAVIER, l'autre fabricant français de poids lourds, a conclu un contrat de vente de deux cent cinquante camions de taille moyenne avec le Pakistan. La filiale de la Régie est en négociation pour installer dans une usine d'assemblage.

Conflits et revendications

A RENNES, les cent vingt grévistes des garages Tomine, concessionnaires Citroën, ont décidé de suivre l'exemple de leurs camarades des garages de Brest et de Lorient. Depuis le 13 juin ils organisent, sur le parking du garage fermé par décision de la direction, une opération de réparations de véhicules sous leur responsabilité. Les usagers doivent se fournir en pièces détachées. Les réparations sont effectuées gratuitement, l'argent versé éventuellement par le client n'étant qu'une contribution volontaire.

Les grévistes réclament 2 F d'augmentation par heure.

deux heures de réduction du temps de travail et une prime de transport. — (Corresp.)

DANS L'ISÈRE des grèves perliées, pour soutenir des revendications de salaires, ont lieu depuis plusieurs semaines à l'usine Rhône-Progil de Pont-de-Claix et aux établissements Rhône-Poulenc de Péage-de-Roussillon. Elles se traduisent par des baisses de 30 à 50 % de la production de plan (destinée notamment à la fabrication du nylon) et de chlorure.

La direction de Rhône-Progil a informé le personnel en grève que les salaires seraient réduits « dans une proportion identique à celle enregistrée du niveau de la production ». — (Corresp.)

Économies étrangères

EN BELGIQUE, les investissements américains ont plus que triplé en 1973, passant de 1,6 milliard de francs belges en 1972 à 5,1 milliards. La part des États-Unis a représenté 41,2 % du total des investissements étrangers qui se sont élevés à 12,3 milliards de francs belges (11,3 milliards en 1972). — (A.F.P.)

LES IMPORTATIONS ESPAGNOLES ont augmenté de 58 % au cours des quatre premiers mois de 1974, pour atteindre 28,5 milliards de pesetas (23 milliards de francs). Le plus grand fournisseur de l'Espagne reste les États-Unis, qui avec 48,9 milliards de pesetas, assurent 17,5 % des importations, devant la R.F.A. (31,2 milliards de pesetas et 11,7 %) et l'Arabie Saoudite (28,1 milliards de pesetas et 9,8 %). — (A.F.P.)

Europe

M. EDMOND MALINVAUD, directeur de la prévision au ministère de l'économie et des finances, a été choisi pour occuper la présidence du comité de politique économique de la C.E.E. Ce comité, créé par la Commission des Communautés européennes, a pour mission de faciliter la coordination des politiques économiques des différents États membres. Il réunit périodiquement les principaux responsables de l'observation et de la prévision économiques de chacun des Neuf.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMMINDO S.A.

L'Assemblée générale ordinaire d'IMMINDO S.A. Société immobilière d'investissement, s'est tenue le 18 juin sous la présidence de M. Daubert et a approuvé les comptes de l'exercice 1973.

Le rapport du conseil d'administration souligne que l'administration a accepté la primauté d'une libération du régime des S.I.I. sur certains points. Les textes d'application correspondants sont actuellement en cours d'étude.

En revanche, l'exécution des droits de mutation des sociétés a été supprimée pour les titres souscrits après le 19 septembre 1973. Cependant, IMMINDO S.A. a bénéficié de la législation antérieure pour l'amortissement de son capital intervenu en novembre 1973.

L'exécution des droits de mutation lors de la première mutation a été pratiquée et a contribué à l'augmentation du capital de 100 millions de F à 125 millions.

Le produit de l'augmentation de capital a été consacré à l'acquisition de locaux à usage de bureaux, compris dans un immeuble d'exercice de la rue de la Fontaine à Neuilly-sur-Seine, permettant à la société d'augmenter sensiblement la part de son patrimoine affectée à des immeubles commerciaux.

À la fin de l'année 1973, le do-

maine d'IMMINDO S.A. comprenait 12 ensembles immobiliers représentant 816 appartements, plus de 8 500 m² de bureaux et locaux commerciaux et environ 1 350 parkings.

À l'exception de l'immeuble de la rue du Pont, récemment acquis, l'exploitation du patrimoine s'est poursuivie dans de bonnes conditions et, en dépit d'un taux de rotation accru des locaux, le coefficient d'occupation a été maintenu à un niveau satisfaisant qui a varié entre 85 % et 98 %.

Par suite du jeu de l'indexation des loyers et de l'exploitation sur toute la durée de l'exercice de l'immeuble de bureaux de la rue de Baccarat, les recettes locatives ont enregistré une augmentation de 14 % passant de 834 millions de F à 10,19 millions de F pour l'exercice 1973.

Après affectation aux comptes d'amortissements de 1,09 million de F et aux comptes de provisions de 540 535 F, le bénéfice net ressort en 1973 à 8,23 millions de F contre 7,83 millions en 1972.

L'Assemblée générale a fixé le dividende net par action ancienne à 7 F, exonérée d'impôt à réputation d'impôt, et le dividende net par action nouvelle à 5 F.

Le dividende sera mis en paiement aux guichets de la Banque de l'Indochine à partir du 8 juillet contre remise du coupon jointé n° 12 (A et B).

P.L.M.

Les actionnaires du P.L.M. se sont réunis le 13 juin 1974 en assemblée générale ordinaire pour approuver les comptes de l'exercice 1973.

À la suite du transfert aux filiales des emprunts contractés par le P.L.M. l'ensemble du bilan s'élève à 120,7 millions de francs dont 12,5 millions de francs représentés par la situation nette. Par action, la situation nette est donc de 167 F, chiffre très inférieur à la réalité si l'on tient compte des plus-values latentes, tout spécialement en ce qui concerne l'exploitation immobilière.

Le bénéfice d'exploitation ressort à 4,18 millions de francs contre 3,2 millions de francs en 1972, soit une augmentation de près de 25 %.

Au niveau du compte de pertes et profits, le compte tenu de la prise en charge d'un solde de provisions de 2,85 millions de francs, le bénéfice net consolidé du groupe est de 1,33 million de francs. Le bénéfice net consolidé du groupe est de 2,83 millions de francs.

L'Assemblée a décidé de fixer à 5 F le montant du dividende 7,50 F avec le crédit d'impôt.

Au cours de cette réunion, le président du P.L.M., M. Elie de Beaumont, a donné différentes informations sur la marche de la société et son développement.

La mise en place de diverses unités de motricité (Beaune et Nevers), ainsi que la restauration autoroutière (Drac-Rappon, Brignoles, Portocler-Vallée) s'est poursuivie. Le chiffre d'affaires des quatre premiers mois s'est inscrit en hausse de 25 % environ par rapport à celui de la période correspondante de 1973.

Dans son analyse du développement de la société, M. Elie de Beaumont a insisté sur la rapidité de la croissance du P.L.M. dont l'investissement effectif dans le tourisme ne remonte qu'à au-delà de 1969.

Les records pris avec l'agence Baccarat pour la mise en commun de la plus grande partie du potentiel touristique de la région de la vallée de la Durance ont été atteints par la société.

CIE FINANCIÈRE DELMAS-VIEUX

Les actionnaires, réunis en assemblée extraordinaire, le 17 juin 1974, sous la présidence de M. Tristan Villieux, ont décidé d'augmenter le capital de la compagnie de 18 500 000 F pour le porter de 55 871 200 F à 74 371 200 F par incorporation de réserves et attribution d'une action nouvelle portant jouissance du 1^{er} juillet 1973 pour trois actions existantes.

La cotation des droits d'attribution a été demandée. Les opérations d'attribution commenceront à une date qui sera communiquée aux actionnaires par voie de presse.

SOCIÉTÉ NAVALE CHARGEURS DELMAS-VIEUX

L'Assemblée ordinaire du 17 juin 1974 a approuvé les comptes de l'exercice 1973.

Il est rappelé que le chiffre d'affaires de l'exercice s'est élevé à 756 771 000 F, le bénéfice avant impôts, après amortissements et provisions à 182 967 000 F, et le bénéfice net à 15 385 072,56 F.

Le revenu global par action a été fixé à 10,50 F, constitué par un dividende distribué de 7 F et un avoir fiscal de 3,50 F.

Un complément de dividende de 1 F par action a été reporté pour 1974, conformément aux recommandations gouvernementales qui ont invité les sociétés à limiter à 5 % l'augmentation des dividendes distribués en 1974.

Le dividende distribué cette année sera mis en paiement à partir du 28 juin 1974 contre remise du coupon n° 24, pour les titres au porteur et estampillés des certificats nominatifs dans les banques suivantes :

- Banque de l'Union maritime et financière, 56, rue de Provence, Paris ;
- Crédit commercial de France, 16, boulevard des Capucines, Paris ;
- Banque nationale de Paris, 16, boulevard des Capucines, Paris ;
- Banque de l'Union européenne, 4, rue Gallien, Paris ;
- Banque de l'Union parisienne, 6 et 8, boulevard Haussmann, Paris ;
- Crédit lyonnais, 19, boulevard Haussmann, Paris ;
- Société générale, 29, boulevard Haussmann, Paris ;
- Crédit industriel de l'Ouest, 4, rue Voltaire, 44 Nantes ou dans leurs succursales.

ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS ANDRÉ BORIE

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société des entreprises de travaux publics André Borie s'est réunie le 14 juin 1974 sous la présidence de M. Charles Richon, président du conseil de surveillance, assisté de MM. Jean Philippi et André Cerou en qualité de scrutateurs.

Dans son allocution, le président a indiqué que les résultats présentés par le conseil de surveillance et les divers motifs de satisfaction, qui ne doivent toutefois pas dissimuler la diversité et l'ampleur des problèmes avec lesquels les entreprises sont confrontées. Car les difficultés conjoncturelles consécutives à la hausse massive des prix du pétrole et des matières premières s'ajoutent à celles permanentes du fait de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans l'industrie des travaux publics, qui exerce une pression sur les salaires.

L'Assemblée générale, après avoir entendu le rapport du conseil de surveillance et le rapport du directeur, qui donne toutes précisions sur les travaux en cours et sur l'évolution très favorable du carnet de commandes, a approuvé les comptes de l'exercice 1973, qui font apparaître un bénéfice de 2 460 812,47 F contre 2 248 654 F en 1972, après affectation de 13 018 073,67 F aux comptes d'amortissements contre 14 271 587 F et de 1 674 921,76 F à la provision pour impôt sur les bénéfices contre 3 865 772 F.

L'Assemblée générale a décidé la mise en distribution à partir du 1^{er} juillet 1974 d'un dividende global de 22,33 F, dont 7,44 F d'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal), dividende identique à celui de l'exercice précédent.

ALSACIENNE DE SUPERMARCHÉS

UN DÉVELOPPEMENT CONFORME AUX PRÉVISIONS

Réunis le 7 juin 1974 en assemblée générale ordinaire, les actionnaires de la Société alsacienne de supermarchés ont approuvé les comptes de l'exercice 1973, qui se soldent, après dotation de 10 479 085 francs aux amortissements et constitution d'une provision de 967 285 F pour la participation du personnel, par un bénéfice net de 5 132 486 F.

L'Assemblée a décidé la mise en paiement à partir du 1^{er} juillet 1974 d'un dividende net de 5,80 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 2,20 F, ce qui donne un dividende net consolidé de 8 F.

Parallèlement à l'introduction de la cote officielle de Nancy des actions de la société, l'exercice 1973 constitue une étape importante dans la vie de la société.

Le chiffre d'affaires de l'année 1973 (211 821 000 F) est en croissance avec les filiales, a enregistré une progression de 27 % tant que la marge brute d'autofinancement (bénéfice net plus amortissements) s'est élevée à 15 511 581 F, a été majorée de 37 % par rapport à l'exercice précédent.

Le développement, marqué par des investissements de 27 000 000 F en 1973 se poursuit en 1974. C'est ainsi qu'un cours des dix premiers mois de l'exercice, ont été ouverts successivement :

- Le 23 janvier 1974, un supermarché SUMA, boulevard Brune, à Paris-14 ;
- Le 34 avril 1974, un supermarché place Félix-Eboué (anciennement Daumesnil), à Paris-12 ;
- Le 29 mai 1974, un supermarché SUMA, rue de la République, à Strasbourg ;
- Le 5 juin 1974, un supermarché SUMA, 191, rue d'Alsace, Paris-14 ;

La société exploite actuellement treize supermarchés SUMA à Strasbourg et environ dix supermarchés à Paris et deux hypermarchés BAGO à Strasbourg, et la Société commerciale de Montesson sa filiale, exploite l'hypermarché BAGO de Montesson (Yvelines).

CHAMPAGNE MUMM

L'Assemblée générale ordinaire, réunie le 7 juin 1974 sous la présidence de M. Alain de Gunzburg, président directeur général, a approuvé les comptes de l'exercice 1973.

Le bénéfice d'exploitation de la société s'élève à 37 458 000 F contre 28 850 000 F en 1972. Les amortissements d'immobilisations s'élèvent à 7 744 000 F. Une provision pour hausse des prix de 1 478 000 F a été constituée.

Les bénéfices de l'exercice 1973, après impôt et provision, ressort à 11 millions 188 000 F contre 9 021 000 F en 1972.

L'Assemblée générale, adoptant la proposition faite par le conseil, a décidé de distribuer un dividende de 7,50 F, qui, avec l'impôt déjà versé au Trésor, donne un revenu global de 11,03 F contre 10,50 F en 1972.

En ce qui concerne les filiales, le bénéfice net de la société Champagne Perrier-Jouët, après constitution d'une provision pour hausse des prix de 2 301 000 F, s'est élevé à 2 858 000 F.

Dans son allocution, M. Alain de Gunzburg, président directeur général, a indiqué que les stocks des trois maisons de champagne assés, plus de 33 800 000 bouteilles, alors que les ventes de l'exercice 1973 s'élevaient à 227 773 000 de francs.

Évoquant ensuite les perspectives de l'exercice 1974, le président précise que la croissance globale de la société, arrêtée en 31 mai 1974, est en avance de 7,5 % sur celle de la même période de l'année dernière.

Les résultats des filiales dans ce domaine sont également satisfaisants.

Les investissements importants décidés par le conseil d'administration pour l'exercice 1974 et constitués notamment par le creusement de caves et l'achat de caves voisines qui permettront un stockage supplémentaire de dix millions de bouteilles, sont un gage de confiance dans l'avenir de la société.

GROUPE PRINTEMPS

La situation consolidée au 31 décembre 1973 du Groupe Printemps vient d'être présentée aux actionnaires par le conseil d'administration de la société mère Au Printemps S.A., lors de sa prochaine assemblée générale annuelle fixée au mercredi 26 juin 1974.

La marge brute d'autofinancement (cash-flow) a progressé :

- de 70 459 000 F (après 6,4 millions de provisions diverses) en 1973 à 106 471 000 F (après 15 millions de provisions diverses) en 1973.
- de 106 471 000 F à 141 600 F après 107,8 millions d'amortissements et de 24 178 000 F, après 94,8 millions d'amortissements et provisions en 1972.

Ces résultats s'entendent y compris des plus-values à long terme de 14 millions en 1972 et de 13,4 millions en 1973.

RÉVILLON FRÈRES

1) Le rapport du conseil d'administration indique que le résultat net consolidé à l'actif en 1973 s'élève à 27 000 000 F. Dans l'exercice précédent, ce même résultat net consolidé s'élevait à 16 000 000 F.

2) Au cours récent de son P.A. l'action capitalise 12,4 fois le bénéfice net consolidé hors plus-values de 1973.

3) L'Assemblée générale extraordinaire qui a suivi a décidé, d'une part, une attribution d'action gratuite à raison d'une nouvelle pour dix anciennes et, d'autre part, l'absorption par voie de fusion des sociétés Imprimerie Tournon et Cie, Georges Y. La Trinité, Albert Masquelier S.A. Ces opérations auront pour conséquence de porter le capital social de 38 001 000 F à 42 200 000 F et d'autre part, d'accroître le montant des capitaux propres de 28 833 405 F, de 28 833 405 F à 38 900 F à titre d'augmentation du capital ; 28 194 505 F à titre de prime et de boni de fusion.

4) Le président, M. Mazenod, a indiqué encore que l'exercice 1974 se présente, jusqu'à présent, sous de bons auspices dans la quasi-totalité des activités du groupe.

Si les conditions économiques ne sont pas radicalement transformées dans les mois qui viennent, le bénéfice net du groupe hors plus-values devrait marquer une nouvelle progression.

L'événement important en ce début d'exercice est l'acquisition d'une nouvelle participation, à savoir 80 % de A. Solka et Cie, cette société possède un bel immeuble, à Paris, à l'angle de la rue de Rivoli et de la rue de Cassellon, et exerce une activité de luxe dans la confection et la vente d'articles pour hommes.

BAIGNOL ET FARJON S.A.

L'Assemblée ordinaire, tenue le 18 juin sous la présidence de M. Raymond Farjon, a approuvé les résultats de l'exercice, qui font ressortir un bénéfice net de 917 494 F, après amortissements et provisions.

Le résultat d'exploitation est de 4 156 399 F (+ 30 %).

La mise en place d'une distribution d'un dividende net de 3,70 F (crédit d'impôt, 1,25 F, mis en paiement le 1^{er} juillet, coupon n° 1) et le report à nouveau de 823 311 F.

Le chiffre d'affaires des cinq premiers mois de 1974 est en augmentation de 30 % par rapport à celui de la même période de 1973.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

Assemblée ordinaire du 5 juin 1974

L'Assemblée ordinaire s'est tenue le 5 juin 1974 sous la présidence de M. Jacques de Fouchier, président du conseil d'administration.

Étaient scrutateurs :

- l'Union des Assurantes de Paris, représentée par M. Didier Pfeiffer ;
- M.M. Lazard Frères et Cie, représentés par M. Philippe Herzog ;
- M. Jean-Claude Richard remplissant les fonctions de secrétaire.

L'Assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1973.

Le bénéfice net de l'exercice ressort à 115 004 884,56 F contre 97 millions 889 233,91 F pour l'exercice précédent.

Le résultat consolidé du groupe s'élève à 888,7 millions de F : la part de la Compagnie Financière s'élève à 212,7 millions de F contre 187,2 millions de F de l'exercice précédent. Ce résultat net par action de 21,32 F contre 18,85 F.

L'Assemblée a voté la distribution d'un dividende net de 8,45 F par action et pris acte de l'intention du conseil de proposer à l'Assemblée de 1975 de mettre en distribution un complément de dividende de 0,55 F par action.

L'Assemblée a réélu M.M. Pierre de Calan, Raymond-Maurice Dommenet, Gustave Rameaud et Jean Bayet, membres du conseil d'administration, et M.M. François Anthoine, Jean Ochet et René Martin, censeurs.

National Cement Company

Une division de la Mead Corporation

a été acheté par la

Société Anonyme des Ciments Vicat

Nous sommes à l'origine de cette transaction

White, Weld & Co.

NEW YORK BOSTON CHICAGO ATLANTA DALLAS
HARTFORD HOUSTON LOS ANGELES MINNEAPOLIS
NEW HAVEN PHILADELPHIA SAN FRANCISCO LONDON
PARIS ZURICH GENEVA CARACAS HONG KONG MONTRÉAL

18 Juin 1974

CADRES

Désirez-vous changer ou améliorer votre situation ?

G F C

Groupement Français de CONSEILS EN CARRIÈRES vous aide efficacement à chercher et trouver un poste à votre mesure

Très nombreuses références. Premier entretien sur R.V. et sans engagement

G F C S.A.

103, rue de la Pompe PARIS XVI^e 553.89.29 et 87.55

Notre Cabinet n'est pas un bureau de placement

5500 STAGES DE FORMATION

Les programmes, les dates, les agréments de commissions paritaires, les animateurs, les prix, les lieux, etc.

CALENDRIER TRIMESTRIEL DES STAGES

ÉDITÉ PAR FORMATION

32, rue Cortambert, 75016 PARIS Un numéro : 120 F T.T.C. Abonné 4 n° : 420 F T.T.C.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

La baisse continue

Les valeurs franques ont connu le fléchir en cette deuxième année de la semaine et les baisses ont été nombreuses.

A vrai dire, l'on ne voit rien qui passe, dans l'immédiat, inciter les opérateurs à l'optimisme. Le poids des mesures gouvernementales prises dans le cadre du plan «*repositionnement*» au progrès ne se fait sentir.

Quant au lover de l'argent, il n'est pas en mesure d'apprécier les 3/4 % au four le jour, ce qui n'est pas de nature à favoriser les investissements à moyen ou long terme.

Ajoutons, enfin, la proximité
 des opérations de liquidation, qui
 commenceront mercredi avec la
 prise des primes ; les positions
 tenues sont encore lourdes, et
 ombreux sont ceux qui désirent
 s'écarter à la veille des vacances.

Bref, tout est réuni pour dépré-
 ciation du marché déjà sévèrement
 niqué depuis le début de l'année.

Le compartiment le plus touché
 est celui des établissements de
 « crédit spécialisé » : B.C.T., Cetelem,
 Compagnie bancaire, Comptoir
 des entrepreneurs, Localoid, Lo-
 zifrance, Sogac, U.C.B., U.F.B.

armés les valeurs de croissance, toujours a encore cédé du terrain. Dans le secteur du bâtiment, recul d'Auxiliaire d'entreprises, Chimique et Routière, Naissans Phénix.

Aux valeurs étrangères, faiblesse des américaines, des allemandes et des hollandaises.

Aux pétroles internationaux, v repli de Norsk Hydro.

Sur le marché du métal, le lin-
t et le kilo en barre fléchissent
25 240 F et 25 500 F contre
5 670 F et 25 680 F, tandis que le
apolon perd 3 F à 255 F, le vo-
me des transactions restant
assez faible avec 18,3 millions F.

La rente à 1/2 % 1973 est re-
mouée au voisinage de 461 F sur
les recettes d'acheteurs à décou-
vert.

LONDRES

Après sa forte baisse de la veille, le marché se redresse partiellement mercredi à l'ouverture. Mais la tendance reste irrégulière, notamment aux industrielles, où l'on note, à côté de la reprise de Glaxo, le nouveau recul d'I.C.I. Progres des mines d'or. Les pétroles sont diversement traités. Extraitement des fonds d'Etat.

OR (ouverture) dollars : 157 ... cents 155 50

VALEURS	CLOTURE	COURS
	18/6	19/6
War Loan 3 1/2 % ..	24 5/16	24 3/16
Beechamps	286	288 1/2
British Petroleum ...	398	389 1/2
Shell	183	182
Victory	99	98
Imperial Chemical ..	205	202
Castrol	23	22
De Beers	89	89
Western Holdings	234	234
Rio Tinto Zinc Corp. ..	24 5/8	25 7/8
West Orientale	134	134
(*) En l'air.	35 1/2	35 5/8

INDICES QUOTIDIENS
 NSEI Base 100 : 23 442, 18

	17 juin	18 juin
Valeurs françaises ..	88,8	87,6
Valeurs étrangères ..	97,6	95,7
Ca DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961.)		
Indice général	74,9	73,9

MARCHE MONETAIRE	
	1987

	Banque de France	du marché
Effets publics...	
Effets privés...	13 3/4 %
Moyen terme...	5

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

LE ROUSSIN-CLIFF. — A l'issue de la dernière séance, le conseil qui a suivi l'assemblée annuelle, a décidé à pris la forme d'une société anonyme dotée d'un conseil de surveillance et d'un comité d'administration. Le conseil de surveillance est placé sous la présidence du gouverneur Brunet. Le directeur est composé de M. Jacques L. Roussin, président, et de trois directeurs généraux, M. J. Monod, Edouard Sakis et Pierre Joly.

OTIS ELEVATOR. — Les actions de la société, premier fabricant américain d'ascenseurs, seront introduites à la Bourse de New York le 25 juin par voie d'arbitrage à un cours voisin de celui pratiqué à Wall Street. Le titre se négocie actuellement à New-York (172.30 \$ par action).

AMGOLD. — Bénéfice net pour le semestre au 30 juin : 33,8 millions de rands contre 16,5 millions. Dividende intérimaire : 100 cents contre 55 cents.

NEW YORK

Résistant

Un léger mouvement de reprise s'est dessiné mardi à Wall Street, mais, faute d'affaires, le marché s'est effondré à 14 heures. Les investisseurs ont craqué à la clôture l'indice des industries américaines en trois jours perdus à 3,56 p. 100. Le volume d'affaires est resté faible : 10,11 millions de titres ont changé de mains contre 9,98 millions la veille.

Les investisseurs ont opté pour un mouvement de résistance à l'adoption des propositions contradictoires sur l'abolition des taxes bancaires. Les investisseurs américains vont maintenant jusqu'à penser que la First National City Bank pourrait dépasser les banques étrangères et prime 2 à 11,5 %. Pour l'instant, la Bourse reste l'arme au pied en attendant que les banques américaines votent le volume des crédits bancaires accordés aux entreprises étrangères.

Enfin, la semaine qui s'achève se

Recal des produits chimiques et pharmaceutiques, des cuivres, du bâtiment, des papeteries, des pneumatiques ainsi que des établissements d'épargne et de prêts.

Sur 1 740 valeurs traitées, 959 ont baissé, 407 ont monté et 374 n'ont pas varié.

Indices Dow Jones : transports, 221,4 (-1,90); mines, 205,3 (-1,00);

VALEURS	COURS 17/8	COURS 18/8
Alcoa	42 ...	41 3/4

[illegible]

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	18/8	19/8
1 dollar (en yens) ..	232 675	232 85

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	18/8	18/8
3 dollar (30 yens) ..	282 675	282 65

Name		Date		Name		Date	

[illegible]

BOURSE DE PARIS — 18 JUIN — COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

[illegible]

COTE DES CHANGES COURS DES BILLETS ETRANGERS MARCHÉ LIBRE DE L'OR

[illegible]

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. DIPLOMATIE

— La troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer.
— Les expériences atomiques : l'Union soviétique ne cherche qu'à briser le monopole nucléaire des superpuissances.

3-4. EUROPE

— PORTUGAL : la décolonisation difficile.
— U.R.S.S. : la mort du maréchal Joukov.

4. AMERIQUES

— ETATS-UNIS : le président Nixon semble améliorer sa position.
— INDOCHINE : plus de trois cents prisonniers du Vietnam du Sud dénoncent le « pourrissement politique » du régime de Saigon.

5. PROCHE-ORIENT

— L'aviation israélienne a bombardé à trois reprises des bases de l'Organisation pour la libération de la Palestine dans le sud du Liban.
— M. Nixon estime que les Etats de la région attendent « un rôle actif » de son pays.

6-9. POLITIQUE

— M. Giscard d'Estaing a présidé la cérémonie du Mont-Vallier.
— Les radicaux de gauche se montrent tentés par l'indépendance.
— L'U.D.R. s'adapte difficilement au régime nouveau.
— L'Assemblée nationale : la lutte contre le proxénétisme.
— Au Sénat : l'ordre social aux « marginaux ».

9. RELIGION

— Les Silencieux de l'église demandent une double enquête sur la mort du cardinal Durrig.

10. EDUCATION

— Les sujets de philosophie du baccalauréat.
— P.S. de solution en vue pour la grève des jeunes techniciens.

11. OUTRE-MER

— La Guyane en faillite (II), par J.-C. Guillebaud.

12. MEDICINE

— Au congrès de Grenoble : la médecine de famille a-t-elle un avenir ?

13. JUSTICE

— Tribunal administratif de Paris : le marchand de temple.
— Le ministre de l'Intérieur suspend l'expulsion d'un ressortissant marocain.

14. SPORTS

— FOOTBALL : la Coupe du monde.
— AUTOMOBILISME : la réglementation des futures courses d'endurance.

15. LE MONDE

— DES ARTS ET DES SPECTACLES : LIRE PAGES 17 A 24.
— EXPOSITIONS : Hartung à Paris ; Breuer aux Arts Décoratifs.
— MUSIQUE : le Festival de Glyndebourne.
— THEATRE ET CINEMA : Fantasio à vendre.
— RENCONTRE : Pierre Perault, un cinéaste et son pays.
— FESTES : la chronique de Chateaufort.

32. EQUIPEMENT ET REGIONS

— DISTRICT PARISIEN : la voie express rive gauche.

33-35. LA VIE ECONOMIQUE

— ET SOCIALE : M. Christian Bonnet se déclare satisfait de voir que Londres ne demande plus une renégociation globale du Marché commun agricole.

LIRE EGALEMENT

— RADIO-TELEVISION (25)
— ANNONCES CLASSÉES (28 A 31)
— GARNET (16)
— INFORMATIONS PRATiques (25)
— JOURNAL OFFICIEL (25)
— METEOROLOGIE (25)
— Mots croisés (25)
— FINANCES (37).

Pour vos vacances, louez la voiture qu'il vous faut chez Europcar. 645.21.25

Le numéro du « Monde » daté 19 juin 1974 a été tiré à 559 419 exemplaires.

A B C D F G H

A L'ASSEMBLÉE DE L'U.E.O.

Le représentant du gouvernement britannique fait campagne pour l'Eurogroupe

Le problème du rôle que peut et doit jouer l'Union de l'Europe occidentale a été posé brutalement au premier jour des débats de l'Assemblée de l'U.E.O. le mardi 18 juin, par le secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères, Mr Roy Jenkins. Ce dernier, qui au nom du conseil des ministres de cette organisation présentait à cette Assemblée le rapport d'activité annuel a pratiquement ignoré l'U.E.O. avec un vrai beau coup de fleurs et de couronnes.

Après avoir déclaré en effet que celle-ci devait jouer « un rôle exemplaire », il a « en qualité de membre du gouvernement britannique » fait un vif éloge de l'Eurogroupe, que les Anglais ont créé au sein de l'O.T.A.N. « Je reste convaincu », a-t-il dit, « que l'Eurogroupe offre le moyen le meilleur qui soit à notre disposition pour aller plus avant dans nos efforts pour la promotion, dans le domaine de la défense, d'une coopération européenne plus poussée sur le plan pratique. (...) Je pense que l'Assemblée de l'U.E.O. donnera son plein appui aux travaux de l'Eurogroupe. »

On ne saurait aller davantage contre le point de vue de la France. Celle-ci refuse, en effet, d'entrer à l'Eurogroupe, qui lui paraît trop atlantique ; elle donne sa préférence à l'U.E.O. pour traiter entre seuls Européens des problèmes de la défense commune. Or, l'attitude de M. Jenkins, qui a dit que deux membres français de l'Assemblée, MM. Forni (socialiste) et Krieg (U.D.R.), réagissent parmi les premiers contre les propos de M. Jenkins, ne demande surtout à la nouvelle secrétaire d'Etat française aux affaires étrangères, M. Bernard Desbrières, qui a toujours été un ardent défenseur de l'U.E.O., d'indiquer à l'Assemblée la commission de la défense, va se saisir de l'occasion pour intervenir vigoureusement à l'Assemblée. Elle ne le fera pas, mais elle rendra certains services tactiques.

Il est vrai, en revanche, que l'Assemblée de l'U.E.O. vient de se donner un président, U.D.R., M. Vessier. Ce poste revenait à tout prix à un Français et l'Assemblée a choisi le candidat qui

lui était présenté par la délégation française, alors qu'elle aurait préféré, semble-t-il, un « libéral », c'est-à-dire un centriste giscardien.

Jusqu'à la dernière minute, d'ailleurs, les centristes giscardiens, qui sont sept au sein de la délégation française, ont hésité à l'U.D.R. seulement, ont espéré que leur candidat, M. Legaret, l'emporterait, les socialistes, au nombre de quatre, et le communiste, représentant, M. L'huillier, n'ont pas voté. Mais, l'un des leurs étant passé dans le camp adverse, M. Vessier l'a finalement emporté par 7 voix contre 6. D'où l'apparition des socialistes giscardiens, et leur vive irritation contre le « transuge » dont le nom semblait connu de tous, en dépit du secret du scrutin.

JEAN SCHWOBER.

LES SOVIETIQUES COMPTERAIENT SUR M. NIXON POUR DÉBLOQUER LA CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE

Moscou (A.F.P.). — L'aide-mémoire que les Soviétiques ont adressé, le 18 juin, aux trente-quatre gouvernements représentés à la C.S.C.E. pour tous les pays d'Europe, sauf l'Albanie, ainsi que les Etats-Unis et le Canada — propose que « le niveau des négociations soit élevé » et que ceux-ci soient « tous des pays neutres » afin d'en finir avec la deuxième phase de la conférence et d'en arriver à la phase terminale.

Selon les milieux diplomatiques de Moscou, l'aide-mémoire soviétique traduit le mécontentement que provoque dans la capitale de l'U.R.S.S. la lenteur de la négociation de Genève et prépare le terrain pour la visite à Moscou du président Nixon. Le Kremlin espère que ce voyage permettra de sauver le grand projet de M. Brejnev.

Les Soviétiques se plaignent, en effet, que certains pays, et notamment les Neuf, minimisent l'importance des résultats déjà acquis, multiplient les propositions irréalisables et cherchent à renvoyer « aux calendes grecques » la troisième phase de la conférence.

NOUVEL ACCIDENT MORTEL A USINOR-DUNKERQUE

Le ministre du travail envoie une mission d'enquête

De notre correspondant

Dunkerque. — La série noire continue à Usinor-Dunkerque. Alors que l'émotion provoquée par la mort d'un fondeur, survenue le dimanche de la Pentecôte au haut fourneau n° 4 d'Usinor-Dunkerque, n'est pas encore apaisée (le Monde du 19 juin), un nouvel accident mortel s'est produit, mardi 18 juin, en début d'après-midi, dans ce même secteur névralgique. Un ouvrier peintre d'une entreprise extérieure, se livrant à des travaux d'entretien au haut fourneau n° 1, a succombé après avoir fait une chute de 5 mètres.

Certes, cet événement malheureux est arrivé dans des circonstances assez banales. Il semble bien que la victime, M. Ramdane Sebbane, cinquante-cinq ans, un père de famille de huit enfants, avait pris des risques inconsidérés en escaladant les boîtes de refroidissement, dont il devait nettoyer les joints. La direction de l'usine n'a pas manqué de mettre l'accent sur le fait que ces travaux d'entretien relevaient de l'entreprise extérieure qui en était chargée. N'empêche que, mardi, le chiffre de soixante-neuf morts (soixante-trois, selon les syndicats) a été atteint dans l'industrie de l'acier, où le problème de la sécurité et des conditions de travail se trouve posé avec encore plus d'acuité.

Ce nouveau « coup dur » a, bien sûr, renforcé les haut-fournistes dans leur détermination à ne pas reprendre le travail tant que leurs exigences concernant « le tracé de la mort » ne seraient pas satisfaites. C'est la position qu'ils avaient adoptée avant même que ne survienne la chute mortelle de M. Sebbane. On comprend que depuis ils n'ont pas varié.

Mardi soir, si de nouveaux points d'accord ont été trouvés avec la direction concernant le personnel des hauts fourneaux : retraite à cinquante-cinq ans, plus de déclassements, équipes renforcées, nouvelle étude du problème des salaires, il n'est pas sûr qu'ils suffiront à dégelier la situation et à éviter le chômage technique ne reprenne et ne s'étende dans l'usine. Les syndicats devaient réunir les travailleurs concernés par ce conflit ce mercredi à 16 heures. D'autre part, le ministre du travail, M. Durafour, a décidé d'envoyer à Dunkerque une mission d'enquête conduite par M. Blanc,

inspecteur général des affaires sociales. Elle aura pour tâche de « prendre, en liaison avec les autorités locales et le comité d'hygiène, toutes les mesures qu'impose la sécurité du personnel ».

Au début de juillet

M. GISCARD D'ESTAING VA RECEVOIR M. KISSINGER

M. Valéry Giscard d'Estaing recevra, au début du mois de juillet, M. Henry Kissinger, secrétaire d'Etat américain, comme celui-ci en avait exprimé le souhait, a annoncé mercredi 19 juin, au fil de sa conférence de presse, la présidence de la République. Cette visite, précisée à l'été 1974, aura lieu à l'occasion du séjour de M. Kissinger en Europe.

FLÉCHISSEMENT DES FRANÇAIS AUX JEUX OLYMPIQUES D'ÉTÉ

Les héros sont un peu fatigués. Et les Français, qui avaient réussi lors du tournoi préliminaire quelques exploits de taille, n'ont pas très bien joué mardi contre Cuba dans la quatrième ronde du tournoi final. Après leur match nul contre la Tunisie, Macias a perdu « facilement » contre le maître international Garcia. Seret a ajouté une partie sans espoir et Benoit a perdu également. Seul Besseny a pu sauver un demi-point. Défaite d'autant plus lourde que les Cubains n'apportent pas comme les plus dangereux dans ce lot très relevé du groupe B.

Après la troisième ronde, l'Italie est en tête de ce groupe B avec 9,5 points (sur 12), suivie du Danemark et d'Irakli avec 7,5, et de la Norvège et de l'Islande avec 7 points.

Dans le groupe A, celui des « grands », le match-phare de la troisième ronde opposait l'U.R.S.S. à l'Allemagne fédérale. Les grands maîtres soviétiques n'ont pas fait de quartier. Karpov a « balayé » le C.M. allemand Uecker. Tai avec deux pions de plus va gagner contre Reicht. Kouzmine a battu Duesball. Seul Kortchni a concédé une nulle à Flegler. Après trois rondes, l'Union soviétique a déjà pris la tête du classement général, avec 10/12, suivie de la Bulgarie avec 9 points. Viennent ensuite la Yougoslavie, l'A. la Hongrie, les Etats-Unis et les Pays-Bas, 7 points.

ANGLETERRE

Ecosse - Pays de Galles
Ete - Noël - Pâques

AVIC L'ORGANISATION
SCOLAIRE CULTURELLE
Séances linguistiques
voile, etc.

O.S.C. 15, place Jules-Ferry
92120 MONTEUIL
Tél. 735-14-88 et 735-76-32

L'AFFAIRE DES VINS DE BORDEAUX

MM. Lionel et Ivan Cruse et seize autres personnes comparaîtront en octobre devant le tribunal correctionnel

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — Après neuf mois d'une instruction particulièrement secrète — au silence de la justice correspondait le mutisme des Chartrons. — M. Jean Laparra, doyen des juges d'instruction de Bordeaux, va vraisemblablement alors, avant la fin du mois de juin, le dossier de l'affaire de la fraude sur les vins de Bordeaux. Quatre des inculpés devraient bénéficier d'un non-lieu, mais dix-huit autres seraient renvoyés devant le tribunal correctionnel pour fraude fiscale, fraude sur les appellations d'origine, falsification de vin et, dans certains cas, rebus d'exercice et opposition à fonction. Les audiences auraient lieu à la fin du mois d'octobre.

L'enquête a démontré que 20 000 hectolitres de vin du Midi ont été revendus à divers négociants par un courtier, M. Pierre Bert, comme du bordeaux supérieur, après transformation des acquits-à-caution, ce document administratif qui doit nécessairement accompagner toute circulation du vin. Cette fraude était facilitée par le fait que M. Serge Balen, un associé de M. Bert, disposait de la « machine », autorisation accordée par l'administration à un négociant de timbrer lui-même ces acquits sans passer par le régis pour cette opération.

Si M. Pierre Bert est le principal inculpé de cette affaire, MM. Lionel et Ivan Cruse, qui contestent tous

les chefs d'accusation, apparaissent déjà comme les vedettes de ce procès. Les répercussions familiales, commerciales, et professionnelles sont déjà telles que les premiers exportateurs de vin de Bordeaux se seraient bien passés de cette publicité supplémentaire.

Quant à la bataille d'omologues, les experts dégustateurs de la maison Cruse pouvaient-ils se tromper sur l'origine d'un vin ordinaire, jeune et d'une mauvaise année (1972) ? D'autres négociants moins connus sur le marché sont aussi poursuivis parce qu'ils n'ont pas fait leurs tests chais le vin falsifié de J. Bert.

Au conseil interprofessionnel des vins de Bordeaux on fait remarquer que la date choisie pour les audiences, si elle devait être maintenue, serait particulièrement malvenue dans la conjoncture actuelle de mévente et de surproduction. Les retombées de ce procès, fixé après les vendanges, à la principale période de vente du vin, pourraient être catastrophiques, économiques. Enfin, on estime que ce procès accablait encore les antagonismes entre viticulteurs et négociants, alors que la crise actuelle exacerbe déjà les rapports de ces deux professions, cinq négociants ayant été victimes d'attentats depuis moins d'un mois.

BRUNO DETHOMAS.

M. Wildenstein demande la restitution de tableaux saisis pour exportation frauduleuse

Citant le ministère de l'économie et des finances en responsabilité pour faute administrative, la société Wildenstein Incorporated, dont le président est M. Daniel Wildenstein, marchand de tableaux, a demandé, mardi 18 juin au tribunal administratif de Paris, la restitution de huit tableaux de maîtres (parmi lesquels des œuvres de Renoir, d'Utrillo et du Douanier Rousseau) saisis par l'administration des douanes, en février 1970, à l'aéroport d'Orly.

Achetés par un client américain de M. Wildenstein, ces œuvres, qui se trouvent aujourd'hui au musée du Louvre, avaient fait l'objet, selon l'administration, d'une fausse déclaration d'exportation de la part du titulaire, habituel de la société Wildenstein. En 1972, une transaction entre cette compagnie de transit et le ministère de l'économie et des finances devait se conclure par le paiement d'une amende de 250 000 F.

et l'abandon à l'état des œuvres d'art.

Mais la société Wildenstein accuse l'administration des douanes d'abus de pouvoir pour avoir saisi des biens appartenant à un tiers. Or le ministère des finances a fait observer à l'audience qu'un cas d'exportation frauduleuse, les biens saisis ne sont, selon la loi, jamais restitués au propriétaire, « réputé intéressé à la fraude » même s'il n'en est pas directement l'auteur. L'avocat du ministère a déclaré que la démarche de M. Wildenstein était surprenante, car « la fraude a une fin à l'exportation publique ». « Il était étrange », a-t-il ajouté, que la requête demandât la restitution des tableaux alors que sa compagnie implicite peut lui valoir un procès en correctionnelle, voire la prison ».

Rappelons que M. Daniel Wildenstein a été inculpé, le 11 septembre dernier, de fraude fiscale. Il a été libéré en liberté sous caution de 3 millions de francs.

La lutte contre la drogue

UN DES DERNIERS RESPONSABLES DE LA « FILIÈRE FRANÇAISE » EST ARRÊTÉ À DIJON

Un important trafiquant d'héroïne, M. Henri de Barros, a été arrêté mardi 18 juin, à Dijon (Côte-d'Or), par des policiers de l'office central de répression du trafic illicite des stupéfiants.

Selon les enquêteurs, M. de Barros appartenait au réseau d'André Condemine, disparu à l'automne 1972 après que son réseau ait été démantelé et dont le corps devait être retrouvé dans la Seine le 28 juillet suivant. Condemine apparaissait comme l'un des principaux artisans de la filière française au début des années 70. Les policiers avaient débusqué six passages de drogue par des membres de son réseau entre 1970 et 1972. Des cargaisons avaient été saisies à Buenos-Aires, à Miami et à Paris.

En novembre 1972, Condemine échappait aux policiers mais huit membres de son réseau — dont l'ancien général américain Umberto Mariotti Cortés — étaient arrêtés. En octobre 1973, les policiers arrêtaient un lieutenant de Condemine, M. Jean-Marc Munoz, actuellement détenu à Paris. La police américaine appréhendait pour sa part à Miami un autre trafiquant lié à Condemine, M. Alfredo Kaza, condamné par la suite à treize ans de prison. M. Henri de Barros était, selon les policiers, le dernier responsable du réseau encore en liberté.

Un avocat meurt à l'assaut. Le bâtonnier Robert, âgé de soixante-trois ans, du barreau de Chaumont, est mort soudainement, mardi 18 juin, au cours d'un procès devant la cour d'assises de la Haute-Marne. Son client, Ugo Giubbi, âgé de quarante-quatre ans, accusé de recel et d'abus de confiance, a été condamné à deux années d'emprisonnement, dont quinze mois avec sursis.

Du 13 au 29 juin aux

TEMPORELLES CHAUMET

Exposition des prestigieuses montres

★ VACHERON CONSTANTIN ★

Chaumet c'est un Univers

CHAUMET • LAROCHE • LES TEMPORELLES

12 place Vendôme Paris Tél. 260.32.82

ANNÉE SCOLAIRE 1974-75

Renseignements et inscriptions : Tél. 380.53.00

COURS RICHELIEU

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

75, avenue des Ternes - 75017 Paris

Autobus : 30, 31, 43, 52, 73, 82, 83, 92, PC
Métro : Étoile, Ternes, Pereire, Porte Maillot
R.E.R. : Étoile - S.N.C.F. : Porte Maillot

JEUNES GENS - JEUNES FILLES

Externat - Demi-Pension

ANGLETERRE

Spécial étudiants

3 semaines 920 F

Jul.-Août-Sept. - Log. et repas
Anglais : anglais général
12/17 de cours de langue
Intensive : cours de
Anglais commercial : prépa diplôme
British Chamber.
Activités variées, club privé, etc.
Séjours analogues pour
séjours de vacances et autres
documentations spéciales.

British European Centre
5, rue Richelieu, Paris 8e
260.18.34

Bois à découper

Avec la garantie
d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE

à partir de 595 F

dans un choix
de 3.000 draperies

LEGRAND TAILLEUR

21, rue du 4-Septembre, PARIS 10e